

Iran : de la révolution à la raison

La fausse démission du premier ministre iranien, M. Mir Hossein Mousavi, refusée par le président Khamenei et l'imam Khomeiny, marque à Téhéran la première grave crise politique depuis le cessez-le-feu avec l'Irak. Relégués au second plan par la décision de l'Iran d'accepter la résolution 598 du Conseil de sécurité et de négocier avec Bagdad sous l'égide de l'ONU, les divergences entre les différentes factions du régime ont une fois de plus refait surface.

Elles n'ont été apaisées — provisoirement — qu'à la suite de l'intervention du « guide de la révolution », qui a ainsi montré qu'il joue toujours un rôle de premier plan malgré le « poison » qu'il a avalé en acceptant de négocier une paix qu'il qualifie de « trahison ». En fait, à défaut d'un impossible accord entre les différentes factions rivales du régime, les dirigeants islamiques sont intervenus en force pour que le gouvernement de M. Mousavi, en sursis depuis trois mois, reste en place encore quelque temps afin d'éviter une rupture dans une période délicate. Rudement admonesté par l'imam, qui lui a rappelé que « le temps n'est pas aux plaintes et aux démissions », M. Mousavi s'est incliné et a retiré sa démission.

Il y a environ quatre ans, l'imam avait assuré le gouvernement de M. Mousavi d'un vote décisif en sa faveur en soulignant que le premier ministre avait « rétabli l'ordre » dans le pays. Mais ses détracteurs ne pouvaient être motivés que par les forces de Satan. M. Mousavi était alors en butte aux violentes critiques de la droite religieuse et des bazaris, qui mettaient non seulement en doute sa « gestion économique catastrophique » qui est en train de ruiner le pays, mais également sa « capacité personnelle à faire face à la crise ». L'isolement du premier ministre s'est depuis accentué, et son équipe est mise en cause par les « radicaux » du Majlis, qui lui reprochent son manque de détermination et le fait que le nouveau gouvernement qu'il a constitué ne tient pas compte de la majorité nouvelle issue des élections du printemps dernier.

L'imam Khomeiny a encore rogné les ailes du cabinet de M. Mousavi en informant que l'autorité qu'il avait été confiée l'année dernière au gouvernement de sanctionner les délits économiques serait transférée à la direction collégiale constituée en janvier afin de résoudre les impasses législatives. Tout semble indiquer que celle-ci, qui réunit les principaux responsables du pouvoir exécutif, législatif et judiciaire du pays, détient désormais l'essentiel du pouvoir. Elle dans la perspective de la poursuite de la guerre « jusqu'à la victoire », le Majlis est devenu un anachronisme que les dirigeants de Téhéran s'emploient à neutraliser, voire à éliminer.

L'heure est aux « pragmatistes », dont le chef de file, l'homme d'affaires Rafsanjani, qui tient actuellement le haut du pavé à Téhéran, s'efforce d'ouvrir le régime à l'Occident en renvoyant aux oubliettes de l'histoire les mots d'ordre révolutionnaires à présent dépassés. Ainsi que l'écrivait tout récemment encore dans l'« Islam » l'un des idéologues des « pragmatistes » : « L'ère de la raison a pris le pas sur l'ère de la colère révolutionnaire ».

Un premier accord sur la « restitution » des terres

Les Indiens du Canada veulent faire reconnaître leur identité

Pour faire valoir leurs droits et protéger leurs intérêts économiques, les Indiens du Canada ont repris le sentier de la guerre. Non sans succès : une première série d'accords ont été conclus, le lundi 5 septembre, entre leurs chefs et le gouvernement fédéral canadien sur la « restitution » de terres indiennes.

Mais, pour les premiers habitants du Canada, le plus dur reste à faire : obtenir la « restitution » de certains droits ancestraux qui constituent leur identité.

MONTREAL
de notre correspondant

« S'il advenait qu'un grand maître menace les nouvelles générations, alors celui qui est capable de grimper au sommet de l'arbre aux longues feuilles regardera dans toutes les directions. S'il aperçoit un danger approcher, il appellera le peuple de la confédération des six nations iroquoises. » De chaque côté de la frontière canado-américaine, les quelque 50.000 Mohawks, Oneidas, Onondagas, Cayugas, Senecas et Tuscaroras ont dépoussiéré cet extrait de la « grande loi de la paix » pour mieux préparer la guerre. Le 1^{er} juin dernier, les 6.000 Mohawks de la réserve de Kahnawake, située aux portes de Montréal, sur la rive sud du Saint-Laurent, ont été pris par surprise.

Deux cents agents de la gendarmerie royale du Canada (GRC) ont fait irruption, mitrailleuse au poing, dans une douzaine de magasins de ce petit territoire, 4.151 hectares coincés entre le chemin de fer, la voie maritime, le pont et les autoroutes des Blancs.

Dans cette banlieue peu ordinaire, les gendarmes ont prestement arrêté dix-sept Mohawks et saisi des milliers de cartouches, de cigarettes américaines, considérées comme du « matériel de contrebande ». Un vol de 450 millions de dollars (plus de 2 milliards de francs), disent les Mohawks, qui n'ont pas de mots assez forts pour condamner cette « invasion brutale » de leur territoire, cette « violation de leur souveraineté ».

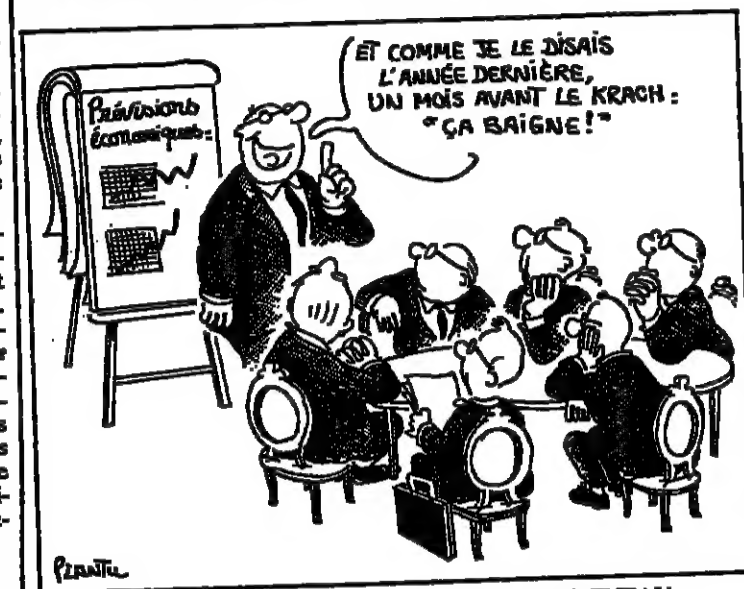
MARTINE JACOT.

(Lire la suite page 6.)

Les nouvelles estimations du FMI

La croissance des pays industriels atteindra 3,8 % cette année

La croissance économique des pays industriels devrait être plus forte que prévu et atteindre 3,8 % cette année, estime le Fonds monétaire international. L'aspect positif de ce dynamisme est limité par la très lente correction des déséquilibres entre le déficit de la balance des paiements courants des Etats-Unis et les excédents japonais ou allemands. La vigueur de l'économie mondiale sera cependant insuffisante pour doper les cours du pétrole, qui viennent d'atteindre leur niveau le plus bas depuis 1986.



Lire page 37 l'article de FRANÇOISE CROUGNEAU.

La situation en Pologne

Les syndicats officiels demandent la démission du gouvernement.

PAGE 3

Divisions au Front national

M. Bachelot exclu, M. Arrighi suspendu.

PAGE 12

M. Joxe en Corse

Enlever aux nationalistes « tout prétexte à la violence ».

PAGE 12

Traitement du diabète

Le pari de la ciclosporine.

PAGE 14

Le « baron noir » démasqué

Selon le ministre de l'intérieur, plusieurs pilotes ont survolé Paris la nuit.

PAGE 23

Le sommaire complet se trouve en page 42

L'ENQUÊTE : les marginaux aux Etats-Unis

La « sous-culture » des ghettos noirs

La lutte contre la drogue est au centre de la campagne électorale américaine. Un fleau dont les corollaires, gangs et criminalité, achèvent de discréditer les quartiers les plus déshérités des grandes villes américaines. Los Angeles ne fait pas exception.

WATTS (Los Angeles)
de notre envoyée spéciale

Evidemment, ce n'était ni le sommet de Moscou ni les accords de Camp David ! Juste une vingtaine d'adolescents noirs, enfermés deux jours durant, en cette fin août étouffante, dans un motel de Watts, une banlieue pourrie au sud de Los Angeles. Avec eux, un prêtre, assez fou pour prétendre les aider à mettre un terme à la « guerre des

gangs ». Comme si cette poignée de gamins mûris trop vite et affublés pour la circonstance des badges et de bijoux de leurs bandes respectives — allaient à eux seuls enrayer le fleau qui ravage la mégapole californienne : 387 morts en 1987, une centaine déjà depuis le début de l'année.

Plus de la moitié des victimes étaient des passants innocents, selon les chiffres officiels. Avec pour seul tort d'être, au mauvais moment, au mauvais endroit. Pris entre deux feux, deux haines, deux couleurs : le rouge, emblème des « Bloods », et le bleu, celui des « Crips », les deux gangs noirs rivaux. A cela il faut ajouter le blanc, des tonnes de blanc, celui de la cocaïne : le véritable nerf de cette guerre.

Un kaléidoscope qui donne le tournis. A Washington surtout, où

empêtrée dans une année électorale déconcertante qui place en priorité l'insoluble problème de la lutte contre la drogue, la classe politique se serait bien passée de cette publicité faite tout à coup à la « guerre des gangs ».

D'abord, la sortie du film très controversé de Dennis Hooper *Colors* en avril (voir le Monde du 19 août) ; à présent ce mini-sommet de la paix, forcément avorté. Encore du cinéma !

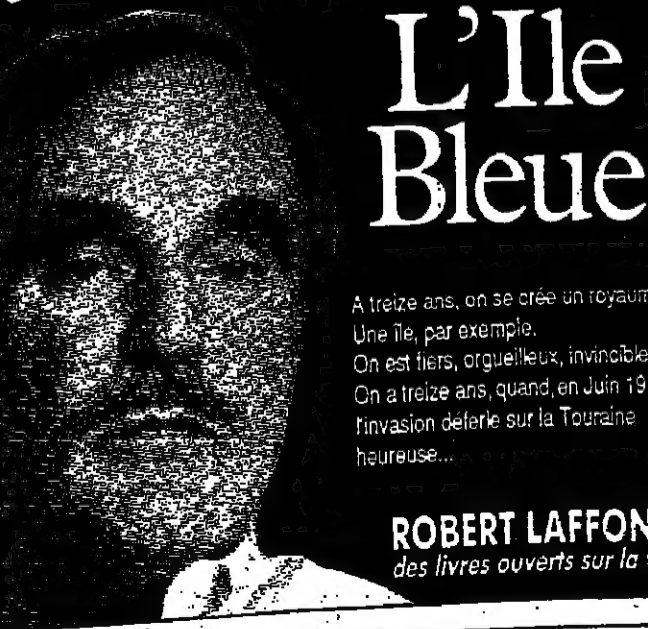
Et pourtant. En voyant à la télévision la noria des voitures de police, et les tireurs sur le toit prêts à tout, beaucoup se sont souvenus de cette banlieue triste, durement corsetée par les Highways : Watts. Parmi les palmiers indifférents, un monument en soi, à la colère des ghettos.

MARIE-CLAUDE DECAMPS.

(Lire la suite page 4.)

Le nouveau roman de l'auteur de Qui se souvient des Hommes...

JEAN RASPAIL L'Ile Bleue



A treize ans, on se crée un royaume. Une île, par exemple. On est fier, orgueilleux, invincibles... On a treize ans, quand, en juin 1940, l'invasion déferle sur la Touraine heureuse...

ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie

Le film de Martin Scorsese et les chrétiens

Tentations de scandale

par Bruno Frappat

On n'a pas vu mais on sait. On croit savoir, surtout. Et chacun a son avis sur le film de Martin Scorsese, *La Dernière Tentation du Christ*, présenté le mercredi 7 septembre à la Mostra de Venise. L'œuvre a déjà ses partisans et ses adversaires, les premiers puisant dans la hargne des seconds un aliment à leur indignation anti-inquisitoriale et anti-obscurantiste. Les fondamentalistes américains manifestant dans la rue contre un film que rien ne les oblige à aller voir, sauf masochisme, sont les alliés objectifs de ceux qui voient dans la réaction a priori des croyants ou des porte-parole de l'Eglise catholique un retour au fanatisme médiéval.

Le scandale, si scandale il y a, n'est pas dans l'œuvre, il est dans le sujet et on verra qu'au fond les croyants ne devraient pas, au

contraire, se sentir « déstabilisés », sauf à avoir ignoré jusqu'à ce film l'un des fondements... de leur foi.

Les rapports de l'art et de la foi n'en sont certes pas à leur premier incident. L'histoire de la création humaine est riche de scandales qui ne durèrent que le temps d'un brasier, d'un bûcher... et qui s'anéantirent avec les passions de ceux qui les vécurent.

Sans remonter aux plurisculaires querelles sur la question (déjà !) de la représentation de la figure du Christ dans les lieux de culte — fallait-il aller dans son temple adorer l'Eternel... ou son image ? — les Français, pour s'en tenir au domaine du cinéma, ont en mémoire les débats de l'époque gaullienne sur l'interdiction du film de Jacques Rivette s'inspirant de la *Religieuse* de Diderot ou, plus près de nous, les polémiques

sur le film de Jean-Luc Godard *Je vous salue, Marie*. Et sans parler de *Théorème*, de Pasolini, qui, en 1968, obtint conjointement le prix de l'Office catholique international du cinéma... et les foudres de Rome.

Le sentiment de répétition lassante et d'immobilisme des mentalités qu'on peut avoir à ce sujet est peut-être trop vite éprouvé. Il masque une évolution que révèle la lecture attentive du texte des cardinaux Lustiger et Decourtray.

(Lire la suite page 22.)

Immobilier

Une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue.

Pages 33 et 34

M 0147 - 0908 D - 4,50 F



A L'ÉTRANGER : Algérie, 4,50 DA ; Maroc, 4,50 dh ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Danemark, 7,20 F ; Espagne, 425 F CFA ; Finlande, 10 fr. ; France, 155 fr. ; Grèce, 60 p. ; Italie, 180 lt. ; Japon, 80 p. ; Israël, 1.700 L. ; Liban, 0,400 L. ; Luxembourg, 30 F ; Malaisie, 12 fr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Royaume-Uni, 335 F CFA ; Suède, 12,50 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; USA, 1,80 \$; USA (West Coast), 2 \$.

مَكْنَزٍ مِنَ الْأَصْلِ

Débats

FRANCE

La démocratie a besoin d'une vraie droite

par JEAN-MARIE BENOIST (*)

Il est de bon ton, aujourd'hui, dans maint quartier de la vie politique française, de décréter que la droite est morte et que l'opposition a vécu. Même les partis et formations qui avaient soutenu avec enthousiasme et discipline la politique heureuse du gouvernement de Jacques Chirac entre 1986 et 1988 — fors l'espérance de 1984 concrétisée par l'élection de mars 1986 — semblent s'abandonner à la mélancolie comme si les valeurs, les idées et les hommes auxquels ils avaient fait confiance s'étaient mis soudainement à ne plus avoir cours.

Il n'est de semaine où l'on ne tente de nous persuader que l'opposition est démantivée, tant et si bien que certains des ténors de la majorité d'hier, conditionnés par cette opération de propagande, paraissent vouloir se partager entre le mutisme bougon et craintif — drapeau en berne ou replié dans la poche — la fuite en avant vers de mythiques opérations de « renouvellement » et le ralliement pur et simple au président de la République : ces farouches tenants d'un libéralisme triomphant n'ont pas fait tout humble pour collaborer avec les adversaires d'hier dès qu'on les a sonnés, et sommés de partager une aventure dont le moins qu'on puisse dire est que les contours et le profil ne sont pas encore définis.

Un théâtre d'ombres chinoises

« Thèse, antithèse, prothèse » semble être la devise de ces centristes empressés qui, torturés dans leur mauvaise conscience chrétienne de voir le gouvernement socialiste privé de majorité vraie au Parlement, exécutent leur appétit de marquoins par le sentiment qu'ils affichent d'avoir à sauver la France d'une nouvelle coalition socialo-communiste. L'on voit même, comble de la frivolité, l'ex-statue du Commandeur de l'orthodoxie « gaullienne », grand pourfendeur de la cohabitation naguère, faire anti-chambre en spéculant sur le renvoi — improbable, du reste — du giron d'écrou, pour s'installer, comme si de rien n'était, à Matignon, dont il semble avoir gardé la nostalgie. Qu'importe le flacon !

A la veille de la commémoration de la Révolution française, de la Déclaration des droits, de la Fête de la Fédération — mais hélas aussi des massacres de septembre, des guillotinades et de la loi des suspects —, l'œuvre entreprise par l'Elysée consiste à tenter artificiellement de gommer les contours des familles politiques françaises, de faire croire que tout se vaut dans une continuité pseudo-unanimiste et de passer, comme l'a dit Roland Dumas au lendemain de la réélection de François Mitterrand, « de la pyramide de tous les Français ».

Or cette opération d'étouffement des différences par narcose de la cité, par création d'une France somnambule, est contraire

à la tradition profonde de la cité démocratique, qui suppose les deux piliers distincts d'une droite et d'une gauche, toutes deux démocratiques, respectueuses l'une de l'autre, et capables d'alternance : le parti tory et le Labour en Grande-Bretagne, les républicains et les démocrates aux Etats-Unis, dans une moindre mesure, l'alternance CDU-SPD en Allemagne (faussée par l'excessive capacité de manœuvre des libéraux de M. Genscher) montrent suffisamment que l'intérêt du choix libre des électeurs et la richesse d'une culture démocratique reposent sur une saine bipolarité à angles bien définis, et à choix politiques distincts au sein d'un contrat social leur faisant partager les mêmes valeurs constitutionnelles et éthiques : état de droit et respect de la personne.

Pour la gauche française en voie de se démanteler, Jacques Julliard a su, en juin dernier, exprimer dans le *Nouvel Observateur* l'intérêt qu'elle avait à conserver son âme et son identité et à ne pas voir celles-ci se dissoudre dans une utopie ou une atonie socialo-centriste, mariage du cheval et de l'aloüette.

A droite, il appartient aux hommes libres et aux idéologues lucides de rappeler que, sous la surface de ce théâtre d'ombres chinoises qui vient lieu en ce moment de vie politique à la France, la droite démocratique et libérale, la DDL, garde toutes ses chances pour demain, car ses gisements intellectuels et ses réussites politiques récentes sont intacts et encore actifs : les faits et l'histoire contemporaine ne laissent pas, en effet, d'illustrer sa pertinence.

Pour résumer la situation, on pourrait écrire que les concepts, les idées et les méthodes de la droite libérale ont su résister et faire tomber en désuétude la culture de la gauche marxiste, et donc un pan entier du socialisme ; que les actes de libération de l'économie et de la cité accomplis par le gouvernement Chirac entre 1986 et 1988 ont remis la société française à l'heure des autres grands pays libres dans le monde, là où la désaturation a permis d'articuler réalisations et idéologie libérale. Mais, par un fâcheux penchement qu'a la droite française à avoir peur de son ombre et de son nom, nous sommes devenus le seul pays parmi les démocraties occidentales où un président et un personnel politique socialistes aient pu se permettre d'empocher les dividendes des réussites idéologiques, économiques et sociales de la droite.

Plutôt que d'épiloguer indéfiniment sur les causes de ce malentendu, tentons d'énumérer les conditions auxquelles la droite démocratique et libérale française, qui correspond à « la majorité sociologique du pays », pourra retrouver dans l'harmonie d'une alternance prochaine la synthèse active et concrète de son idéologie, de ses valeurs, de sa pratique politique et économique et de l'exercice du pouvoir.

Première condition : s'assumer comme droite, c'est-à-dire un

conservatisme libéral de progrès. A force de se laisser intoxiquer et conditionner par les terroristes intellectuels issus d'une gauche pourtant décadente idéologiquement, les forces de fidélité aux valeurs et d'ouverture au progrès économique, industriel, technologique, parentes du conservatisme anglais de Mrs Thatcher, se sont adonnées aux étreintes équivoques avec un centre gauche de type technocratique qui ne rêvait que de pulvériser la droite tout en lui empruntant ses acquis.

Effort, patrie, liberté, famille

Pour regagner le pouvoir et la confiance que les Français lui ont donnés en 1986, la droite française doit assumer son identité de droite, ne pas renoncer dès le premier virage à son ambition de resusciter la liberté sous toutes ses formes à l'encontre de l'étatisme de gauche, faire refluer la société civile et le marché, mais aussi savoir garder toutes les responsabilités de l'état garant en matière de sécurité intérieure et extérieure, de défense et de résistance au totalitarisme qui fut longtemps l'allié de la gauche. Etre de droite aujourd'hui, être un conservateur éclairé et libéral, c'est proclamer haut et fort que la menace totalitaire commande aux sociétés libres un renforcement des alliances européennes et atlantiques et un rôle dynamique et moteur de notre pays dans cette tâche.

Il est absurde pour la droite démocratique et libérale d'avoir déserté ce terrain, en laissant le champ libre à la démagogie frustre d'un tribun dont les outrances et les éruditions ont offert à la gauche l'occasion bénie d'un épouvantail facile.

Il convient de s'atteler à offrir à l'électorat qui s'était égaré sur le nom de ce tribun une thématique et un discours précisément ancrés dans les valeurs qui correspondent à l'essentielle modernité de la droite : l'effort, la patrie, la liberté, la réhabilitation de la famille comme creuset de la morale et du respect mutuel et concret des personnes singulières.

Deuxième condition, et corollaire de la première : continuer, comme l'a fait Jacques Chirac, tant dans ses discours que dans son action, à montrer que la pensée de droite aujourd'hui est un humanisme, et que, fidèle à des valeurs, elle a répudié définitivement les péchés dont on avait taxé — durement et indûment — une certaine droite : le racisme et l'antisémitisme. Ce travail culturel et idéologique a eu lieu depuis deux décennies, et on ne saurait, sans encourir la dérision, sonner aujourd'hui le tocsin en faisant croire que 15 % des Français sont aujourd'hui englués dans ces hideuses monstruosités.

L'obsession du marketing

Troisième condition : une modestie nouvelle de la classe politique, issue dans sa majorité des castes technocratiques, tant à gauche qu'à droite. Cette classe politique doit se mettre doublement à l'écoute des hommes et femmes de terrain et d'expérience, membres de la société civile, et des hommes et des femmes d'idée et d'idéologie : c'est, aux Etats-Unis, comme au Royaume-Uni, parce que le Parti républicain et le Parti conservateur ont su travailler en osmose avec leurs intellectuels qui sont des sources vives que le parti a été gagné : Heritage Foundation, en prise directe sur la Maison Blanche de Reagan, Bow Group, Conservative Philosophy Club pour les Tories de Margaret Thatcher, qui ont illustré que les laboratoires d'idées étaient le lieu indispensable de la métamorphose de la réflexion en action : lutter contre la myopie technocratique grâce à une réflexion approfondie sur les valeurs et les thèmes du long terme, tel est le défi de la droite si elle veut demeurer humaine.

Cela commande une quatrième condition : délivrer le politique de son obsession de marketing qui a amené des leaders d'excellente qualité à se contrefaire en fon-

tion des enseignements grossiers et faussement quantifiés des sondages et études de marché. La politique est l'art d'être soi-même et de témoigner de ce à quoi l'on croit profondément, non une quête hystérique de l'opinion aux contours mouvants de laquelle, ectoplasme pathétique, l'on chercherait vainement à se conformer comme le courtisan d'une idole abstraite.

Ne pas seulement se concentrer sur les problèmes du quotidien mais comprendre que la nouvelle génération est politique !

Une fois délivrés de cette ornière, les hommes de la droite démocratique et libérale qui légitimement aspirent à mobiliser et à rassembler les Français sur des valeurs, un programme et des enjeux concrets, doivent avoir le courage d'enterrer la hache de guerre qui a séparé leurs familles politiques traditionnelles : la richesse des héritages est telle qu'elle ne peut que séduire un électeur épris d'unité sur des enjeux fondamentaux.

La querelle entre gaullistes et atlantistes ou européens n'est ici plus de mise : la grande formation politique conservatrice et libérale, ou libérale populaire, qu'Edouard Balladur ici même appelle de ses vœux, sera l'héritière à la fois de la fibre populiste du gaullisme, capable de rassemblement, de son souci profond de la défense, mais elle saura aussi intégrer l'apport légitime de ceux qui, veilleurs antitotalitaires, ont voulu voir se trouver refondés l'alliance atlantique et le projet de construction de l'Europe.

Cette réconciliation entre le RPR et le PR, ainsi qu'avec les éléments sains du centrisme d'opposition, est le creuset de la mouvance libérale conservatrice qui rendra la droite démocratique attirante à tous les hommes de bonne volonté : Jacques Chirac en a, par sa pensée et son action, tracé d'avance les contours. Il lui appartient encore, et peut-être dans un bref avenir, d'être celui qui vendra les fruits de cette métamorphose politique dont il a été l'inspirateur et l'agent. Au moment où Raymond Barre se livre à la dérive de son rêve égotiste, et où Jean-Marie Le Pen redevient ce qu'il est, l'avenir est dans la construction par Jacques Chirac de cette droite démocratique et libérale nécessaire à l'équilibre de la démocratie, une fois dissipées les fumées du centrisme équivoque rallié.

Comme l'écrit Jean-François Revel, « la France d'aujourd'hui a moins besoin de mythes que de lucidité, et plus besoin d'anticiper l'avenir que d'idolâtrer le passé. (1) »

(1) Le Point, 5 septembre 1988.

BIBLIOGRAPHIE

« Homo sportivus », de Philippe Simonnot

Critique de l'économie olympique

PHILIPPE SIMONNOT a le goût du paradoxe. Ce n'est pas l'argent, dit-il, qui a envahi le sport, mais l'inverse. Le sport est devenu la référence majeure des hommes d'argent, ces « golden boys » de la Bourse, « aussi jeunes, aussi beaux, aussi bronzés que les héros du stade » et, comme eux, avides de battre des records, le regard fixé sur les chiffres qui mesurent leurs performances. *Homo sportivus*, de la doctrine classique à celle le pas à l'*Homo sportivus*, en même temps que la jeune « économie olympique » succédait à la vieille « économie politique » dans sa fonction principale, qui était de « gouverner les hommes autrement que par la force ».

Car d'où est née, au dix-huitième siècle, l'économie politique, sinon de la faillite du pouvoir monarchique et du constat que, l'ancienne morale ayant échoué à civiliser les mœurs, le « commerce », ainsi que l'écrit Montesquieu, peut y réussir à sa place ? Et comme le « commerce » à son tour, responsable des maux de la révolution industrielle, montrait des signes de faiblesse, voici que surgissait, à la fin du dix-neuvième siècle, grâce à l'intuition du baron de Coubertin, un substitut miraculeux : le sport. « D'une part, affirme Philippe Simonnot, le sport, comme le commerce au dix-huitième siècle, est censé adoucir les mœurs. D'autre part, une sorte de main invisible conduit les sportifs à élever ou bien commun, en assurant la paix sociale et en contribuant efficacement à la paix internationale. » Le sport supplée même l'économie dans la mission qu'elle avait elle-même héritée de la religion : la régulation du sexe ou, comme le précise Philippe Simonnot, la domestication de la « bête humaine ».

Légitimité et sponsoring

La vie économique a donc peu à peu pris modèle sur la vie sportive : on voit aujourd'hui l'aboutissement de cette évolution, qui conduit les entreprises à renforcer leur légitimité auprès du public par le moyen du sponsoring sportif et, du même coup, leur crédit auprès de leur propre personnel par l'image qu'elles parviennent ainsi à se donner. L'économie sportive est désormais la marque de l'ère post-industrielle : « Par rapport au sport-dollar, écrit notre auteur, l'euro-dollar, le pétrodollar, voire le dollar tout court ont comme un parfum d'archaïsme. »

Chemin faisant, Philippe Simonnot passe en revue, avec la même impertinence, les stratégies des médias, les salaires des champions, la fin de l'amateurisme, les méfaits du dopage, les dérives du nationalisme, les faiblesses des équipes françaises. Il le fait, on s'en doute, sans volonté moralisatrice, mais sa conclusion n'est pas dénuée de gravité : symptôme, parmi d'autres,

d'un retour à l'hellénisme, l'olympisme, « héritage du vainqueur », lui apparaît comme l'expression d'un grave dérive de notre temps, dont l'hellénisme fut, il y a un demi-siècle, la tragique manifestation.

On ne discutera pas cette dernière affirmation, qui est peu argumentée. L'essai de Philippe Simonnot, brillant et stimulant, procède ainsi, par généralisations puissantes et formelles à l'emporte-pièce. C'est la loi du genre. Mais ses idées reposent sur des bases solides. Il est bien vrai que le sport a toujours eu partie liée avec le développement du capitalisme : il a valorisé dès sa naissance les vertus de caractère et d'énergie qui sont l'appanage des chefs, en particulier des chefs d'entreprise, et il a servi ensuite, à mesure de son expansion, à encadrer les masses ouvrières. Philippe Simonnot brode avec talent sur ce double thème. Quant à l'« explosion » du sport-sponsoring depuis dix ou vingt ans, elle est assurément à mettre en rapport, comme le suggère l'auteur, avec l'évolution de l'économie. Sans doute serait-il nécessaire d'analyser en détail, dans sa diversité et ses contradictions mêmes, le monde du sport pour mieux mesurer la complexité des enjeux politiques qui lui sont associés. Le mérite d'*Homo sportivus* est d'en souligner l'importance.

THOMAS FERNICZ.

* *Homo sportivus*, coll. « Au vif du sujet », Gallimard, 200 p., 52 F.

MANCHETTES

Calendrier national

Le scandale n'est pas toujours là où on croit le voir. C'est le cas à propos du sénateur calendrier qui vient de faire le président du Front national au cap d'Adge. La presse a donné une audience démesurée à des propos qui ne vaudraient même pas à l'esprit des canons du journalisme la plus minime place dans les cours de récréation d'écoles primaires.

Il n'est pas nécessaire de faire une étude minutieuse pour se rendre compte que la part réservée dans la presse aux travaux de François Doko qui vient de mourir, ou à la désagrégation de la famille d'un ouvrier alépien tué récemment dans l'indifférence alors qu'il se portait au secours d'une vieille dame agressée par des voyous, est infiniment plus faible que le tapage fait autour de propos vulgaires.

Dans cette affaire, qui ne mériterait au plus qu'une « brève », le plus digne est bien l'agressé : Michel Durafour, en refusant de prolonger le scandale par un écho judiciaire.

ROBERT REZENDEL (Dunkerque.)

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-87-27

Tél. MONDIPAR 850572 F

Télécopieur : (1) 42-23-06-81

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

Microfilms et index du Monde : Renseignements au (1) 42-47-89-61

ABONNEMENTS

BP 50709 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-96-72

TARIF

FRANCE

3 mois

6 mois

9 mois

1 an

1 200 F

1 300 F

1 400 F

1 500 F

1 600 F

1 700 F

1 800 F

1 900 F

2 000 F

2 100 F

2 200 F

2 300 F

2 400 F

2 500 F

2 600 F

2 700 F

2 800 F

2 900 F

3 000 F

3 100 F

3 200 F

3 300 F

3 400 F

3 500 F

3 600 F

3 700 F

3 800 F

3 900 F

4 000 F

4 100 F

4 200 F

4 300 F

4 400 F

4 500 F

4 600 F

4 700 F

4 800 F

4 900 F

5 000 F

5 100 F

5 200 F

5 300 F

5 400 F

5 500 F

5 600 F

5 700 F

5 800 F

5 900 F

6 000 F

6 100 F

6 200 F

6 300 F

6 400 F

6 500 F

6 600 F

6 700 F

6 800 F

6 900 F

7 000 F

7 100 F

7 200 F

7 300 F

7 400 F

7 500 F

7 600 F

7 700 F

7 800 F

7 900 F

8 000 F

8 100 F

8 200 F

8 300 F

8 400 F

8 500 F

8 600 F

8 700 F

8 800 F

8 900 F

9 000 F

9 100 F

9 200 F

9 300 F

9 400 F

9 500 F

9 600 F

9 700 F

9 800 F

9 900 F

10 000 F

10 100 F

10 200 F

10 300 F

10 400 F

10 500 F

10 600 F

10 700 F

10 800 F

10 900 F

11 000 F

11 100 F

11 200 F

11 300 F

11 400 F

11 500 F

11 600 F

11 700 F

11 800 F

11 900 F

12 000 F

12 100 F

12 200 F

12 300 F

12 400 F

12 500 F

12 600 F

12 700 F

12 800 F

12 900 F

13 000 F

13 100 F

13 200 F

13 300 F

Etranger

POLOGNE

Les syndicats officiels demandent la démission du gouvernement de M. Messner

VARSOVIE
de notre envoyé spécial

Du rififi dans le monde syndical officiel et feutré d'un régime communiste. De mémoire de Polonais, on n'avait jamais vu ça. Voici pourtant la nouvelle, tombée mardi soir 6 septembre, sur les téléécrans de Varsovie : dans une résolution adoptée par son grand conseil au complet, l'Entente nationale des syndicats professionnels - c'est-à-dire l'OPZZ, dont le secrétaire général est membre du bureau politique du PC polonais - invite les députés syndicalistes de la Diète (Parlement) à déposer contre le gouvernement de M. Messner, une motion de censure et tous les députés de l'Assemblée à la voter. Seconde résolution, qui éclipse peut-être un peu les objectifs de la précédente, l'OPZZ ne voit pas de raison particulière à la légalisation du principe de deux syndicats par entreprise. Exit, a priori, les chances de l'Entente de se voir à nouveau autorisée en tant qu'organisation syndicale. Cependant, dans le climat extrêmement confus qui règne en ce moment dans les milieux dirigeants, il ne faut jurer de rien.

L'apparente « rébellion » des syndicats appointés par le parti contre leur gouvernement n'est peut-être qu'une manœuvre destinée, d'une part, à essayer de redorer leur propre blason et, d'autre part, à canali-

ser le mécontentement des masses contre une structure qui compte évidemment beaucoup moins ici qu'à Paris ou à Londres. Les gouvernements ont déjà beaucoup « sauté » en Pologne sans que les choses changent pour autant.

L'actuel premier ministre, M. Zbigniew Messner, qui confesse ses « erreurs » au comité central extraordinaire des 27 et 28 août (le Monde du 30 août) était déjà condamné et n'avait dû son salut qu'à l'intervention du général Jaruzelski. Le « fusible-Messner », nommé à son poste en 1985, pourrait donc disjoindre de la réunion de la Diète à une date non encore fixée, mais qui devrait se situer dans la troisième semaine de septembre.

Nouvelles grèves, si...

En principe, les dés sont jetés mais, en tant que chef suprême du parti, le général Jaruzelski peut encore sauver son gouvernement en ayant recours à la procédure de discipline obligatoire de vote pour tous les élus communistes à la Diète. Pourquoi le ferait-il ? Peut-être pour épargner non M. Messner mais l'un de ses ministres, le général Kiszczak, responsable de l'intérieur et négociateur, sinon initiateur, de la récente reprise du dialogue avec Lech Walesa et ses amis.



Il ne faut pas s'y tromper : c'est encore et toujours l'électricien de Gdansk qui joue un rôle-clé dans la crise. Lui et tous ceux qui l'entourent, qui soutiennent passionnément son objectif numéro un : ressusciter au plan légal le premier syndicat libre du monde communiste.

La centrale officielle s'était déjà prononcée contre la légalisation de la puissante concurrence. Elle vient d'enfoncer à nouveau le clou avec sa seconde résolution. Si le principe d'un syndicat unique par entreprise est maintenu, comme le souhaite l'OPZZ, il ne reste plus à Lech

Walesa qu'à en créer là où il n'y en a pas - ce qui est assez rare - ou à infiltrer ses amis dans les comités existants. Ce processus de longue haleine, qui priverait en outre Solidarité d'une victoire aussi petite que spectaculaire, a d'ores et déjà été rejeté par Lech Walesa.

Le Prix Nobel de la paix 1985 l'a réaffirmé avec force lundi soir à Gdansk dans un entretien avec des journalistes occidentaux : « Les ouvriers polonais veulent la légalisation de Solidarité. » Si cet objectif n'était pas atteint, il « refusera ce qu'il a déjà fait et très vite », c'est

à dire l'appel à la grève. Même son de cloche à Varsovie chez des intellectuels proches du mouvement, comme Jacek Kuron, Bronislaw Geremek ou Tadeusz Mazowiecki. Rencontrés séparément chez eux, les trois hommes sont unanimes : « Légalisation de Solidarité avant tout le reste. » Le seul compromis possible, selon l'un d'eux, « concerne le moment de l'opération ».

La « table ronde »

Tout le problème, apparemment, est de savoir si Solidarité sera admise en tant que telle à cette grande réunion sur le pluralisme promise à Lech Walesa par le général Kiszczak ou si la question ne sera abordée que plus tard au cours de la discussion. La partie de bras de fer se poursuit pour moitié dans la coulisse, pour moitié devant les micros. Dans la coulisse, les gens de Solidarité continuent de négocier avec le pouvoir. « Les contacts sur le mode opératoire de la future « table ronde » se poursuivent », nous a déclaré, mardi soir, M. Bronislaw Geremek. Mais c'était, il est vrai, une heure avant que ne soit rendue publique la « sortie » de l'OPZZ.

Un peu plus tôt dans la journée, au fil d'une longue et fiévreuse intervention devant la presse, M. Jerzy Urban, porte-parole du gouvernement, avait pour sa part laissé comprendre que la légalisation de Solidarité n'était pas à

l'ordre du jour. S'adressait-il par-dessus les têtes des journalistes directement à l'OPZZ ? Toujours est-il que dans la seule phase limpide de son exposé, M. Urban avait déclaré : « Rien, quant à l'élargissement du modèle syndical en Pologne, rien ne sera décidé sans les syndicats. » Officiels, bien entendu.

Lesdits syndicats ayant désormais parlé, et nettement, il ne reste plus au général Jaruzelski qu'à faire porter à Lech Walesa un message du genre : « Désolé, j'aurais bien voulu vous donner satisfaction, mais les syndicats officiels ne veulent pas de vous... » Certes, le numéro un polonais pourrait aussi agir en homme d'Etat et rendre justice aux travailleurs de son malheureux pays. Ses actes passés n'incitent guère à l'optimisme...

« C'est simple, nous disait Jacek Kuron, si les travailleurs n'obtiennent pas satisfaction sur Solidarité, il y aura une nouvelle vague de grèves, et puis une autre et une autre encore... » Et comme on lui faisait remarquer que la légalisation du syndicat signifierait sans doute le début de la fin pour le communisme en Pologne, l'homme de la mouvance Solidarité le plus fréquemment emprisonné répondit dans un sourire : « Hé, hé, oui peut-être, mais s'il ne le font pas, ce sera fini encore plus vite. Alors... »

PATRICE CLAUDE.

A TRAVERS LE MONDE

Belgique

Un diplomate soviétique aurait été interpellé

Un agent du GRU, le service de renseignement de l'armée soviétique, a été interpellé dimanche 4 septembre près de Bruxelles, au moment où il portait livraison d'un message du colonel d'aviation belge Guy Binet, arrêté la veille pour espionnage (le Monde du 7 septembre), indique le quotidien bruxellois le Soir dans son édition de mardi.

Cet agent serait en poste à l'ambassade d'Union soviétique à Bruxelles. L'information n'a pas été confirmée par les ministères de la défense et des relations extérieures, qui se refusent à tout commentaire. De son côté, le quotidien populaire le Dernier Heure fait état de rumeurs sur l'expulsion imminente d'un diplomate soviétique.

Lors de la conférence de presse au cours de laquelle il a révélé, lundi, l'affaire Binet, le ministre de la défense, M. Guy Coëmans, n'avait pas écarté la possibilité d'« implications diplomatiques », mais avait indiqué que le colonel Binet n'a livré aucune information vitale à l'Etat. Cependant, la presse belge s'interroge sur la teneur de cette trahison qui pourrait causer à l'OTAN, dont le siège est à Bruxelles depuis 1967, les milieux militaires belges redoutant que le colonel Binet n'ait livré des informations essentielles sur certains dispositifs électroniques qui vont équiper les F 16 de l'armée belge, indique la presse. — (AFP.)

Chine

Explosion démographique

L'objectif de la politique chinoise de limitation des naissances de ne pas dépasser 1,2 milliard d'habitants en l'an 2000 ne sera certainement pas respecté, a reconnu, mardi 6 septembre, l'agence Chine nouvelle. En raison de la récente explosion démographique, la population chinoise pourrait atteindre à cette date entre 1,25 et 1,28 milliard. La Chine compte actuellement environ 1,07 milliard d'habitants. Pour respecter les prévisions, il aurait fallu limiter le nombre de naissances annuelles à 20 millions, alors qu'il est actuellement de 22 millions.

D'autre part, le ministre de la planification familiale, M. Peng Peiyun, a confirmé que les paysans pourront désormais avoir un second enfant si le premier est une fille. La raison en est simple et humanitaire, a-t-elle reconnu : « Les nuyades et abandons de petites filles n'ont pas disparu » dans les régions rurales, où la naissance d'une fille est souvent perçue comme une catastrophe. Dans certaines provinces, comme le Hunan, l'assassinat de bébés filles est tel que la population infantile ne compte plus que cent filles pour cent cinquante garçons, selon un démographe chinois. — (Reuters, UPI, AFP.)

Autorisations

à se rendre à Taiwan

Les ressortissants de Chine populaire auront bientôt le droit de se ren-

dre à Taiwan pour visiter un parent malade ou pour assister à ses funérailles, a annoncé, mardi 6 septembre, le ministère taiwanais de l'intérieur. La durée de leur séjour dans l'île pourra atteindre deux mois. Cette décision doit être ratifiée très prochainement par le gouvernement nationaliste.

C'est la première fois, depuis le repli des nationalistes sur Taiwan et l'instauration de la République populaire à Pékin en 1949, que des Chinois du continent seront autorisés à se rendre à Taiwan. Depuis l'an dernier, les nationalistes, des enseignants et des militaires - ont obtenu l'autorisation d'aller visiter leurs familles restées sur le continent. Environ cent quarante mille personnes ont déjà bénéficié de cette mesure. Vendredi, le premier paquebot taiwanais à visiter le continent levait l'ancre. Mais pour respecter la politique officielle qui rejette tout contact direct entre les deux Chines, sauf pour des raisons humanitaires, il fera une escale technique à Okinawa, au Japon. — (UPI.)

Grèce

Les négociations sur l'avenir des bases américaines reprendront en octobre

Les négociations sur l'avenir des bases américaines en Grèce, suspendues le lundi 5 septembre, lors de la neuvième séance, reprendront début octobre, a indiqué le porte-parole du gouvernement grec, M. Sotiris Costopoulos. Les discussions ont été suspendues à la demande de la délégation américaine après l'annonce officielle par la partie grecque de la fermeture de la base d'Hellénikon, près d'Athènes, de l'expiration, le 21 décembre, de l'accord bilatéral actuellement en vigueur. Le porte-parole grec a précisé, mardi, qu'il était hors de question de transférer les installations d'Hellénikon en Crète. Les Américains auront, conformément à l'accord de 1983, dix-sept mois, à compter du 21 décembre, pour évacuer le site militaire d'Hellénikon.

A Washington, le porte-parole du département d'Etat, M. Charles Redman, s'est refusé à tout commentaire. Il s'est contenté de confirmer que le négociateur américain, l'ambassadeur Alain Flanigan, repartirait cette semaine la capitale des Etats-Unis pour consultations. Les négociations entre les deux pays ont commencé en novembre dernier et concernent principalement l'avenir des quatre bases américaines (deux près d'Athènes et deux en Crète) et d'une vingtaine d'installations auxiliaires qui sont stationnées près de quatre mille soldats américains. — (AFP, UPI.)

Japon

Rebondissement d'un scandale financier

L'opposition parlementaire japonaise a fait rebondir, mardi 6 sep-

tembre, un scandale financier en faisant filer par la télévision une tentative de corruption dirigée contre l'un de ses membres par une société d'annonces immobilières et d'emplois. Un représentant de la Cosmos Recruit a proposé à un député du Parti uni social-démocrate 5 millions de yens (225 000 francs) contre son silence au Parlement au cours du débat sur ce scandale, tandis que les caméras d'une grande chaîne de télévision filmaient la scène.

Ce député, M. Narazaki, avait interrogé le 5 août dernier les membres du gouvernement sur les profits considérables que les secrétaires ou parents de certains d'entre eux auraient réalisés en acquiesçant avant leur offre au public, des actions de Cosmos Recruit pour les rendre plus attractives. Les personnes incriminées, on trouve un ancien secrétaire du premier ministre, M. Takeshita, du temps où il était ministre des finances, ainsi que des collaborateurs de l'ancien premier ministre, M. Nakasone, de l'ancien ministre des affaires étrangères, M. Abe, et de M. Miyazawa, actuel ministre des finances. Chacun d'entre eux aurait fait des profits de plusieurs dizaines de millions de yens. — (AFP.)

Yougoslavie

La Bosnie-Herzégovine refuse une manifestation serbe

La comité des Serbes du Kosovo a renoncé temporairement à son projet de rassemblement de protestation à Jajce, petite ville de Bosnie-Herzégovine, cette république ayant refusé d'accueillir le meeting, a annoncé, mardi 6 septembre, l'agence officielle Tanjug.

Les autorités de Bosnie-Herzégovine avaient exprimé leurs craintes qu'une telle manifestation ne conduise à une détérioration des rapports entre les communautés de cette république où se côtoient Serbes, Croates et musulmans. De son côté, le comité des Serbes du Kosovo, organisation informelle non reconnue par les autorités de cette province autonome, a indiqué que si la Ligue des communistes ne prenait pas, lors de sa prochaine réunion, prévue le 13 septembre, des mesures pour « briser les forces contre-révolutionnaires du mouvement nationaliste albanais », il continuerait à « tenir des meetings, y compris à Jajce ».

La veille, les plus hautes autorités de la République de Serbie avaient dénoncé en termes dramatiques le sort des deux cent mille Serbes et Monténégrins du Kosovo, victime de la « terreur » des « nationalistes albanais ». Le président de la République de Serbie, le général Petar Gracanin, a exigé que les forces spéciales de la police fédérale interviennent immédiatement dans cette région. Envoyées sur place en octobre 1987, ces unités n'ont participé, jusqu'à présent, à aucune opération de maintien de l'ordre. — (AFP.)

PAYS-BAS

Le ministre de la défense présente sa démission

Le ministre néerlandais de la défense, M. Wim Van Eekelen, du parti libéral VVD, a offert sa démission à la reine Beatrix, une semaine après la publication d'un rapport qui l'avait critiqué.

Dans ce rapport, une commission d'enquête parlementaire créée pour examiner la procédure d'introduction d'un nouveau passeport infalsifiable a notamment estimé que M. Van Eekelen n'avait pas traité la question de manière adéquate et systématique avec toutes les personnes concernées.

Le ministre de la défense avait été chargé de l'introduction du nouveau passeport alors qu'il était secrétaire d'Etat aux affaires européennes de M. Raud Lubbers. Comme son successeur chrétien-démocrate, M. René Van der Linden, toujours en fonctions, M. Van Eekelen avait été jugé responsable des retards intervenus dans l'introduction du nouveau document. Les passeports commenceraient à être délivrés le 1^{er} janvier 1989, soit un an après la date prévue.

Parlant devant les députés, le ministre de la défense a rejeté les critiques de la commission, indiquant qu'il avait minutieusement examiné tous les aspects de ce nouveau passeport. « Toutefois, a-t-il dit, un ministre de la défense ne peut pas faire l'objet de discussions incessantes. » Il a regretté que ses amis politiques ne l'aient pas soutenu dans cette affaire. — (AFP.)

EN BREF

● URSS : ouverture du procès de deux auteurs d'un détournement d'avion. — Le procès des deux survivants de la famille de onze personnes qui avaient été à l'origine, le 8 mars dernier, à l'aéroport de Vypborg, près de Leningrad, d'une tragique tentative de détournement d'avion s'est ouvert, le mardi 6 septembre, à Irkoutsk, en Sibirie, a annoncé l'agence Tass. Les accusés, Olga Overchikine, vingt-huit ans, et Igor Overchikine, dix-sept ans, sont les deux seuls membres de la famille, mis à part quatre enfants, qui ont survécu à la prise d'assaut de l'appareil, un Tupolev 154, au cours de laquelle neuf personnes ont été tuées, indique l'agence. — (AFP.)

● TCHÉCOSLOVAQUIE : M. et Mme Dubcek autorisés à se rendre en Italie. — M. et Mme Dubcek ont obtenu, lundi 5 septembre, leur autorisation de sortie du territoire tchécoslovaque pour se rendre en Italie, où M. Dubcek a été invité pour recevoir un titre de docteur honoris causa, à l'université de Bologne. La cérémonie, initialement prévue en septembre, a été reportée au 12 novembre, a-t-on indiqué de source italienne à Prague. — (AFP.)

L'enquête sur la mort de trois militants de l'IRA à Gibraltar

Les soldats des SAS vont témoigner

LONDRES
de notre correspondant

Le commando de l'armée britannique qui a tué trois militants de l'IRA à Gibraltar, le 6 mars dernier, a tiré au total vingt-sept coups de feu.

Cette information a été communiquée le mardi 6 septembre devant le tribunal de la colonie où a débuté la procédure judiciaire destinée à éclaircir les circonstances de cette affaire.

Mairiad Farrell, Daniel McCann et Sean Savage étaient sans armes lorsque le commando des Special Air Services (SAS), l'unité d'élite de l'armée britannique, a ouvert le feu. Les sept hommes des SAS témoignèrent dans les jours à venir devant le tribunal, dissimulés derrière un rideau pour que leur identité ne soit pas révélée.

Selon la version officielle, ils ont ouvert le feu parce que les trois membres de l'IRA avaient été alertés par la sirène, mise en marche par erreur, d'une voiture de la police locale.

Les hommes des SAS, qui les filaient, ont estimé qu'ils s'apprêtaient à déclencher le mécanisme de commande à distance d'une

bombe qui aurait été placée sur la passerelle de la relève de la garde, près du palais du gouverneur de Gibraltar. Ils auraient donc cherché à les neutraliser.

Les photographies montrées au tribunal ne corroborent guère cette explication. Les trois membres de l'IRA ont été principalement touchés à la tête et dans le haut du corps. Chacun d'eux a reçu au moins six balles.

Cela renforce les accusations selon lesquelles l'unité des SAS avait pour consigne de « tirer pour tuer » et non pas de faire des prisonniers. Sean Savage, en particulier, a été abattu alors qu'il s'enfuyait et a reçu quatre ou cinq balles dans le dos.

Les familles des trois membres de l'IRA ont choisi un avocat de Belfast, M. McGrory, pour les représenter. Celui-ci, qui ne cache pas ses convictions républicaines, a tenté sans succès lundi d'obtenir que le jury, formé de onze habitants de Gibraltar, soit déclaré incompétent en raison de la campagne menée par la presse populaire britannique, qui n'a pas pu ne pas l'influencer. M. McGrory lui-même a été vivement attaqué par les médias britanniques.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Philippe SIMONNOT



Homo sportivus

Sport, capitalisme et religion

Une réflexion originale et décapante sur la place du sport dans nos sociétés, à l'heure des Jeux Olympiques de Séoul.

au fil du sujet

GALLIMARD nrf

هكذا من الأصل

Enquête

Les marginaux américains

La « sous-culture » des ghettos noirs

(Suite de la première page.)

C'était un autre été étouffant, le 11 août, il y a vingt-trois ans. La police avait pris en chasse deux Noirs sur Avalon Boulevard. Deux gamins. Leur mère s'en était mêlée, puis le quartier tout entier : six jours d'émeutes, 34 morts. Les Noirs contre les Blancs, *Colors* déjà.

Watts, vingt-trois ans après, qu'y a-t-il de changé ? Une dizaine de supermarchés en plus, deux écoles, un hôpital dédié à Martin Luther King, mais surtout un chômage galopant qui est passé de 12 % en moyenne en 1960 à 20 % aujourd'hui. Avec des pointes à 30 % et 50 % chez les jeunes Noirs. Dans le même temps, l'administration Reagan sacrifiait sur l'autel de l'équilibre budgétaire l'essentiel des subventions à l'éducation. Au fur et à mesure que les entreprises disparaissent (Firestone, General Motors), le ghetto s'est refermé, racornit, rétréci sur lui-même. Quartier par quartier, *block* par *block*. C'est alors que les premières bandes, héritières des vieilles fraternités noires ou hispaniques, sont apparues. Des groupes d'autodéfense en quelque sorte, jaloux de leur territoire, dont ils adoptent souvent le nom : les « *Denver Lane* » ; les « *107 Hoover Crips* », etc. Combien y en a-t-il, plus ou moins affiliés aux *Bloods* et aux *Crips* ? Personne ne le sait. La police admet « 250 gangs et 250 000 membres », la presse dit en compter plus de 500 et 70 000 affiliés.

De toute façon, entre eux rien n'est jamais précis, pas même parfois, qui est le chef, le « *bishop* » de la bande. Allez vous y retrouver ! Chaque coin de rue secrète son propre groupe, son propre langage de signes, son code d'honneur. Chez les « *Rolling 60's* », par exemple, dont, ironie du sort, un des plus vieux, paralyté à la suite d'une fusillade, se déplace en chaise à roulettes, un nouvel initié doit passer sous une haie formée par les autres membres du gang qui le bourrent de coups. C'est ça, ou tirer sur quelqu'un. « J'ai tiré dans la foule un samedi soir dans une queue de cinéma. Je n'ai jamais su si j'avais atteint quelqu'un », nous confie une ancienne du gang, reconvenue dans l'aide sociale après la prison. A Washington encore, faute d'explication, on appelle ça la « sous-culture du ghetto », ou des « *Inner Cities* », des « villes intérieures », un terme moins gênant.

Régession

Une culture avec pour seul terreau le récit de « trois générations au welfare » (assistance sociale), comme le dit avec ironie le révérend James Stern. Vingt-quatre ans, polo, pantalon collant, le révérend ne diffère guère des autres jeunes Noirs du quartier. Forcément, Watts, il y est né, il en porte d'ailleurs les stigmates : un cil aveuglé par une balle perdue il y a douze ans. Son Watts, c'est celui des gangs, plus celui de la révolte : « Pendant toutes ces années nous avons résisté. Finalement nous avons gagné. Finalement nous sommes plus que des laissés-pour-compte du mirage économique. La plupart des familles n'ont qu'un parent, et les enfants se demandent à quel bon aller à l'école : il n'y pas d'emplois. Pour certains, les gangs sont la seule expérience affective qu'ils aient jamais eue. Ils ne croient en rien, ou à l'occasion en Dieu, surtout pas en eux. Alors les Noirs se battent entre eux, et les Blancs, soulagés, regardent. » *Colors*, encore.

A côté de lui, le Père Mims branle la tête en approuvant chaque mot. « Amen ». « That's right ! c'est juste », comme s'il entendait le récit de la Parole divine. C'est ici, dans cette petite église de béton de la « *Tabernacle of Faith* », plantée au cœur d'un quartier *Blood*, que le Père Mims a lancé son initiative de « *sonnet de la paix* ». Les vitraux brisés sont remplacés par des planches, et les roses de l'autel sont en plastique, mais la sono fonctionne. Le Père Mims est peut-être un doux utopiste, mais c'est aussi un prédicateur baptiste, sa voix porte loin. Il arrive que quelques-uns l'entendent. Depuis six ans, il parcourt le quartier et raconte son histoire. Celle d'un « ancien alcoolique qui

a vécu et mangé dans les poubelles », et qui s'en est sorti, pour montrer que rien n'est jamais perdu. Aussi quand, à l'issue du « sonnet » raté, Twilight, un des jeunes négociateurs *Blood*, a expliqué publiquement que « créer des emplois était le seul remède aux gangs et à la drogue », le Père Mims s'est senti reconforté : « On venait de rappeler à l'Amérique ce qu'elle s'efforce d'oublier. »

Surtout depuis deux ans. Depuis l'apparition du « crack », cette forme fumable de cocaïne « craquante » (d'où son nom). En six semaines, elle atteint le cerveau : l'effet d'une étincelle, et une dépendance qui peut être immédiate. Pour 10 dollars, on peut s'offrir un dixième de gramme (pure à 90 %). De l'excellente qualité accessible à petit prix et en petite quantité : le marché a été révolutionné. « Un drogué moyen peut en consommer jusqu'à 500 dollars un vendredi soir par exemple », estime un médecin de l'hôpital MLK.

« Fait maison »

Cette nouvelle drogue, n'importe qui peut la fabriquer dans sa cuisine ou son garage ; c'est de la « *cottage industry* », du « fait maison » comme dit la Drug Enforcement Agency (DEA), l'Agence fédérale chargée de la lutte contre la drogue. Du coup, c'est l'explosion. Le « crack » a structuré des gangs, rationalisé les haines. Au code d'honneur se superpose la loi du marché. « L'arrivée du crack a été la seule véritable ouverture économique dans ce quartier. Elle a déséquilibré la drogue », dira encore, à peine ironique, le Père Stern.

Des enfants de dix ans, parfois moins, s'improvisent revendeurs : en une heure ils peuvent gagner

100 dollars, vingt-cinq fois plus qu'un Burger King du coin. Les « *rock houses* », ni-laboratoires clandestins, ni-fumeries, se multiplient, parfois très loin de L.A. Car les gangs noirs qui tiennent le haut du pavé dans les banlieues sud, essaient à l'occasion vers le Midwest, où, faute de concurrence, le prix de la drogue est de dix à vingt fois supérieur au kilo. A Kansas-City, le FBI a organisé en juillet dernier un forum sur les gangs de Los Angeles. A titre préventif. Trop tard pourtant : quelques jours avant, quatre « *Bloods Bounty Hunters* » avaient été arrêtés en ville. A Seattle, au printemps, ce sont trois « *92's Hoover Crips* » qui ont été appré-



« Pendant toutes ces années nous avons résisté. Finalement nous sommes plus que des laissés-pour-compte du mirage économique. »

hendés à l'aéroport. Parmi eux, C.C., un gosse de quinze ans : sur lui, 1 000 dollars en liquide et un véritable arsenal.

En Californie, n'importe qui peut s'acheter un fusil d'assaut. Même plus facilement qu'un revolver, car, depuis l'atentan-

contre le président Reagan en 1981, c'est très réglementé. Et Fred Nixon, le porte-parole de la police de L.A., de montrer d'un geste emphatique la saisie du jour, entassée pour des besoins pratiques dans un caddie de supermarché : Un « *Mac 10* », trois « *Uzi* », un « *AK 47* ». Fred Nixon est noir, comme beaucoup de nouveaux officiers à L.A. C'est sûrement même ce qui a le plus changé ici. Il est vrai que le maire, Tom Bradley, est noir. C'est aussi un ancien policier. Ça tombait bien.

Pour le reste, la guerre a repris comme avant, pire qu'avant. Le 30 janvier 1987, une passante



« Pendant toutes ces années nous avons résisté. Finalement nous sommes plus que des laissés-pour-compte du mirage économique. »

japonaise a été tuée dans les beaux quartiers. Un électrochoque pour la ville, qui s'est sentie menacée. Dotée d'un budget de 17 millions de dollars, la police n'a pas lésiné : deux unités spéciales ont été développées et utilisent des véhicules blindés et des hélicop-

terres : le CRASH Unit (Community Resources Against Street Hoodlums) et le GRATS (Gang Related Active Trafficers Suppression). Le tout, comme le dit le procureur du district, Ira Reiner, pour « imposer le blanc et le noir — des voitures de police — dans la rue ». *Colors*, toujours.

Mission accomplie : deux cents officiers de police patrouillent en permanence. Ils ont même été jusqu'à mille au soir du 8 avril et du 10 juin dernier. Cela s'appelle « *Opération Hammer* ». Un beau coup d'épée dans l'eau : sur mille personnes arrêtées, un tiers appartenait aux gangs. L.A. a beau être la seule ville américaine avec Chicago à posséder des tribunaux spéciaux contre les gangs, Fred Nixon hausse les épaules : « La plupart ont les poches bourrées d'argent et paient la caution. Les autres sont mineurs, c'est pour cela que les bandes recrutent de plus en plus jeunes. Notre justice est une vraie porte à tambour, et de toute façon, les prisons sont pleines ! »

A quelques blocs d'Avalon Boulevard, où se cache, au premier étage d'un supermarché, le quartier général du « *crash* », un énorme panneau publicitaire montre une dose de crack dans un flacon. Légende : « Attention, c'est facile de mordre à l'hameçon. » Dans leur voiture banalisée, engoncées par les gilets pare-balles, qui remontent sous le blouson vert, Hector « *Zee* » Zabela, et Robert « *Bob* » Hanley n'ont pas eu un regard. « *Zee* » et « *Bob* » sont des shérifs du comté, affectés à une unité spécialisée, l'OSS (Operation Safe Streets). Pour eux, la couleur majeure ici c'est celle de l'ennemi. Il y a quelques heures au Bethune Park, un commando de « *Bloods vultures* » a tiré en voiture sur deux « *East Coast Crips* » : deux morts dont une femme. « *Zee* », qui est un ancien de l'armée, en profite pour faire

une leçon de balistique : « Nous, nous n'employons plus que des balles « *dum-dum* », elles restent dans la plaie, comme ça le risque de blesser un passant innocent par ricochet est nul. » « *Zee* » n'a rien d'un excité, il a fait du latin et discute peinture à l'occasion, demain il emmène ses enfants en vacances voir les ours au parc de Yellowstone. Seulement, ici, comme il dit, « on ne se pose plus de question à la longue, on agit ».

« Casques bleus »

La recherche des suspects de l'affaire du parc de Bethune est prétexte à un large tour du propriétaire : Grape Street aux petites maisons de bois écaillées devant lesquelles trônent, incongrues, Cadillac et grosses Chevrolet, la rue des dealers, les « *high-rollers* » en langage « *black* » ; ensuite ce sont les alignements tristes de Florence, le sief des Mexicains, qui ont investi dans l'immobilier et rackettent à leur tour les immigrants illégaux. A peine si au-delà de Stanton Avenue une touche de rouge en plus sur un lacet, un mouchoir ou une casquette de base-ball rappelle que l'on vient d'entrer en territoire « *Blood* ». Dix fois, vingt fois, trente fois, à chaque coin de rue défiguré par les graffitis, à chaque groupe surpris en pleine discussion, ou tout simplement en train de prendre le frais, une bière à la main, le cérémoniel est le même : mains sur la nuque face au mur, pour un contrôle d'identité musclé, et une fouille rarement fructueuse. « *Zee* » passe au poignet fin les buissons, à la recherche d'armes, de coke, voire de « *beepers* », car l'essentiel des grosses commandes se fait par téléphone. Ne lui parlez pas de ce harcèlement systématique, que dénonce régulièrement la presse, si vous répondez en toute bonne foi que les policiers sont comme des « *casques bleus* » ici. Et beaucoup, lassés de vivre barricadés, ne sont pas loin de le penser.

Vingt ? Vingt-deux ans peut-être ? « *Laurel* » est « *à la retraite* », il tient une blanchisserie sur la 116^e Rue : ce qui s'appelle une réussite, beaucoup ne survivent pas assez longtemps pour s'en sortir. Se sortir de quoi d'ailleurs ? « Le quartier est devenu une prison. Le gang est une prison, le quitter en est une autre. Il faut constamment surveiller pour qu'il ne vous ratrope pas. Quant à la police, elle vous y ramène inexorablement. Pour elle, dès que l'on est noir, on fait partie d'un gang. Ils ne parlent jamais de crime passionnel par exemple, ils préfèrent dire un « *Blood* » a tué une « *Crip* » ou l'inverse ! »

A la tombée de la nuit, deux ombres se glissent un peu trop vite le long d'un grillage. Criement de pneus, jurons, interpellation en règle : rien. Du coup on discute, on plaisante, entre partenaires d'un même jeu dont chacun sait la fin. Et « *Bob* » qui tape amicalement dans le dos d'un grand mépris hilare, en tee-shirt décoré d'un gros Mickey, fait les présentations : « Mon vieux ami Eddy Lee... » Eddy Lee est un « *bishop* », il a failli se faire liquider un soir, une vengeance après un raid, il a pris quatre balles en pleine tête et une dans le cou. Eddy Lee est plutôt fier de lui : « J'ai dit merde à la mort, et je suis toujours là ! ». Son histoire a fait tout le tour de Watts. Il sourit de ses dents pointues, la prochaine fois peut-être, ce sont les policiers qui l'auront. Comme ils ont eu « *Carl* », son copain. En avril dernier, « *Carl* », les poches pleines de drogue, a cru à sa chance, il a tiré sur « *Alex* », un shérif de l'OSS, dans le dos. Seulement « *Alex* » avait un gilet pare-balles, et c'est « *Carl* » qui est mort. A dix-neuf ans. Sa photo figure en bonne place au QG de l'OSS parmi les photos au polaroid, affichées au mur, des membres des gangs abattus. A côté, il y a une inscription sur papier quadrillé. Peut-être même, est-ce un des enfants de « *Zee* » qui a tracé d'une écriture appliquée : « A la fin, il n'y a plus de couleurs, nous reposons en paix, tous ensemble... »

Enquête réalisée par MARIE-CLAUDE DECAMPS

A Chicago

Une vilaine « querelle de famille » entre juifs et Noirs

CHICAGO (Illinois)
de notre envoyée spéciale

CHICAGO, la « windy city », la cité des vents, n'en est plus à une tempête près, surtout en politique. Moins de dix jours, à la fin du mois d'avril, a laissé de lourdes séquelles entre deux communautés traditionnellement unies dans le passé, les juifs et les Noirs.

A l'origine, une série de conférences antisémites données par un conseiller municipal noir, Steve Cook, devant un auditoire, il est vrai, approprié : les *Black Muslims* de la « *Nation of Islam* » dont le siège est à Chicago, et dont le chef, Louis Farrakhan, est bien connu pour ses opinions tranchées sur la « *sale religion* ». Elaborant sur le sujet, M. Cook affirmait que « des médecins juifs injectaient intentionnellement le virus du SIDA aux Noirs ». L'affaire aurait pu en rester là. Après tout, à trente-cinq ans, Steve Cook est un familier des propos outranciers : le crucifix, selon lui, est un « symbole de suprématie blanche » et le jour férié dédié à Christophe Colomb « une fête raciste ». L'ennui, c'est que les reporters du Chicago Tribune ont mis la main sur les enregistrements des fameuses conférences. Scandale et position intenable pour le maire, Eugene Sawyer, qui va hésiter pendant cinq jours avant de finalement renvoyer son protégé. Cinq jours qui suffiront à diviser la ville.

Eugene Sawyer a beau être noir, « il ne l'est pas assez », comme le lui reproche le communisme noir de la ville. Et lorsque, en novembre, il a été imposé par une majorité de conseillers municipaux blancs pour finir le mandat d'Harold Washington, le précédent maire, qui venait de mourir, certains y ont vu « la revanche des Blancs sur les Noirs ». Car Harold Washington, le précédent maire noir d'une ville qui fut plus de vingt ans la « propriété privée » de Richard Daley, celui qui on oppose le « *Boss* ». Aussi, furieux de s'être vu évincer, les lieutenants de Washington de crier au scandale, traitant le trop accommodant Sawyer d'« *oncle Tom* », et se

moquant des rares élus noirs qui l'ont soutenu. « Leur peau est noire, mais leur âme est blanche » (de la couleur des dollars qu'ils sont censés avoir touchés).

Résultat, la coalition de Noirs et de Blancs libéraux — dont beaucoup de juifs — que le charisme « *musclé* » de Washington maintenait tant bien que mal risque de se fissurer. Pourtant, si le sujet n'était pas aussi sérieux, l'épisode en deviendrait cocasse. Car, durant ces cinq jours de suspense, se souvenant tout à coup qu'après tout « *Sawyer était noir* », les leaders nationalistes noirs de la ville — dont certains, formés à l'école radicale de Stokely Carmichael, vont jusqu'à prôner, comme lui, la « *séparation avec les Blancs* » — vont s'enfermer avec lui dans une discrète suite, au dix-neuvième étage de l'hôtel McCormick. Et ce que précéderont — sans succès mais non sans cynisme — ces ambassadeurs n'est pas tant la grâce de Cook (il touche un salaire, seuls 8 % des Noirs de la ville étaient d'accord pour qu'il reste à la mairie) mais une certaine « unité noire » qui commande de faire front ensemble.

Du coup, la communauté juive se mobilise à son tour. « Nous n'avons que trop expérimenté les dangers du silence dans les années 30 en Europe pour ne pas nous égarer de la passivité des élus noirs dans cette affaire », s'insurge David Grossberg, le président régional du Congrès juif. Quant à l'écrivain Saul Bellow, qui habite Chicago, il se dit « en état de choc ». Là-dessus, un article paru le 26 juillet dans le *New York Times*, dans lequel un témoin affirme : « Si j'étais juif à Chicago, je serais terrifié », plonge la ville dans le stupeur.

Et chacun d'essayer de minimiser les faits. Jesse Jackson le premier. Car cet enfant adopté de Chicago, où se trouve le siège de son organisation, People United to Save Humanity (PUSH), n'en finit pas d'explorer — pour son salut électoral à venir — son amitié avec Louis Farrakhan et ses bêtises (notamment lorsqu'en 1984 il qualifia New-York de « *hyndelston* », « *younville* »).

Surpassé : on l'a vu dans plusieurs banlieues de la ville où des synagogues avaient été recouvertes de croix gammées. On l'a entendu répéter encore et encore qu'il « était de bonne foi ». A preuve son voyage en 1985 au camp de concentration de Struthof en Allemagne, tandis que Ronald Reagan se recueillait, lui, à Bitburg, « dans un cimetière nazi ».

Apartheid urbain

Certes, depuis les années 60 et la croisade pour les droits civiques, il y a longtemps que la belle entente entre Noirs et juifs s'est détériorée. Depuis, la politique s'en est mêlée et des divergences ont surgi. Ne serait-ce que sur ces fameux quotas d'entraînements, favorables aux Noirs, institués par le président Johnson et qui passaient aux yeux des juifs pour de la « discrimination à rebours ». Sans parler du Proche-Orient, à propos duquel les Noirs reprochent aux juifs d'être en quelque sorte plus « israéliens qu'américains ». Tout cela on le savait, mais en quoi Chicago est-elle particulièrement concernée ?

La réponse, où plutôt l'une des réponses, c'est dans les taudis du sud de la ville, ou encore à l'ouest, dans le quartier de North Lawndale, qu'il faut aller la chercher. En 1946, North Lawndale était juif à 64 %, un quartier d'émigrants, pauvre mais pas misérable, avec même un théâtre yiddish. Et puis, poussés par le mirage économique du Nord, beaucoup de Noirs sont arrivés. Martin Luther King s'est arrêté ici lui aussi en janvier 1966, il a loué un appartement au coin de Hamlin et de la 6^e. Qui s'en souvient ? L'immeuble a disparu et bien d'autres avec lui, détruits dans la fureur de violence qui a suivi l'assassinat de King en 1968. Alors, les derniers Blancs qui n'avaient pas fui sont partis, et avec eux les industries. Aujourd'hui, ce qui reste du North Lawndale est noir à 97 %, la drogue tient lieu d'économie, le taux de criminalité est de six fois supérieur à la moyenne nationale. Air connu ! Celui de toutes ces « *poches de pauvreté* », comme disent les spécialistes, qui parlent d'« *apartheid urbain* » dans les grandes villes américaines.

« Antisémitisme ? Non, plutôt réaction anti-Blancs, dans laquelle les juifs servent de bouc émissaire. Chicago est une ville ségrégationniste. On l'a construite exprès comme ça », explique Bruce Dold, le spécialiste du Chicago Tribune pour la politique intérieure. Il est vrai qu'au début des années 80, d'après les statistiques du Census bureau, Chicago avait le triste record de détenir des ghettos américains, sur les seize recensés dans tout le pays. A l'heure actuelle encore, il y a seulement une chance sur vingt-cinq que dans son quartier un Blanc croise un Noir, et vice-versa.

Pendant des années, poursuit Bruce Dold, un peu gêné, le maire Daley avait, en fait de politique, un « *silence noir* », le *congressman* Dawson. Un point c'est tout. Et lorsqu'on ne voulait pas que les Noirs votent, on faisait tout bonnement les stations de métro dans leurs quartiers. C'est l'arrivée de Washington en 1983 qui a brisé toutes ces frustrations. Depuis ils s'expriment plus qu'avant, c'est normal. « Un point de vue partagé par Don Rose, « *Homme charnière* » comme il le dit lui-même, est ambassadeur politique juif approuvé du tout Chicago, qui travaille à l'occasion pour Jesse Jackson, préfère voir entre juifs et Noirs un clivage politique certain plus qu'une forme de racisme.

A la rigueur, si l'on insiste, concède-t-il que « dans un passé récent l'image du juif a pu être assimilée à celle de l'ancien compagnon de lutte passé dans le camp des Blancs. Le « *propriétaire noir* » qui exploite le locataire noir... ». Alors, antisémitisme ? « Non, conclut-il, plutôt un sentiment irraisonné de trahison au sein d'une même famille. »

Samedi 27 août, pour célébrer à leur manière l'anniversaire du discours de Luther King, « *Je fais un rêve* » cinq cents membres du Ku Klux Klan avaient envahi le parc Marquette à Chicago en scandant des slogans hostiles aux Noirs et aux juifs. Commentaire presque ravi d'un vieux commentateur juif : « Si seulement ces « *démons* » se montraient plus souvent au grand jour, nos petites broutilles entre juifs et Noirs seraient oubliées... »

Enquête réalisée par MARIE-CLAUDE DECAMPS

Les fruits a



Enquête

dans la campagne présidentielle

Les fruits amers de la convention démocrate

De notre envoyée spéciale

ET maintenant ? Les flamboyants discours unitaires de la convention démocrate d'Atlanta se sont estompés, comme s'est un peu voilé aussi le « rêve » du pasteur Luther King dont on célébrait, avec un enthousiasme forcé, le vingt-cinquième anniversaire de sa mort, le 27 août dernier. On dit à présent que Michael Dukakis, le cérébral champion démocrate, dans son filtri déclaré avec les classes moyennes, ne sait plus que faire de Jesse Jackson, cet encombrant allié, si malencontreusement poussé à sa gauche au point de lui avoir suggéré de ne pas se mon-

doute à laisser percer une pointe d'admiration agacée dès qu'il parle de Jackson, le franco-tireur : « Il a une grande gueule et il sait s'en servir... » Quel rôle lui voit-il à l'avenir ? « Mais le même, surtout ! Il n'est pas un politicien, encore moins un organisateur, plutôt un bulldozer de la cause noire. »

« Jesse ? Il n'y a pas plus naïf, plus arrogant et plus efficace. » Et Clarence Page, le talentueux éditorialiste noir du *Chicago Tribune*, d'éclater de rire. « On dit, je crois, nul n'est prophète en son pays ? Eh bien ici, justement, à Chicago, où il habite, Jesse n'est pas perçu comme un leader. A la rigueur, comme une sorte de saint Jean-Baptiste ! Celui qui prépare le chemin au futur messie noir, comme d'une certaine façon Mal-

monnayé chèrement. D'autant plus chèrement même que les nouveaux chiffres sur la pauvreté publiés à la fin du mois d'août par le census bureau ont rouvert un débat que l'on croyait dépassé depuis les années 60, depuis la publication de ce fameux rapport Kerner si controversé qui concluait à l'époque : « Il y a deux Amériques, une blanche et une noire qui évoluent en sens inverse. » Ces chiffres quels sont-ils ? Sur 32,5 millions d'Américains au-dessous du seuil de la pauvreté (1), 10,5 % sont blancs (soit 0,5 % de moins qu'en 1986) et 33,1 % sont noirs (soit 2 % de plus en un an). Parmi ces Noirs pauvres, près de la moitié ont dix-huit ans ou moins. Est-ce assez ? Selon une autre étude du JCPS, si le courant actuel se poursuit, à la

s'ils échappent par miracle à la drogue et aux gangs, ne vivent que par télévision interposée, ils s'assimilent totalement aux Palestiniens, voire aux Noirs d'Afrique du Sud, à tous ceux qui leur paraissent les plus opprimés. A ce niveau-là, ce n'est même plus de la politique, mais une recherche d'identité. Rien d'étonnant dès lors à ce que les mouvements noirs les plus radicaux fleurissent dans des villes comme New-York ou Chicago, terre d'élection du black muslim Louis Farrakhan.

« Farrakhan voit mon âme comme elle est, mais Jesse Jack-

son la voit comme elle voudrait être... », aurait dit, pleine d'espoir, une vieille Noire de North-Lawndale — un des foyers les plus insalubres de Chicago — aux enquêteurs du *Chicago Tribune* qui écrivaient un livre sur le quartier (2). Est-ce à dire que, même sacrifié à l'avance par la classe politique, « Jesse » a toujours un rôle à jouer ? « Il est le seul d'entre nous à avoir une certaine légitimité, parce qu'il est un bâtard lui-même, qu'il a fait son apprentissage dans la rue et qu'il a imposé au gouverneur Dukakis la mention « Afrique du Sud : Etat terroriste » dans le pro-

gramme du parti démocrate. reconnaissant, ému, le sarcastique Simeon Booker. Sans doute est-ce le rôle le plus important : toucher ces « Intouchables ». « I am somebody », (Je suis quelqu'un), proclamait le premier slogan de « Jesse ». Electorale ou pas, une façon comme une autre de « garder l'espoir vivant ».

(1) Le seuil de pauvreté est fixé cette année à 11 612 dollars de revenu annuel pour une famille de quatre personnes.

(2) The American Millennium.



La candidature de Jackson a reçu 88 % du vote noir à la dernière convention démocrate.

trer dans plusieurs Etats « sensibles ». On dit aussi que « Jesse » n'en a cure, et que dans sa course folle autour du pays il omet deux fois sur trois de vanter les mérites du « ticket » démocrate, trop occupé à « garder vivant l'espoir » de ce qui paraît être, de plus en plus, son propre avenir électoral. Mais dit-on assez à quel point, après ces primaires « historiques » qui ont vu émerger en force la candidature d'un homme de couleur, ravie et déconçue à la fois, la communauté noire attend la suite ?

A Washington, le Joint Center for Political Studies (JCPS), cet organisme indépendant qui fait autorité en matière de « politique noire » s'est amusé à cueillir à chaud, en quelque sorte, les fruits d'Atlanta. Une moisson en forme de chiffres : 962 délégués noirs ont siégé à la convention, pratiquement le quart du total (contre 17 % il y a quatre ans). Parallèlement, les Noirs, dont près de 3 millions se sont inscrits sur les listes depuis 1980, représentent aujourd'hui 11,2 % de l'électorat (en 1984 ils étaient 10,8 %). Pourquoi cet enrôlement en masse des électeurs noirs ? Réponse : le besoin de lutter contre une administration Reagan perçue comme « hostile » ; l'impact, en 1987, de la réélection de deux maires noirs populaires comme Harold Washington à Chicago et Wilson Goode à Philadelphie ; et surtout l'enthousiasme réel suscité par la candidature de Jackson, qui a reçu 80 % du vote noir, alors que, aux primaires de 1984, les autres candidats démocrates, Walter Mondale et Gary Hart en avaient obtenu une bonne part.

« Jesse a fait une percée symbolique. Il a confirmé, ce que l'on savait déjà depuis 1986 lorsque, avec l'appui des Noirs, les démocrates ont regagné cinq sièges au Sénat : il faut désormais compter avec nous ! » Simeon Booker jubile visiblement derrière son noué papillon et la retenue de bon ton qui sied au chef de bureau washingtonien d'*Ebony*, le magazine de l'establishment noir. Lui-même est une figure historique de la croisade pour les droits civiques, ce qui l'autorise sans

com X l'a fait pour Luther King. » Pour parvenir jusqu'à un petit bureau encombré qu'il occupe dans la vertigineuse tour néo-gothique du *Tribune*, Clarence a, lui aussi, accompli son chemin de croix : « Quand j'étais jeune, il n'y avait pas un seul rédacteur noir. » Alors la cause noire, merci, il connaît ! Assez en tout cas pour ne pas se laisser prendre au piège des promesses électorales d'Atlanta : « On verra », et il ajoute, comme pour s'excuser de se départir un instant de sa désinvolture coutumière : « On prend toujours le vote noir pour acquis chez les démocrates, c'est frustrant à la longue. L'adhésion des Noirs au parti est récente après tout, elle date de 1932 avec Roosevelt. Et certains se disent qu'ils n'ont pas vraiment été payés en retour, ils y voient une discrimination au même titre qu'une insulte politique... »

« Tiers-monde »

Méfiance envers le Parti démocrate qui s'exprime à tous les niveaux. Méfiance « statistique » du JCPS, selon lequel 41 % des Noirs se considèrent aujourd'hui comme des démocrates « indéfectibles », alors qu'ils étaient 55 % il y a seulement quatre ans. Méfiance camouflée en ironie courtoise chez Simeon Booker : « Ce Dukakis sait-on vraiment qu'il est ? Bush nous est presque plus connu : on encore : « En ce moment je pense beaucoup à l'opportunisme noir des frères Kennedy... » Méfiance enfin dans la révolte de ce jeune prêtre noir de Watts, la banlieue-ghetto de Los Angeles : « On nous a toujours considérés en termes de marketing, pour faire nombre. Je me demande comment quelqu'un d'aussi dérangeant que Jackson n'a pas encore été tué ! Mais si nous sommes un marché, alors qu'on nous respecte au moins en tant que consommateurs ! »

Alors, mariage forcé pour les Noirs ? Peut-être (« Le choix pour nous, c'est voter démocrate ou rester chez soi », disait encore le jeune révolté de Watts), mais beaucoup envisagent de le

fin de la décennie, 30 % à peine de tous les Noirs auront un travail et 70 % des familles seront élevées par une femme seule. « Un véritable problème du tiers-monde au cœur d'une superpuissance ! », selon le mot de William Cunningham, qui anime un centre de recherche sur la pauvreté à Detroit.

Un problème en tout cas sur lequel sont venus buter « les initiatives privées », façon Reagan, tout comme les bonnes intentions de la « grande société ». Lorsque, à son arrivée, Ronald Reagan avait lancé « Lyndon Johnson a déclaré la guerre à la pauvreté et elle a gagné », le tollé avait été général. Aujourd'hui, désabusée autant que désemparée la communauté noire serait prête à lui donner raison au deuxième degré. Dans certains prêches, n'a-t-on pas entendu ressortir la phrase amère qu'écrivait Luther King dans sa prison de Birmingham en avril 1963 : « La compréhension superficielle des gens de bonne volonté est plus frustrante que l'incompréhension totale des gens malintentionnés. »

Une incompréhension qui n'épargne pas non plus le « haut » de la communauté noire elle-même, cette « black upper class » qui ne représente qu'un cinquième de l'ensemble, mais empoche 45 % des revenus. « Les gens, ici, se méfient de leurs propres leaders, ils ont l'impression de se faire exploiter « de l'intérieur » en quelque sorte », confiait un des shérifs de la grande banlieue de Los Angeles, avant d'ajouter : « On peut les comprendre, nous avons même démantelé des gangs qui, à titre de « couverture », organisaient des campagnes d'enregistrement des Noirs sur les listes électorales ! »

Dans son quartier relativement préservé de Chicago, Frances Sandoval, qui, depuis l'assassinat, en 1986, de son fils Arthur par un gang, à la sortie d'une école, a créé l'association de défense Mothers Against Gangs, a fini par se transformer en assistante sociale, presque en psychiatre. « C'est effrayant, dit-elle, faute de modèles dans leur propre communauté, les adolescents noirs,

A EVIAN, 7 JOURS POUR RETROUVER SON EQUILIBRE.

EQUILIBRE 7

Le forfait Equilibre 7 vous propose une remise en forme optimale dans le cadre ultra-moderne du Centre Evian Equilibre. 7 jours pour retrouver votre équilibre à Evian : un séjour de détente dans l'hôtel de votre choix et un programme complet établi avec un médecin, qui allie hydrothérapie et soins d'esthétique aux activités sportives les plus diverses : randonnée, tennis, aquagym... Evian. Le séjour de l'équilibre.

Merci de me faire parvenir une documentation sur Equilibre 7.

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____

A remplir et à adresser à l'Office de Tourisme, BP 98 F, 74502 EVIAN-LES-BAINS. Tél. : 04.75.04.26.



هكذا من الأصل

Amériques

CANADA : la victoire électorale des conservateurs en Nouvelle-Ecosse

Un signe d'encouragement pour M. Mulroney

MONTREAL
de notre correspondante

Le premier ministre canadien, M. Brian Mulroney, a accueilli la réélection, mardi 6 septembre, de son collègue conservateur de Nouvelle-Ecosse, M. John Buchanan, comme un signe de bon augure. A cinquante-sept ans, M. Buchanan a obtenu un quatrième mandat des quelque six cent dix mille électeurs de cette province de l'Atlantique. Son parti a, certes, perdu quatorze sièges par rapport aux élections de 1984, mais il conserve néanmoins la majorité avec vingt-huit députés élus. Le Parti libéral a fait élire vingt et un de ses candidats (un gain de quinze sièges), et le Nouveau Parti démocrate n'a plus que deux des trois sièges qu'il détenait. Un

député a été élu en tant qu'indépendant. Après dix années de pouvoir, M. Buchanan a dû défendre l'intégrité et l'honnêteté de son équipe, dont deux membres ont été reconnus coupables de fraude.

M. Mulroney aura à affronter les mêmes critiques lors de la prochaine campagne électorale. Le premier ministre canadien, qui a dû accepter, depuis son arrivée au pouvoir en 1984, la démission de six de ses ministres à la suite de divers scandales, a prévu d'annoncer à la mi-septembre la tenue de nouvelles élections.

M. Buchanan a su convaincre, de justesse, il est vrai, que les erreurs de ses ministres n'étaient que de simples accidents de parcours. Il a axé sa campagne sur l'améliora-

tion des performances économiques de sa province (le chômage a diminué de trois points depuis 1983) et sur les retombées positives attendues du traité de libre-échange signé entre le Canada et les Etats-Unis en janvier dernier. Ces thèmes ont présidé à la campagne de M. Mulroney, entend mettre en avant au cours de sa propre campagne, alors que l'opposition libérale bloque au Sénat la ratification de ce traité qu'elle réprovoque.

Avec la réélection de M. Buchanan, les conservateurs sont à présent au pouvoir dans cinq des dix provinces canadiennes. Les libéraux dans quatre : l'Ontario, l'Île du Prince-Edouard, le Nouveau-Brunswick et le Québec, le gouvernement de cette dernière province étant néanmoins très favorable au libre-échange.

MARTINE JACOT.

Des Indiens en quête d'une identité

(Suite de la première page.)

« La loi est la même pour tous les Canadiens, Amérindiens compris, et les commerçants de Kahnawake se livraient à un trafic illégal », ont rétorqué les autorités.

Dispensés de taxes et de droits de douane sur tous les produits américains destinés à leur propre consommation et vendus dans la réserve, les Mohawks ne sont toutefois pas autorisés à revendre ces marchandises aux Blancs, en toute franchise.

C'est précisément le commerce qu'ils ont osé entreprendre ces derniers temps, en se fournissant chez leurs frères d'Akwesasne, dont la réserve est à cheval sur les frontières du Québec, de l'Ontario et des Etats-Unis. Les Mohawks, dont les ancêtres étaient autrefois les alliés de Peter Stuyvesant (le gouverneur hollandais de la Nouvelle-Amsterdam) et les ennemis jurés des Français, ont proposé un rabais d'environ 1 dollar le paquet de cigarettes - vendu 3,35 dollars ailleurs - aux habitants et aux Montréalais, toujours plus nombreux à profiter de l'ubaine.

Satisfaits d'avoir trouvé un créneau pour faire des affaires avec les Blancs, les Mohawks rêvaient de transformer leur réserve en une « nouvelle Andorre ».

« Ethnocide »

Ces fiers Indiens, à qui les conquérants reprochent depuis des lustres de n'être que des chômeurs vivant aux crochets de la société développée, avaient créé trois cents emplois et finançaient indirectement les nouveaux équipements de leur communauté en reversant 70 cents par cigarette vendue dans la cigarette de la nation mohawk. Tout le monde y trouvait son compte, sauf le fisc.

Les Mohawks ont vivement réagi au raid-surprise de la gendarmerie. Avec des tonnes de terre et de gravier, ils ont bloqué le pont reliant leur rive à Montréal, provoquant d'énormes embouteillages. Les barrages ont été levés au bout de trente heures, mais rien n'est résolu pour autant. Dans la réserve, le trafic des cigarettes a repris de plus belle. Sur les onze commerçants finalement inculpés, dix ont refusé de se présenter en cour fin juin, en expliquant qu'ils ne reconnaissent pas la juridiction des tribunaux

canadiens sur leur territoire. De nouveaux mandats d'arrestation ont aussitôt été émis. Depuis, la réserve est en état d'alerte. Il est clair qu'une nouvelle intervention de la GRC dégrènera en confrontation violente.

Kahnawake est loin d'être le seul endroit du Canada où les tensions sont vives entre les Amérindiens et le pouvoir blanc. D'un bout à l'autre du pays, les incidents se sont multipliés au cours des derniers mois. Les Oblivians de l'Ontario et les Algonquins du Québec, à l'écart dans leurs réserves, ont établi à plusieurs reprises des campements et des barrages pour empêcher les bûcherons des grandes compagnies d'effectuer de nouvelles coupes à blanc dans des forêts qu'ils considéraient comme leurs. Plus à l'ouest, en Alberta, les Indiens Cris du lac Lubicon, victimes d'un véritable ethnocide, selon le Conseil mondial des Eglises, tentent de préserver les dernières miettes de leur territoire ancestral de la convoitise des compagnies pétrolières. Au bord du Pacifique, les Haïdas ont été les seuls à faire reculer provisoirement les Blancs : ils ont récemment réussi, après des mois de lutte, à dissuader les exploitants forestiers de saccager leurs îles, dont la faune et la flore constituent de véritables trésors écologiques.

Les signes d'un réveil indien ne se limitent pas à ces seuls exemples. Les quelque 500 000 descendants des premiers habitants du Canada, tenus à l'écart dans 2 200 réserves créées à la fin du dix-neuvième siècle, sont las d'être méprisés, las de constituer le quart monde de ce pays riche. Près de 70 % d'entre eux sont dépendants d'une forme ou d'une autre d'assistance sociale. Les taux de mortalité et de maladie sont chez eux deux à quatre fois plus élevés que la moyenne nationale. Leur espérance de vie, hypothéquée par l'alcool et la drogue, ne dépasse guère quarante-cinq ans.

« Depuis la conquête, reprochent-ils aux Blancs, vous nous avez laissé le choix entre l'assimilation (par missionnaires interposés), l'émigration vers les villes ou l'assistance de l'Etat. Cessez de vous approprier nos terres et reconnaissez nos droits à nous gouverner selon nos propres lois. » Les plus virulents réclament leur indépendance.

Pour désamorcer cette contestation, trois conférences constitutionnelles ont été organisées autour de la question du « droit des autochtones à l'autonomie

gouvernementale ». La dernière s'est terminée en mars 1987 par un échec, le premier ministre, M. Brian Mulroney, n'ayant pas réussi à obtenir le consensus nécessaire (l'accord de sept des dix provinces canadiennes) sur ce dossier.

« Canada, vous jouez avec le feu. Nous sommes sûrement la dernière génération de dirigeants prêts à négocier pacifiquement avec vous. La prochaine étape, imminente, est celle de la violence. » Cet avertissement lancé en juin dernier par le chef George Brasmus de l'Assemblée des premières nations (375 000 Indiens) n'a pas été pris à la légère. De plus en plus de jeunes Indiens désabusés veulent imposer la souveraineté de force « au lieu de la mendier ».

Le rappel des « guerriers »

Les Mohawks de Kahnawake jouent à cet égard un rôle d'avant-garde. En l'espace d'une vingtaine d'années, ils ont créé leur propre police dans leur réserve et, après le décès d'un de leurs, suite à une bavure d'un policier québécois en 1979, chassé celle des Blancs. Ils ont ouvert leurs propres écoles et collèges (où l'on enseigne aussi bien la langue mohawk que l'informatique), construit leur propre hôpital et pris en charge leurs services sociaux. Aujourd'hui, toutefois, les modérés de la réserve sont débordés par les jeunes, qui veulent aller plus vite et plus loin. Ce sont eux qui ont battu le rappel des « guerriers », autrefois chargés de défendre la communauté, pour riposter à la descente de la GRC. Ce sont eux qui ont organisé les barrages routiers, prenant de court le chef de la police de la réserve, qui a démissionné, mettant au pied du mur le chef Joseph Norton du « conseil de bande ».

Imposée par les Blancs au début du siècle au sein des réserves, cette dernière structure (comparable à un conseil municipal élu au suffrage universel) est contestée par les jeunes « traditionalistes », qui voudraient revenir à la règle ancestrale du consensus pour la désignation du chef et la prise des décisions.

Joseph Norton a momentanément réussi à calmer les esprits en obtenant du gouvernement fédéral une nouvelle promesse de négociations sur l'autonomie économique de la réserve. Il a néanmoins approuvé la démarche des « traditionalistes » qui se sont rendus en août à Genève pour déposer une plainte devant la Commission des droits de l'homme des Nations unies, suite à l'« agression paramilitaire » de la GRC. Les sept membres de la délégation ont voyagé avec leur passeport iroquois établi par la Confédération des six nations et reconnu dans quelques pays, dont la Suisse et Cuba.

« Nous ne nous sommes jamais considérés comme des citoyens du Canada ou des Etats-Unis. Les frontières que les Blancs ont tracées ne nous concernent pas », disent ces Mohawks. A plus d'un titre, ils incarnent la détermination du « nouvel Indien » qui vient de naître en cette fin de siècle.

MARTINE JACOT.

Premier accord sur les droits des minorités ethniques

Un pas a été franchi vers la reconnaissance des droits des Amérindiens du Canada, au moment où l'assimilation ne cesse de grandir dans leur communauté.

Le gouvernement canadien a en effet signé, le lundi 5 septembre, une entente de principe avec les quelque 15 000 Indiens Dénés et métis de la région de Yellowknife et de la vallée de Mackenzie (nord-ouest du Canada).

Ces derniers vont devenir propriétaires d'un territoire de 10 000 kilomètres carrés et obtiendront des droits de chasse et de pêche sur 170 000 autres kilomètres carrés qui resteront propriété de la Couronne, moyennant le versement d'une com-

pensation de 500 millions de dollars canadiens (2,5 milliards de francs) à partir de 1990.

Aux termes d'un autre accord, conclu au début de cet été avec les Indiens Yukon, ceux-ci vont se voir attribuer près de 25 000 kilomètres carrés de terres ainsi que 200 millions de dollars d'indemnités. Mais le plus important des « traités » à venir, entre le gouvernement d'Ottawa et les minorités, concerne les Esquimaux des « territoires du Nord-Ouest », ce vaste espace qui englobe également les îles de l'Arctique. La négociation prévue pour s'achever au printemps 1989 porte sur l'attribution aux Esquimaux de 230 000 kilomètres carrés de terres.

Diplomatie

Réunis à Chypre

Les non-alignés cherchent leur place dans le nouveau climat de détente internationale

NICOSIE
de notre correspondante

Les pays non alignés ont-ils encore un rôle à jouer ? Poser la question est déjà un signe du malaise qui règne au sein de cette vaste organisation, qui regroupe, avec cent une délégations (quatre-vingt-dix-neuf pays, plus l'O.L.P. et la SWAPO) les deux tiers des membres de l'ONU et représente plus de deux milliards d'individus. C'est pourtant le point fondamental qui préoccupe les participants à la neuvième session ministérielle des non-alignés qui s'est ouverte, mercredi 7 septembre, dans la capitale chypriote.

Inaugurant ces assises dans le tout nouveau centre de conférences, construit pour la circonstance sur une colline de Nicose, le président chypriote, M. Georges Vassiliou, a d'ailleurs appelé à la constitution d'un comité ministériel qui soumettrait ses réflexions sur la nécessité d'une réorganisation du mouvement au prochain sommet. Le chef de l'Etat a souligné à cet égard que, à côté des traditionnels et volumineux documents politiques et économiques, les ministres adoptent à Nicose une sorte de déclaration solennelle « pour exposer en termes concis les vues du mouvement sur les points importants d'aujourd'hui, aussi bien que ses objectifs à long terme et son rôle spécifique dans le contexte de la nouvelle situation internationale ».

M. Vassiliou s'est félicité du nouveau climat dans les relations soviéto-américaines, qui a déjà entraîné des progrès substantiels vers le désarmement et vers la solution de quelques conflits régionaux. Le président chypriote a tou-

tefois ajouté que de sérieux problèmes persistaient, mentionnant particulièrement la question du Proche-Orient, l'apartheid en Afrique du Sud et, bien sûr, le problème de Chypre.

Les autorités chypriotes, qui accueillent pour la première fois depuis l'indépendance de l'île, en 1960, une conférence de cette importance, entendent bien en profiter pour gagner à leur cause le plus grand nombre de participants. M. Vassiliou a fait référence à sa récente rencontre à Genève avec le représentant de la communauté turque de l'île, M. Denktash, et a rappelé qu'il espérait voir se réunir la commission chypriote avant le 1^{er} juin 1989 : « Nous ferons de grands efforts, a-t-il dit, pour rénover notre pays dans un système de gouvernement fédéral dans lequel les droits fondamentaux de tous ses habitants, grecs, turcs et autres, seront sauvegardés, dans l'indépendance, la souveraineté et l'intégrité territoriale. A Chypre non aligné et démilitarisé, il n'y a pas de place pour des troupes étrangères ou des colons ».

La prochaine présidence

Les non-alignés ont bien conscience de n'avoir joué aucun rôle dans la détente du climat international, alors que les pays membres étaient le plus souvent les acteurs de ces conflits dont s'amorce la solution, comme l'Irak et l'Iran. Les ministres des affaires étrangères de ces deux pays ne viendront d'ailleurs pas à Chypre, l'important pour le

moment étant les négociations de Genève sous le parrainage de l'ONU.

Cette conférence ne devrait pas en tout cas donner lieu à de grands affrontements, le principal problème à résoudre étant celui du pays qui accueillera le prochain sommet et qui présidera donc le mouvement pour les trois années suivantes. Le Nicaragua et l'Indonésie sont en compétition pour ce poste. Si l'on considère la rotation traditionnelle, c'est, après l'Asie (l'Inde) et l'Afrique (le Zimbabwe), à l'Amérique latine d'obtenir la présidence. Le Nicaragua serait mieux placé que l'Indonésie, mais son alliance avec Moscou gêne beaucoup de délégations. A contrario, l'Indonésie est jugée par d'autres trop proche des Américains. Le « non-alignement » a des nuances, et pour départager ces deux pays venus en force à Nicose, avec chacun plus d'une vingtaine de députés, Chypre pourrait se dévouer si on le lui demandait.

FRANÇOISE CHAPLAUX.

● Les libéraux jugent « inopportune » la visite de M. Arsat à Strasbourg. — Le groupe libéral du Parlement européen, présidé par M. Simone Veil, estime que la visite du président de l'O.L.P. Yasser Arafat, les 13 et 14 septembre, est inopportune et inadéquate pour faire avancer le processus de paix au Moyen-Orient.

Le groupe libéral (44 membres sur les 518 parlementaires de l'Assemblée européenne), ajoute dans un communiqué, publié mardi 14 juin à Bruxelles, qu'il ne participera pas « aux discussions » et aux réunions qui auront lieu à Strasbourg, dans le cadre de cette visite. — (AFP.)

Asie

Les inondations au Bangladesh

La reprise des pluies dissipe tout espoir d'une baisse prochaine des eaux

Les pluies violentes ont repris, mardi 6 septembre, dans le nord et l'est du Bangladesh, où les inondations ont fait jusqu'à présent quatre cent quatre-vingt-dix morts, selon un nouveau bilan officiel établi mardi soir. Par ailleurs, le nombre de personnes malades en raison de l'eau contaminée a dépassé cent mille et le nombre de sans-abri est estimé à vingt-neuf millions deux cent mille, a-t-on indiqué de source officielle.

Ces nouvelles pluies, prévues par les services météorologiques, ont gonflé le Brahmapoutre et dissipé tout espoir de voir baisser dans les prochains jours le niveau des eaux qui recouvrent les trois quarts du pays, ont indiqué des responsables du Centre de contrôle des eaux. Les niveaux de deux autres importants cours d'eau avaient légèrement baissé ces dernières vingt-quatre heures, selon la même source.

Dix mille personnes supplémentaires ont été atteintes de diarrhée lundi - chiffre le plus élevé jamais enregistré en une journée - et six d'entre elles sont mortes, ont indiqué des responsables des services de santé. Selon des chiffres officiels, cent deux mille huit cent quarante et une personnes ont été touchées par des maladies provoquées par l'eau contaminée.

Les secours s'organisent

Les Etats-Unis se sont engagés à fournir une aide de près de 3,6 millions de dollars, dont 10 000 tonnes d'aliments, plus 2 000 tonnes de maïs et de blé, a-t-on appris mardi de source officielle à Washington. L'agence américaine de développement international (AID) a indiqué qu'elle enverra des experts sur place pour aider à l'évaluation de la situation et examiner d'autres possibilités d'aides. Selon l'AID, 1,2 million de tonnes de nourriture, une quantité estimée suffisante pour deux mois,

● CORÉE DU NORD : mission parlementaire française Pyong-yang. — Une mission parlementaire française a quitté, mardi 6 septembre, Paris à destination de Pyong-yang, à l'occasion des fêtes du quarantième anniversaire de la Corée du Nord. Conduite par M. Robert Le Fol (PS, Seine-et-Marne), président du groupe d'études sur la République populaire et démocratique de Corée, elle comprend aussi MM. Alain Vivien (PS, Seine-et-Marne), René André (RPR, Manche), Louis Colombani (UDF, Var) et Théo Viel-Massot (PC, Loire).

ont actuellement stockées au Bangladesh.

De son côté, la CEE a accordé mardi une aide d'urgence de 500 000 ECU (près de 4 millions de francs) pour acheter des vivres, des vêtements et des moyens de transport. Cette aide sera gérée par la Croix-Rouge allemande et Concern, une organisation non gouvernementale irlandaise. Médecins sans frontières a annoncé l'envoi d'une mission afin d'assurer un appui sanitaire et évaluer les mesures à prendre afin d'éviter les maladies épidémiques. Cette mission quittera Paris dès que l'aéroport de Dhaka sera rouvert.

Enfin, plusieurs appels ont été lancés. A Genève, la Ligue de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge en a lancé un pour réunir 10 millions de francs suisses (44 millions de francs français) destinés à secourir un million de sinistrés. Oxfam Américain, organisation humanitaire privée dans le siège est à Boston, tente, pour sa part, de réunir 4 millions de dollars. A Paris, des dons peuvent être adressés à l'Action d'urgence internationale (10, rue Félix-Ziem, 18^e. Tél. : 42-64-75-88, CCP 15 820 17 Paris) et au Collectif espoir Bangladesh (Terre des hommes, 4, avenue Franklin, 93200 Saint-Denis, CCP 1988 S Paris).

BIRMANIE

L'anarchie se développe à Rangoun

Alors que l'anarchie se développe à Rangoun, l'appui de l'armée au régime semble, pour la première fois, mis en cause. Des défections ont été confirmées et les militaires sont soumis à des pressions de plus en plus fortes en faveur d'un ralliement au soulèvement populaire.

Bo Ye Htut et huit autres survivants parmi les « Trente Camarades » qui ont fondé l'armée birmane et combattu pour l'indépendance, ont invité les soldats à soutenir le mouvement pour le rétablissement de la démocratie, qui a annoncé une grève générale à compter de jeudi et jusqu'à la démission du gouvernement. Entre-temps, le personnel administratif du BSPP (Parti du programme socialiste birman, au pouvoir) a mis le gouvernement en demeure de se démettre et de « passer la main au peuple ». La réunion, le 12 septembre, d'un congrès du BSPP, invité à se prononcer sur l'opportunité d'un référendum sur le multipartisme, semble sérieusement compromise.

D'autre part, face à la multiplication des pillages et des actes de vandalisme à Rangoun, la radio officielle - unique organisme d'Etat toujours contrôlé par le gouvernement - a diffusé un message avertissant que les pillards seraient abattus à compter de mercredi matin. Elle a ajouté que les soldats n'interviendraient pas lors des manifestations pacifiques. Pour la première fois depuis la levée de la loi martiale, le 19 août, des engins militaires ont circulé à Rangoun. « C'est l'anarchie totale ici, il y a des actes de pillages dans toute la ville », a déclaré mercredi un diplomate en poste à Rangoun, contacté par téléphone de Bangkok.

En dépit de l'ultimatum qui lui a été adressé par des personnalités de l'opposition (Le Monde du 6 septem-

bre), le gouvernement ne semble, cependant, toujours pas disposé à démissionner. Mardi, en annonçant un assouplissement du régime fiscal des agriculteurs, il a donné l'impression de vouloir conserver les rênes du pouvoir. Radio-Rangoun continue de démentir l'existence de défections au sein du BSPP et de l'armée. Cependant, dirigeants de l'opposition et diplomates confirment que l'armée hésite à soutenir le gouvernement. Selon les mêmes sources, un bon nombre d'officiers supérieurs se seraient déjà ralliés à l'opposition.

Radio-Rangoun a également réfuté les affirmations de l'opposition selon lesquelles le pouvoir aurait mis sur pied des équipes de provocateurs chargés d'encourager l'anarchie dans les villes. L'un de ces « saboteurs » aurait été exécuté mardi soir dans un quartier de Rangoun.

La plupart des analystes étrangers estime que le général Ne Win, qui a pris formellement sa retraite en juillet après vingt-six ans de dictature, continue de contrôler le pouvoir et pourrait, face à la grève générale annoncée pour jeudi, recourir à la force pour tenter, une dernière fois, de sauver son régime. Entre-temps, étudiants et bonzes essaient de prévenir la poursuite des pillages à Rangoun, mais sans grand succès. Des bandes de voyous s'en prennent aux usines et aux entrepôts. Les gens se barricadent chez eux, ont rapporté des diplomates en soulignant que l'atmosphère s'était nettement dégradée ces derniers jours. L'ambassade des Etats-Unis à N'poules, annoncé mercredi qu'elle organisait l'évacuation d'une centaine de membres des familles de son personnel. — (AFP, AP, Reuters, UPI.)



N° 10 MAIRIES DE FRANCE est réalisé sous la responsabilité de MAIRIE-EXPO 88 sur quatre pages achetées au Quotidien Le Monde. JEUDI 8 SEPTEMBRE 1988.

70.000 ÉLUS LOCAUX ATTENDUS À MARSEILLE

La fonction de Maire est le mandat électif auquel

Les Élus ont été « échaudés » ces dernières années par la multiplication de pseudo-salons des Collectivités Locales, de journées à thèmes (finan-

Depuis son élection à la Mairie de Marseille, il a visité MAIRIE-EXPO à Lyon et à Toulouse et a été reçu par Francisque COLLOMB, Maire de Lyon et Dominique BAUDIS, Maire de Toulouse.



Il estime notamment qu'il « faudrait revoir les attributions au sein du conseil municipal. Il est anormal qu'aujourd'hui, il

se poser en matière de communication, d'école... De même, l'adjoint chargé des Finances devrait également se charger de la prospective. Enfin, il est un peu archaïque de penser que l'adjoint chargé de l'Urbanisme ne soit pas également chargé du cadre de vie, de l'environnement. Il ne peut plus être uniquement « Monsieur Permis de construire ». Il doit devenir un visionnaire s'intéressant aux schémas de dévelop-

cement, informatique, cadre de vie). Ils souhaitent un vrai rendez-vous professionnel, c'est la raison du succès de MAIRIE-EXPO devenue une institution. Ils souhaitent aussi des informations, des échanges d'expériences, c'est la raison du succès du QUOTIDIEN DU MAIRE lancé l'année dernière par Philippe TESSON et du mensuel VIE PUBLIQUE que dirige Guy GORMAN.

A ce jour, 12 400 m³ de béton ont été coulés, 22 000 m² de planchers réalisés dont 14 000 m² de dallage. Christian PELLERIN, P.D.G. de SARI-SEERI qui visite presque quotidiennement son chantier, annonce que les travaux du C.N.I.T. seront terminés pour le 14 juillet 1989.

Les Étas de France et les fournisseurs des Collectivités Locales pour la MAIRIE-EXPO en octobre de l'année prochaine.

Crédit Local de France. Pour passer du projet à la réalité.

هكذا من الأصل

(Publicité)

MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE EXPO88

CENTRE D'AFFAIRES

NIMES CONFIRME SON RÔLE ET SA VOCATION DE MÉTROPOLE ÉCONOMIQUE MÉDITERRANÉENNE

Le 15 septembre sera inauguré à Nîmes le nouveau Centre d'Affaires ATRIA.

Ce Centre répond à un double besoin sur le plan économique :

• offrir aux entreprises de toute taille des moyens adaptés aux activités tertiaires en leur permettant de disposer d'une importante variété de services et d'un accès immédiat aux nouvelles technologies, facteurs de productivité et de performance commerciale ;

• donner aux municipalités, départements et régions les outils d'un développement économique moderne, créateur d'emplois et de nouvelles ressources.

Pour Jean BOUSQUET, le Député-Maire de Nîmes, ATRIA va donner un nouvel élan pour la ville et sa région. Nîmes est le cœur d'une histoire et d'une culture. Sa vieille ville, sa feria, ses sites touristiques, la douceur de son climat modèlent un certain art de vivre.

UNE ÉCONOMIE EN PLEINE MUTATION

Ces dernières années, Nîmes a engagé une politique de développement économique visant à favoriser l'implantation de nouvelles entreprises.

De nombreux secteurs industriels sont représentés par l'intermédiaire de sociétés d'envergure nationale, voire internationale.

DES PROJETS NOMBREUX ET TRÈS DIVERSIFIÉS

Cette « Nouvelle Californie » accompagne son expansion et prépare activement l'arrivée d'entreprises nouvelles par :

• L'amélioration du cadre urbain

La beauté de la ville ancienne se voit réhaussée par des rénovations d'envergure (centre ville, bâtiments historiques) associées à une politique de création architecturale de haut niveau. Ainsi, les plus grands noms de l'architecture et du design (Foster, Kurokawa, Morel, Nouvel, Starck, Wilmette, etc...) travaillent actuellement pour la ville de Nîmes.

Des réalisations marquantes sont en cours ou en projet : le Centre d'Art Contemporain (Musée et Médiathèque), le quartier Nîmes Zone Sud, la couverture des Arènes, de nombreux immeubles d'habitation, des installations de loisirs, etc...

Pour sa part, le Groupe SARI-SEERI, outre ATRIA conçu avec ACCOR, développe un certain nombre de projets :

• 15 000 m² de bureaux, logements et commerces, dans le secteur Sud (« Le Colisée » - architecte : Kisho Kurokawa) ;

• des ensembles d'habitation résidentiels : 780 logements autour du Golf de Vaqueyrolles ;

• des ensembles de logements sociaux (programme de Font-Couvert) ;

• L'amélioration du cadre de vie

Ville active, Nîmes sait préserver la qualité de la vie. Un vaste complexe Forest Hill est venu compléter les installations des « Hauts de Nîmes » (tennis Georges Deniau). Un deuxième golf de 18 trous (Vaqueyrolles) vient s'ajouter à celui de la Route Saint-Gilles ; un nouveau stade est en cours de réalisation.

Nîmes met ainsi en place tous les atouts pour faire partie des villes gagnantes du XXI^e siècle : un tourisme d'affaires qui s'amplifie, des projets architecturaux et urbanistiques nombreux, une économie en expansion.

ATRIA sera un moyen privilégié pour favoriser ce nouvel élan.

LE PARTI ARCHITECTURAL : SYNERGIE DES FONCTIONS ET INTÉGRATION AU SITE

Premier maillon d'un réseau européen, ATRIA Nîmes-CENTRE associe le « savoir-faire » des Groupes ACCOR et SARI qui ont conçu un programme permettant, sur 10 250 m², d'intégrer et de mettre en synergie, dans un même ensemble immobilier, différentes fonctions jusqu'alors dissociées.

La présence toute proche des Arènes, la situation du terrain en bordure de l'esplanade — vaste jardin du XIX^e siècle au cœur de la ville — et le voisinage de l'Eglise Sainte Perpétue ont été autant d'éléments qui ont guidé la conception architecturale des bâtiments.

ATRIA Conçu par SARI et le Groupe ACCOR, la Cité des Affaires réunit tous les équipements nécessaires à l'épanouissement et aux échanges des entreprises modernes.

L'équipe de conception, ACCOR et SARI, concepteurs du « produit », ont retenu un architecte nîmois, M. Pierre MOREL, pour la réalisation de ce premier ATRIA. Le projet a été initié par Gino VALLÉ.

Les études techniques sont assurées par SARI Ingénierie et le contrôle par SOCOTEC.

L'UNION DE TROIS PARTENAIRES COMPLÉMENTAIRES

Pour créer ATRIA, trois partenaires se sont associés, complémentaires par leur savoir-faire et leurs compétences spécifiques : la Municipalité, les groupes SARI et ACCOR.

La Municipalité Pour répondre aux be-



Jean BOUSQUET

soins de son développement économique, elle a souhaité la création d'un pôle de développement tertiaire, facteur de création d'emplois et de ressources, ainsi que d'une salle de 479 places, car les congrès et les réunions sont à l'origine de retombées économiques non négligeables pour les villes qui les accueillent.

Le groupe SARI-SEERI Société d'ingénierie technique, financière et de gestion, la SARI a pour vocation la conception, la réalisation et la commercialisation d'ensembles à vocation tertiaire. En dix ans, elle est devenue l'interlocuteur privilégié des collectivités locales dans leurs plans de développement économique, et des entreprises, pour lesquelles elle conçoit des structures d'accueil et de nouveaux types de bureaux intégrant technologies de pointe et services de qualité.

Le groupe ACCOR Spécialisé dans l'hôtellerie, la restauration et les services, il occupe en France et à l'étranger une place de premier plan. Dans le secteur hôtelier, il propose une structure d'hébergement, une capacité de restauration permettant des prestations variées, un ensemble de salles pour

réunions et conférences, des espaces détente, etc.

Outre les points communs évidents dans la conception de leurs produits respectifs, les deux groupes possèdent également la même caractéristique fondamentale : tous deux, depuis leur création, se sont spécialisés dans la fourniture de services aux entreprises. Ils sont donc à même de comprendre et d'anticiper les besoins des entreprises de demain. Pour innover, ils ont recherché et élaboré en commun les solutions répondant à l'émergence de ces nouveaux besoins.

Le rapprochement des trois partenaires s'est fait autour d'un double constat :

— la nécessité d'offrir aux entreprises un nouveau concept de services : ATRIA ;

— l'importance pour une municipalité, à l'heure où nombre de villes entretiennent à grand frais des Palais des Congrès, de disposer d'un équipement de congrès adapté à ses besoins, et qui, par son intégration dans ATRIA, bénéficie de la complémentarité des installations : faibles coûts d'investissement et de gestion.



HÔTEL DE VILLE

Jennifer, 13 ans, Maire d'un jour

Un nouveau candidat n'est, heureusement, pas entré dans la course des Municipales de Marseille. Mais si elle a accueilli à l'Hôtel de Ville, Brice LALONDE, le Secrétaire d'Etat à l'Environnement, en compagnie de Robert VIGOUROUX, c'est que Jennifer JEAN a gagné le droit de passer une journée entière aux côtés du Maire de la cité phocéenne, de le suivre partout, de réunions de travail en réceptions, et jusque dans son bureau le temps de « plancher » sur quelques dossiers.

Ce droit-là, cette jeune fille de 13 ans, élève à l'Ecole de la Trinité, l'a obtenu remportant le « Rallye civique » organisé en juin dernier à l'attention des élèves des classes de sixième par la Jeune Chambre Economique de Marseille dans le cadre d'une campagne développée par la Jeune Chambre Economique Française. Objectif de l'opération : faire mieux connaître aux jeunes phocéens les institutions de leur ville, au tra-



vers d'un parcours ponctué de questions d'ordre civique qui les a conduits depuis les six mairies d'arrondissement jusqu'à l'Hôtel de Ville.

« Je suis allée dans les différentes structures, Mairie, Préfecture, Conseil Régional, questionner les agents sur leur travail, raconte Jennifer, qui s'est par ailleurs classée 11^e au concours d'Orthographe de la ville. Du coup, j'ai eu tout juste au questionnaire... »

Résultat ? Avec Robert VIGOUROUX, elle aura inauguré l'exposition « Cantini 88 » d'art moderne et contemporain, ac-

cueilli Brice LALONDE, reçu le « Pavillon Bleu » des plages propres, participé à l'organisation de la première rencontre internationale des responsables de 100 sites historiques méditerranéens, déjeuné avec César et quelques artistes, et répondu aux questions de Jean-Pierre FOUCAULT sur RMC !

« Ce rallye est une excellente initiative, à la fois originale et instructive, note Robert VIGOUROUX. Il aura permis à une jeune fille de mieux comprendre les ressorts de notre vie publique, et prend du coup à mes yeux valeur de symbole... »

MAIRIES DE FRANCE
Réalisation : Christian HOYOS
Photocomposition : Flash Compo
RELATIONS PUBLIQUES DE FRANCE
7 bis, Place du Palais Bourbon - 75007 PARIS
Tél. (1) 47.53.93.16
Prochaine parution : Jeudi 6 octobre 1988

le Quotidien du Maire

122, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly.
Téléphone (1) 46.24.10.00. Télécopie (1) 46.24.13.63.

Tous les jours, du mardi au samedi,
220 numéros par an.

en-Claude GAUDIN



(Publicité)

MAIRIES DE FRANCE

MAIRIE-EXPO88

Jean-Claude GAUDIN :

« La solidarité des Elus locaux... »

Parmi les 960 communes de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, il y a la plus haute Commune d'Europe : St Véran, et des villes au niveau de la mer. A côté de métropoles comme Marseille, Nice, Avignon, ou Toulon, se trouvent en effet une multitude de villages à vocation essentiellement rurale.

Député des Bouches du Rhône, Maire d'Arrondissement et Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, Jean-Claude Gaudin évoque ce « patchwork » original, tant au plan social qu'économique ou humain.

Jean-Claude Gaudin : « Cette région est l'une des plus importantes car elle compte, à travers six départements, plus de quatre millions et demi d'habitants. Mais la solidarité joue à plein entre les départements urbanisés et les zones de montagnes beaucoup moins peuplées. En développant par exemple de grands travaux structurants, le Conseil Régional contribue à réduire considérablement le désenclavement des Alpes... »

Quel rôle peuvent jouer les élus locaux ?

J.C.G. : Il leur appartient, par les réserves foncières et le développement d'activités porteuses d'emplois, de préparer l'avenir de la Région pour l'échéance européenne de 92...

soit pas du ressort du maire de secteur.

Lequel doit, pour boucher le moindre trou, demander l'accord du maire de la commune. Voilà une anomalie à corriger. Il y en a bien d'autres...

N'y a-t-il pas utilité à conjuguer un mandat local avec un mandat national ?

J.C.G. : Le cumul des mandats avait, à cet égard, un avantage : généralement, les financements sont croisés et proviennent de plusieurs collectivités territoriales. Un élu était donc mieux à même de défendre, ici comme là, ses projets. Le Parlement a jugé utile d'en limiter le nombre, et une situation nouvelle est apparue. Souvent au détriment des Conseils Régionaux, car les élus préfèrent souvent les Conseils Généraux.

Mais pour sa commune, que peut faire un élu régional ?

J.C.G. : Dès lors que l'on siège dans une assemblée, on a connaissance de tous les dossiers. Et comme on participe aux délibérations, on est associé aux décisions. Tout Conseiller régional peut donc faire déboucher des projets importants. Importants pour sa commune, s'entend, qu'il s'agisse d'infrastructures ou de développement de la vie et de l'économie locales.



Qu'y a-t-il de commun entre un Elu de grande Ville de la Région et un Conseiller Municipal d'un petit village alpin ?

J.C.G. : La solidarité joue entre eux. Quand la Région construit la Maison des Artisans de la vallée du Queyras ou crée l'Ecomusée de St Véran, il y a entre eux identité de vue et d'objectifs...

Vous êtes Maire de secteur à Marseille. Quel est votre rôle ?

J.C.G. : Je réponds oui à la décentralisation. Mais les élus d'une mairie de secteur n'ont aujourd'hui en charge que l'état-civil. Et le Maire d'un secteur peut tout juste donner un avis sur les permis de construire dont la mairie centrale se garde bien de lui faire savoir s'il est suivi ou non. Si les mairies de secteur doivent demeurer, il convient de leur attribuer davantage de pouvoirs. Il est impensable, par exemple, que la voirie ne

ROBERT VIGOUROUX : « ETRE DANS LE COUP »

Neuro-chirurgien de réputation mondiale, il a succédé à Gaston Defferre, voici un peu plus de deux ans, dans le fauteuil de Maire de Marseille, Premier magistrat de la deuxième ville de France. Robert Vigouroux s'explique sur le rôle d'un maire aujourd'hui :

« Ce rôle est particulièrement vaste en France, en comparaison de ce qui se passe dans d'autres pays où les compétences du Maire sont moins étendues et variées. De plus en certains pays il n'est pas élu et doit partager son pouvoir avec d'autres autorités de la ville. Il n'y a guère de domaine, chez nous, où un maire ne soit pas, directement ou indirectement, concerné. Où il ne puisse pas agir, ne serait-ce, au moins comme demandeur ou incitateur. »

C'est-à-dire ?

R.V. : Pour créer une politique d'ensemble pour la cité, il faut établir une concertation avec tous ceux qui jouent un rôle ou ont une influence. Rien n'est plus nocif pour une ville que de permanentes oppositions qui entravent l'action. Des institutions, des personnalités ou des organismes œuvrant dans des directions opposées, empêchent tout objectif commun. Pour rassembler les énergies, un maire, doit donc être ouvert à toutes les concertations. C'est ainsi que l'action peut être entreprise et menée à terme.

Etre un professionnel, quoi ?

R.V. : Un professionnel,

avec des opinions politiques. Car il y a, en fonction d'elles, de grandes différences dans la gestion de la ville. Le Maire n'est pas seulement porteur d'idées, il impulse lui-même et conduit des projets inscrits dans ses priorités.

Ca se prépare !

R.V. : Il y a dans chaque individu des capacités d'adaptation. Pour ma part,

j'ai eu une formation médicale, scientifique, politique. J'ai toujours été intéressé par l'ensemble des problèmes socio-économiques. Le gestionnaire doit assurer sa formation continue comme tout un chacun. Notre société Européenne évolue rapidement. Pour s'adapter correctement et efficacement au grand marché unique Européen, il faut savoir évoluer.

D'une petite à une grande commune, le rôle d'un maire varie-t-il ?

R.V. : Chacun d'entre nous, à la tête d'une grande commune, d'une petite commune, prend des décisions qui l'engagent, même si le niveau de ces décisions n'est pas toujours le même. En tout lieu, il faut du bon sens et de la ténacité. Penser large, s'intégrer dans le contexte, imaginer et entreprendre. En somme, être soi-même « dans le coup » pour que sa ville le soit !

En ce sens, un mandat national n'est-il pas essentiel ?

R.V. : Certains semblent le penser. Mais pour ma part ma charge actuelle remplit mes journées. D'ailleurs les villes prendront de plus en plus d'importance. Les contacts se feront de plus en plus entre elles dans une Europe où les liens s'établiront directement, sans passer nécessairement par les états. Ces contacts sont déjà établis et dépassent le cadre de l'Europe pour être réellement mondial.

Le Maire est-il un homme seul ?

R.V. : Au moment de prendre sa décision. Comme tous les responsables. Il doit donc s'être entouré auparavant des meilleurs conseils, savoir écouter et bien maîtriser ses dossiers. Refuser la frilosité et l'immobilisme, ne pas s'enfermer dans les polémiques stériles. Le poker, non. L'esprit d'entreprise oui. C'est indispensable.



Robert VIGOUROUX : Maire de Marseille

L'eau pure de votre ville

L'eau du robinet, un geste réflexe tellement naturel et spontané qu'il en devient banal et pourtant cette apparente simplicité cache un travail considérable pour être garant de qualité, de quantité et de sécurité : des années de recherche, une très haute technicité, des équipements modernes, des femmes et des hommes en permanence au service de votre confort et de votre bien-être.

Grâce aux villes et municipalités qui ont voulu et financé les équipements et grâce à la S.E.M. qui les gère, cette eau "confiance" de tous les jours c'est l'eau pure de votre ville.



L'eau pure de votre Ville

Société des Eaux de Marseille

25, rue Edouard-Delangle - 13006 Marseille - Tél. : 91.57.60.60



مكذبا من الأصل

AVENIR

L'EUROPE, UNE CHANCE POUR MARSEILLE

L'EUROPE ?

C'est à l'évidence une question dont la réponse fait l'unanimité au sein des milieux socio-économiques et politiques de la cité phocéenne. Mieux : 1992, c'est LA chance de Marseille.

Mais rien ne se fera seul. Marseille doit réapprendre à vivre avec ses voisins, promouvoir son image de marque, faire valoir ses atouts. Le Député Européen Charles-Emile LOO, dans la « Tribune de Genève » du 22 août 1988 affirme : « L'Europe de 1992 risque d'accentuer les disparités Régionales au détriment du sud. Nous devons donc construire le recastage méditerranéen de l'Europe, rééquilibrer les relations du Sud au Sud. »



Charles-Emile LOO

Or, sur le plan géographique, Marseille est merveilleusement bien placée, seul port français d'un tel gabarit sur la façade méditerranéenne, au débouché du Rhône et dont il faudra bien que les 220 kilomètres avec la Mer du Nord via le Rhin, voit le jour, d'autant que l'intérêt communautaire de cette liaison a été reconnu. Une telle liaison fluviale, complémentaire de celle du Rhin-Main-Danube permettra en effet, par l'arrière centrale que représente le Rhin, de mettre en communication l'Europe au Nord-Ouest et au Centre tant avec la Méditerranée Occidentale qu'avec la Méditerranée Orientale. Le 14 juillet dernier, a été prise à la Commission des Transports, une résolution présentée par le Député Européen Communiste M. ROSSETTI qui a retenu à la demande de M. Charles-Emile LOO « la terminaison de la liaison Mer du Nord-Méditerranée » et qui a inclus dans son exposé des motifs l'exemple de Marseille-Fos-sur-Mer

comme port d'éclatement des navires de la 4^e génération.

Certes, il n'en demeure pas moins que si Marseille n'a pas l'hinterland qui a été la chance des ports comme Anvers ou Rotterdam, elle bénéficie néanmoins d'une position privilégiée face à l'énorme potentiel que représente les marchés du Maghreb et du Continent Africain. De plus, avec l'élargissement à l'Espagne et au Portugal, la Communauté Européenne voit son centre de gravité se déplacer vers le Sud.

Fin le bon vieux temps des Colonies

Ca bouge à Marseille. Le temps où le premier port Français se laissait vivre grâce au négoce et au trafic généré par les anciennes colonies est fini et bien fini. Tout le monde semble maintenant en avoir conscience, du dirigeant d'Entreprise à l'homme de la rue, en passant par les responsables politiques qui, trop longtemps, n'ont pas su, comme à Anvers, à Brême ou à Hambourg, par exemple, intégrer le port à la vie de la ville.

Marseille a maintenant son image de marque à regagner, et un défi à relever. C'est d'ailleurs sur ce thème que le Député Européen Charles-Emile LOO a lancé voici quelques mois l'Association « Marseille-Europe 1992 ».

Une gare maritime à vocation Nationale et Internationale et une seconde de croisières sont prévues. Charles-Emile LOO, cette fois en tant qu'administrateur du P.A.M., y a beaucoup contribué, le développement du travail à l'intérieur des grilles du port restant l'un de ses objectifs prioritaires.

Par exemple, les cadres et les techniciens supérieurs y sont nombreux (environ 1 actif sur 10), et c'est l'une des raisons pour lesquelles Marseille dispose de possibilités importantes dans les bio-technologies, la recherche médicale et les cinq axes qui ont été retenus pour le Technopole de Châteaue-Gombert : la robotique, l'optique, l'industrie des machines, l'électronique et les matériaux composites.

Marseille capitale de l'Europe du Sud ? C'est pour demain.



Charles-Emile LOO sur le port de Marseille en compagnie de Michel DELEBARRE et Paul MORACCHINI, Secrétaire Général du Syndicat CGT de la Marine Marchande.

MICHEL PLATINI : POUR UNE « MARIANNE D'OR » DE LA COMMUNE LA PLUS SPORTIVE DE FRANCE

Michel PLATINI, qui est loin d'être insensible aux activités sportives des milliers de Clubs des Communes de France, souhaite que dans le palmarès des « MARIANNE D'OR » 1988 soit primée une Commune exemplaire dans le domaine des activités sportives : équipements, mais aussi pratique du sport.

Il s'en est entretenu cette semaine à Paris avec Alain TRAMPOGLIERI, Commissaire Général de MAIRIE-EXPO et Secrétaire Général des « MARIANNE D'OR ».

Actuellement, le Français le plus connu dans le monde consacre son temps à sa reconversion et à la lutte contre la drogue. Suite à la création de sa fondation à Paris, en février 1987, il s'efforce de réinsérer dans la vie professionnelle active, de jeunes toxicomanes désintoxiqués en s'appuyant sur le sport. Il



Michel PLATINI cette semaine au SISEL aux côtés d'Alain TRAMPOGLIERI.

lance sa marque d'articles de sports qui sera accessible aux consommateurs sportifs, actifs, ou détente, dès

le printemps 1989. Il vient de présenter ses collections : — Au SISEL, Salon Pro-

fessionnel International des Articles de Sport et Loisirs de Plein Air au Bourget, le 4 septembre 1988.

— A l'ISPO de MÜNICH, le 30 août 1988

— Au MIAS de MILAN, le 5 septembre 1988

— Et dernièrement à TOKYO.

Cette collection vient de remporter à ces manifestations professionnelles un très grand succès. Sa marque risque dans les mois à venir de rejoindre les grandes marques des fabricants de vêtements de sport.

La marque Michel PLATINI comprend :

— Des vêtements utilisés pour la pratique des sports (dans les terrains de sports ou aires de sport adéquates)

— Des vêtements utilisés pour l'entraînement sportif.

— Des vêtements de sport portés pendant les loisirs et des vêtements non-formels, décontractés.

Mieux financer vos projets avec l'épargne locale.



La réalisation des projets, quelle que soit leur importance, quel que soit leur nombre, dépend pour une grande part des modes de financement et de gestion adaptés au management actuel des collectivités locales.

Face à la complexité de la fonction financière des collectivités locales et face à la concurrence parfois sauvage qui s'est développée, il est plus que jamais nécessaire pour vous, responsable des projets et des finances locales, de traiter en confiance avec un organisme puissant, compétent et proche de vous. Avec ses partenaires régionaux et nationaux, votre Caisse d'Epargne Ecureuil vous apporte ces garanties.

30% DU MARCHÉ DU FINANCEMENT DES COLLECTIVITÉS.

Une tradition d'échanges s'est établie naturellement entre les collectivités locales et la Caisse d'Epargne.

L'emploi des fonds des livrets A a permis aux Caisses d'Epargne depuis plus de 30 ans d'offrir les prêts MINJOZ à des taux réduits et de créer en même temps des liens de véritables associés connaissant bien vos préoccupations.

Aujourd'hui, avec les prêts MINJOZ et les prêts directs qui totalisent plus de

30% du marché, l'Ecureuil occupe une place de premier plan dans le financement des investissements publics locaux. C'est pour vous une sécurité.

DU FINANCEMENT A 100%... JUSQU'À LA GESTION ACTIVE DE LA DETTE.

Prêts à taux fixes ou révisibles, prêts avec différé d'amortissement, prêts en devises, prêts à court, moyen ou long terme... votre Caisse d'Epargne est à même de vous apporter les solutions vous permettant d'ajuster le financement de vos projets aux capacités financières de votre collectivité. Etant plus proche de vous, connaissant mieux vos besoins, la Caisse d'Epargne étudiera et réalisera pour vous les montages financiers les plus optimisés avec le maximum de garantie.

Vous réalisez par exemple un investissement dont les recettes évolueront progressivement dans le temps... des annuités de remboursement progressives vous seront proposées pour s'aligner ainsi sur l'évolution des recettes. Autre cas devenu courant : pour rentabiliser votre trésorerie, une ouverture de crédit pourra vous être accordée dans les meilleurs délais.

LES ÉLUS LOCAUX DANS LES CONSEILS DES CAISSES D'ÉPARGNE.

Des élus locaux, élus eux-mêmes par les maires, sont membres de droit des Conseils d'Orientations et de Surveillance de votre Caisse d'Epargne.

C'est la meilleure démonstration de la volonté des Caisses d'Epargne de privilégier les relations avec les collectivités locales et de s'impliquer dans le développement économique local.

Ainsi, les Caisses d'Epargne offrent tous les crédits et les services bancaires à une clientèle de plus en plus élargie : associations, artisans, commerçants, professions libérales... et maintenant les entreprises.

Partenaire naturel et banquier de proximité des acteurs de l'économie locale, l'Ecureuil joue son rôle premier : aider à la réalisation des projets et au développement local, pour améliorer le cadre de vie.

C'est l'Ami Financier de chacun... et des collectivités locales.



Maître d'épionnage digne meilleurs romans policiers

Le roman policier est un genre littéraire qui a connu une véritable explosion ces dernières années. Les lecteurs sont de plus en plus nombreux à se tourner vers ces œuvres captivantes, où l'enquête mène à la découverte de véritables mystères. Parmi les auteurs les plus appréciés, on trouve des noms comme Agatha Christie, Georges Simenon, ou encore Michael Crichton. Ces romans offrent non seulement une intrigue serrée, mais aussi une réflexion sur la société et l'humanité. Les éditeurs ont compris l'importance de ce genre et ont mis en place de nombreuses collections pour répondre à la demande croissante. Les librairies et les bibliothèques sont également devenues des lieux incontournables pour découvrir ces trésors littéraires. En somme, le roman policier reste un genre d'actualité, capable de captiver le lecteur jusqu'au dernier chapitre.

Proche-Orient

Parallèlement aux opérations militaires au Kurdistan

Bagdad décrète une amnistie pour les Kurdes

Au moment où ses forces sont engagées dans une violente offensive contre le Kurdistan, provoquant l'exil de quelque cent vingt mille Kurdes en Turquie, le gouvernement irakien a annoncé, mardi 6 septembre, avoir décrété une amnistie en faveur des Kurdes, à l'exception de M. Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Cette mesure a été accueillie avec le plus grand scepticisme par l'UPK, ainsi que par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de M. Masoud Barzani, dont certains membres ne voient dans cette décision qu'une manifestation de propagande à l'heure où les attaques irakiennes contre les Kurdes ont suscité des réactions réprouvées dans le monde. Etats-Unis et Grande-Bretagne ont, pour leur part, exprimé mardi leur « préoccupation » devant les agissements de l'armée irakienne au Kurdistan d'Irak.

Aux termes du décret d'amnistie pris par le Conseil de commandement de la révolution, la plus haute instance dirigeante irakienne, les Kurdes se trouvant actuellement à l'étranger ont trente jours pour rentrer en Irak s'ils veulent bénéficier de cette amnistie. En outre, les dirigeants de Bagdad se sont engagés à libérer les Kurdes emprisonnés pour des délits politiques. L'amnistie couvre « sous les actes punissables par la loi, commis avant la date de ce décret ».

Les forces irakiennes ont lancé leur offensive contre le bastion des autonomistes kurdes du nord de l'Irak le 19 juillet, au lendemain même de l'acceptation par Téhéran d'un cessez-le-feu. Les politiciens

(combattants) de M. Talabani ont, ces dernières années, bénéficié du soutien des forces irakiennes, au côté desquelles ils ont mené des opérations contre l'armée irakienne. Selon les témoignages de réfugiés kurdes et d'un médecin turc, les Irakiens auraient utilisé, au cours de leur offensive, des gaz de combat, ce que dément Bagdad. A l'heure où le gouvernement irakien rendait public son décret d'amnistie, l'ambassadeur d'Irak à Ankara estimait, de son côté, que « l'armée irakienne avait le devoir de rattrapper les bandes armées kurdes », selon l'agence turque Anatolie.

Air France vers Téhéran

Les autorités turques ont pris un certain nombre de mesures pour faire face à cet afflux soudain de réfugiés sur leur territoire. C'est ainsi qu'un officiel a annoncé mardi que ces réfugiés seraient installés dans quatre « centres de résidence temporaire » dans le sud-est de l'Anatolie. 5 milliards de livres tur-

ques (environ 3,5 millions de dollars) seront affectés à l'installation de ces centres.

Par ailleurs, à Genève, les négociations irano-irakiennes paraissent toujours bloquées malgré l'intensification des tractations en coulisses pour tenter d'assouplir les positions des deux parties.

Ces négociations ont été au centre des entretiens qu'a eus, mardi, à Paris le vice-ministre iranien des affaires étrangères, M. Mohamed Djavad Laridjani, avec le premier ministre, M. Michel Rocard, ainsi qu'avec le ministre des affaires étrangères, M. Roland Dumas. Bien que, selon des sources françaises, ces conversations devaient essentiellement porter sur les négociations de Genève plutôt que sur les relations bilatérales, la visite de M. Laridjani a coïncidé avec l'annonce par Air France de la reprise de ses vols sur Téhéran, près de trois mois après la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays. Ces vols reprendront à partir du 5 octobre à raison d'une liaison hebdomadaire. — (AFP, AP, Reuters.)

● **TURQUIE** : huit soldats tués par des rebelles kurdes. — Huit soldats de l'armée turque et deux paysans ont été tués, dans la nuit du mardi 6 au mercredi 7 septembre, près d'Erzurum (est de la Turquie), par les rebelles kurdes, rapporte l'agence Anatolie à Ankara.

Le préfet d'Erzurum, M. Metin Ilyas Aksoy, a annoncé qu'un groupe armé de quinze personnes avait couvert le feu sur une patrouille de l'armée à Deriköy, un petit village situé près de Kermah. Les autorités locales pensent que le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un mou-

vement marxiste qui mène une lutte armée contre le pouvoir d'Ankara, a organisé cette embuscade.

Pour empêcher l'infiltration de militants du PKK, les autorités turques ont pris des mesures de sécurité exceptionnelles dans la région frontalière kurdo-irakienne où environ 120 000 Kurdes d'Irak s'étaient réfugiés en Turquie depuis une dizaine de jours. Selon un bilan non officiel, près de deux mille personnes (militaires, civils et rebelles) ont trouvé la mort depuis le début des opérations armées de la guérilla kurde en août 1984. — (AFP.)

ISRAËL

Une affaire d'espionnage digne des meilleurs romans policiers

JÉRUSALEM de notre correspondant

L'histoire a tous les ingrédients de la grande affaire d'espionnage, avec un personnage central haut en couleur, un procès à huis clos et comme une vague d'inquiétude qui gagne certains milieux de la « jet set » israélienne. Le procès s'est ouvert cette semaine devant un tribunal de Tel-Aviv. Dans le box des accusés, Shabtai Kalmanovitch (quarante-trois ans), riche homme d'affaires israélien, habitué des soirées mondaines, aujourd'hui soupçonné d'espionnage au profit de l'URSS. La biographie de Shabtai Kalmanovitch est, à elle seule, un chapitre de roman, conte éblouissant pour amateurs de réussite sociale.

Juif soviétique, émigré sans le sou en Israël en 1971, Shabtai Kalmanovitch, silhouette et profil avantageux, commence par accomplir son service militaire comme interprète dans l'artillerie israélienne avant de flirter avec la politique. Il cultive d'abord les milieux travaillistes puis s'oriente plus à droite et devient le secrétaire parlementaire de son ami Samuel Flato-Sharon (1).

C'est ainsi un militant très actif au service de la cause des Juifs soviétiques. Nombre de portes, à la Knesset et dans les ministères, lui sont déjà ouvertes lorsqu'il se lance dans les affaires, fondant en 1979 une société — la LIAT — spécialisée dans l'import-export avec l'Afrique et certains pays d'Europe de l'Est. Son arrestation, en décembre dernier, est accueillie avec stupeur : Kalmanovitch était l'ami de nombre de parlementaires, ministres et anciens généraux, qui se pressaient régulièrement à ses cocktails.

Après une première audience, le tribunal devrait se prononcer jeudi 8 septembre sur l'admissibilité des aveux passés par l'accusé lors de son interrogatoire par les services de sécurité. Le procès ne devrait reprendre qu'en décembre prochain. Le défenseur de Kalmanovitch, Me Amnon Zichrony, a fait valoir que la confession de son client aurait été obtenue par des méthodes illégales.

On n'en saura guère plus sur le fond du dossier mais les questions vont déjà bon train sur la possibilité d'un échange d'espions impliquant Israël, l'URSS et les Etats-Unis. Me Zichrony s'est refusé à tout commentaire à ce sujet, tout comme les responsables israéliens : ils ont notamment accueilli sans la moindre réaction une série de rumeurs qui avaient vu le jour au printemps dernier. On est ici dans le domaine de la spéculation et la presse locale s'est jusqu'à présent bornée à rendre compte, avec prudence, des hypo-

thèses émises par certains journaux étrangers.

Moscou chercherait à obtenir la libération de deux Israéliens impliqués dans des affaires d'espionnage, à son profit. Le premier ne serait autre que Shabtai Kalmanovitch ; le cas du second est beaucoup plus délicat. Il s'agirait du professeur Marcus Klinberg, épistémologiste, qui a émigré d'URSS en Israël en 1948. L'hebdomadaire américain *Newsweek* et le quotidien britannique *The Independent* le présentent, en février dernier, comme ayant en sa possession un dossier d'un laboratoire travaillant pour la défense — aux dossiers les plus secrets sur les armes bactériologiques.

Echange triangulaire

Le professeur Klinberg n'a jamais été inculpé de quoi que ce soit. Officiellement, il a « disparu » en Europe, en Suisse dit-on, en 1983. Fin février, un hebdomadaire juif new-yorkais, *Israel Shelanu* (Notre Israël), assurait qu'il était détenu en Israël, après avoir été secrètement jugé et condamné en tant qu'agent soviétique infiltré. Les autorités n'ont jamais fait le moindre commentaire sur ces allégations, pas plus que la famille du professeur Klinberg. Il y a déjà plus de deux ans que reviennent de temps à autre à la surface pareilles informations concernant M. Klinberg. L'élément nouveau serait l'intention prouvée d'Iraël d'impliquer les Etats-Unis dans cette affaire. Jérusalem demanderait à Washington de relâcher Jonathan Pollard et son épouse Ann, deux ressortissants américains condamnés il y a trois ans pour espionnage au profit d'Iraël ; les Etats-Unis pourraient bénéficier, en contrepartie indirecte, du « prix » que les Soviétiques seraient prêts à payer pour récupérer MM. Kalmanovitch et Klinberg. Il pourrait par exemple s'agir de l'élargissement d'un agent américain détenu en URSS.

Ce scénario, qui ferait les délices de John Le Carré, est au moins pris au sérieux par le *Yedioth Aharonot* : ce journal écrivait à la mi-mai que ce marchandage triangulaire avait été évoqué lors d'une visite à Jérusalem de l'avocat allemand Wolfgang Vogel, un spécialiste de ce type d'échange entre l'Est et l'Ouest.

ALAIN FRACHON.

(1) Voir le Monde du 13 février 1988. Ancien député, condamné pour fraudes fiscales et corruption en France, le financier franco-israélien Samuel Flato-Sharon est recherché depuis plus de dix ans par la police française.

Le soulèvement palestinien dans les territoires occupés

Opération massive de ratissage

JÉRUSALEM de notre correspondant

L'armée israélienne a poursuivi mercredi 7 septembre la vaste opération de ratissage entamée la veille en Cisjordanie, à Kalkiya, une ville de vingt-cinq mille habitants placée sous couvre-feu et déclarée zone militaire. Ce raid, sans doute le plus massif jamais lancé depuis le début du soulèvement, a entraîné l'arrestation de plus de cent cinquante jeunes gens soupçonnés de faire partie de « commandos » lanceurs de pierres. De nouvelles arrestations ont eu lieu mercredi matin.

L'opération avait commencé mardi à l'aube. Plusieurs centaines de soldats ont encerclé la ville tandis que des hélicoptères ordonnaient la couverture. Munis de listes préparées par le Shin-Bet — les services de sécurité — les soldats ont quadrillé la ville, fouillant maison par maison pour procéder aux arrestations. Les jeunes, fuyant dans les vergers voisins, étaient poursuivis par des hélicoptères de l'armée. Les personnes arrêtées étaient conduites dans une cour d'école, yeux bandés, mains liées dans le dos, pour être interrogées par le Shin-Bet, cependant qu'un juge militaire signalait les ordres de détention. L'armée a annoncé avoir découvert une fabrique de pièges à clous, des tracts clandestins et « des documents nationalistes ».

D'autre part, dans son dernier « communiqué », le numéro 23, la « direction unifiée du soulèvement » s'en prend de nouveau aux militants islamistes du mouvement Hamas (mouvement de la résistance islamique). Le communiqué les accuse de « servir l'ennemi » et de diviser les Palestiniens en appelant à des actions distinctes de celles proposées par la direction unifiée.

Farmi d'autres actions, le communiqué appelle les Palestiniens à manifester devant les consuls d'Europe de l'Ouest de Jérusalem le 13 septembre, jour où M. Yasser Arafat doit prononcer un discours au Parlement européen à Strasbourg ; les manifestants réclament que les territoires soient placés sous un mandat des Nations unies (ce qui pourrait être le thème de l'allocution du chef de l'OLP).

Al. Fr.

Afrique

ANGOLA : le retrait des troupes cubaines

Les négociations de paix reprennent à Brazzaville

BRAZZAVILLE de notre envoyé spécial

Pour la sixième fois en quatre mois, le dossier anglo-nambien est sur la table des négociations. Les pourparlers quadripartites entre Angolais, Cubains, Sud-Africains et Américains sur l'avenir de l'Afrique du Sud-Ouest, suspendus à Brazzaville le 26 août, devaient reprendre, mercredi 7 septembre, dans la capitale congolaise. Ils devraient durer deux jours. Assisté-on cette fois au dernier acte ?

Après dix jours de pause, le dialogue est renoué par les mêmes acteurs : côté sud-africain, M. Neil Van Heerden, directeur général du ministère des affaires étrangères ; côté cubain, M. Carlos Aldana Escalante, secrétaire du comité central du Parti communiste ; côté angolais, M. Antonio dos Santos Franco « Ndalu », premier vice-ministre de la défense et chef d'état-major, côté américain enfin, M. Chester Crocker, secrétaire d'Etat adjoint. La discussion porte de nouveau sur l'essentiel sur les modalités du retrait « total et par étapes » d'Angola du contingent militaire cubain (entre cinquante mille et soixante mille hommes selon les estimations). Nul ne sait si, sur ce chapitre crucial, les deux camps ont mis à profit ce délai de réflexion pour assouplir leur position.

Officiellement, un poufre sépare encore les Sud-Africains de leurs adversaires angolais et cubains. Les premiers s'en tiennent à leur exigence d'un retrait rapide, avant le 1^{er} juin 1989, permettant à cette date la tenue « d'élections libres sous la protection de l'ONU » conformément à la résolution 435 du Conseil de sécurité. Les seconds veulent faire traîner l'opération sur

une période de trois ans afin d'épargner aux forces angolaises le risque d'un effondrement subi sous l'éventuelle assaut de l'UNITA, l'armée rebelle de Jonas Savimbi. Une formule de compromis pourrait retenir un délai de dix-huit mois.

Bataille de cartes

Pourtant cette « bataille de cartes », si importante soit-elle a peut-être déjà laissé la place à une « bataille de cartes » encore plus décisive. Il importe moins, en effet, pour les adversaires en présence de connaître le jour exact où le dernier « barbu » aura quitté le sol angolais que de fixer les diverses étapes du repli cubain. Autrement dit, le rythme du retrait compte plus que sa durée. Pour les Sud-Africains, il est primordial que le gros des effectifs cubains se retire rapidement loin de la frontière afin de ne pas « peser sur le déroulement des futures élections namibiennes ». A l'inverse, les Angolais souhaitent un redéploiement plus lent qui permettrait aux Cubains de tenir en respect l'UNITA.

On imagine aisément les patrons des trois armées présentes à Brazzaville — le Sud-Africain Johannes Gualdemuya, le Cubain Ulys Rosales El Toro et l'Angolais Ndalu se pencher sur leurs cartes d'état-major pour déterminer les phases successives du redéploiement cubain et les effectifs correspondants. Il y a une semaine, le général Ian Glesson, numéro deux de l'armée sud-africaine, avait révélé que les Cubains s'étaient secrètement engagés d'une part à retirer leurs troupes au-delà d'une ligne située de 40 à 250 kilomètres au nord de la frontière namibienne, d'autre part à

transférer les combattants nationalistes namibiens de la SWAPO au nord du 16^e parallèle qui passe à 200 kilomètres de la frontière. On est là au cœur du volet militaire de la rude négociation en cours. Les généraux trouveront-ils un terrain d'entente ?

Nul ne se hasarderait, mercredi, au moindre pronostic. Les pessimistes rappellent que le climat de la négociation s'est assourdi à la suite notamment de informations, au demeurant démenties à La Havane et à Luanda, qui faisaient état récemment d'un renforcement des effectifs cubains et d'un afflux en Angola de matériel lourd. Les optimistes soulignent les deux acquis majeurs obtenus en un mois sur le terrain : l'instauration d'un cessez-le-feu depuis le retrait total d'Angola le 30 août des troupes sud-africaines. Pretoria, Luanda et La Havane, font-ils savoir, sont désormais trop engagés dans la dynamique de la paix pour songer à faire durablement machine en arrière. Ils sont condamnés à réussir, sinon cette semaine à Brazzaville, du moins dans un proche avenir.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

● **AFRIQUE DU SUD** : perquisition domiciliaire de Mgr Tutu. — Un enregistrement du sermon dans lequel Mgr Desmond Tutu demandait aux fidèles de boycotter les élections municipales du mois prochain a été saisi, le mardi 6 septembre, par la police sud-africaine, a déclaré un porte-parole du Prix Nobel de la paix. Il a indiqué que l'archevêque avait dû remettre l'enregistrement à deux officiers de police qui se sont présentés à sa résidence officielle du Cap, munis d'un mandat. — (Reuters.)

● **Accord de principe pour une visite de M. De Cuelier**. — Le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez De Cuelier, a accepté le « principe » d'une visite en Afrique du Sud, à l'invitation du président Pieter Botha, s'il est approuvé officiellement, le mardi 6 septembre à l'ONU, où l'on précise que le secrétaire général de l'ONU visiterait également d'autres pays de la région à l'occasion de cette visite. Le président Botha avait adressé une invitation à M. Perez De Cuelier à se rendre à Pretoria, dès que possible, pour discuter des modalités du plan d'indépendance de la Namibie, après l'accord intervenu au début du mois dernier, à Genève, entre l'Afrique du Sud, l'Angola et Cuba sur le règlement des conflits dans l'Afrique du Sud-Ouest. — (AFP.)

Décentralisation à la libyenne

Les ministres au désert

Tripoli (Reuters). — La Libye a déplacé hors Tripoli tous ses comités populaires généraux (ministères), sauf deux, à la suite d'un programme radical de décentralisation, a-t-on appris, mardi 6 septembre.

La capitale, surpeuplée au regard des critères libyens, domine actuellement la vie politique et économique nationale, mais a été vivement critiquée pour sa tendance à drainer l'ensemble des ressources du reste du pays. L'an dernier, le colonel Kadhafi avait invité à réduire la population de la capitale, d'un million de personnes, à 100 000 environ, un nombre d'habitants que pourraient nourrir les fermes des environs immédiats.

Selon un diplomate occidental, le Comité populaire des affaires économiques aurait été déplacé à Benghazi, à 650 kilomètres à l'est. Un autre diplomate a indiqué que, après maints efforts, il avait réussi à localiser le siège du Comité populaire de la santé dans l'oasis de Koufra, en plein désert, dans le sud-est du pays.

Le Comité de l'information a déclaré que tous les comités transférés à l'exception de trois avaient été installés à Syrte, ville natale du colonel Kadhafi, située au centre de la côte libyenne sur la Méditerranée et à 400 kilomètres à l'est de Tripoli. Les liaisons extérieures (affaires étrangères) et l'information demeurent à Tripoli.

(Publié)

OLP-ISRAËL : DEUX LITS POUR DEUX RÊVES

Comment le partage de la Palestine s'est imposé comme la seule solution de demain... Quelles sont les prochaines étapes d'un processus de paix... Dans le numéro de septembre d'Arabes en kiosques et en librairies 78, rue Joffroy, 75017 Paris Tél. : 46.22.34.14

Antoine de la Garanderie ■ Geneviève Cattani

Tous les enfants peuvent réussir

176 pages, 80 F

Chez votre libraire

Centurion

مكتبة من الأصل

Politique

Les suites de la nouvelle « affaire Le Pen »

M. Bachelot est exclu du Front national

Réuni en « section disciplinaire », le mardi 6 septembre au siège parisien du mouvement, le bureau politique du Front national a voté l'exclusion de M. François Bachelot, ancien député de Seine-Saint-Denis, membre du comité directeur du parti d'extrême-droite. Cette instance a également « suspendu » M. Pascal Arrighi, ancien député des Bouches-du-Rhône, récemment écarté de la direction du FN à Marseille. Ce dernier a décidé de quitter le mouvement.

M. Bachelot avait estimé que l'affaire du calembour de M. Jean-Marie Le Pen (qui avait traité le ministre de la fonction publique de « durafour-crématoire ») risquait de nuire à « la crédibilité » du Front. Lisant le verdict du bureau politique d'une voix froide, au terme d'une réunion du bureau politique de près de quatre heures, M. Bruno Gollnisch, ancien député du Rhône, a accusé le contestataire de « s'être associé publiquement à la campagne politico-médiatique de dénigrement du président du Front national, en violation flagrante des règles politiques et éthiques du mouvement ». L'instance dirigeante « constate » que « la classe politique s'est emparée » d'un propos de M. Le Pen pour « mener avec les mêmes procédés que dans un passé récent un véritable lynchage médiatique ». Il s'agit d'une allusion à l'affaire du « défilé » qui avait provoqué la démission de M. Olivier d'Ormesson, député européen et alors directeur de la campagne présidentielle du candidat d'extrême-droite.

Ces décisions du bureau politique ont été prises, selon M. Gollnisch, « à l'unanimité » de la vingtaine de membres de cette instance. M. Bachelot, ainsi que M. Yvan Piat, unique député du FN, n'ont cependant pas été invités à participer au vote. Cette dernière avait déclaré, au sujet de M. Le Pen « un homme public devrait savoir ménager ses propos ». M. Bachelot a estimé que cette décision était « la condamnation d'un brave militant du Front national ». Auteur d'un livre intitulé *Ne dites pas à ma mère que je suis chez Le Pen*, elle ne croit au RPR, il a reproché les « méthodes archaïques » du mouvement, en soulignant que les ennemis du FN « ne sont pas à l'extérieur du mouvement ». Il a jugé que M. Le Pen était « un ennemi pour son propre mouvement par ses dérapages de langage ».

Réagissant au calembour, M. Michel Noir, député RPR, a estimé que « les gens de bonne foi sont maintenant éclairés sur Jean-Marie Le Pen ». M. Robert Fauriol, député UDR, pour sa part, que cette affaire prouve, selon lui, « la puérilité prodigieuse de la vie politique française. Tout cela n'est que baliverne, tant de la part de l'orateur, M. Le Pen, que de ceux qui lui répondent ». L'hebdomadaire *Minute* daté du 7 septembre considère que ce calembour n'est pas le fait d'une « maladresse de langage » et s'interroge, en affirmant que M. Le Pen avait « calculé son coup » sur les raisons qui poussent le président du Front national à « créer le malaise dans une partie de son électorat ».

M. Arrighi : « Je me suspends pour toujours »

MARSEILLE
de notre correspondant régional

M. Pascal Arrighi, ancien député des Bouches-du-Rhône, a réagi avec « sérénité », le mardi 6 septembre, à la décision du bureau politique du Front national de le suspendre de son parti, qu'il avait rejoint en août 1984 (1).

« Sa réponse : une anecdote puisée dans la carrière de son « compatriote », M. Moro-Giafferi. « Un jour qu'il plaidait, il lança : « La cour, dans son sommeil, n'entend pas ma voix ». Le président lui répondit : « La cour, dans son réveil, vous suspend pour trois mois ». M. Moro-Giafferi répondit : « Plus fort que la cour, je me suspends pour toujours... Mot aussi, je me suspends pour toujours ».

M. Arrighi, qui a successivement appartenu au Parti radical-socialiste puis à l'UNR, quitte ainsi son dernier parti, fidèle à son image d'homme politique entier et fougueux. Il a précisé qu'il s'était déjà volontairement mis en congé du FN depuis la dissolution en juillet dernier du bureau de la fédération de Marseille — dont il était le secrétaire — précédant la réunification de la fédération des Bouches-du-Rhône annoncée par M. Jean-Pierre Stirbois le 16 août à Marseille. Cette décision de l'ancien député des Bouches-du-Rhône n'avait pas alors été rendue publique.

La mesure prise à l'encontre de M. Arrighi par le bureau politique du FN paraît avoir été motivée par les déclarations de l'intéressé, publiées dans le *Quotidien de Paris*, mardi, plus que par les commentaires que lui a inspirés le calembour de M. Le Pen. En termes beaucoup moins vifs que ceux qu'avait employés M. Bachelot, M. Arrighi avait simplement estimé « qu'avec des mots encore chargés de sens, on ne doit pas faire de mauvais calembours ». « Je n'ai pas du tout apprécié », avait-il ajouté — alors que lui-même s'était montré naguère peu amène à l'égard de M. Jean-Claude Gaudin, — que M. Le Pen ait qualifié M. Durafour d'imbécile et de salaud.

Dans le *Quotidien de Paris*, il était en revanche passé à l'offensive en lançant un appel « aux éléments modérés du Front national » pour « se regrouper et exiger la tenue d'un congrès ». « Au cours de ce congrès, avait-il indiqué, je demanderais entre autres choses le remplacement des extrémistes qui sont à la tête du Front national, notamment de Jean-Pierre Stirbois ».

M. Arrighi assure que, pendant toute la journée de mardi, il a reçu des coups de téléphone « de quatre coins de la France » de membres du FN lui exprimant leur accord. « Après cette affaire (du calembour), le parti, s'il le poursuit, est en pleine effervescence. Une fédération a décidé d'écrire à tous les

conseillers régionaux et à tous les secrétaires départementaux pour exiger ce congrès ».

L'ancien député des Bouches-du-Rhône a également fait savoir qu'il prendrait « avec les anciens de la fédération de Marseille des initiatives pour la préparation des municipales ». Le principal contentieux de M. Arrighi avec les responsables du FN et en particulier M. Stirbois, est en fait marseillais. Il avait à plusieurs reprises menacé de démissionner du parti si on ne lui laissait pas les couloirs français à Marseille pour constituer une liste aux prochaines élections municipales, dont il devait prendre la tête, selon les assurances qui lui avaient été données en 1986 — et confirmées en juin 1987 — par M. Le Pen. Finalement, il avait obtenu en juillet 1987 la création d'une fédération autonome marseillaise. Un an plus tard, mettant à profit la défaite de M. Arrighi aux élections législatives, M. Stirbois l'écartait de toute responsabilité dans les nouvelles instances départementales du FN des Bouches-du-Rhône et enterrait ainsi ses espoirs pour la mairie.

M. Arrighi, qui accuse aujourd'hui le secrétaire général du Front national d'avoir « cassé et détruit » le FN à Marseille, a indiqué qu'il s'expliquerait sur les problèmes « marseillais et nationaux » dans une conférence de presse fixée au 13 septembre à Marseille.

GUY PONTE

(1) M. Arrighi avait alors dirigé une liste du Front national aux élections régionales en Corse et avait ensuite été élu vice-président de l'Assemblée régionale de l'île. Simple membre du groupe parlementaire du FN à l'Assemblée nationale, il n'a jamais brigué de poste de responsabilité dans l'appareil du parti.

De Jérusalem, M. Stoléru réplique à M. Le Pen. — En visite officielle à Jérusalem, M. Lionel Stoléru, secrétaire d'Etat au Plan, a voulu répliquer au calembour de M. Le Pen. Au Musée Yad Vachem, qui rappelle les atrocités nazies, M. Stoléru s'est placé devant une photo des fours crématoires d'Auschwitz. « Quand on a vu cette image, a-t-il déclaré, on n'a plus envie d'entendre des plaisanteries monstrueuses sur Durafour crématoire ».

VOSES : exclusions au PR et au RPR. — Le Parti républicain a exclu M. Jean-Claude Brocard, dont le Parti socialiste a décidé de soutenir la candidature dans le canton de Vitte. Le RPR a pris une mesure analogue à l'encontre de M. Noël Barrie, également candidat. Le conseiller général sortant, M. Hubert Volquin (UDF-PR), maire du chef-lieu, bénéficie de la double investiture du RPR et du PS.

M. Pierre Joxe voudrait enlever aux nationalistes tout « prétexte » à la violence

En visite en Corse

M. Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur, qui est en charge, au gouvernement, le dossier de la Corse, a effectué une visite officielle dans l'île les lundi 5 et mardi 6 septembre.

M. Joxe était accompagné, lundi, de M. Jack Lang, ministre de la culture, et mardi, de M. Jacques Chérèque, ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire.

AJACCIO
de notre envoyé spécial

Ministre de l'Intérieur, M. Joxe avait déjà concrétisé, dans un décret du 24 août (publié au *Journal officiel* du 28 août), une partie des intentions annoncées au mois de juillet, notamment le renforcement du contrôle sur les votes par procuration et l'utilisation de l'information (le *Monde* du 3 septembre), afin, comme il l'a répété lundi, « que les élections ne puissent être contestées ». M. Joxe a ajouté qu'il est prêt à prendre toutes les mesures administratives, juridiques et législatives nécessaires pour que l'île revienne progressivement au droit commun de l'application de la loi, en matière électorale comme ailleurs.

C'est pourquoi il a annoncé — comme en contre-partie des nouvelles contraintes imposées aux Corse — un renforcement du contrôle de diverses administrations, afin d'assurer « le respect de la loi dans tous les domaines de la vie administrative ». Le ministre a déclaré, en effet, de « graves insuffisances de fonctionnement » dans « trop de domaines ». Il a saisi les membres du gouvernement concernés de demandes d'inspection générale de plusieurs services : direction régionale du travail et de l'emploi, service régional des affaires maritimes, direction régionale de l'architecture et de l'environnement, direction régionale du commerce et de l'artisanat.

Ministre de la culture, M. Jack Lang était venu présenter et installer M. Jean-Louis Fabiani, directeur régional des affaires culturelles, poste qui, ces trois dernières années, n'existait pas. M. Lang, qui n'avait pas effectué de visite officielle en Corse pendant son premier séjour rue de Valois, a visité plusieurs sites culturels et a rencontré de multiples artistes et créateurs, notamment lors d'un rendez-vous en plein air de la librairie ajacienne La Marge, lieu de fréquentation habituel des milieux intellectuels. Autre volet de la prise en compte d'une spécificité culturelle : M. Lionel Jospin, ministre d'Etat, ministre de l'éducation nationale, a accordé l'habilitation du DEA de langue corse.

Ministre délégué chargé de l'aménagement du territoire, M. Jacques Chérèque a été associé au tour de France des régions effectué par une escouade de ministres, afin d'harmoniser les avant-projets de contrats de

Cette visite ministérielle, qui intervient quelques semaines avant la fin théorique (30 septembre) de la trêve de quatre mois décidée avant l'été par l'ex-FLNC, avait pour objectif de montrer que le gouvernement de M. Rocard travaille concrètement sur le problème corse d'après les orientations définies par M. Joxe, lors d'une précédente visite, les 20 et 21 juillet. Ces orientations recourent, en effet, les domaines d'action des trois ministres qui viennent de se rendre sur l'île, puisqu'il s'agit de la moralisation de la vie publique et administrative, de la prise en compte du fait culturel corse, du développement économique régional.

Dans l'immédiat, de nombreux insulaires observent que les modalités retenues dans le décret du 24 août pour renforcer la régularité des votes par procuration risquent d'aboutir à l'inverse (car elles reposent sur la bonne volonté des maires). M. Joxe répond qu'il prendra le temps et les mesures qu'il faut, mais qu'il veut absolument « sortir de cette ambiance » de fraude.

Parallèlement, MM. Joxe, Lang et Chérèque ont tous trois « insisté lourdement », selon l'expression de M. Chérèque, sur le fait qu'en matière économique, culturelle et sociale, l'Etat ne peut pas tout faire. Ils ont souligné que les Corse, et notamment leurs institutions régionales, doivent agir et prendre leur destin en main. « Les moyens », a dit M. Joxe, « ne sont pas ce qui manque. (...) Souvent, le financement est là, ce sont les projets qui manquent ».

Les Corse ont l'habitude de ce langage. Ils l'ont entendu, ces derniers mois, à chaque visite d'un dirigeant socialiste et, notamment, lorsqu'ils ont vu M. Rocard en vue lors de la campagne présidentielle. Un langage qui, à vrai dire, ne semble pas les impressionner outre mesure.

La tâche n'est pas simple pour M. Joxe. Dans son traitement « en profondeur » du problème corse — selon l'expression employée par M. Vincent Carion, maire socialiste d'Aléria — le ministre de l'Intérieur doit se garder de céder à la complaisance vis-à-vis de la vieille complainte de l'île sans, à l'inverse, méconnaître la complexité de la spécificité corse. Or, l'esprit dans lequel M. Joxe aborde la moralisation de la vie publique heurte de plein fouet la mentalité corse.

Lorsque le ministre déclare, comme il l'a fait lundi à FR 3, qu'il « fait que l'on vote là où l'on vit », il suscite une levée de bouilliers dans la « diaspora » corse, toutes tendances politiques confondues. Cette « diaspora » ne veut en aucun cas voir couper son « cordon ombilical » avec l'île. La poursuite, place Beauvau, d'une réflexion dans ce sens, serait probablement très mal perçue par la communauté corse.

La tâche n'est pas simple pour M. Joxe. Dans son traitement « en profondeur » du problème corse — selon l'expression employée par M. Vincent Carion, maire socialiste d'Aléria — le ministre de l'Intérieur doit se garder de céder à la complaisance vis-à-vis de la vieille complainte de l'île sans, à l'inverse, méconnaître la complexité de la spécificité corse. Or, l'esprit dans lequel M. Joxe aborde la moralisation de la vie publique heurte de plein fouet la mentalité corse.

Lorsque le ministre déclare, comme il l'a fait lundi à FR 3, qu'il « fait que l'on vote là où l'on vit », il suscite une levée de bouilliers dans la « diaspora » corse, toutes tendances politiques confondues. Cette « diaspora » ne veut en aucun cas voir couper son « cordon ombilical » avec l'île. La poursuite, place Beauvau, d'une réflexion dans ce sens, serait probablement très mal perçue par la communauté corse.

Théoriquement, si l'Assemblée corse ne s'acquiesce pas de cette tâche au jour dit, c'est l'Etat qui devrait prendre le relais. Or, lors d'une réunion à huis clos, mardi, dans les locaux de la préfecture d'Ajaccio, M. Jean-Paul de Rocca-Serra, président RPR de la région, a semblé-t-il, émis, à mots couverts, des doutes sur l'utilité réelle d'un tel schéma. En outre, M. Joxe a découvert dans la presse régionale un appel d'offres lancé par la région pour la réalisation de ce schéma, ce qui ne semble correspondre ni à l'esprit ni à la lettre de la loi. S'est ensuivi un accrochage entre M. Joxe et M. de Rocca-Serra.

Au-delà de ces péripéties (qui y sont toutes les fois), l'un des enjeux des semaines qui viennent de la prolongation, ou non, par l'ex-FLNC, de sa trêve. A l'affût d'un indice, observateurs et acteurs de la vie politique corse ont observé que M. Alain Orsoni, président du groupe Conculca nazionalista à l'Assemblée régionale, a décliné, lundi, l'invitation à déjeuner à la préfecture lancée par M. Joxe à tous les présidents de groupes. Mais dans sa lettre, M. Orsoni assure très simplement, le ministre qu'il ne fait voir aucune intention déshabillante. M. Orsoni refuse seulement de céder certains élus dont le nom est, pour lui, associé à la fraude.

Lors de sa précédente visite, puis sur Franco-Luter, le 17 août, M. Joxe avait souhaité que s'instaure, avant tout, un dialogue entre les différents forces politiques en Corse. Il semble que, aujourd'hui, certaines personnalités corse, dont des élus socialistes, aient des contacts discrets avec les nationalistes et en tiennent informé le ministre. Le MRG se plaint d'être tenu à l'écart. Des socialistes de l'île soulignent des mesures immédiates d'apaisement sur le plan judiciaire. Certains autres s'insurgent contre les méthodes qu'ils prêtent à M. Joxe, accusé de se fier à certains « réseaux ».

Les détracteurs de M. Joxe affirment que le FLNC profite surtout de la trêve pour se réorganiser. A l'inverse, l'un des élus qui tente de sonder les intentions de l'ex-FLNC estime que l'organisation dissoute est, pour le moment, divisée entre « durs » et « modérés » tentés par l'adieu aux armes.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

M. Georges Sutra de Germa député (PS) au Parlement européen répond à M. Emmanuelli

M. Sutra s'est étonné de la déclaration d'Henri Emmanuelli contestant le droit de M. Lionel Stoléru de se présenter aux élections européennes sur une liste qui ne serait pas celle du PS, ou du gouvernement, en ces termes : « Je voudrais lui rappeler un point d'histoire : En 1984 il y avait 4 ministres communistes au gouvernement et ce parti présentait une liste qui se démarquait très nettement des positions du gouvernement, notamment sur l'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, dossier dont j'avais la charge sur le terrain. »

« Sans doute M. Stoléru se présenterait-il, dans l'hypothèse envisagée, sur une liste composée de membres soutenant l'action du gouvernement, et de centristes opposés ou non... C'était le cas de la liste ERE (en 1984) dont nous étions très heureux, au lendemain d'élections qui n'étaient pas triomphales, de déclarer « qu'au moins en partie, ses voix devaient être comptées... avec les nôtres ».

Les « Dossiers et documents » du « Monde » de septembre

Les trente ans de la V^e République

De Gaulle qui l'a forgée à François Mitterrand qui n'en voulait pas, la Constitution ratifiée le 28 septembre 1958 a tenu. Le débat sur l'utilité d'un référendum sur la Nouvelle-Calédonie remet en lumière ce texte fondamental et ses suites : les habits taillés à la mesure du général étaient plus souples qu'on le pensait et l'épisode unique de la cohabitation en apporte la confirmation.

En un raccourci de huit pages, le numéro de septembre des « Dossiers et documents » du *Monde* balise avec une chronologie détaillée trente années d'histoire contemporaine, explique la fondation et les bases du régime, analyse les deux temps de la république gaullienne, celui de l'effort et celui de la cohabitation, l'on peut dater de 1967-1968. Puis vient le temps des héritiers : Georges Pompidou, l'homme de

(4) En vente chez tous les marchands de journaux. 7 F.

EN BREF

M. Michel Rocard a rendu visite à M. Alain Poirer et reçu M. Pierre Néaiguer. M. Michel Rocard s'est défilé le mardi 8 septembre au palais du Luxembourg pour un entretien d'une heure avec le président du Sénat, M. Alain Poirer. Alain qu'il avait fait le vendredi 2 septembre avec M. Laurent Fabius, le président de l'Assemblée nationale, le premier ministre a évoqué avec M. Poirer « la rentrée parlementaire qui se prépare ».

Quelques heures plus tard, M. Rocard recevait « à sa demande » M. Pierre Néaiguer, le président du CDS. Officiellement, le premier ministre désirait consulter l'ancien ministre de l'équipement du gouvernement Chirac sur les trois dossiers techniques de l'aménagement du territoire, du logement et des routes.

M. Rocard : oui au référendum. — « Le Parti radical vote oui au référendum sur la Nouvelle-Calédonie », a déclaré le mardi 8 septembre à Toulouse M. André Rocard, président du Parti radical, à l'occasion d'une réunion régionale de son parti. Le maire de Nancy a « enregistré la volonté du gouvernement de ne pas faire du référendum un sujet de politique intérieure, donc tout en étant vigilant sur les questions posées, sur la façon dont se dérouleront la campagne et sur l'application concrète dans les dix années à venir, le Parti radical vote oui au référendum », a-t-il ajouté.

La Ligue communiste révolutionnaire appelle au boycottage du référendum sur la Nouvelle-Calédonie. — M. Alain Krivine, porte-parole de la Ligue communiste révolutionnaire (LCR, trotskiste), a annoncé, le mardi 8 septembre à Paris, que son organisation avait décidé de boycotter le référendum du 6 novembre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie, afin « de ne pas cautionner l'accord néo-colonialiste sur la Kanaky ». « Il y a tout dans le plan Rocard, sauf l'indépendance », a déclaré M. Krivine avant d'affirmer que « le compromis de Matignon (entre le FLNKS et le RPR) est un... ».

PUBLICATIONS JUDICIAIRES

Extrait des minutes du greffe de la Cour d'Appel de Paris.

Par arrêt de la 9^e Chambre de la Cour d'Appel de Paris du 19 mai 1988, M. Robert RUBEN ARBITBOU, né le 6 mars 1939 à Tunis (Tunisie), demeurant à Paris (17^e), 119, rue de Saussure, a été condamné à 18 mois d'emprisonnement avec sursis et 60 000 F d'amende pour FRAUDE FISCALE par omission volontaire de déclarer les déclarations et par dissimulation volontaire d'une partie des sommes sujettes à l'impôt (faits commis courant 1981, 1982 et 1983).

La Cour a, en outre, ordonné, aux fins de condamner la publication de cet arrêt, par extrait dans le *Journal officiel*, le *Monde*, le *Figaro* et *France-Soir* — L'affichage de cet arrêt, par extrait, dans les délais et conditions fixés par l'article 1741 du Code Général des Impôts. Pour extrait conforme délivré à M. le Procureur Général sur sa réquisition. Le Greffier en chef.

Jugement de la 31^e Chambre du Tribunal de Grande Instance de Paris en date du 9 mai 1986 confirmé par l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris rendu le 8 mai 1988.

M. et M^{me} Lionel Bouchier, 2, rue du Douja à Brunoy (91). Partie civile.

M. Max Albert, P.D.G. de la Société Sotaire.

La Société de Tourisme Africain INT SOTAIRE, 22, quai de la Mégisserie à PARIS (75001).

FAUX COTISATIONS : Condamné pour PUBLICITÉ MENSONGÈRE, M. Max Albert à 5000 F d'amende — à payer aux époux Bouchier 2000 F à titre de réparation — 1500 F en vertu de l'art. 475-1 du Code de Procédure Pénale et aux dépens.

Déclare la Société SOTAIRE civilement responsable. Ordonne la publication par extrait du présent jugement dans *Le Monde* aux frais de M. Albert et de la Société Sotaire.

Pour extrait. M. Jean-Marie Meffre, avocat à la Cour.

Faut-il

MÉDECINE

En marge du congrès européen sur le diabète

Le pari de la ciclosporine

Le vingt-quatrième congrès de l'Association européenne pour l'étude du diabète a lieu à Paris jusqu'au 8 septembre, en présence de trois mille spécialistes venus de quarante-trois pays. En marge de cette importante réunion, diabétologues, pédiatres et immunologistes s'opposent sur le point de savoir s'il est ou non légitime de traiter les enfants diabétiques avec de la ciclosporine.

L'affaire a éclaté il y a quelques jours dans les colonnes du *Quotidien du médecin*. Le professeur Henri Lestradet (hôpital Robert-Debré, Paris) s'inquiétait de constater que des enfants diabétiques étaient actuellement traités, dans le cadre d'essais thérapeutiques, avec de la ciclosporine, un médicament immunosuppresseur, utilisé avec succès depuis plusieurs années dans la prévention du rejet des greffes. Invitant au respect « des principes éthiques », le pédiatre rappelait les directives internationales édictées en 1981 par l'Organisation mondiale de la santé, selon lesquelles « les enfants ne doivent jamais participer comme sujets à des recherches que l'on pourrait tout aussi bien mener chez des adultes ».

A l'évidence, le problème posé par l'utilisation de la ciclosporine chez des enfants diabétiques méritait d'être soulevé, ne serait-ce que par le débat éthique fort complexe qu'il soulève.

L'idée d'utiliser la ciclosporine dans le traitement du diabète insulino-dépendant remonte à 1982. Apparaissant, il était admis que le seul moyen de traiter cette maladie était de procéder à des injections pluriquotidiennes d'insuline et une surveillance de l'alimentation et du taux de sucre dans le sang. Mais, à mesure que les recherches sur le diabète insulino-dépendant avançaient, on s'apercevait que cette affection était une maladie auto-immune, caractérisée par un dérèglement du système immunitaire de l'organisme. De fait, on sait bien aujourd'hui qu'au cours des premières semaines de la maladie apparaissent dans le sang des patients des anticorps anti-îlots de Langerhans, capables d'induire la sécrétion d'insuline. Tout se passe comme si le diabète diabétique détruisait lui-même certaines cellules de son pancréas.

Dès lors, il était évidemment tentant d'utiliser la ciclosporine afin, en

quelque sorte, « d'enrayer » le développement de la maladie. En 1982 au Canada et en 1983 à Paris, deux essais furent entrepris chez des malades atteints de diabète insulino-dépendant débutant. Dans 40 % des cas, il fut possible d'obtenir une rémission de la maladie et donc la possibilité d'interrompre le traitement par l'insuline.

Effets secondaires

Quelques années plus tard, une nouvelle étude, contre placebo, fut réalisée en France (*Le Monde* du 7 juillet 1986). Une rémission complète de la maladie fut observée chez 24 % des malades traités par l'insuline. Pour la première fois, il était démontré qu'un médicament immunosuppresseur pouvait agir sur l'évolution d'un diabète insulino-dépendant. Il devenait possible d'envisager une prévention du diabète, prévention *a priori* d'autant plus efficace que le traitement était commencé précocement. Pour autant, l'enthousiasme des spécialistes était tempéré par le fait qu'on ne savait pas si les effets de la ciclosporine pouvaient perdurer. En outre, les effets secondaires à long terme du produit, notamment sur les reins, étaient mal connus. Aujourd'hui, on sait que si la ciclosporine doit être un jour utilisée dans le traitement du diabète insulino-dépendant, c'est à vie que ce médicament devra être prescrit. Ce qui, compte tenu de ce que l'on a appris sur ses effets secondaires, en particulier rénaux, n'est pas sans poser de sérieux problèmes.

La position défendue par le professeur Lestradet découle de ces constatations : « La marge entre les doses efficaces et les doses exposant à des complications est étroite », rappelle-t-il. D'autre part, ajoute-t-il, « se pose le problème des effets secondaires du traitement (nausées, hirsutisme, etc.) et, plus particulièrement, chez le diabétique, de la néphrotoxicité chronique ». Est préoccupante également, ajoutait le professeur Lestradet, la possible apparition de lymphomes. C'est pourquoi, poursuit le célèbre pédiatre, « devant de telles incertitudes concernant les bénéfices réels que l'on peut escompter et les effets secondaires à long terme que l'on peut redouter, il semble bien que, pour l'instant, les essais de traitement des diabètes insulino-

dépendants par la ciclosporine ne doivent être menés que chez des adultes volontaires ». Il ne lui semble pas éthique de mettre des enfants diabétiques sous ciclosporine.

La position défendue par des diabétologues est plus nuancée. Certes, reconnaissent-ils, il existe un problème éthique, mais, ajoutent-ils, il serait difficile de refuser *a priori* de traiter à un stade très précoce de l'évolution de la maladie des enfants par un médicament immunosuppresseur. Voir avant même l'apparition du diabète. Un pari risqué, qui suppose à tout le moins que l'on soit en mesure de prédire la maladie chez un enfant quelques mois ou quelques années plus tard.

Deux chercheurs de l'hôpital Saint-Bartholomée de Londres, MM. Gianfranco Bottazzo et Edwin Gale, viennent de franchir un pas important dans cette voie en mettant en évidence un véritable facteur prédictif. Ce facteur, d'ordre immunitaire, lorsqu'il est présent, laisse prévoir que, dans un cas sur deux, (54 % exactement), un diabète insulino-dépendant va survenir. Lorsque ce facteur est absent, le diabète insulino-dépendant ne survient que dans 3 % des cas. « Si l'on y ajoute d'autres paramètres, comme le groupe HLA et la capacité d'autosécrétion du pancréas, il devient possible, nous explique le professeur Gérard Slama (Hôtel-Dieu, Paris) de parler d'une prédisposition pour le diabète ».

Faut-il, dès lors, envisager de donner de la ciclosporine de manière préventive à des enfants ? Rien n'est moins sûr. « Des essais thérapeutiques plus en amont seraient certainement fort instructifs », explique le professeur Slama, mais le problème éthique se trouverait démultiplié.

Il est certain que, lorsque des marqueurs sensibles et spécifiques, permettant de dépister à coup sûr, dans les familles à risque, les personnes susceptibles de développer un diabète insulino-dépendant, seront mis au jour, le problème sera d'une nature différente. Un traitement immunosuppresseur pourrait alors prévenir, de manière durable, l'installation de la maladie. Mais, pour franchir cette dernière étape, tout laisse penser qu'il faudra mettre au point de nouveaux médicaments plus efficaces que la ciclosporine et n'exposant pas aux mêmes effets secondaires rénaux.

FRANCK NOUHL.

ENVIRONNEMENT

Un nouveau pont sur la Loire

Les vignerons arrosent le TGV

En querelle depuis plus de quatre ans à cause du tracé du futur TGV Atlantique, qui menaçait leur vignoble, les vignerons de Vouvray (Indre-et-Loire) et de la direction de la SNCF ont officiellement décidé, le mardi 6 septembre, d'enterrer la hache de guerre.

VOUVRAY de notre envoyé spécial

Ce fut un bel après-midi, aux couleurs des vins de Loire et de la SNCF, pour une fois réunis. Une cérémonie historique aussi, au-dessus des eaux limoneuses du fleuve et à la gloire commerciale de deux appellations longtemps ennemies de Vouvray et de Montlouis, unies pour la première fois grâce au pont du futur TGV Paris-Bordeaux.

Cela avait été, dès 1984, une totale incompréhension, une sourde guerre de tranchées, au cours de laquelle des gardes mobiles avaient été copieusement arrosés de sulfate de cuivre et de jens de cuivre. Les vignerons de Vouvray, s'insurgeant, ont refusé de signer : la SNCF n'avait trouvé d'autre solution pour le passage du TGV-Atlantique que de traverser, de part en part, le site de

l'appellation d'origine contrôlée Vouvray, en perçant un tunnel de près de 1 500 mètres de long et de plus de 70 mètres carrés de section dans le coteau nord de la Loire.

Les vignerons concernés, les syndicats professionnels, quelques scientifiques, et — beaucoup plus timidement — quelques politiques, s'étaient alors élevés contre ce qui apparaissait à leurs yeux comme la pire des solutions puisque d'autres tranchées, moins meurtrières, étaient envisageables (*Le Monde* des 27 juillet et 19-20 août 1984).

Le temps sans doute, la puissance publique certainement et des indemnités pour expropriations plus que raisonnables, ont vite eu raison de cette jacquerie sans espoir. Le tunnel du coteau lignifère s'est laissé percer sans problème — si l'on excepte un incident géologique mineur — aucun cap de vigne n'a, en définitive, été arraché. Le pont, ciment et bleu vit, enjambe majestueusement les vallées de la Loire et du Cher.

« Une sorte de cadavre »

Des ruisseaux du chemin de fer, il n'est plus question, ou presque. La SNCF, qui a accepté de dissiper un tapis caoutchouté antiruisseau dans la

partie du tunnel qui jointe les caves les plus proches, ne veut plus parler des quelques dizaines de millions de francs supplémentaires qu'a coûtés le tunnel par rapport à une saignée à ciel ouvert. « Ce n'est, dit-on, qu'une sorte de cadavre fait à l'appellation ; nous devions bien pa- aux vignerons, et il est vrai que nous avions pa-é, au départ, des avec eux très maladroites ».

Les vignerons des deux rives, longtemps opposés par une vieille guerre picrocholine, qui voyait Vouvray (1 800 hectares) s'affronter, depuis un demi-siècle, à Montlouis (300 hectares), ont, du coup, décidé de remettre les armes au râtelier et de trouver dans le pont du TGV le trait d'union qu'ils n'avaient pas eux-mêmes construite. C'est ainsi qu'on a vu, le mardi 6 septembre, sous le chaud soleil de la rentrée des classes, M. Jean Costant, directeur général de la SNCF, accepter gaiement une double intronisation : celle de la confrérie des Caves (Montlouis) puis celle des vignerons de la Champagne (Vouvray), avant de promettre mordicus que, dans deux ans, on proposerait éventuellement ces deux vins blancs aux milliers de voyageurs qui emprunteront les rames Paris-Bordeaux du TGV-Atlantique.

JEAN-YVES NAU.

Après avoir privé Tours d'eau potable pendant huit jours

L'usine de la Protex redémarre

M. Robert Moor, cinquante-huit ans, président-directeur général du groupe des industries chimiques Protex — dont l'une des usines situées en Indre-et-Loire, partiellement détruite par un incendie en juin dernier avait pollué la Loire et privé d'eau potable la ville de Tours durant une semaine — a annoncé, lundi 6 septembre, la réouverture de ses ateliers. M. Moor a expliqué, en détail, quelles ont été les conséquences de cet accident pour son entreprise et les mesures adoptées pour qu'il ne se renouvelle plus.

A chaque chose malheur est bon, ou comment la sagesse écologique vient aux entreprises : telle pourrait être la morale de cette histoire. L'usine de la Protex installée à Ausou-en-Touraine depuis un quart de siècle était prospère. Employant environ deux cents personnes, elle réalisait un chiffre d'affaires de 200 millions de francs — dont les deux tiers à l'exportation — et dégageait un substantiel bénéfice. Elle fabriquait huit cents produits de chimie fine, à partir de

matières premières dont son patron avoue que certaines sont fort dangereuses.

Pourtant, les précautions anti-feu et le système d'épuration des eaux étaient soigneusement insuffisants. Témoin, l'incendie qui avait éclaté en 1979 et les dizaines de pollutions de la Brenne — le cours d'eau traversant l'usine — dont se plaignaient les pêcheurs. Il avait fallu les mises en demeure répétées de l'administration et surtout l'accident des usines Sandoz à Bâle pour décider la firme à projeter des améliorations.

Elles n'étaient pas emmenées lorsque la catastrophe du 8 juin est survenue : explosion en pleine nuit, violent incendie, arrosage massif, pollution de la Brenne et de la Loire. Conséquences : une usine fermée durant trois mois, le personnel au chômage, huit millions de francs de travaux exécutés en hâte et, probablement, un effondrement des bénéfices en fin d'année.

Ce traumatisme, qui aurait pourtant été évitable à révéler les responsables. Non seulement ils ont rénové leur système de sécurité, amélioré les procédés d'épuration et isolé totalement les ateliers de la rivière, mais ils ont modifié leur processus de fabrication, réduit drastiquement le nombre de leurs produits et engagé une politique de communication avec leurs voisins. Bref, une véritable « révolution culturelle », comme dit M. Moor.

L'usine modernisée devrait améliorer ses performances et se révéler, demain, encore plus rentable. Elle aurait obtenu le même résultat à moindre frais pour elle, pour la ville de Tours et pour la Loire, si ses dirigeants avaient compris que les dépenses de sécurité et d'environnement, dont ils se plaignaient tant, sont des investissements hautement productifs. Ils obligent tout simplement à sortir de la routine et à réfléchir : la voie du progrès pour une entreprise d'aujourd'hui...

MARC AMBROISE-RENDU.

ESPACE

Rentrée mouvementée pour les cosmonautes d'une mission Soyouz

Le cosmonaute afghan Abdul Abad Mohammad, qui vient de passer une huitaine de jours dans l'espace, dont six à bord de la station orbitale Mir, se souviendra sans doute longtemps de sa première mission spatiale et, surtout, de son retour sur Terre, particulièrement mouvementé. Bien qu'Abdul Abad Mohammad et son compagnon de capsule, le vétéran soviétique Vladimir Liakhov, n'aient pas été placés en situation catastrophique lors de leur première tentative de descente vers la Terre, mardi 6 septembre, ils ont été confrontés — comme l'a souligné l'agence Tass — pendant vingt-quatre heures à une « situation sérieuse ». Tout s'est heureusement terminé, le mercredi 7 septembre à 2 h 30 (heure française), par un atterrissage en douceur dans le Kazakhstan.

Les difficultés ont commencé le mardi 6 septembre, peu après 1 heure du matin, lorsque les deux cosmonautes ont quitté comme prévu la station orbitale Mir à bord de leur vaisseau Soyouz TM-5, après avoir salué leurs compagnons de la station qui tentent de battre le record de durée dans l'espace. Le commandant de bord, Vladimir Liakhov, engagea les manœuvres de retour, mais la procédure de descente automatique devait être bientôt interrompue en raison du fonctionnement anormal du système de décélération du vaisseau. A l'origine de ce contretemps, la panne d'un capteur directionnel chargé de fournir des indications de position à l'ordinateur de bord.

C'est alors que le commandant de bord a déconnecté en partie le système automatique pour passer en manuel et engager, trois heures après l'incident, une nouvelle procédure de descente. Celle-ci ne fut pas plus heureuse que la précédente en raison du fonctionnement pendant six secondes seulement — au lieu des deux cent soixante-dix secondes pré-

vues — du moteur de rentrée. A l'origine de ce nouvel incident, la non-reprogrammation, selon Tass, de certains systèmes informatiques après la première tentative de retour. Les contrôleurs au sol décidèrent alors de prendre leur temps pour un nouvel essai et de retarder le retour de vingt-quatre heures.

Dans le même temps, les Américains, qui ont connu au cours d'une mission lunaire une aventure semblable avec le non-allumage du moteur de retour d'une capsule Apollo, ont proposé de mettre au service des Soviétiques leur réseau de poursuite et de télécommunications afin de rester en permanence en contact avec la capsule Soyouz. Mais l'offre a été repoussée, bien que certains experts occidentaux aient rappelé que les installations du Soyouz ne permettaient qu'une autonomie de deux jours. Incident sérieux, donc, dans le programme bien rodé des Soviétiques, qui, s'il n'avait pas été réglé, aurait conduit les deux cosmonautes à atterrir en Chine.

J.-F. A.

RELIGIONS

TAIZÉ (Saône-et-Loire) de notre envoyé spécial

« C'est la première fois qu'un moine reçoit un prix international. » Le visage se plissa, mais le regard bleu de Frère Roger est toujours aussi profond. Le prieur de la communauté ecuménique de Taizé (Saône-et-Loire) a eu maints scrupules avant d'accepter de l'UNESCO un prix qu'il avait jusqu'alors refusé à beaucoup d'autres. Embarassé d'une couronne blanche, dans l'ancienne grange ouverte sur une cour humide, il préside un repas du soir frugal : un bol de soupe, un œuf et des haricots. Près de là, des milliers de jeunes battent la semelle, avant d'entrer dans l'église de la Réconciliation pour l'office du soir, de prier et de chanter jusqu'à une heure avancée de la nuit.

En fin de soirée, Frère Roger était invité à Moscou par le patriarche orthodoxe pour le millième anniversaire de la Russie chrétienne. Le mois suivant, il était reçu à Genève par le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar. Le prix que l'UNESCO lui remet le 21 septembre à Paris (*Le Monde* du 11 août) consacre le troisième âge de la communauté fondée en 1940 par le pasteur suisse. Après l'entrainement dans la vie monastique et la phase de contestation des Eglises dont le Concile des jeunes avait été en partie le témoin dans les années 70, l'internationalisation de Taizé n'a fait que croître et embellir.

Des records ont même été battus cette année. Taizé est devenu une sorte de microcosme de l'Eglise universelle. La communauté des frères elle-même, avec ses quatre-vingt-dix moines, compte près de vingt-cinq nationalités différentes. Un Irlandais du Sud vient de faire sa profession de foi religieuse, au moment où un Irlandais du Nord rentrait comme novice. Pour la première fois, plus de quarante mille jeunes, originaires de cent vingt pays, ont participé depuis Pâques, sur la colline bourgeoise, à des rencontres dites intercontinentales. Les Européens ont perdu la majorité. Signe d'une Eglise qui se rééquilibre vers le Sud, ce sont maintenant des jeunes Asiatiques, Africains et Latino-Américains qui assurent à Taizé l'essentiel de l'animation.

Un lieu de jonction

« La foi va nous ramener d'Afrique », dit un jeune missionnaire protestant de passage à la maison du pasteur Charles Schütz. Ce mot, son fils Roger ne l'oubliera jamais. Si aujourd'hui il constate, comme Jean-Paul II, la désertion des églises par les jeunes Européens de l'Ouest ou Nord-Américains, il hâsne devant l'expression de « seconde évangélisation » chère au pape. Il

préfère celle de « printemps de l'Eglise », dont les jeunes pousses se trouveraient, selon lui, dans les continents du Sud ou les « chrétiens blessés » d'Europe de l'Est.

La tentation est de faire de Taizé une citadelle de la tradition, un aimable lieu de prière, sorte de serre-chaude pour de jeunes chrétiens devenus minoritaires. La communauté a su éviter ces formes de repli et épouser les évolutions et générations les plus récentes des Eglises chrétiennes. Elle s'exporte de plus en plus. Des fraternités sont nées à New York, à Nairobi, au Brésil et en Corée du Sud. Des rencontres driment à chaque fin d'année des milliers de jeunes dans les grandes capitales européennes. Il y a deux ans, ils sont allés jusqu'à Madras en Inde et à Ljubljana en Yougoslavie (1).

Et ce n'est pas fini. Les Frères avaient cru à un caraval quand, à Noël dernier, on leur avait annoncé l'arrivée d'un millier de jeunes Hongrois à la rencontre européenne de Rome. La proposition était sérieuse et n'a pas été qu'un feu de paille. Un car a fait plusieurs fois la navette entre Budapest et Taizé, devenu aussi lieu de pèlerinage, avant Lourdes, de jeunes catholiques polonais. Seules, malgré les allers-retours incessants de quelques Frères et de l'évêque évangélique de Drede, les autorités allemandes de l'Est rechignent toujours à envoyer leurs jeunes croyants en France.

On est venu aussi cet été, pour la première fois, de pays comme la Malaisie et la Bolivie, du Malawi ou d'Ethiopie... Pas pour le tourisme et l'écotisme : rythmés par les trois offices quotidiens, des cours d'approfondissement biblique, des rencontres Est-Ouest et Nord-Sud, la vie de Taizé est austère. Les jeunes disent venir y chercher « un cœur à leur vie ». Ils découvrent des Eglises « moins pesantes » que

celles qu'ils connaissent et désertent. « Sans la foi, on ne peut pas tenir dans mon pays », explique à son auditoire Jessou, un Sud-Africain envoyé à Taizé par Mgr Desoudant Tulu. « La vie de l'Eglise ne compte plus dans vos pays », ajoute Federico, un Chilien. Chez nous, elle est engagée dans tous les débats.

Lieu de jonction entre Eglises, Taizé est aussi un lieu de brassage entre les courants traditionnels et progressistes. « En Inde, dit Suzan, on sépare vie intérieure et engagement social. On fait l'un ou l'autre. A Taizé j'ai appris à lier les deux. » Même raisonnement pour de jeunes mineurs boliviens très engagés dans le syndicalisme et qui viennent découvrir en Bourgogne « l'importance de la vie spirituelle ».

« A travers l'épreuve, on mûrit », dit Frère Roger, qui évoque à tout bout de champ Jean XXIII et le cardinal Gerlier, ancien archevêque de Lyon, artisans tous les deux de bonnes relations entre Rome et Taizé, marquées par la visite de Jean-Paul II le 5 octobre 1985. Même si l'occultisme n'a jamais été pour lui un but en soi, il constate comme chacun « un durcissement des courants » au sein des Eglises chrétiennes et entre elles. C'est été, une trentaine d'évêques anglicans, luthériens, catholiques ont fait le pèlerinage de Taizé. Discrètement, deux responsables du séminaire d'Ecône étaient aussi passés par la colline de Saône-et-Loire. Peu avant les sacres qui ont vu à Mgr Lefebvre son excommunication, Frère Roger avait tenté une ultime démarche de conciliation.

HENRI TINGO.

(1) Une nouvelle rencontre intercontinentale à Madras aura lieu du 27 au 31 décembre 1988, ainsi qu'une rencontre européenne à Paris du 30 décembre 1988 au 4 janvier 1989.

هكذا من الأصل

AR

Pasolini ress

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Une rétrospective à la Mostra de Venise

Pasolini ressuscité

Mieux qu'une rétrospective, la redécouverte par un public nombreux, jeune et fervent d'une œuvre. Celle d'un homme engagé qui s'est servi du cinéma, du théâtre, du journalisme, de sa vie surtout, pour s'affirmer ce qu'il est, un grand poète.

« J E travaille tout le jour (comme un moine) Et la nuit j'erre (comme un matou) En quête d'amour... Je proposerai A la Curie de me sanctifier Car je réponds à la mystification Par la douceur. Je regarde avec l'œil D'une image pieuse les préposés (au lynchage) J'observe mon propre massacre (avec le) Courage d'un scientifique. Je (parais) Epruver de la haine (quand au contraire j'écris Des vers pleins de pitié) (amour). »

Trente ans après avoir écrit ces vers-là, le 1^{er} novembre 1975, Pier Paolo Pasolini sera massacré. Aujourd'hui, Venise lui rend hommage. L'intégralité de ses films, vingt-deux, est projetée depuis le début de la Mostra, et les salles sont pleines, tous les jours, à toutes les séances. Le public est jeune, calme ; il manifeste une unanime ferveur, une étonnante proximité. Le poète, cinéaste, écrivain, prophète, journaliste, polémiste, visionnaire, brasseur d'idées et de mots, d'images, le plus dérangeant qui soit, ne dérangeait-il plus ? L'homme qui, dans une œuvre explosive mais infiniment cohérente, a arpenté les villes et les champs, le monde archaïque et le monde futur, créé des voyous et des dieux, un Christ marxiste et un ange copulateur, adapté Boccaccio, Chaucer, Sade, les Évangiles et les Mille et une nuits, serait-il rentré dans le rang ?

Sans doute pas. Cette formidable rétrospective permettra au fil des mois, des prochaines années, où elle va voyager — elle est déjà attendue à Budapest, Orléans, Annecy et Bruxelles — d'en juger plus clairement. Car on s'aperçoit déjà que beaucoup de films de Pasolini qu'on croit connaître, qu'on dit aimer ou haïr, parce qu'on leur temps ils ont provoqué de véritables chocs, n'ont pas été vus depuis des lustres, bien que depuis on continue d'en parler, d'y faire référence, de s'en inspirer.

Ainsi *Théorème*, dix-huit ans hors circuit (il date de 1968), a été retrouvé après des investigations éperdues dans un tribunal où il pourrissait sous séquestre... Rassembler l'œuvre cinématographique de Pasolini, à tenu de la quête initiatrice et l'enquête policière. Ce travail, qui a duré trois ans, financé par le ministère italien du tourisme et des spectacles, entre dans le cadre d'une vaste campagne visant à promouvoir et à relancer le cinéma italien à l'étranger. Il s'agit pour l'Ente Gestione Cinema de réunir non seulement tous les films d'un auteur (longs métrages, courts métrages, inédits éventuellement) et de les présenter dans des copies restaurées, complètes ; sous-titrées, aussi proches de l'original que possible, mais aussi de rassembler tous les documents graphiques ou audiovisuels, photos, affiches, interviews, se rapportant à l'auteur choisi.

Pasolini est le premier. Rosellini et Antonioni devaient suivre. Le budget consacré à ce « projet multimédia » est de 1 milliard de lire (5 millions de francs). Mais l'argent, pour indispensable qu'il soit, ne serait rien si, pour signifier, stimuler, électriser les bonnes volontés, il n'y avait eu dès l'origine du projet Pasolini, Laura Betti.

Elle a la noble corpulence de la tragédie et un visage ravissant de petite fille, on la voit passer dans des films français intelligents, elle a en général peu de scènes, mais marquantes. Prés-

dente du Fonds Pier-Paolo-Pasolini, elle ne ressemble pas à une présidente mais à la femme qu'elle fut auprès de Pier Paolo. Très proche. Ils se voyaient tous les jours, ils travaillaient ensemble, ils voyageaient ensemble. « Ce soir-là », dit Laura Betti (le soir de sa mort), nous devions aller au cinéma voir Andrei Roubliev. »

Laura Betti n'a rien d'une veuve, abusive ou non. La diva de la *Ricotta*, la Desdémone de *Che cosa sono le nuvole* (Qu'est-ce que les nuages), la servante de *Théorème*, la femme de Bath dans les *Contes de Canterbury*, dit en riant : « Aujourd'hui je vis dans un petit château de folie. Tu comprends, ou tu crèves ou tu continues. »

Elle continue. Raconte Pasolini. « Les films naissent à table. Il n'aimait pas les acteurs professionnels parce qu'il n'avait rien à leur dire. Longtemps il n'a pas eu d'argent du tout. Et puis un avocat qui ne réalisait jamais ses contrats lui a fait obtenir un pourcentage sur le *Decameron*. Parce qu'on l'a pris pour un porno le film a eu beaucoup de succès et Pier Paolo un peu d'argent. »

La-dessus, la Betti d'un ton léger vous dit : « Je l'ai déposé le catalogue. » Le catalogue est introuvable. C'est un livre magnifique de 438 pages dont elle a dirigé la rédaction. Tout. Il y a tout, les synopsis, les photos, les extraits de manuscrits, la genèse de chaque film. Pasolini écrit, explique, éclaire, réveille. Ainsi lorsqu'il parle de la *Ricotta* (la Rage), film de montage à partir de documents d'archives, sorti en 1963 : « J'ai choisi le matériel le moins élégant et même le plus objet ; j'ai élaboré un montage puis j'ai fait un commentaire en vers. La *Ricotta* est un essai polémique et idéologique sur les événements de ces dix dernières années... Mon critère a été celui, disons, d'une dénonciation marxiste de la société et des événements de cette époque... Le moment le plus réussi de ma mort du film (et c'est le seul morceau qui mérite d'être sauvé) est



Pasolini dirige Laura Betti dans « Théorème ».

la séquence qui concerne la mort de Marilyn Monroe. »

« Mais tu continuais à être une enfant. Soit comme l'antiquité, cruelle comme le futur. Et entre toi et ta beauté possédée par le Pouvoir. S'entremet toute la stupidité et toute la cruauté du présent. Tu l'as portée toujours avec toi comme une souris parmi les larmes. Impudique par passivité, indécise par obéissance. Elle disparaît comme une blanche colombe d'or. »

Comment s'est opéré le travail de reconquête de l'œuvre pasolinienne ? Vittorio Giacchi, directeur de l'Ente Gestione Cinema, historien et critique, aussi précis et méticuleux que Laura Betti est véhémente et passionnée, répond : « Notre champ d'exploration était semé de pièges, d'obstacles de toutes sortes, géographiques, techniques, juridiques. Disons que nous sommes arrivés juste à temps. Les boîtes de pellicules de

la plupart des films avaient été entreposées sans amour. Certains, complètement rouillés, ne pouvaient même plus être ouverts. Les maisons de distribution avaient fait faillite ; les films étaient dispersés, vendus aux enchères plusieurs fois, on ne savait plus à qui. Les ayants droit n'étaient même plus identifiables. La MGM avait racheté le *Decameron*. Salò, les Mille et une nuits, et ne voulait rien entendre pour nous y donner accès. Il a fallu que, à Los Angeles, Dino de Laurentiis aille plaider notre cause au nom du patrimoine italien, et le fasse si bien que les films nous ont été prêtés — pour le seul usage culturel. »

« Le négatif d'Uccelli Uccellani était une ruine, celui d'Accatone avait des trous. Les bandes-sons, comme souvent en Italie, avaient été jetées à la poubelle. Notre obsession, à Laura Betti et à moi, a été de ne pas outrepasser son droit, et sous prétexte d'exhaustivité, de ne pas rendre à chaque œuvre ou fragment d'œuvre son intégrité. C'est ainsi que nous avons pris conseil des collaborateurs les plus proches de Pasolini. Le directeur de la photo, Tonino Delli Colli, notamment. Eux savaient. »

« Quel sera le destin de la rétrospective ? Elle sera fournie gratuitement aux pays, aux institutions, aux festivals qui la demanderont. Les sous-titres anglais et français ont été eux aussi l'objet de soins maniaques. Elle s'accompagne d'une série de documents vidéos et d'une exposition. »

Cette exposition, montée par Enzo Serrani, livrée « clé en

main », est en soi un poème si l'on se réfère à son mode d'emploi, donné aux futurs utilisateurs : « Section 1. Fiches photographiques. Quatre-vingt-trois photographies sur pellicule transparente, d'un format moyen de 60 cm x 80 cm. Avec texte poétique sur la structure modulaire d'une installation d'éclairage (lampe halogène de 300 watts à 220 volts). Thèmes : « Corps d'amour », « Les paroles », « Aller vers », « de passion », « Les tables mises », « Les symétries », « Le regard... »

Alors qu'il tournait l'épisode d'Alibech du *Decameron* (coupé au montage), Pier Paolo Pasolini s'est pris d'amour pour Sanaa, la capitale du Yémen du Nord, cette « Venise sauvage dans la poussière ». Son architecture, la noblesse obscure de ses maisons éternelles bâties sur le sable. Il voulait sauver Sanaa ; il avait tourné un petit documentaire en forme de supplique à l'UNESCO. Aujourd'hui, Laura Betti reprend le projet et met sur pied une bourse pour y parvenir. « Pier Paolo voulait acheter un hôtel à Sanaa, dit-elle. Il me disait : « Toi, tu tiendras la caisse et moi j'écrirai... »

Comme on le voit, jamais Pasolini n'a été plus vivant. Des étudiants réunis à la Mostra par Laura Betti pour la sauvegarde de ses films l'ont assez bien senti. Ils ont jugé ses images « nécessaires ». Pasolini, qui disait : « Au fond, le cinéma n'est qu'une question de soleil. »

DANIEL HEYMANN.

Laissez venir à moi les petits opus

C E sont quatre petites baroques comme tombées d'un collier, extraits de films à sketches des années 60. Les autres épisodes sont souvent signés de noms illustres, Rosellini, Godard, Bertolucci. Mais les films entiers ne sont pas passés à la postérité. Ainsi réunis et détachés de la grande rétrospective, les « petits » Pasolini constituent un programme passionnant qui pourrait — devrait — trouver une salle d'accueil à Paris.

Pour commencer, la Terre vue de la Lune (trente minutes, 1966), sketch tiré du film *Le Straghe* (les Sorcières). Couleurs criardes, gestes saccadés, ellipses et gags, nous sommes dans l'univers du dessin animé « genre Donald », précise Pasolini. En compagnie d'un veuf consolable (Toto) et de son fils, Ninetto Davoli, perdue carotte et pied léger, il décide de trouver une nouvelle femme qui les contente tous deux. Ils la trouvent, c'est une sourde-muette « belle comme la statue de la Liberté ». En effet, puisque Silvana Mangano tient le rôle. Au cours d'une escroquerie au suicide, la belle glisse pour de vrai sur une peau de banane depuis le sommet du Colisée et meurt. Lorsque les deux compères en larmes rentrent dans leur bidonville, ils la trouvent debout, avec ses bas bleus. La soupe est prête. D'un signe de tête, elle confirme qu'elle est défunte. Moralité pasolinienne : « Être mort ou vivant, c'est la même chose. » Fulgurant.

Deuxième opus. Qu'est-ce que les nuages ? (vingt-deux minutes, 1967), épisode de *Caprice à l'italienne*. De grandes marionnettes



Avec Orson Welles.

dociles comme il en existe en Sicile, esclaves de leurs ficelles. Mais, la représentation terminée, elles recouvrent une personnalité autonome, vivante « un rêve à l'intérieur d'un rêve ». Dans cette salle de banlieue grise, on joue ce soir *Othello*. La rôle est assuré par un jeune homme (Ninetto Davoli) qui n'a de noir que la maquillage. Et l'ago — peint en vert (la couleur de la trahison) — est le génial Toto. Au moment où la tragédie se noue, où Desdémone (Laura Betti) va expirer, la foule se rue sur scène et, prenant parti, trucidé les méchants et porte Cassio en triomphe. Les deux marionnettes « tuées » gisent sur le sol. Un éboueur les expulse sur une

décharge en chantant. Et là, pour la première fois, elles voient le ciel, les nuages, les merveilleux nuages. Admirable.

Troisième opus. *l'Épisode de la fleur en papier* (dix-huit minutes, 1969) extrait d'*Amore e Rabbia* (Amour et Rage). Ninetto Davoli, comme toujours gambadant, incarne cette fois Ricotta, un jeune chômeur dans les rues de Rome. Pour un amoureux qui a oublié son bouquet, il va quérir une fleur géante. Elle est rouge et en papier. Chemin faisant apparaissent en surimpression des images de guerre, bombes, orgues de Staline, foules chinoises. Che Guevara, défilés militaires. Ricotta gambade encore. La voix de Dieu fait vibrer les caténaires du

trolleybus. Le noir et blanc envahit l'écran. Beaucoup de cadavres sont étendus sur le sol. La couleur revient. Il n'y en a plus qu'un, celui de Ricotta. Pesant.

Quatrième opus, la *Ricotta* (trente-cinq minutes, 1963), épisode du film *Rogopag*. Orson Welles, monument de mélancolie autorité, est le metteur en scène d'un film sur la Passion. Tout est tourné en noir et blanc, sauf le tableau vivant de la descente de croix, « citation » de deux peintres maniéristes, Rosso Fiorentino et Pontormo, qui adopte les couleurs suaves des toiles de l'époque. Un des deux lièvres est un sous-professeur de la banlieue romaine, Stracci. Stracci a faim, mais il offre son panier-repas à sa progéniture encore plus affamée que lui, qui attend à quelques pas de là. Après avoir été, à deux ou trois reprises, cloué sur sa croix puis redescendu, le malheureux parvient à vendre le chien de la diva (une Vierge Marie irascible) pour mille lire à un passant. Il peut enfin s'empêcher de ricotta. Les figurants lui jettent en plus quelques reliques du dernier repas du Christ. Il mange, mange, Stracci. Puis il remonte sur sa croix. Il a une phrase à dire, une seule, s'adressant à Jésus : « Quand tu seras au royaume des cieux, parle de moi à ton père. »

On tourne. Moteur ! Stracci ne dit rien. Orson Welles s'approche. Remarque pour la première fois l'existence du misérable larron : « Allons, dis ta phrase. » Mais Stracci ne la dira pas, il est mort. Bouleversant.

D. H.

A l'initiative du Ministère de la Culture et de la Communication

THEATRE CONTEMPORAIN DE LA DANSE

Cinquième saison
Octobre 1988
Juin 1989

CHORÉGRAPHES INVITÉS

Maguy MARIN*, Dominique BAGUET, Katine SAPORTA, Josef NADY*, Philippe TRESSERRA, Angelin PREJOCAY*, Jean-Claude GAILLOTTA*, Régine CHOPINOT, Elsa WOLLASTON, Hervé JOURDET, Valérie RIVIERE/Olivier CLEMENTZ, Jeannette DUMEX/Marc VINCENT, Sidonie ROCHON, Jean-François DUROURE, Catherine DIVERRES

* Dans le cadre de la programmation de la Maison des Arts de Créteil ou du Théâtre de la Ville

A B O N N E Z - V O U S

De 6 à 10 spectacles : 55 F la place - Plus de 10 spectacles : 50 F la place

Pour recevoir gratuitement le programme veuillez retourner ce bulletin au : Théâtre Contemporain de la Danse - 9, rue Geoffroy-l'Asnier 75004 Paris

Nom _____

Adresse _____

هكذا من الأصل

CINÉMA

La quarante-cinquième Mostra de Venise

Intermèdes soviétiques



« Asik Kerib », de Serge Paradjanov.

Quatre films en provenance d'URSS sont projetés à la Mostra. Les uns vont dans le sens de la « perestroïka », d'autres l'ignorent ou s'en moquent. On voit aussi, à Venise, d'exquis plats destinés au grand peuple et les Afghans mettre la guerre russo-afghane au tapis. Sur la lagune tiède, sinon la transparence encore, c'est la poursuite du dégel.



« Le Moine noir », d'Ivan Dikovichni.

L'écran de la « perestroïka »

ASIK KERIB, de Serge Paradjanov, et **la Petite Véra**, de Vassili Picul, offrent, pour la cinématographie soviétique, la meilleure vitrine qu'il soit de la « perestroïka ».

Les deux films s'opposent du tout au tout. La nouvelle chanson de geste de Paradjanov, après *Sayam* et *la Forteresse de Souram*, est le triomphe de l'art pour l'art, une succession d'icônes et d'enluminures inspirées par l'art populaire.

Adaptées de Lermontov, les aventures d'Asik Kerib, le trouvère vagabond qui traverse mille épreuves pour retrouver sa bien-aimée, deviennent, sous la caméra-pinceau du cinéaste, autant de tableaux précieux et éotériques, des épiphanies d'une sensualité chatoyante.

Paradjanov est, à la ville, couvert lui aussi d'étoiles baroques, de crucifix, d'améthystes; une œuvre d'art ambulante, mais aussi

un ogre chaleureux aux sourcils noirs et à la barbe blanche, qui stupéfie son monde par la franchise de ses déclarations.

Après des années de prison, il visite l'Europe à soixante-quatre ans, pour la première fois, libre de liberté retrouvée. Hier, c'était les Pays-Bas; aujourd'hui Venise. Ironiquement, deux des plus vieilles Républiques du continent.

Les autorités soviétiques — il n'y a pas de petites économies — n'ont au contraire pas pu envoyer sur la lagune son jeune confrère Vassili Picul: celui-ci aura dû se contenter d'un voyage à Montréal, où son film, *la Petite Véra*, a reçu un prix spécial du jury.

Une caméra nouvelle vague

A vingt-sept ans, cet élève de Marien Koutiev, qui fut le chef de file de la nouvelle vague krouchtchévienne, avec *J'ai*

vingt ans et Pluie de juillet, signe une œuvre d'un noirisme fellinien, mais aussi d'une énergie peu commune, qui est, pour les Occidentaux du moins, la première manifestation de la « glasnost » sur les écrans.

Situé à Jdanov, la ville natale du metteur en scène, sur les bords de la mer Noire, le film, écrit par son épouse, contredit, point par point, les théories réalistes socialistes de Jdanov, justement, le tristement célèbre responsable de la culture sous Staline. On songe, bien sûr, à notre nouvelle vague, aussi aux films tchèques du Printemps de Prague. Mais Picul, à travers le portrait d'une jeune Russe d'aujourd'hui, habillée et coiffée à l'occidentale, de ses aventures sexuelles et sentimentales, de son père ivrogne et brutal et de sa mère bornée, montre une société où les jeunes sont privés de tout idéal et les parents repliés sur eux-mêmes. Rien n'est caché de la nudité charmante de Natalia Negoda, non plus que de sa crainte du SIDA.

Picul se moque bien de soigner ses cadrages — on est loin des légendes caucasiennes — tant il poursuit, la rage au cœur et la caméra au poing, ses protagonistes, menagés des ruptures de ton, associant le rire aux larmes avec l'ardeur de ceux qui voient soudain une chance de s'exprimer et la saisissent au vol.

MICHEL CIMENT.

Trop mystique, mon ami !

N dénonciation, ni critique sociale, *le Moine noir* n'est pas à Venise pour représenter le cinéma de la « perestroïka ». Ivan Dikovichni, pour son premier long métrage (lire ci-contre l'article de Michel Braudeau), a préféré adapter Tchekov plutôt que de critiquer Staline. « Actuellement, en URSS, on peut faire les films sociaux les plus violents, les plus réalistes, et pourtant j'ai envie de faire des films plus mystiques ».

Ancien élève de Tarkovski, « mais pas disciple », Ivan Dikovichni est devenu réalisateur d'une bonne équipe, celle-ci a cependant été, comme toujours, déçue. Par exemple Vadim Youssouf, un des meilleurs directeurs de la photo en Union soviétique, qui a notamment fait trois films avec Tarkovski, n'a reçu que 2 500 roubles (environ 25 000 francs) pour de longs mois de travail.

C'est paradoxalement aujourd'hui que Dikovichni rencontre des difficultés. Son film, dont la production avait été décidée au tout début de l'ère Gorbatchev, déçoit les critiques à Moscou et illustre bien les tensions actuelles entre Goskino (l'organisme d'Etat du cinéma, encore tout puissant), et l'Union des cinéastes (qui remet en cause, par une lutte de chaque instant, le dirigisme de l'Etat). « Un film comme *le Moine noir* ne serait plus envisageable aujourd'hui » car la censure, hier idéologique, devient maintenant financière. Les réalisateurs, qui ont longtemps lutté pour une « glasnost » des finances du cinéma, sont pris au mot: un film doit dorénavant être rentable. Or le prix d'une place ne coûte que quelques kopeks et la télévision ne paie aucun droit de diffusion. Il faut donc entre 15 et 20 millions de spectateurs pour qu'un film fasse des bénéfices. Ce ne sera pas le cas de *le Moine noir*: Goskino vient de le classer en deuxième catégorie, c'est-à-dire que le nombre de copies — et donc de salles — sera limité. Pour laisser la place à d'autres films, moins ambitieux mais plus rentables.

L'aide que l'Etat apportait au « plus important de tous les arts » n'étant plus ce qu'elle était (elle s'élevait à environ 70 millions de roubles par an), il faut trouver de l'argent ailleurs. « Avant, personne ne parlait de l'étranger: un film prestigieux de temps à autre suffisait. Aujourd'hui, les dirigeants veulent des devises » et, pour ce faire, atteindre jusqu'aux salles des grands boulevards parisiens. « Si un jeune réalisateur veut faire un deuxième film, il faudra que le premier ait été un succès commercial ou récompensé dans les grands festivals internationaux. La réalisation de mon prochain projet, le développement d'un paysage de Crème et Châtiment, s'annonce difficile. » Ivan Dikovichni aurait rencontré à Paris plusieurs personnes intéressées.

LAURENT DANÉLOU.

Les moines et leurs habits

O TAR Iosseliani, connu en Occident par *Il était une fois un merle chanteur* et *les Favoris de la Lune*, est venu à la quarante-cinquième Mostra avec un documentaire, *Un petit monastère en Toscane*, tourné à Castelnuovo dei Abate, dans l'une des régions les plus belles et les plus contrastées, sur le plan économique, de l'Italie. Le monastère a été sauvé de l'abandon par cinq moines français, arrivés ici il y a cinq ans, et qui mènent une vie de prière des plus simples. Ils restaurent de vieux manuscrits, apprennent des chants grégoriens, lisent la Bible, méditent, disent la messe le dimanche dans les champs. Parfois, ils vont boire un petit verre au café du village. Les paysans cultivent la vigne, font du vin, tuent le cochon. Le spectateur s'ennuie peu à peu, avec bienveillance.

C'est beau la Toscane, certes, mais Iosseliani la montre avec discrétion, par des détails quotidiens qui sont un peu allusifs et appellent le commentaire: les souliers vernis des riches propriétaires à la messe, en contrepoint avec les pieds nus et martyrisés du Christ en croix. On ne sait pas non plus ce qui fait pouffer de rire les quatre moines, qui mangent leur broiet pendant que le cinquième leur lit, d'une voix monocorde, des textes pieux. Un paysan regarde une belle fille à la télé. Les moines se confessent entre eux:

« Hier, j'ai manqué au silence et je n'ai pas fini mes prières... » En pénitence, tu observeras cinq minutes d'adoration du Saint-Esprit. » Au bout de cinquante-deux minutes, un panneau indique: fin de la première partie; la suite sera tournée dans une vingtaine d'années, en ce même lieu et avec les mêmes personnages, si tout va bien. Rien ne presse.

Pour son premier long métrage, Ivan Dikovichni n'a pas choisi un sujet politique ou racoleur — il s'attend, du reste, à quelques difficultés, lucidement, pour la suite de sa carrière (*notre encadré*), mais une nouvelle de Tchekov, *le Moine noir*. Kovrin, un homme d'une quarantaine d'années, revient dans une villa où il a passé son enfance, à la campagne, près d'une rivière. Il est magistrat, diplômé, prestigieux. Le maître des lieux l'accueille comme un fils; sa fille, Tania, en est toute tremblante; elle se sent ignorante, trop simple: « Je ne rêve que de poires et de pommes ». Elle fait allusion au superbe jardin autour de la maison, qui occupe apparemment la famille à plein temps.

Kovrin a d'autres rêves, lui; il est obsédé par la légende d'un moine noir, qui traversait le désert il y a mille ans et que, par un effet d'optique inexplicable, on avait vu à des distances très éloignées marcher sur les eaux, à l'autre bout de la Terre, et même ailleurs dans l'univers. Le moine devrait achever son périple de nos jours. Et, de fait, il apparaît bel et bien: à Kovrin, après son mariage avec Tania, Kovrin devient bizarre, irritable; il parle tout seul; les autres ne voient ni n'entendent le moine qui conforte Kovrin dans l'idée qu'il est génial, exceptionnel. On le fait saigner, pas trop méchamment, mais quelque chose

en lui se brise. « Avant, j'étais heureux, fou et heureux; maintenant, je suis normal et je m'ennuie. » Un ennui fatal, il va de soi.

Les images sont léchées; il y a ce qu'il faut de lenteur pour tenir une heure trente sur très peu de dialogues et un court argument. C'est prometteur et on espère que Ivan Dikovichni saura se défendre des deux dragons qui sont sur sa route: l'ombre de Tarkovski et le système de production soviétique.

A ce propos, si l'on peut se permettre de passer du coq à l'âne, en utilisant une formule de Iosseliani — « Chacun est né pour boire le verre de sa vie » — il est possible de découvrir en ce moment à Venise des tasses, des théières et des assiettes soviétiques, où l'on entendait faire déguster quelques mets idéologiques dans les années qui suivirent la révolution d'Octobre.

La porcelaine soviétique

Dans le cadre du palais Fortuny se tient en effet une exposition intitulée « La révolution au salon: la porcelaine soviétique 1917-1930 », magnifique, même pour ceux qui ne passionnent pas, d'ordinaire, la beauté des assiettes creuses. Dans l'élan qui suivit la révolution, où beaucoup d'artistes furent invités à collaborer à la création d'un nouveau monde, dans tous les domaines, on s'interrogea sur ce que devait être le quotidien du prolétaire libéré de ses chaînes. Des vêtements nouveaux, des outils plus grands, des objets pleins de sens. Et, si l'on espérait, selon la logique en vigueur, avoir un jour des pissoirs en or, le métal jaune n'ayant plus cours dans le circuit des marchandises, pourquoi ne pas commencer par manger dans une vaisselle de prince rouge? D'où une série d'assiettes et de tasses d'une richesse et d'une délicatesse: baroques, noir, rouge et or, aux emblèmes des vainqueurs, avec faucilles et marteaux, icônes de Lénine et usines stylisées. La production fut assez rare, très luxueuse et vite abandonnée quand les Kandinsky, Tatlin et Malevitch s'orientèrent vers l'abstrait, le suprématisme, alors que le mot d'ordre était au réalisme socialiste.

Mais ces joyaux ont été conservés, exubérants et paradoxaux, par les autorités soviétiques, qui les laissent paraître au compte-gouttes.

A qui ces splendeurs fragiles ne suffiraient pas pour apprécier la force du vent d'Est, il reste à voir, près de la Fenice, une exposition de tapis afghans, les premiers à notre connaissance à représenter la guerre russo-afghane. Sur la trame des tapis classiques, avec motifs géométriques et couleurs traditionnelles, se découpent des écrans sombres, où l'on voit des bombardiers, des chars, des éclats d'obus en laine colorée. Le curieux de la chose est que la trame en carré du tapis leur donne le même aspect simplifié, algébrique, que dans les jeux de guerre vidéo fabriqués par les Américains. Mais c'est là une affaire de code plus que de stratégie, sans doute.

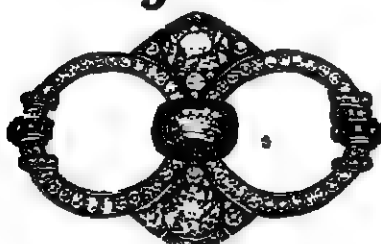
MICHEL BRAUDEAU.

SOTHEBY'S
FOUNDED 1744

GENEVE

Prépare ses prochaines
ventes de novembre 1988

BIJOUX



Recherche diamants et bijoux par Georges Fouquet vers 1910.
Vendues à Genève le 11 mai 1988: 92 500 F.S. soit 280 000 F.F.

Les personnes désireuses de soumettre des bijoux en vue de ces ventes, pourront rencontrer notre spécialiste sur rendez-vous à:

Monaco: les 8 et 9 septembre
Paris: du 12 au 15 septembre

Veuillez contacter:

Sotheby's, Sporting d'Hiver, Monte Carlo (Monaco). Tél.: 93.30.88.80
3, rue de Miromesnil, 75008 Paris. Tél.: (1) 42.66.40.60

CHÂTEAU DE CHENONCEAU

Tél.: (16) 47.23.90.07

WEISBUCH

Jusqu'au 30 Octobre

**KIKOÏNE - YANKEL
CHANA ORLOFF**

AU MUSÉE BOURDELLE

16, rue Antoine Bourdelle - M° Montparnasse

Tous les jours sauf lundi, de 10 h à 17 h 40

du 2 juin au 2 octobre

GRAND PALAIS
avenue Winston-Churchill

**FIGURATION
CRITIQUE 88**

de 11 h à 19 h
jusqu'au 29 septembre

ODEON
THÉÂTRE NATIONAL
*Pommes
Françaises*

Du 13 septembre au 16 octobre

les Exilés
JAMES JOYCE

Mise en scène: Jacques Baillon

Avec Jean-Luc Bourne, Dominique Constant, Natalie Nerval, Marianne Epin

et Maurice Aulair

Coproduction: Théâtre de Crouge, Théâtre national de l'Odéon et Comédie-Française

Renseignements: 43.25.70.32

Une rencontre avec Raymond Devos

« L'absurde est notre condition »

Raymond Devos revient sur une scène parisienne, au Théâtre du Palais-Royal, avec « Et le spectacle continue ». « L'Artiste », que nous publions ci-dessous, est un de ses plus beaux sketches.

PARLER de clown à Devos, c'est lui mettre « un poignard dans le cœur ». A dix-huit ans, il rêvait de faire ce métier et, certains jours encore, il aimerait l'exercer, entrer sur la piste, jongler avec les instruments de musique, avec les mots et les idées, bouillir : « Mesdames et messieurs, de temps en temps j'ai des blocages parce que je pense très vite, et parle lentement. Alors, parfois, il y a des mots qui ne peuvent plus sortir. Je pourrais faire devant vous un double saut périlleux mais si j'ai un blocage, je ris que ma vie, aussi je ne le fais pas. » Il y a cinquante ans, Raymond Devos aurait sûrement été clown. « Mais, dit-il, je suis devenu un homme de texte. Le cirque a de telles exigences : il faut, par exemple, être aussi éloquent de dos que de face... »

Raymond Devos présente son nouveau spectacle sans Jean-Michel Thierry, le pianiste et le faire-valoir qui collaborait avec lui depuis vingt-cinq ans et qui s'exprimait essentiellement par regards, par signes. Jean-Michel Thierry est mort il y a plus d'un an. Et il a fallu trouver d'urgence un autre Monsieur Loyal parce que Devos ne s'arrête jamais de jouer : quand il ne se produit pas à Paris, il tourne dans les régions au moins huit à dix jours par mois. « A la mort de Jean-Michel Thierry, j'ai d'abord eu la tentation de tout stopper. Et puis j'ai appelé mon professeur de piano, je lui ai dit : « Je joue à Paris dix jours, je t'emmène. » Hervé Guérol a



trente-cinq ans, il est d'origine italienne et il a le sens du théâtre. Je n'ai rien répété avec lui. Je lui ai simplement donné chaque thème. Tout est resté à l'état potentiel et le spectacle à Paris a été net.

Et le spectacle continue : le titre s'est naturellement imposé pour ma rentrée. Mais cette appellation a mille autres résonances. Je commence par dire le texte de l'artiste qui tombe à l'eau, joue le radeau de la Méduse et se noie dans la foule. Je l'ai écrit après avoir vu, dans les coulisses des Césars les stars pèrises de trac, angloises à mourir, et qui, traversées plus tard, disaient : « C'est le plus beau des métiers ». Et c'est humoristique, c'est magnifique aussi, mais quand j'y songe, c'est dangereux : on travaille sans filet. Si on rate, l'orgueil en prend un coup. C'est pourquoi le clown frappe

souvent bas. Au-dessus, il n'est pas sûr du tout. Je vois mes confrères, ils sont mal dans leur peau, ils ne sont pas heureux. Ils sont inquiets tout le temps. Ils cherchent, pinallent, finissent par désespérer et se détruisent parfois.

En général, les textes viennent par étapes. Il faut les mériter. Même si le ciel est avec vous, il y a un moment où il ferme le guichet : fini l'inspiration, reviens demain. Le lendemain, on frappe à la porte et le travail recommence.

Les idées surgissent dans la vie quotidienne. Ainsi, j'ai toujours été fasciné par les pâtisseries. Quand je passe devant une de leurs vitrines, je reste comme hypnotisé face aux macarons, aux éclairs au chocolat, aux babas au rhum, aux flans, aux Paris-Brest... Il faut entendre ces mots ! Et moi, un jour, ça m'a fait penser à un

sketch sur la faim dans le monde, que j'ai intitulé : Mille feuilles ! et qui est une farce tragique.

Bien sûr, j'ai mon texte sur la Révolution. Ça s'appelle le Vent de la révolte ! Je rêve que je fais la Révolution française tout seul, avec au haut de ma pique une tête de ci-devant. Je ramène la tête chez moi en me disant qu'on ne sait jamais, ça peut servir. Et je m'aperçois que c'est la tête de ma femme.

Quand un sketch est terminé, je ne le soumets pas à un auditeur privilégié. Je prends le premier venu et je teste. Souvent, il y a des bavures, une notation, une réflexion en trop. L'humour, c'est un jeu de l'esprit. Il y a une transposition constante. Les mots doivent être à la fois précis et troubles, tout doit aller très vite. A mes débuts, les gens s'étonnaient, trouvaient parfois un sketch trop difficile. Le public est beaucoup plus averti aujourd'hui. Tout le monde sait que l'absurde est notre condition. Et on peut se moquer de beaucoup plus de sujets.

Dans le rire, il y a toujours une espèce de défi pour entraîner les gens ailleurs, les éloigner du réel. Quand je dis aux spectateurs que je traverse les murs, personne ne pense : ne suivons pas ce type, il est dangereux, on va se cogner. Tous me suivent et franchissent le mur avec moi.

Après, ils applaudissent. Mais il ne faut pas dépasser sa fonction. Le bouffon doit rester à sa place. Si on enlève le respect des autres, on ne peut plus rien dire, on n'amuse plus. On dit que le rire est le propre de l'homme ? Il est le contrepoint de l'intelligence. Sans lui, on mourrait de prétention, d'orgueil, de sécheresse. Le rire est notre garantie de survie.

CLAUDE FLÉOUTER.

* A partir du 20 septembre.

Un sketch

L'Artiste, naufragé volontaire

Sur une mer imaginaire, loin de la rive...
L'Artiste, en quête d'absolu,
joue les naufragés volontaires...
Il est là, debout sur une planche
qui oscille sur la mer.

La mer est houleuse et la planche est pourrie.
Il manque de chavirer à chaque instant.
Il est vert de peur et il crie : « C'est... »

C'est le plus beau métier du monde !
et pour en rassurer, il chante :
« Maman, les p'tits bateaux qui vont sur l'eau »

Maman, les p'tits bateaux qui vont sur l'eau
[ont-ils des jantes ?]

Mais oui, mon gros bébé... et puis ?
[il tombe à l'eau.]

Il est rappelé à la dure réalité de la fiction.
Lui, qui se voyait déjà en haut de l'affiche,
il se voit déjà en bas de la liste de ces chers

[disparaît !]

Il a envie de crier : « Un homme à la mer ! »
Mais comme l'homme, c'est lui,
et que lui, c'est un Artiste
et qu'il exerce le plus beau métier du monde,
il crie :

« Et le spectacle continue ! »
Il remonte sur sa planche pourrie.
Il poursuit sa quête de l'absolu.

(Chanté) :
« Maman, les p'tits bateaux qui vont sur l'eau »

et puis ? Il retombe à l'eau.
Il est ballotté comme une bouteille à la mer
à l'intérieur de laquelle il y a un message

[de détresse.]

Il a envie de crier : « Une bouteille à la mer ! »
Mais comme la bouteille, c'est lui,
et que lui, c'est un Artiste et qu'il exerce
le plus beau métier du monde, il crie :

« L'eau est bête !... Un peu fraîche, mais »

[bonne !]

Il remonte sur sa planche pourrie...
Il a complètement perdu le nord ;
il se croit sur la mer du même nom.

la mer du Nord... il fait le manche...

Toujours la quête de l'absolu !
(Chanté) :

« Maman les p'tits bateaux qui vont sur l'eau »

[ont-ils des jantes ?]

Et il retombe à l'eau.
Le public, lui, qui est resté sagement sur

la rive,
se demande si l'Artiste n'est pas en train

[de l'embarquer en bateau ?]

Il se dit :
« Mais alors, quand est-ce qu'il se noie ? »

L'Artiste, lui, s'aperçoit soudain
que la planche pourrie sur laquelle

il est remonté pour le énième fois
donne de la gîte sur tribord !

C'est-à-dire qu'elle penche du côté où il va

[tomber !]

Il a envie de crier :
« Les femmes et les enfants d'abord ! »

mais, comme il est tout seul, il crie :
« Je suis le Maître à bord ! »

Il ajouterait bien : « Après Dieu ! »
mais comme dans l'imaginaire, Dieu, on ne

[risque pas de le rencontrer !...]

— Dieu existe, certes... mais dans le réel !...
Pour Dieu, l'imaginaire, c'est une vue

[de l'esprit !]

La fiction, ça le dépasse !
L'Artiste sait qu'il n'a rien à attendre du Ciel.

Alors, au lieu de crier :
« Après Dieu ! » il crie : « Après moi ! »

[le déluge !]

Et tandis que la planche, qui fait eau de toutes

[parts],
s'enfoncé dans les eaux, il n'a plus qu'une

[pensée :]

« Sauver la recette ! »
Il fait une annonce publicitaire :

« Mesdames et messieurs,
la planche pourrie sur laquelle j'ai eu l'honneur

[de sombrer pour la dernière fois devant

[vous ce soir était sponsorisée par le ministère

[de la Culture !]

Et il coule avec la subvention !
Il disparaît dans les flots...

et il réapparaît aussi sec...
Il a de l'eau jusqu'à la ceinture...

Ses deux pieds touchent le fond de la mer.
Alors, le public : « Ha, ha, ha ! »

Il s'est noyé dans un verre d'eau !
A l'évidence, la mer imaginaire sur laquelle

[la hauteur de son imagination.]

l'Artiste s'est embarqué imprudemment, est à

Elle manque de profondeur ;
C'est une mer à marée basse... une mer de

[des fonds !]

Une mer indigne d'un grand naufrage !...
Alors, l'Artiste, pour ne pas sombrer dans le

[ridicule,

il fait la planche...
Il fait la planche pourrie.

Il a envie de crier :
« Une planche à la mer ! »

Mais comme la planche, c'est lui,
et que lui, c'est un Artiste

et qu'il exerce le plus beau métier du monde,
il crie :

« Je suis le radeau de la Méduse à moi tout »

[seul]

et il se pourrait que, cette fois-ci,
il n'y ait pas de survivants !...

Le public, impatiente jusque-là, se dit :
« C'est un spectacle cool... »

Pas de survivants ?
Cela promet...

Cela laisse entrevoir une fin heureuse !
Alors, après avoir crié :

« Bis ! »
il crie :

« Ter ! Ter ! »
Et c'est le miracle !

Devant le public médusé, l'Artiste, transfiguré,
[regagne la rive en marchant sur les flots...]

et il se noie dans la foule !...

Dolby stéréo dans les salles équipées
PARIS V.O. : PUBLICIS CHAMPS-ÉLYSÉES - FORUM HORIZON
BIENVENUE MONTPARNASSE - SAINT-MICHEL - V.F. : FRANÇAIS
GAUMONT CONVENTION - MONTPARNAS - GAMBETTA - IMAGES
CONVENTION SAINT CHARLES
PÉRIPHÉRIE : VERSAILLES ROXANE - CHAMPIGNY PATHÉ
LA DÉFENSE 4 TEMPS - MARNE-LA-VALLÉE ARTEL - VINCENNES 3 VINCENNES
BOULOGNE GAUMONT OUEST - PANTIN CARREFOUR - SARCELLES FLANADES
ORSAY ULIS

Après "La Balance"
le nouveau thriller
de BOB SWAIM

ROB LOWE
MEG TILLY
KIM CATTRALL

Une héritière.
Un truqueur.
Un piège.
Le meurtre.

MASQUERADE

METRO-GOLDWYN-MAYER
MICHAEL LEVY ENTERPRISES
BOB SWAIM
ROB LOWE MEG TILLY KIM CATTRALL MASQUERADE BOB SWAIM
JOHN BARRY DAVID WATKINS DICK WOLF
MICHAEL LEVY BOB SWAIM

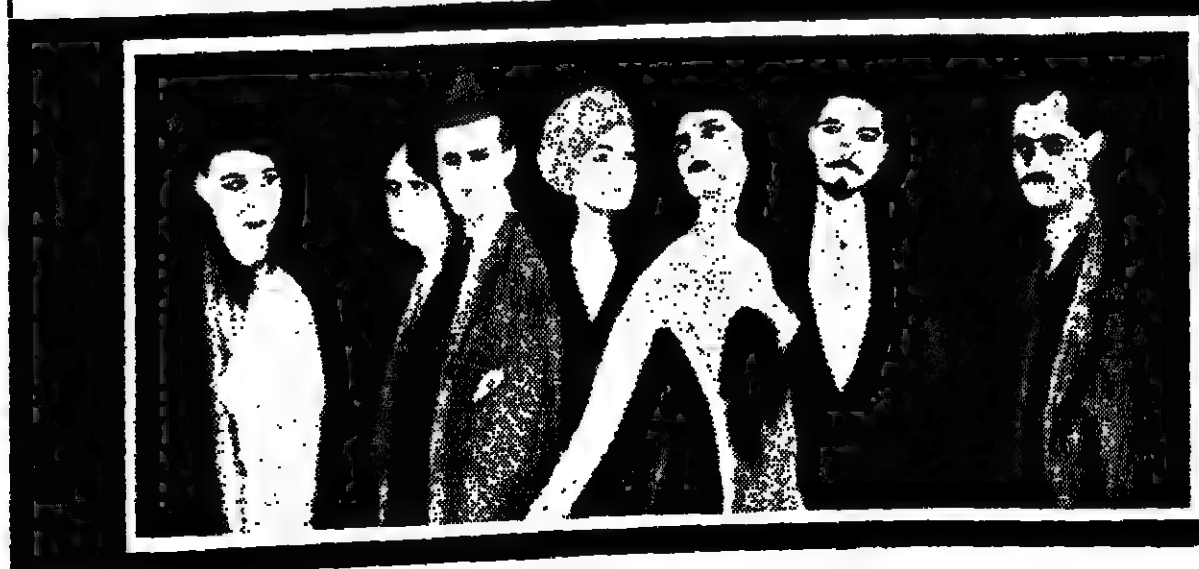
CLAUDE FLÉOUTER.
* A partir du 20 septembre.

SORTIE LE 7 OCTOBRE

NICHOLSON STREEP
1938, ALBANY (USA)
FRANCIS FILLIAN EST DE RETOUR POUR UN ULTIME RENDZ-VOUS
AVEC SES RÊVES, SES SOUVENIRS, ET SES REGRETS...

IRONWEED
LA FORCE D'UN DESTIN

V.O. : PATHÉ MARIGNAN - PATHÉ HAUTEFEUILLE - FORUM HORIZON - PARNASSIEN - V.F. : GAUMONT PARNASSE - PATHÉ FRANÇAIS
Et salles périphériques : ROXANE en V.O.



LES MODERNES

UN FILM DE ALAN RUDOLPH

avec KEITH CARRADINE LINDA FIORENTINO GENEVIEVE BUJOLD
GERALDINE CHADLIN WALLACE SHAWA KEVIN J. O'CONNOR JOHN LONE
PARIS LA NUIT CHARLIE COUTURE

EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou

PLATEAU BEAUBOURG. rue Saint-Martin (42-77-33). Les mer., ven. et dim. de 10 h à 18 h.

LES ANNEES CINQUANTE : DES IMAGES ET DES VOIX. Salle 5 - information Ccl. Jusqu'au 17 octobre.

LES ANNEES CINQUANTE. Quelques aspects de l'art contemporain, grande galerie. Petit foyer. Jusqu'au 17 octobre. / Entre la lecture et le rock. Galerie du Ccl. Jusqu'au 17 octobre.

ARCHITRAIN. Atelier des enfants. Jusqu'au 24 septembre.

BERLIN : LES AVANT-GARDES DU MOBIER. Galerie des brèves Ccl. Jusqu'au 3 octobre.

DESIGN FRANÇAIS. 1960-1990. Forum. Jusqu'au 26 septembre.

LA HUNE. Salle d'art graphique. Jusqu'au 17 octobre.

HEROS DE PAPIER - LES RECITS COMPLETS DES ANNEES CINQUANTE. Salle d'accueil. Jusqu'au 26 septembre.

LE PETIT LAROUSSE (1906-1999) : DE LA TRADITION A L'ELECTRONIQUE. Galerie de la BPL. Jusqu'au 17 octobre.

Musée d'Orsay

1, rue de Bellechasse (40-49-44-14). T.l.j. sf lun. de 10 h à 18 h, dim. de 9 h à 18 h, jeu. de 10 h à 21 h 45.

LE JAPONAIS OPÉRA. Exposition dessin. Entrée : 2 F. Jusqu'au 18 septembre.

RIVIÈRE GRAVEUR ET LITHOGRAPHE. Entrée : 2 F. Jusqu'au 18 septembre.

RIVIÈRE PHOTOGRAPHE. Entrée : 2 F. Jusqu'au 18 septembre.

Palais du Louvre

Entrée provisoire sur le quai des Tuileries (42-60-39-38). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h.

L'AN V : DESSINS DES GRANDS MAÎTRES. Pavillon de Flore (2^e étage). Entrée : 20 F (gratuit le dim.). Jusqu'au 26 septembre.

LE DÉCOR INTÉRIEUR DES TUILERIES SOUS LE RÉGNE DE LOUIS XIV. Pavillon de Flore. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 septembre.

NOUVELLES ACQUISITIONS DU DÉPARTEMENT DES SCULPTURES 1964-1987. Pavillon de Flore (salle basse). Jusqu'au 26 septembre.

Musée d'Art moderne de la Ville de Paris

11, av. du Président-Wilson (47-35-41-37). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 30, mer. jusqu'à 20 h 30.

GENEVIEVE ASSE. Entrée : 20 F. Jusqu'au 18 septembre.

YOH KURI. Musée des Enfants. Entrée : 15 F. Jusqu'au 11 septembre.

EUGÈNE LEROY, RÉMY ZAUGG. Art. Entrée : 15 F. Jusqu'au 23 septembre.

ALIX RIST. Entrée : 15 F. Jusqu'au 11 septembre.

Grand Palais

Av. W. Churchill, pl. Clemenceau, av. Gallieni.

MOI ET LES AUTRES. PORTRAITS DE JACQUES-HENRI LARTIGUE. (42-56-37-11). T.l.j. sf mar. et mer. de 12 h à 19 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 31 décembre.

Musées

A CHACUN SON CARACTÈRE - PORTRAITS DIVERS. Dans l'atelier du sculpteur au milieu des monies et des outils. Musée Bouchard, 25, rue de l'Yvette (46-47-53-46). Mer. et sam. de 14 h à 19 h. Entrée : 15 F. Jusqu'au 15 septembre.

COSTUMES DE VILLE. COSTUMES DE SCÈNE. La collection Umberto Tirelli au palais Pict. Musée des Arts de la mode, 108, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 25 F. Jusqu'au 11 septembre.

D'AXOUM A GONDAR. Monnaies et monnaies étiopiques de la Bibliothèque Nationale. Bibliothèque Nationale, cabinet des Médailles et Antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.l.j. de 13 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 29 octobre.

DANSEURS ET BALLET DE L'OPÉRA DE PARIS DEPUIS 1671. Musée de l'Histoire de France, archives nationales, hôtel de Soubise, 60, rue des Francs-Bourgeois (42-77-11-30). T.l.j. sf mar. de 14 h à 17 h. Entrée : 12 F. Jusqu'au 17 octobre.

DODEIGNE. Sculptures et dessins. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 16 F. Jusqu'au 11 septembre.

FOLON, MARIE MOREL, JE VOUS ÉCRIS. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-33). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h. Entrée : 30 F. Jusqu'au 12 septembre.

LES FÊTES AU JARDIN DES TUILERIES (1662 - 1914). Musée de l'Orangerie, place de la Concorde, jardin des Tuileries (42-97-48-16). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h 15. Entrée : 15 F. (8 F dim.). Jusqu'au 3 octobre.

PIERRE GATIER. 1878-1944. Musée Carnavalet, 23, rue de Sévigné (42-72-21-13). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 12 F. Jusqu'au 2 octobre.

LE GRAND PRIX DE L'AFFICHE CULTURELLE 1968. Michel Quarez, Grapex, Alain Le Querrec, Philippe Auzan. Bibliothèque Nationale, galerie Colbert, 6, rue des Petits-Champs (47-03-81-26). T.l.j. de 12 h à 18 h 30. Jusqu'au 30 septembre.

LE JOUET DE PARIS. Trains, voitures, bateaux, avions. Musée des Arts décoratifs, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.l.j. sf lun. et mar. de 12 h 30 à 18 h, dim. de 11 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 18 septembre.

JULIETTE PERDUE A JAVA. Photographies d'Arjan Oudekoning. Hôtel Saint-Pierre, 2, rue Roussier (42-58-72-89). T.l.j. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 30 septembre.

KIKOINE-YANKEL-CHANA ORLOFF. Peintures-sculptures. Musée Bourdelle, 16, rue Armand-Bourdelle (45-48-67-27). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 2 octobre.

LESAGE, MAÎTRE BRODEUR. Musée de la Mode et du Costume, 10, av. Pierre-I-le-de-Sorbie (47-20-83-46). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 25 F. Jusqu'au 20 septembre.

LORD BYRON. Une vie romantique. Maison Roman-Scheller, 16, rue Chapuis (48-74-95-38). T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 2 octobre.

LE MONT SAINT-MICHEL. Parchange, la flèche. Caisse nationale des monuments historiques, hôtel de Sully, 42, rue Saint-Antoine (42-74-22-22). T.l.j. de 10 h à 18 h. Jusqu'au 11 septembre.

GIUSEPPE PENONE. Musée Rodin, hôtel Biron, 77, rue de Varenne (47-05-01-34). T.l.j. sf mar. de 10 h à 17 h 45. Entrée : 16 F. Jusqu'au 12 septembre.

LA PHOTOGRAPHIE BRITANNIQUE. Des origines au pictorialisme. Palais de Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-36-33). T.l.j. sf mar. de 9 h à 17 h 15. Entrée : 30 F. Jusqu'au 15 septembre.

LES PREMIERS PORTRAITS DE JEAN-JACQUES HENNER. Musée Jean-Jacques Henner, 43, av. de Villiers (47-63-42-73). T.l.j. sf lun. de 10 h à 12 h et de 14 h à 17 h. Jusqu'au 31 décembre.

QUAND LA LOUPE REMPLACE LA LONGUE-VUE. On la servira au Musée de la Marine. Musée de la Marine, palais de Chaillot, place du Trocadéro (45-53-31-70). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 15 septembre.

LE ROCK RUSSO A L'AFFICHE. Musée-galerie de la Seine, 12, rue Surcouf (45-56-60-17). T.l.j. sf dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. De 13 septembre au 15 octobre.

BENJAMIN ROUBAUD ET LE PANTHÉON CHARVARIQUE. Musée de Balzac, 47, rue Raymond (42-24-56-38). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 septembre.

LE RÊVE. Art naïf international contemporain. Musée d'art naïf Max Fourny, Halle Saint-Pierre, musée en Herbe, 2, rue Roussier (42-58-74-12). T.l.j. de 10 h à 18 h. Entrée : 21 F. Jusqu'au 30 septembre.

THÉOPHILE-ALEXANDRE STEINLE. Musée de la publicité, 18, rue de Paradis (42-64-13-09). T.l.j. sf mar. de 12 h à 18 h. Entrée : 18 F. Jusqu'au 12 septembre.

TREZORS SACRÉS, TREZORS CACHÉS. Patrimoine des églises de Seine-et-Marne. Musée de Laon-Louvain, 19, rue de Valenciennes (42-34-25-95). T.l.j. sf lun. de 10 h à 19 h. Nocturne ven. jusqu'à 22 h. Entrée : 25 F. Du 10 septembre au 19 octobre.

VRAI OU FAUX ? Copier, imiter, falsifier. Bibliothèque Nationale, cabinet des Médailles et Antiques, 58, rue de Richelieu (47-03-83-30). T.l.j. de 13 h à 17 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 29 octobre.

Centres culturels

GUSTAVE EFFEL, CONSTRUCTEUR (1832-1923). Tour Eiffel, premier étage. Musée de l'Art, 10, rue de la Harpe (42-64-13-09). T.l.j. sf mar. de 10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 15 septembre.

L'ENRACINEMENT 1780-1789. Centre culturel canadien, 5, rue de Constantin (45-51-33-73). T.l.j. sf lun. de 10 h à 19 h. Jusqu'au 1^{er} octobre.

GRAVURE ET ARCHITECTURE DU XIX^e SIÈCLE. Carré des Arts, parc Floral de Paris, esplanade du Château. T.l.j. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 18 septembre.

GRAVURES D'ARCHITECTURE. Parc Floral de Paris, pavillon 18, route de la Pyramide (43-43-92-95). T.l.j. de 9 h 30 à 20 h. Entrée : 4 F, 7,70 F les sam., dim. et jours fériés. Jusqu'au 25 septembre.

HANS HARTUNG. Œuvres nouvelles. Chapelle de la Sorbonne, place de la Sorbonne. T.l.j. sf lun. de 10 h à 17 h 45. Du 10 septembre au 16 octobre.

LEUX SAINTS D'ARABIE : SACRÉ ET ARCHITECTURE. Institut du monde arabe, 23, quai Saint-Bernard (46-34-25-25). T.l.j. sf lun. de 13 h à 20 h. Du 12 septembre au 22 octobre.

LE MOUVEMENT SURREALISTE A BRUXELLES ET EN WALLONIE (1924-1947). Centre culturel de Wallonie-Bruxelles, 127-129, rue Saint-Martin (42-71-26-16). T.l.j. de 11 h à 19 h. Jusqu'au 11 septembre.

FERNAND KREYSER. Mairie du Ve, salle du souvenir, 21, place du Printemps. T.l.j. de 10 h à 17 h 45. Du 8 septembre au 22 septembre.

TREZORS D'ART SACRÉ A L'OMBRÉ DU VAL-DE-GRACE. Mairie du Ve, 21, place du Printemps. T.l.j. de 10 h à 17 h 45. Jusqu'au 31 octobre.

FRITZ WINTER (1905-1976). Peintures et dessins de la Fondation Fritz Winter. Pavillon des Arts, 101, rue Rambuteau (42-33-32-50). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 17 h 40. Entrée : 20 F. Jusqu'au 6 novembre.

Galeries

ABRAHAM DAVID CHRISTIAN. Les chemins du monde. Galerie Philippe Castin, 13, rue Chapuis (46-04-05-54). Du 10 septembre au 11 octobre.

CARL ANDRÉ. Galerie Yvon Lambert, 5, rue du Graec-Saint-Lazare (42-71-04-25). Du 10 septembre au 10 octobre.

LUCIANO CASTELLI. Galerie Paride-Cadot, 77, rue des Archives (42-78-08-56). Du 10 septembre au 31 octobre.

LYNNE COHEN. Occupied territory. Galerie Samia Scovira, 3, impasse des Bourdonnais (42-36-44-56). Du 10 septembre au 15 octobre.

ROBERT COMBAS. Les batailles. Galerie Beaumont, nouvel espace, 3, rue Pierre-Louis (42-71-26-50). Du 10 septembre au 12 octobre. / Galerie Yvon Lambert, 108, rue Vieille-du-Temple (42-71-09-33). Du 10 septembre au 10 octobre.

BERNARD COUSINIER. Galerie Francine Paillet, 91, rue Quincampoix (42-71-84-15). Du 10 septembre au 14 octobre.

TONY CRAGG. Galerie Connel-Robert, 44, rue Quincampoix (42-77-38-87). Du 10 septembre au 14 octobre.

JUTTA CUNY. Galerie Clara Seramini, 39, rue de Charonne (43-53-65-56). Jusqu'au 15 octobre.

LAGA D'ANDREA, AGNÈS MAES. Galerie l'Aire du vent, 119, rue Vieille-du-Temple (46-04-05-54). Du 10 septembre au 13 octobre.

DU MODÈLE À L'ŒUVRE CONTEMPORAIN ET PASTELS. Galerie Alain Oudin, 28 bis, bd Sébastopol (42-71-83-63). Jusqu'au 29 septembre.

CHRISTIAN ECKART. Galerie Lange-Salomon, 57, rue du Temple (42-78-11-71). Du 10 septembre au 8 octobre.

HELENE AGOFFROY, JEAN CLARE-BOUDRY, KELLI UEMATSU. Galerie Baudouin, 34, rue des Archives (42-72-09-10). Du 10 septembre au 27 septembre.

INFORMATION FICTION PUBLI-CITE. Galerie Ghislain Hussent, 5 bis, rue des Handicriettes (48-67-60-81). Du 10 septembre au 8 octobre.

EDWARD ET NANCY KIENHOLZ. Galerie Zabritski, 37, rue Quincampoix (42-72-35-47). Du 10 septembre au 15 octobre.

PIETTER LAURENS MOL. Galerie Nikki Diana Marquardt, 9, place des Vosges (42-78-21-00). Du 10 septembre au 8 octobre.

MUNTADAS. Galerie Gabrielle Maubry, 24, rue Sainte-Croix-de-la-Bruterie (42-78-03-97). Du 10 septembre au 11 octobre.

NOUVEAUX RÉALISTES ET NOUVELLE FIGURATION. Galerie Michel Vidal, 56, rue de Flandre-Saint-Antoine (43-42-22-71). Du 8 septembre au 8 octobre.

MICHEL PARMENTIER. Galerie Durand-Dessert, 43, rue de Montmorency (42-78-29-66). Du 10 septembre au 11 octobre.

BERNARD PIFFARETTI. Galerie Jean Fournier, 44, rue Quincampoix (42-77-32-31). Du 10 septembre au 15 octobre.

GERWALD ROCKENSCHAUER. Galerie Sylviane Lorenz, 13, rue Chapuis (48-04-53-05). Du 10 septembre au 29 octobre.

MICHEL SEUFHOR. Dessins à l'aquarelle, assemblages. Galerie Couvreur, 39, rue des Archives (42-78-97-45). Du 9 septembre au 4 octobre.

JOEL SHAPIRO, JEAN-MICHEL ALBEROLA. Galerie Daniel Templeton, 30, rue Beaumont (42-72-14-10). Du 10 septembre au 12 octobre.

FATRICIE TOSANI. Œuvres nouvelles. Galerie Durand-Dessert, 3, rue des Handicriettes (42-77-43-40). Du 10 septembre au 11 octobre.

Périphérie

IVRY-SUR-SEINE. Jean Barthes, Pierre Tadi, Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gonnet (46-70-15-71). Jusqu'au 16 octobre. Situations, Bernard Jolivet, Véronique Jousset, Maryline Nègre. Centre d'art contemporain, 93, av. Georges-Gonnet (46-70-15-71). T.l.j. sf lun. de 12 h à 19 h, dim. de 11 h à 17 h. Jusqu'au 16 octobre.

NEUILLY-SUR-MARNE. Georges Pis et Jean L'Arcien, château Gudin, 38, rue de Général-de-Gaulle (43-08-62-73). Mardi et jeudi de 14 h à 18 h, dim. et jours fériés de 11 h à 18 h. Jusqu'au 25 septembre.

PONTOISE. Hans Strohmann, Musée de Pontaise, Taverne-Delaunay, 4, rue Lemaire (30-30-02-40). T.l.j. sf lun. et jours fériés de 10 h à 12 h et de 14 h à 18 h. Jusqu'au 2 octobre.

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE. Le Trésor de Bethel. Musée des Antiquités nationales, château de Saint-Germain (34-51-83-45). T.l.j. sf mar. de 9 h à 12 h et de 15 h 30 à 17 h 15. Entrée : 15 F (8 F dim.). Jusqu'au 28 novembre.

En province

ALENÇON. Gaston Chabrier (1918-1964) peintures, collages, objets et objets. Musée des beaux-arts et de la dentelle. Jusqu'au 18 septembre.

ANTIBES. Guerres et cavaliers dans le monde grec. Musée d'histoire et d'archéologie. Bastion Saint-André (93-54-48-01). Jusqu'au 31 octobre.

AVIGNON. Alberto Magali. Grande chapelle du Palais des Papes (90-86-35-58). Jusqu'au 30 septembre.

AUXERRE. Bourgogne médiévale, la mémoire du sol. Abbaye Saint-Germain. Salle des Moines (86-51-09-74). Jusqu'au 25 septembre.

BEAUVAIS. André Derain. Ancien Palais épiscopal (44-45-13-60). Jusqu'au 3 octobre.

BIRON. Le défi catalan : de Picasso et Miró à la nouvelle génération. Château (33-53-85-30). Jusqu'au 18 septembre.

BORDEAUX. Collection Soanbeud. Musée d'art contemporain, entrées Laté. Jusqu'au 23 septembre.

BOURG-EN-BRESSE. Les gravures de Venise au 18^e siècle. Musée de Bron. Salle capitulaire (74-22-22-31). Jusqu'au 18 septembre.

BOURGES. Jean Boucher. Premier bourgeois vend à un artiste de l'époque d'Henri IV et de Louis XIII. Musée de Berry, 4-6, rue des Arts. Jusqu'au 18 septembre.

CAEN. Esquisses peintes. Moments anonymes. Novembre 1858-1954. Musée des beaux-arts. Entrée du château (31-85-28-63). Jusqu'au 26 septembre.

CARCASSONNE. Hans Hartung. Tour Narbonne (68-71-04-10). Anne-Eva Bergman : Patrick Raymond : La sculpture en terre. Musée des beaux-arts, 1, rue de Verdun (68-77-71-28). Jusqu'au 15 septembre.

CASTRES. Amateurs Messager. Centre d'art contemporain. Jusqu'au 30 septembre.

CHAILMONT. « Quel écho » : exposition d'affiches. Bibliothèque municipale, 87, rue Victor-de-la-Marne (25-32-37-48). Jusqu'au 1^{er} octobre.

CHINON. Auteur du panache de la reine Jeanne. Logis royal du château. Jusqu'au 25 octobre.

DIEPPE. Léon Zack 1892-1968 : peintures, dessins, ébène Zack : sculptures. Château-musée, rue des Châsses (35-84-19-76). Jusqu'au 30 septembre.

EVREUX. Despotisme : Répères 1925-1935, et gravures peintes. Musée de l'ancien-Evêché. Jusqu'au 18 septembre.

FONTAINE-DE-VAULCUSE. Marie-Madeleine, figure inspiratrice dans la mythologie, les lettres et les arts. Musée Pétarques. Jusqu'au 14 septembre.

GRANVILLE. Femmes créatrices des années 20 : Sonia Delaunay, Colette et Jeanne Lavin, Nicole Groot, Suzanne Valadon, Marie Laurencin, Tamara de Lempicka, Chana Orloff. Musée Richard Assolant. Jusqu'au 16 octobre.

HONFLEUR. Charles Moine (1906-1962). Musée Eugène-Boudin. Place Erik-Satie (31-89-16-47). Jusqu'au 3 octobre.

LES SABLES-D'OLONNE. Esquisses de l'œuvre (1930-1962). Musée de l'abbaye Sainte-Croix, rue de Verdun (51-32-01-16). Jusqu'au 30 septembre.

LYSLE-SUR-LA-SORGUE. Jean Hélon. Hôtel Donat de Camprond (90-38-17-41). Jusqu'au 30 octobre.

MAIRIE. L'art moderne à Marseille. La collection du Musée de la Ville. Musée Cantini, 19, rue Grignan (91-56-28-38). Jusqu'au 19 septembre.

MEYMAC. A la surface de la peinture. Les Amis 88. Centre d'art contemporain. Abbaye Saint-André. Jusqu'au 2 octobre.

MORLAIX. Jacques Villon. Musée des Jacobins (98-88-66-88). Jusqu'au 16 octobre.

NANCY. Emile Friant. Musée des beaux-arts. Place Stanislas. Jusqu'au 4 octobre.

NICE. Jacques Villon : la peinture dans la rue. Musée d'art contemporain, 59, quai des États-Unis (93-62-57-11). Jusqu'au 23 octobre.

NIMES. Abia Jacquot. Galerie des Arts. Jusqu'au 5 octobre.

NIMES. Collection du Van Abbé Museum de Eindhoven (2^e part). Musée des Beaux-Arts (66-67-38-21). Jusqu'au 1^{er} novembre.

NIMES. Alain McCollins : « Individual Works ». Installation. Chapelle des Jénites, Grande-Rue. Jusqu'au 9 octobre.

ORLÈANS. Yvonne Gascogne. Chroniques. Rétrospective 1950-1984. Musée des Beaux-Arts, 1, place Farneux-Baillet (38-53-59-22). Jusqu'au 23 octobre.

PAUL PAUL MIRAL. Sculpture, peinture, caricatures. Musée du Château de Pau (59-27-36-22). Jusqu'au 30 septembre.

PONT-AVEN. Henri Moret, aquarelles et peintures. Rétrospective. Musée. Jusqu'au 26 septembre.

QUIMPER. Eugène Boudin au Cornouaille. Musée des beaux-arts, 40, rue de la Mairie (98-95-45-20). Jusqu'au 28 septembre.

ROCHECHOUART. Otto Freundlich (1878-1943). Musée départemental d'art contemporain. Château de Rochechouart (55-77-42-81). Jusqu'au 20 septembre.

SAINT-ETIENNE. Alberto Magali. Musée d'art moderne. La Terrasse (77-93-59-58). Jusqu'au 12 septembre.

SAINT-PAUL-DE-VENCE. Fernand Léger : rétrospective. Fondation Maeght. Jusqu'au 26 septembre.

STRASBOURG. Le mémoire des siècles, deux mille ans d'écrits en Alsace : manuscrits et imprimés. Église Saint-Paul. Jusqu'au 16 octobre.

TANLAY. Chénies de la création : Jean Debuffet

THÉÂTRE

LES SPECTACLES NOUVEAUX

(Les jours de première et de répétition sont indiqués entre parenthèses.)

THE FANTASTIC HORROR SHOW. Les Déchiqués (42-36-51-52) (1).

L'ÉTRANGE MISTRE KNIGHT. Rastbach (42-36-54-55) (dim. soir, lun.). 21 h; sam. et dim. à 16 h (5).

CAMIL DRAMES DE LA VIE COURANTE. Salle 1. Cartouches (42-36-56-57) (dim. soir, lun.). 21 h; sam. et dim. à 16 h (6).

SIGNAL MAINS APPRENTISSE (LES AIGUILLEURS). Galerie 55. The English Theatre of Paris (42-36-53-54) (dim. soir, lun.). 21 h (6).

LES EXILÉS. Odéon. Théâtre de l'Europe (42-36-55-56) (dim. soir, lun.). 20 h 30; dim. à 15 h (6).

LE BOU DE BASSAN MET LES BOULES. Théâtre (42-36-53-52). 18 h 30 (6).

LA FOIRE D'EMPOIGNÉ. Madeleine (42-36-57-58) (dim. soir, lun.). 19 h. De 6 à 17 septembre.

LA TRILOGIE DU MYTHE. Café de la danse (42-36-55-56). 18 h 30; dim. à 15 h (8).

LES ARMURES. La Bruyère (42-36-59-60) (dim. soir, lun.). 19 h. De 6 à 17 septembre.

NOCTURNES. Café Montparnasse (42-36-58-59) (dim. soir, lun.). 20 h 45; sam. et dim. à 15 h (13).

HORS-PARIS

IVRY. Odéon. Théâtre d'Ivry (46-72-37-38). Mise en scène de Daniel Barenboim. 20 h 30; dim. à 15 h. De 6 à 17 septembre.

VINCENTINES. L'Éclair. International Visual Théâtre (42-36-53-54). Mise en scène d'Anne Aragus. De 6 septembre au 8 octobre.

> Ne sont pas joués le mercredi.

> Hors

Les salles à Paris

ANTOINE - SIMONE-SERBAU (42-36-71-72). Les Cahiers tango. 20 h 30; sam. 15 h et 21 h; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉÂTRE) (42-36-53-52). Fado et Lis. 20 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CITÉ DE LA DANSE (42-36-53-54). La Trilogie du mythe. 19 h; sam. 18 h 30; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

CARTOUCHE. THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (42-36-56-57). Le Grand drame de la vie courante. 20 h 30.

CAVEAU DE LA RÉPONSE (42-36-44-45). Et vous... la galère. 21 h; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

CHAPPELLE SAINT-JACQUES. DE LA SÉPULTURE (42-36-56-57). L'Évangile selon Jean. 19 h; sam. 20 h 30.

COMÉDIE CAUMARTIN (42-36-41-42). D. Ravin. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE DE PARIS (42-36-40-41). Voltaire's Folly. 21 h; sam. 18 h 30. Rel. dim. soir, lun.

DAUNOU (42-36-49-50). D. Monnier. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

EDGAR (42-36-51-52). Les Babes. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

GITE-MONTPARNASSE (42-36-16-17). D. Nozard. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

GALERIE 55. THE ENGLISH THEATRE OF PARIS (42-36-53-54). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

JULIETTE MONTPARNASSE (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

HOTEL LUTETIA (SALON TRIANON) (42-36-38-39). Mozart au chocolat. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

JULIETTE (42-36-38-39). La Cantatrice. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

LA BRUYÈRE (42-36-59-60). D. Les Amoureux. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

LE GRAND EDGAR (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

LES DÉCHIRÉS (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

LUCRÈCE-THEÂTRE (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

LUCKYNAIRE FORUM (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

MADEIRA (42-36-51-52). D. Signal. 20 h 30; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE DE DIX HEURES (42-36-35-36). Paradoxe, suivi de Va doc

mestre au lit les tuteurs. 20 h 30. Rel. dim.

THÉÂTRE DE LA MAIN D'OR (42-36-57-58). D. L'Homme des jours. 20 h 30; sam. 21 h 30.

THÉÂTRE DE VERDURE DU JARDIN SHAKESPEARE (42-36-54-55). D. Grand Love. 20 h 30; sam. 21 h 30.

TINTAMARE (42-36-57-58). Machines. 20 h 15. Rel. dim. Les majorettes se cachent pour mourir. 21 h 30. Rel. dim.

TOURTOUR (42-36-57-58). D. Journal d'un loup-garou. 19 h (Jeu. ven. sam. dim.). La Femme romaine. 20 h 30. Rel. dim.

TRISTAN-BERNARD (42-36-58-59). R. B. dans les labours. 21 h. Rel. dim.

VARIÉTÉS (42-36-59-60). Le Saint du lit. 20 h 30; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

Périphérie

MEAUX (44-34-90-11). D. Meurt en

marée. 20 h 30; sam. 21 h 30.

VERSAILLES (PARC DU CHATEAU, BASSIN DE NEPTUNE) (39-50-36-37). D. Grande Fête de nuit de Versailles. 21 h 30.

Les cafés théâtres

BLANCS-MANTEAUX (42-36-15-16). S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

S. L. A. 20 h 30; sam. 21 h 30.

CAFÉ DE LA GARE (42-36-51-52). D.

Nouvel Spectacle de Saison. 20 h 15

et 22 h. Rel. dim.

EDGAR III (42-36-51-52). My name is

Lothar. 20 h 15. Rel. dim. Le Chrono-

scope. 21 h 30. Rel. dim.

LE GRENIER (42-36-51-52). Elly. son

sauf impitoyable. 22 h.

PETIT CASINO (42-36-50). Les cles

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

sont vaches. 21 h. Rel. dim. Nous, on

"Un M*A*S*H à la puissance 10."

7 A PARIS

"Extraordinaire numéro
de Robin Williams."

FIGARO MADAME

"La comédie
la plus désopilante de l'année."

PREMIÈRE

"Un régal."

BIBA

ROBIN
WILLIAMS



"GOOD MORNING, VIETNAM"

UN FILM DE BARFY LEVINSON

Un disc-Jockey délirant
diffuse la subversion à Saïgon.
Ses armes : le rock et l'humour.

TOUCHSTONE PRESENTS SILVER SCREEN PARTNERS III
ROLLINS, MORRA, BREZNER, BARRY LEVINSON
ROBIN WILLIAMS "GOOD MORNING VIETNAM" FOREST WHITAKER
ALEX NORTH, BEN MOSES
PETER SOVA, ROY WALKER, MITCH MARKOWITZ
MARK JOHNSON, LARRY BREZNER, BARRY LEVINSON

VO : PATHÉ MARGNAN CONCORDE - UGC BIARRITZ - MAX LINDER - BIENVENUE MONT-PARNASSE
14 JUILLET ODÉON - FORUM DES HALLES - 14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE
VF : PARAMOUNT OPÉRA - PATHÉ MONT-PARNASSE - GAMBETTA - LA FAUVETTE
MISTRAL - PATHÉ CLICHY

GAUMONT OUEST BOULOGNE - PATHÉ BELLE ÉPINE THIAIS - CYRANO VERSAILLES
LE FRANÇAIS ENGHEN - ARTEL CRETEIL - UGC VELIZY - ARTEL NOGENT-SUR-MARNE

CINEMA

La cinémathèque

PALAI DE CHAILLOT (47-84-24-24)

MERCREDI
L'Etrange Monsieur Victor (1937), de Jean Grémillon, 16 h ; Cendres et Diamant (1958), v.o.a.l., de Andrzej Wajda, 19 h ; C'est la vie (1980), de Paul Vecchiali, 21 h.

JEUDI
Agence matrimoniale (1951), de Jean-Paul Le Chanois, 16 h ; En 1952, v.o.a.l., de Luis Buñuel, 19 h ; En haut des marches (1983), de Paul Vecchiali, 21 h.

VENREDI
Maison (1948), d'Henri-Georges Clouzot, 16 h ; Antonio des Morts (1969), v.o.a.l., de Gianber Rocha, 19 h ; Cour de lauriers (1984), de Paul Vecchiali, 21 h.

SAMEDI
La Belle et la Bête (1946), de Jean Cocteau, 15 h ; Bulles (1961), de Lucien Vincent, 17 h ; Bande à part (1964), de Jean-Luc Godard, 19 h 15 ; Trois de Mémoire (1984), de Paul Vecchiali, 21 h 15.

DIMANCHE
Le Cameraman (1928), de Edward Sotnick, 15 h ; Les Escroqués (1953, v.o.), de Vincente Minnelli, 17 h ; L'Age de l'or (1930), de Luis Buñuel, 19 h 15 ; A dire posthume (1983), de Paul Vecchiali, 21 h.

LUNDI
Rothé.
MARDI
Éducation de prince (1927), d'Henri Diamant-Berger, 16 h ; Le Fils unique (1936, v.o.), de Yasujiro Kurosawa, 19 h ; Rom la Rose (1983), de Paul Vecchiali, 21 h.

VIDÉOTHÈQUE DE PARIS (48-24-34-30)

MERCREDI
Paris : un arrondissement par jour : 1^{er} arrondissement : le Nouveau Quartier des Halles : Une vidéo au cœur de Paris (1988) de la Vidéothèque de Paris, De votre au cœur (1979) d'Alain de Sédov, Rom la Rose (1983) de Paul Vecchiali, 14 h 30 ; Actualités anciennes : Actualités Gaumont, 16 h 30 ; le Musée du Louvre : Que sais-je ? (1985) d'Elis Cey, le Naiti (1910-1930), de Marcel L'Herbier, 18 h 30 ; les Halles anciennes : le 1^{er} arrondissement à travers Gaumont (1910-1930), les Halles centrales (1927) de R. Kautzmann, Vidéo le temps des années (1956) de Julien Drivier, 20 h 30.

JEUDI
Paris : un arrondissement par jour : 2^e arrondissement : Toute la mémoire du monde (1956) d'Alain Resnais, Mémoires pour mémoire (1964) de Louis Malle, 14 h 30 ; Du Sentier à la galerie Vivienne : L'inauguration de la boutique Jean-Paul Gaultier (1986) de la Vidéothèque de Paris, French Confessions (1980) de Michel Haneke, 16 h 30 ; Rue Beaumarchais (1941) de Marcel L'Herbier, 18 h 30 ; la Rue de papier (1937) de Jean-Claude Bernard, 125, rue Montmartre (1959) de Gilles Grangier, 18 h 30 ; le Palais Brongniart : le tournage de la vidéo (1980) de Marcel L'Herbier, 20 h 30.

VENREDI
Paris : un arrondissement par jour : 3^e arrondissement : le Marais d'hier : le 3^e arrondissement à travers Gaumont (1910-1930), le Marais imaginaire (1965) de Dominique Delouche, le Bous (1959) d'André Ruessche, 14 h 30 ; le Marais d'aujourd'hui : Théâtre de la Galté lyrique (1986) de la Vidéothèque de Paris, Passage secret (1984) de Laurent Perrin, 16 h 30 ; le Marais d'hier : le 3^e arrondissement à travers Gaumont (1910-1930), le Marais imaginaire (1965) de Dominique Delouche, le Bous (1959) d'André Ruessche, 18 h 30 ; le Marais d'aujourd'hui :

Théâtre de la Galté lyrique (1986) de la Vidéothèque, le Cabinet d'amateur (1986) de Pierre Oscar Levy, Passage secret (1984) de Laurent Perrin, 20 h 30.

SAMEDI
Paris : un arrondissement par jour : 4^e arrondissement : Actualités anciennes : Actualités Gaumont, 12 h 30 ; le Centre Pompidou : la Valeur des médias (1987) de Luc Montiel, le Centre Georges Pompidou (1977) de Roberto Rossellini, 14 h 30 ; Place des Vosges : la 4^e arrondissement à travers Gaumont (1910-1930), Miroirs impatients (1986) de Jack Renard, Pascal Desbordes fonce au fond de la cour (1978) de Philippe Bonin et Bertrand Desormaux, Rémy Duval, 28, place des Vosges (1986) de Claire Clouzot, 16 h 30 ; le Pneu : Rue de la République (1983) de Lily Scher et Pierre Sorlin, les Guichets du Louvre (1974) de Michel Mitrani, 18 h 30 ; Ile de la Cité : l'Hôtel Dieu (1971) de Jack Seguer, L'Église (1988) de Raymond Depardon, 20 h 30.

DIMANCHE
Paris : un arrondissement par jour : 5^e et 6^e arrondissements : Quartier latin : le Dialogue des étudiants (1970) de Jean Deschamps, Grand-Sol et Petit-Matin (1978) de William Klein, 14 h 30 ; BouleMich : le 5^e arrondissement à travers Gaumont (1910-1930), Fais divers (1982) de Raymond Depardon, 16 h 30 ; les Deux Magots : la Maman et le Papi (1973) de Jean Eustache, 18 h 30 ; Saint-Germain-des-Prés : Paris vu par... (1965) de Jean-Luc Godard, Eric Rohmer, Jean Douchet, Jean-Daniel Pollet, Claude Chabrol, Jean Rouch, le Signe du lion (1962) de Eric Rohmer, 20 h 30.

LUNDI
Rothé.
MARDI
Paris : un arrondissement par jour : 6^e et 7^e arrondissements : Courcouronnes : le Désordre à vingt ans (1966) de Jacques Barlatier, Voilà l'ordre (1966) de Jacques Barlatier, la Vengeance des seigneurs (1987) d'Alain Gance, Chaussons pour l'automne (1986) de la Vidéothèque de Paris, 14 h 30 ; le Lido : le 6^e arrondissement à travers Gaumont (1910-1930), Tous les garçons s'appellent (1957) de Jean-Luc Godard, Fatamorgue (1961) de Michel Bouchet et André Martin, le Palais du Luxembourg (1981) d'Alexandre Trautz, 16 h 30 ; Quartier latin : le Chemin (1986) de Monique Wittig, les étudiants, Mai 68 (1968), 18 h 30 ; Quartier latin 1950 : l'Age bête (1959) de A. Tregot, les Téniers (1938) de Marcel Carné, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS
A GAUCHE EN SORTANT DE L'ASCENSEUR (Fr.) : Forum Horizon, 1^{er} (45-58-57-37) ; Raz, 2^e (42-35-52-52) ; UGC Odéon, 3^e (42-22-57-97) ; UGC Odéon, 4^e (42-25-10-30) ; Gaumont Ambassade, 5^e (43-59-19-08) ; Saint-Lazare-Pasquier, 6^e (43-57-35-43) ; UGC Biarritz, 7^e (43-57-35-43) ; UGC Biarritz, 8^e (47-70-33-85) ; UGC Lyon Bastille, 9^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 10^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 11^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 12^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 13^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 14^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 15^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 16^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 17^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 18^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 19^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 20^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 21^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 22^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 23^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 24^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 25^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 26^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 27^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 28^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 29^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 30^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 31^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 32^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 33^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 34^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 35^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 36^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 37^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 38^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 39^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 40^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 41^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 42^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 43^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 44^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 45^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 46^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 47^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 48^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 49^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 50^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 51^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 52^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 53^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 54^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 55^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 56^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 57^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 58^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 59^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 60^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 61^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 62^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 63^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 64^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 65^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 66^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 67^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 68^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 69^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 70^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 71^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 72^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 73^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 74^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 75^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 76^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 77^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 78^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 79^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 80^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 81^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 82^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 83^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 84^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 85^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 86^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 87^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 88^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 89^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 90^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 91^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 92^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 93^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 94^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 95^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 96^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 97^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 98^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 99^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 100^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 101^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 102^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 103^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 104^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 105^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 106^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 107^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 108^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 109^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 110^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 111^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 112^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 113^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 114^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 115^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 116^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 117^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 118^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 119^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 120^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 121^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 122^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 123^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 124^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 125^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 126^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 127^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 128^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 129^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 130^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 131^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 132^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 133^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 134^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 135^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 136^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 137^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 138^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 139^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 140^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 141^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 142^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 143^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 144^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 145^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 146^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 147^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 148^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 149^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 150^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 151^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 152^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 153^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 154^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 155^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 156^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 157^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 158^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 159^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 160^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 161^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 162^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 163^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 164^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 165^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 166^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 167^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 168^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 169^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 170^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 171^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 172^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 173^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 174^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 175^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 176^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 177^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 178^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 179^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 180^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 181^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 182^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 183^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 184^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 185^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 186^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 187^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 188^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 189^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 190^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 191^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 192^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 193^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 194^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 195^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 196^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 197^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 198^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 199^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 200^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 201^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 202^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 203^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 204^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 205^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 206^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 207^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 208^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 209^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 210^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 211^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 212^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 213^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 214^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 215^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 216^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 217^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 218^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 219^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 220^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 221^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 222^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 223^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 224^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 225^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 226^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 227^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 228^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 229^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 230^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 231^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 232^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 233^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 234^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 235^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 236^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 237^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 238^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 239^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 240^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 241^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 242^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 243^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 244^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 245^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 246^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 247^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 248^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 249^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 250^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 251^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 252^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 253^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 254^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 255^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 256^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 257^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 258^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 259^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 260^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 261^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 262^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 263^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 264^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 265^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 266^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 267^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 268^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 269^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 270^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 271^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 272^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 273^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 274^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 275^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 276^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 277^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 278^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 279^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 280^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 281^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 282^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 283^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 284^e (43-56-23-44) ; Gaumont Alésia, 285^e (43-56-23-44

LES FILMS NOUVEAUX

LA RÉTE DE GUERRE. Film américain de Kevin Reynolds, v.o. Forum Horizon, 1^e (45-08-57-30) UGC Danton, 6^e (42-25-10-30) UGC Normandie, 8^e (43-43-16-16) V.F.: Rex, 2^e (45-08-57-30) UGC Danton, 6^e (42-25-10-30) Paromont Opéra, 3^e (47-42-42-56-31); UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-41-39); UGC Godefridi, 12^e (43-43-41-39); UGC Normandie, 8^e (43-43-16-16); UGC Convention Saint-Charles, 15^e (45-79-33-00); UGC Convention, 15^e (45-79-43-00); Immagin, 16^e (42-06-79-19); Le Gambetta, 21^e (46-36-10-96).

RÉG. FILM AMÉRICAIN DE PENNY MARSHALL. v.o. UGC Champ-de-Mars Opéra, 3^e (47-42-56-31); Pathé Normandie, 12^e (45-79-43-00); Momperrasse, 14^e (42-30-12-06).

LE COMPLICITÉ. Film français d'Agneska Holland, v.o.: Gaumont Opéra, 3^e (47-42-56-31) 1^{er} juillet Odéon, 6^e (43-25-49-38) Gaumont Ambassade, 8^e (43-43-19-08); George V, 8^e (45-66-44-66); 14 juillet Bastille, 12^e (43-43-19-08); 14 juillet Carrousel, 14^e (43-20-30-19); 14 juillet Bastille, 12^e (43-43-19-08); 14 juillet Carrousel, 14^e (43-20-30-19); v.f.: Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33) Nation, 12^e (43-43-19-08); 14 juillet Carrousel, 14^e (43-21-56-86); Gaumont Afrique, 14^e (43-27-84-50); Momperrasse, 14^e (43-20-89-52); Gaumont Convention, 15^e (45-79-43-00); 14 juillet Carrousel, 14^e (43-22-46-01).

GOOD MORNING VIETNAM. Film américain de Barry Levinson, v.o. Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-30) 14 juillet Odéon, 6^e (43-25-49-38) Pathé Carrousel, 14^e (43-22-46-01) UGC Normandie, 8^e (43-43-16-16) UGC Bistrot, 8^e

62-20-40); Max Linder *Paranormal*,
9 (45-24-88-88); 14 Juliette Bernier,
9 (45-37-80-81); 18 Juliette Bernier,
généralie, 15 (45-75-79-79); Bienvie-
nisme, 15 (45-75-79-79); 15 (45-44-
75-02); v.f.: *Paranormal Opéra*, 9
(47-42-56-31); *Fanette* Bie, 13
(43-31-60-74); *Misère*, 14 (45-39-
52-43); *Le Capitaine Corcoran*, 14
(43-21-20-20); *Paulé Cléchy*, 18
(45-22-46-61); *Le Gambetta*, 20
(46-36-10-96).

IRONWEED. Film américain d'Heo-
tor Babenco, v.f.: *Clef Sennoung*,
9 (43-57-36-37); *UCC Odéon*, 9
(45-10-30-30); *UCC Rotonda*, 9
(45-74-94-94); *UCC Biarritz*, 9
(45-62-20-40); *UCC Opéra*, 9
(74-95-40); *La Bastille*, 13 (43-36-
07-63); *Les Cédilles*, 15 (45-36-
23-44); *UCC Convention*, 15
(45-74-03-40).

MASQUEURADE. Film américain de
Bob Swain, v.f.: *Forum Horizon*,
15 (45-08-57-57); *Paulé Francis*, 9
(47-09-30-30); *Publics Chanciers*,
Elyées, 8 (47-20-76-23); *Bienvie-
nisme Montparnasse*, 15 (45-44-44-
25-02); v.f.: *Paulé Francis*, 9
(47-09-30-30); *Le Montparnasse*, 14
(47-20-52-37); *Convention Saint-
Charles*, 15 (45-79-33-00); *Gau-
mont Convention*, 15 (48-28-
42-27); *Images*, 19 (45-36-10-96);
Le Gaumont, 20 (45-36-10-96).

LES MODERNES. Film américain
d'Alan Rudolph, v.f.: *Forum Hor-
izon*, 15 (45-08-57-57); *Paulé Ha-
tefeuille*, 9 (46-33-79-38); *Paulé*
Marignac-Concerts, 9 (45-33-92-
92-82); *Le Montparnasse*, 14
(45-33-30-40); *Sept Parmassina*,
14 (43-30-32-30); v.f.: *Paulé Fran-
cis*, 9 (47-70-32-32).

RETROSPECTIVE ALAN RUDOLPH
(v.o.) : L'Enferm., 14 h (45-42-61-63).
Made in Heaven, mar. à 14 h, 19 h, ven.
16 h 30, 21 h 30, dim. 14 h, 19 h, mar.
16 h 30, 21 h 30. Chien et ses, à 14 h,
16 h 30, 21 h 30, ven. à 14 h, 16 h, dim.
16 h 30, 21 h 30, mar. 14 h, 19 h; Tu ne
m'oublieras pas, jeu. à 14 h, 19 h, sam. 16
h 30, 21 h 30, dim. à 14 h, 19 h, 21 h 30.
Wanda, Café, 14 h, 16 h 30, 21 h 30,
sam. 14 h, 19 h, lun. 16 h 30, 21 h 30.

**SEPT SUCCES DU 10 ANNIVERSAIRE
DU CINEMA COSMOS (v.o.),**
14 Juillet Parades, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h,
22 h. Le crime d'un dentiste, mar. à 14 h,
16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Raspoutine l'Agence,
jeu. à 14 h, 16 h 30, 19 h, 21 h, 23 h.
Pastorale, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.
Le chœur des femmes, sam. à 14 h, 16 h,
18 h, 20 h, 22 h; L'Ascension, dim.
à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Les
Femmes de la nuit anglaise, lun. à
14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; les Montagnes
jaunes, mar. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h,
22 h.

Les grandes reprises

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.): Les Trois
Luxembourg, G (46-35-97-77).

A BOUT FORTAINT
(ex Studio Cujas) : (46-39-11-30).

AGUIRRE, LA COLERE DE DIEU
(All., v.o.) : Accatone (ex Studio
Cujas), S (46-35-86-86).

LES AMOURS D'YVON BLONDE (tchèque)
(ex Studio Cujas) : Accatone (ex Studio
Cujas), S (46-35-86-86).

LES ARISTOCRATES (A., v.o.) : Ugo
Normande, R (46-35-86-86); Seins
lambes, 19 h, 45-32-91-68).

L'AS DE PIQUE (Tch., v.o.) : Accatone
(ex Studio Cujas), S (46-35-86-86).

ASSASSINS ET VOLEURS (Fr.)
Reflet Médicalis Jour, S (45-34-44-44).

AUTOPSIE DUN MEURTRE (A., v.o.) : Arcion Chpinme, G (43-25-25-25).

Les grandes reprises

A BOUT DE SOUFFLE (Fr.): Les Trois
Luxembourg; G (46-33-97-77).
A BOUT CHRISTINE (**) (A. v.o.):
Action Française; G (43-29-11-30).
AGUIRRE, LA COLERE DE DIONISIO
(All. v.o.): Accatone (ex Studio
Cajus); S (43-86-86-86).
LES AMOURS D'UNE BLONDE (tobacco
v.o.): Accatone (ex Studio
Cajus); S (43-86-86-86).
LES ARISTOCHATS (A. v.f.): UGO
Normand; G (45-63-16-16); Sain-
t-Lambert; 15 (45-32-91-68).
L'AS DE PIQUE (Tch. v.o.): Accatone
(ex Studio Cajus); S (43-86-86-86).
ASSASSIN
Reflet Médicis Logos; S (43-54-
42-34).
AUTOPSIE D'UN MEURTRE (A.
v.o.): Action Française; G (43-25-
42-34).

[illegible]

m.m. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h
som. à 22 h 20; Laurel et Hardy en
croisade, dim. à 14 h, 15 h 40
m.m., mar. à 8 h, 22 h; Mounssard-
perrot, lun. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20
19 h, 20 h 40, 22 h 20; Les Joyeux Can-
pières, mar. à 14 h, 15 h 40, 17 h 20, 19 h

LUIËS BUNUEL (v.o.), Latine, c. (42-76)
47-86). La Mort en sa jardin, mar.
à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h;
L'Homme des Cieux, ven. à 8 h, m.m., lun.
à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h; Le Vic cin-
nelle d'Archibald de la Cruz, ven., mar.
à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

MICHAEL EVERTON (v.o.), L'Espresso, c. (46-31)
10-82). L'Etre du boucheur... perma-
nence l. (tère partie) dim. 9 h, (2e partie)
dim. 11 h; Cinq Lacens -
Vites - et le Cie -
l'Ours ou Tchekovoy est misogyne
mar. 11 h; le Barbonnel au mort gallo-
Noces de sans ou le crâne -
de Paris, mar. à 14 h; Adieu mon -
ville, avec un deuxième parte la Voitu-
veo. 11 h; Lettre de Parle à l'ami malin
c. 7 Vite; Une ou le souffrant -
est amant qui se soufre le souffran-
d'un réalisateur, sam., mar. 11 h.

AVANTI (A. v.a.): Action Chrétienne, 43-25-1130).

BERRY (A. v.a.): Studio Galand, 5 (43-72-71).

BRAZIL (Brit. v.a.): Studio Galand, 43-54-72-71; Sept. Paramount, 43-50-52-50).

CHER L'AMANT CHAUD (A. v.a.): Action Chrétienne, 43-25-23-1130).

LE CHATEAU DE L'ARAGNONE (A. v.a.): Saint-André-des-Arts 1, 43-25-58).

LA COMPESSE AUX PIEDS NU (A. v.a.): Action Chrétienne, 43-25-1130).

LE CORBAI (A. v.f.): Hollywood Boulevard, 43-70-10-41).

LES DAMNÉS (C.) (U. v.a.): Action Chrétienne (ex Studio Cujas), 43-46-80-85).

DESIR (All. v.a.): Accorations (ex Studio Cujas), 43-46-33-86-86).

DIRTY DANCING (A. v.a.): Georges 9 (43-62-41-46).

DOCTEUR FOLANOUR (Brit. v.a.): Le Champso, 43-54-51-60).

VO-UGC NORMANDIE PRESTIGE - FORUM HORIZON - UGC DANTON

VO: UGC NORMANDIE PRESTIGE - FORUM NORMAND - UGC ELITE
VF: PARAMOUNT OPÉRA - REX - UGC MONTPARNASSE - UGC LYON BASTILLE - UGC GOBELINS - MISTRAL - UGC CONVENTION - LE CONVENTION ST CHARLES - LES IMAGES - LES 3 SECRETAN - LE GAMBETTA

et dans les meilleures salles de la périphérie



"UN FILM COUP DE POING"
STUDIO

SELECTION OFFICIELLE
FESTIVAL DE DEADVILLE 1988

BÊTE

DE GUERRE

Afghanistan 1981. Au plus profond des sables du désert, les chars soviétiques ont remplacé les chacals. Un drame de la guerre presque ordinaire se noue. Un drame dans lequel s'affrontent deux logiques, deux légitimités, et où la plus sanglante des sauvageries va succéder à la plus bestiale des boucheries.

Acteur principal de cette tragédie, monstre héroïque et immonde à la fois : un char soviétique : la Bête de Guerre et ses 20 tonnes de haine, de fonte et de feu. Un char, avec toute la violence de sa masse aveugle et écrasante, va englober dans une même spirale de mort ceux qui le servent et ceux qui le combattent.

Dans le char, deux hommes s'affrontent. Daskal, commandeur, lui ne voit plus le monde qu'à travers un viseur sous l'épaisse carapace du monstre. L'autre, Constantin, doit obéir, ne comprend plus le monde qui l'entoure, ne sait plus qui, de la bête ou de ceux qui la traquent, détient la vérité.

Constantin peut-il encore obéir à ses ordres quand sa conscience se révolte. Doit-il être complice ou abattre la bête ?

Deux hommes que tout oppose, deux ennemis, Constantin et un résistant afghan, vont unir leur destin pour accélérer sa mise à mort.

LES FILMS CONTINUENT... PRODUCTION ARAB FILMS... MEHDI REZAKHANLOU & LA RESTE DE GUERRE... (THE BRASS) GEORGE AZOUZIAN JASON PERKINS STEVEN DUFFY
 Avec AMIR KASSABOON... Avec... DANI FENICHA... DANI FENICHA... WILLIAM MACFARLANE
 Spectacle... (THE BRASS) GEORGE AZOUZIAN JASON PERKINS STEVEN DUFFY

هكذا من الأصل

CINEMA

DRAME DE LA JALOUSIE (It. v.o.) : Accanto (ex Studio Cujas), 9 (46-33-86-86).

L'EMPIRE DES SENS (Fr.-Jap. v.f.) : Maxisville, 9 (47-70-72-86).

L'ÉPREUVE DE FORCE (Fr.) (A. v.f.) : Paris Ciné 1, 10 (Le Champ), 9 (43-54-51-60).

LA FIEVRE AU CORPS (A. v.o.) : Utopia Champollion, 9 (43-26-84-65).

HELLZAPOPPIN (A. v.o.) : Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36).

HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Saint-André-des-Arts II, 6 (43-26-80-25).

HITLER, UNE CARRIÈRE (All.) : Studio 43, 9 (47-70-63-40).

LE LIVRE DE LA JUNGLE (A. v.f.) : Cinépolis, 9 (46-33-10-82).

MACADAM COW-BOY (Fr.) (A. v.o.) : Épic de Bois, 9 (43-37-37-47).

MALADIE D'AMOUR (Fr.) : Club, 9 (43-25-72-07).

MONTY PYTHON, LA VIE DE BRIAN (Brit. v.o.) : Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Brit. v.o.) : Ciné Beaubourg, 9 (42-71-52-36).

MORT A VENISE (It. v.o.) : Studio Galand, 9 (43-54-72-71).

MR LUCKY (A. v.o.) : Action Boole, 9 (43-25-72-07).

MURIEL (Fr.) : Pantheon, 9 (43-54-15-04).

NOTES EN GALILÉE (Fr.-Bel. v.o.) : L'Entreprise, 14 (43-43-61-63).

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-All. v.o.) : George V, 9 (45-62-41-46).

PALME RIDER (A. v.o.) : Hollywood Boulevard, 9 (47-70-10-41).

PANDORA (Brit.-A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

PATHER PANCHALI (Ind. v.o.) : L'Entreprise, 14 (43-43-61-63).

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A. v.o.) : Elysée Lincoln, 6 (43-59-36-14).

QUAND LA VILLE DORT (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

REBECCA (A. v.o.) : Riel Logis, 9 (43-54-43-34) ; Le Triomphe, 6 (43-62-45-78) ; Sept. Parastim, 14 (43-20-32-20).

LA SOIF DU MAL (A. v.o.) : Action Christine, 6 (43-29-11-30).

SOUDAIN L'ÉTÉ DENIER (A. v.o.) : Les Trois Lieux, 6 (46-33-97-77).

LA SOURIS QUI RUGISSAIT (Brit. v.o.) : Le Champ, 9 (43-54-51-60).

STRANGER THAN PARADISE (A. v.o.) : Utopia Champollion, 9 (43-26-84-65).

SWEET MOVIE (Fr.-Can.) : Studio Galand, 9 (43-54-72-71).

TAXI DRIVER (A. v.o.) : Les Trois Lieux, 6 (46-33-97-77).

TO BE OR NOT TO BE (A. v.o.) : Action Bire Guis, 9 (43-26-84-65).

VENT DE PANIQUE (Fr.) : Club, 9 (43-25-72-07).

ET PASSION (It. v.o.) : Accanto (ex Studio Cujas), 9 (46-33-86-86).

Les séances spéciales

AFTER HOURS (A. v.o.) : Grand Pavois, 19 (45-54-46-85) mer. 22 h 20, dim. 30 h, lun. 15 h 30.

ALLEMAGNE ANNÉE ZÉRO (Fr.-It. v.o.) : La Bastille, 11 (43-54-07-76) mer. ven. sam. 14 h 15, 16 h 15, 18 h 15, 20 h 15, 22 h 15 film 5 ms après.

AMADEUS (A. v.o.) : Grand Pavois, 19 (45-54-46-85) mer. 19 h 30, dim. 18 h, lun. 14 h.

L'AMI AMÉRICAIN (Fr.) (A. v.o.) : République Cinéma, 11 (46-05-51-33) mer. sam. mar. 21 h 30.

LES ARISTOCRATES (A. v.o.) : Mithras, 14 (45-39-32-43) mer. sam. dim. samedis à 13 h 10, 14 h 30, 16 h 30 film 15 ms après.

LES AVENTURES DE BERNARD ET BEANCA (A. v.o.) : Grand Pavois, 19 (45-54-46-85) mer. 14 h, sam. 13 h 30.

LES AVENTURES DE CHATRAN (Jap. v.f.) : Saint-Lambert, 19 (45-32-91-68) mer. 17 h, sam. 15 h 30.

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNEE (A. v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer. mar. 21 h, sam. 19 h 40.

BALANCE MAMAN HORS DU TRAIN (A. v.o.) : Studio 28, 19 (46-06-36-07) mer. jeu. 19 h 21 h.

LA BALLADE DES DALTON (Fr.) : Saint-Lambert, 19 (45-32-91-68) mer. 15 h 30, sam. 17 h.

BAMBI (A. v.o.) : Cinépolis, 9 (46-33-10-82) l.j. à 15 h 10.

BASIL DETECTIVE PRIVÉ (A. v.o.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer. sam. dim. 14 h.

BLADE RUNNER (Fr.) (A. v.o.) : Grand Pavois, 19 (45-54-46-85) mer. ven. 22 h 15, dim. 22 h 30, mer. 17 h 15.

BOUDU SAUVÉ DES EAUX (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer. 18 h 40, dim. 10 h 20.

LES 101 DALMATIENS (A. v.f.) : Grand Pavois, 19 (45-54-46-85) mer. dim. 14 h 15.

CHAMBRE AVEC VUE... (Brit. v.o.) : Cinépolis, 9 (46-33-10-82) l.j. à 16 h 20.

LA CHATTE SUR UN TOIT BRULANT (A. v.o.) : Saint-Lambert, 19 (45-32-91-68) mer. mar. 18 h 45, ven. 21 h.

DARK CRYSTAL (A. v.o.) : Grand Pavois, 19 (45-54-46-85) mer. dim. 16 h, jeu. 20 h 45, sam. 21 h.

DE BRUIT ET DE FUREUR (Fr.) : Riel Logis, 9 (43-54-43-34) mer. jeu. ven. sam. mar. à 12 h.

LE DERNIER NABAB (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 9 (45-32-91-68) mer. sam. 15 h 30.

ET L'EXTRATERRESTRE (A. v.f.) : Grand Pavois, 19 (45-54-46-85) mer. 15 h 45, sam. 15 h, dim. 13 h 30.

LES ENCHAÎNÉS (A. v.o.) : Saint-Lambert, 19 (45-32-91-68) mer. mar. 18 h 45, ven. 16 h 45, sam. 21 h.

ENVOI (A. v.f.) : La Gode, 19 (46-42-13-13) mer. ven. sam. dim. de 10 h à 21 h, jeu. mar. de 10 h à 19 h.

LA FLÛTE À SIX SCHTROUMPS (Bel.) : Saint-Lambert, 19 (45-32-91-68) mer. dim. 13 h 45.

L'HOMME À LA PEAU DE SERPENT (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 9 (45-32-91-68) mer. sam. 13 h 30, ven. 15 h 40, lun. mar. 22 h 10.

JONATHAN LIVINGSTONE LE CORLEON (A. v.o.) : Cinépolis, 9 (46-33-10-82) l.j. à 13 h.

LE LIVRE DE LA JUNGLE (A. v.f.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer. sam. dim. 14 h ; Saint-Lambert, 19 (45-32-91-68) mer. 13 h 45, sam. 15 h 30, dim. 17 h.

LOULOU (A. v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer. ven. 20 h, dim. 15 h 30.

MAURICE (Brit. v.o.) : Cinépolis, 9 (46-33-10-82) l.j. à 18 h 30.

METAL MURDER (A. v.o.) : Grand Pavois, 19 (45-54-46-85) mer. 17 h 30, jeu. 22 h 15, sam. 19 h 20.

MORT A VENISE (It. v.o.) : Saint-Lambert, 19 (45-32-91-68) mer. lun. 21 h.

MY BEAUTIFUL LAUNDRETTE (A. v.o.) : Cinépolis, 9 (46-33-10-82) l.j. à 20 h 20.

LE NOM DE LA ROSE (Fr.-It.-All. v.o.) : Studio des Ursulines, 9 (45-32-91-68) mer. sam. 15 h 30, dim. 13 h 45, ven. 15 h 45, lun. 15 h 30.

LES NUITS DE LA PLEINE LUNE (Fr.) : Saint-Lambert, 19 (45-32-91-68) mer. dim. 21 h.

L'ŒUF MAGIQUE (A. v.f.) : La Gode, 19 (46-42-13-13) mer. ven. sam. dim. de 10 h à 21 h, jeu. mar. de 10 h à 18 h 45.

PAISIA (It. v.o.) : Utopia Champollion, 9 (43-26-84-65) mer. ven. sam. dim. lun. mar. à 18 h.

PAULINE À LA PLAGE (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer. 20 h 20, sam. 22 h.

PHANTOM OF THE PARADISE (Fr.) (A. v.o.) : Studio Galand, 9 (43-54-72-71) mer. lun. mar. 22 h 30.

PINK FLOYD THE WALL (Brit.-A. v.o.) : Grand Pavois, 19 (45-54-46-85) mer. 17 h 45, jeu. 16 h 15, ven. 16 h 45, lun. 18 h 30, mar. 14 h 45, sam. 0 h 20.

LA PLANÈTE SAUVAGE (Fr.-Tech.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer. 17 h 20.

QUI A PEUR DE VIRGINIA WOOLF ? (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 9 (45-32-91-68) mer. jeu. sam. 15 h 40, ven. 22 h 15, lun. mar. 19 h 30.

LE ROI ET L'ÉPOUSE (Fr.) : Denfert, 14 (43-21-41-01) mer. 15 h 30.

RUSTY JAMES (A. v.o.) : Grand Pavois, 19 (45-54-46-85) mer. 20 h 45, mar. 15 h 20.

SOLARIS (Sov. v.o.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer. 17 h 40.

STROMBOLI (It. v.o.) : Champs Palace, 9 (45-34-07-76) mer. à 12 h, 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h film 5 ms après, dim. à 14 h, 16 h, 18 h, 20 h, 22 h.

TAMPOPO (Jap. v.o.) : Cinépolis, 9 (46-33-10-82) l.j. à 15 h 10.

TINTIN ET LE TEMPLE DU SOLEIL (Fr.-Bel.) : Saint-Lambert, 19 (45-32-91-68) mer. 17 h, sam. 15 h 30.

VÉRITÉS ET MENSONGES (Fr.-It. v.o.) : Riel Logis, 9 (43-54-43-34) mer. 17 h.

VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU (A. v.o.) : Studio des Ursulines, 9 (45-32-91-68) mer. jeu. ven. sam. lun. 17 h 20.

Y T-IL UN PILOTE DANS L'AVION ? (A. v.o.) : Grand Pavois, 19 (45-54-46-85) mer. jeu. 19 h 10, sam. 22 h 30, lun. 19 h, mar. 13 h 45.

ZAZIE DANS LE MÉTRO (Fr.) : République Cinéma, 11 (48-05-51-33) mer. sam. 15 h 30.

Le film de Martin Scorsese et les chrétiens

Tentations de scandale

(Suite de la première page.)

Il s'agit de « protestant » contre la prochaine diffusion du film mais se gardent bien — comme leurs prédécesseurs l'eussent fait en d'autre temps — d'en demander l'interdiction.

C'est bien le moins des choses, dirait-on, que des évêques ne s'instituent pas agents de la censure culturelle ! Mais c'est bien le moins des choses, aussi, que des évêques, dont le Christ est la raison de vivre et de croire, expriment leur sentiment, on allait dire leur rôle et l'on ne gagnerait rien à caricaturer leur position en les rendant « complices » de extrémistes qui, déjà, réclament l'interdiction et préparent des incidents.

En protestant, les évêques ne se font aucune illusion, probablement, sur l'effet pratique de leur démarche : en quelque sorte ils participent à un débat. En l'appliquant, c'est vrai, d'une manière si spectaculaire

qu'elle ne devrait pas déplaire au distributeur du film...

L'intérêt majeur de cette affaire porte sur l'état de la société qu'elle indique. Dans une France déchristianisée où l'extension de la « société civile » s'est faite non seulement au détriment de la classe politique mais aussi — on a tendance à l'oublier — contre toutes les Églises, religieuses ou non, le statut de la foi peut-être mis à sa juste place ?

Un soupçon inepte

Indépendant des pouvoirs — politiques, économiques et culturels — à charge pour ceux qui n'y adhèrent pas d'accepter le débat et la liberté dans les deux sens. Autrement dit qu'on puisse à la fois diffuser un film qui choque des chrétiens et laisser ceux d'entre eux qui le désirent exprimer leur hostilité. C'est la marque d'une société mûre, adulte.

A Venise et à Paris

Des marches de protestation

La Dernière Tentation du Christ devait être présentée officiellement à la presse, le mercredi 7 septembre en début de matinée, à Venise. La projection publique était prévue mercredi soir au Lido, à vingt minutes de vaporetto de la cité des doges, pour tenter de désamorcer d'éventuelles manifestations. Un important service d'ordre a été mis en place. Malgré le classement du dossier demandé samedi dernier par le procureur de la République à Venise (le Monde du 6 septembre), les intégristes italiens n'ont en effet pas désarmé. Des marches de protestation et une session de prière étaient annoncées.

A Paris, la sortie du film est prévue le 28 septembre. Après les protestations des cardinaux Decouray et Lustiger contre sa diffusion (le Monde du 7 septembre), la fraternité Saint-Pie, qui rassemble les catholiques intégristes fidèles à Mgr Lefebvre, organisait, mercredi, une marche de protestation, sous la forme d'un chemin de croix, à 20 h 30, à par-

tir de l'Ecole polytechnique, dans le 5^e arrondissement de Paris.

« Personne, à fortiori un chrétien, n'est contraint à se rendre dans une salle de cinéma pour assister à la diffusion de ce film », a, quant à lui, déclaré M. Henri Caillavet, président du Comité de liaison de l'athéisme. « Des millions d'hommes, eux aussi respectables, nient l'historicité de Jésus. Insister donc la projection d'une œuvre cinématographique ni contraire aux bonnes mœurs ni licencieuse serait une attitude intolérable à la création artistique et à la liberté de conscience. Au glaive d'hier ne doit pas être substitué la censure d'aujourd'hui », a conclu M. Caillavet.

Chabrol aussi

Le film de Chabrol, Une affaire de femmes, également présenté à la Mostra (le Monde daté 4-5 septembre), fait l'objet en Italie d'une enquête judiciaire. Cette reconsti-

tuion de l'affaire Marie-Louise Giraud, « faiseuse d'anges » condamnée à mort et guillotinée, se termine en effet sur une version du « Je vous salue Marie », jugée scabreuse par les magistrats vénitiens.

Deux procureurs de la République, Carlo Nordio et Elio Fortuna, se sont fait projeter le film mardi dans une salle du Lido. Si les poursuites judiciaires contre le film de Scorsese avaient été la conséquence d'une plainte en bonne et due forme, les deux juges ont eu cette fois de leur propre initiative, à la suite d'appels téléphoniques et d'articles de presse, ils devaient décider si Une affaire de femmes tombe sous le coup de l'accusation de « blasphème » et d'outrage à la religion, délit pour lequel la peine prévue peut aller jusqu'à un an de prison.

Radio-Vaticane, enfin, a déploré mardi que les films de Scorsese et de Chabrol soient, par leur « mauvais goût » et leurs « provocations », venus entacher la qualité d'ensemble de cette quarante-cinquième Mostra.

sentent blessés dans leurs convictions.

On qui se croient blessés. Car, au fond, il est un peu étrange que ce soit à propos de ce sujet de film que des chrétiens s'alarment. L'incarnation, qu'on le sache, est bien au cœur du mystère chrétien. Elle a consisté, pour Dieu, à avoir pris figure humaine, à avoir investi un être que le catholicisme présente comme à la fois pleinement humain et pleinement divin : « Verus Deus et verus homo », dit le Credo. Pourquoi l'art — qui est par définition toujours sacrilège car il est création, tentative d'imiter le Créateur — n'aurait-il pas le droit, sans trahir, de s'intéresser à l'aspect humain, trop humain, du Christ ? Faudrait-il oublier que Jésus a eu, sinon peut-être cette « tentation », de moins d'autres, que les Évangiles et le film rapportent ?

Ce serait faire peu de cas de la foi des croyants que de les imaginer menacés dans leur foi parce qu'un film présente Jésus dans la nudité de ses tourments humains. Si la foi tenait à cela elle ne tiendrait qu'à un fil.

On s'interroge encore sur l'authenticité du « saint saïre » de Turin, présenté par la tradition comme ayant subi l'impression de la silhouette du Christ et de sa face. S'il s'avère que cette relique vénérée est une mystification médiévale, les chrétiens verront-ils en quoi que ce soit la terre manquer sous leurs pas ou le ciel leur tomber sur la tête ? A l'inverse, la diffusion du film de Scorsese — et son succès désormais assuré par tout ce marketing négatif — entamerait-elle l'essentielle ?

En 1793 les révolutionnaires, affolés par la crise des subsistances, les guerres extérieures et civiles (en Vendée notamment), lançèrent une vaste opération de type magique contre les figures religieuses ornant les églises. Il serait navrant qu'un peu moins de deux siècles après ce soient les chrétiens qui tentent, dans un autre réflexe d'impuissance, de briser une image du Christ qui leur déplaît. Car, après tout, à qui appartient Jésus ? A personne, par définition, et à tout le monde, romanciers écrivains compris. Il fait partie du patrimoine — humain. A ses risques et périls. Il en va d'autres.

BRUNO FRAPPAT.

Communication

Panne de répéteur sur un satellite Eutelsat

Lancé le 21 juillet dernier par une fusée Ariane, le satellite Eutelsat 1-F5 ne pourra pas remplir immédiatement la mission pour laquelle il a été prévu, c'est-à-dire le remplacement de son homologue Eutelsat 1-F1, qui s'achève notamment des chaînes de télévision par satellite. En effet, un des répéteurs d'Eutelsat 1-F5 (1) est en panne. Cette panne est due à la défaillance d'un tube de puissance construit par Thomson, soit de l'alimentation électrique de ce tube.

Pour pallier cette panne, qui risquerait d'empêcher la diffusion de la chaîne britannique Super-Channel, l'organisation européenne des télécommunications par satellite (Eutelsat) va devoir réorganiser l'ensemble de son système qui comprend quatre satellites. A la suite d'un véritable « ballet » de satellites — à 36 000 kilomètres d'altitude — trois de ces engins vont changer de position et permettre leurs missions, qui ne seront pas interrompues jusqu'à la fin de l'opération prévue pour la mi-octobre.

(1) Un satellite du type Eutelsat 1 comprend une dizaine de répéteurs capables chacun de retransmettre vers la terre une chaîne de télévision ou plusieurs milliers de communications téléphoniques.

● M. Baume critique le programme de satellite TDF 1. — M. Jacques Baume, député RPR des Hauts-de-Seine, vient d'interpeller dans un communiqué le premier ministre pour lui demander une décision rapide sur le sort du satellite TDF 1. M. Baume s'interroge sur l'intérêt d'utiliser aujourd'hui « ce satellite d'une technique totalement dépassée », a gros bébé déjà vieillard en raison des retards accumulés et de la guerre des administrations. « Ne vaut-il pas mieux passer par profits et pertes les lourds investissements gaspillés dans cette aventure et repartir sur l'étude d'un nouveau satellite pour l'an 2000, quitte à utiliser TDF 1 à titre expérimental pour ne pas le mettre à la casse ? », conclut M. Baume.

● M. Alain Chastagnol entre au Quotidien de Paris. — Ex-député RPR du Lot et ancien collaborateur de M. Raymond Barre à Matignon, M. Alain Chastagnol devient directeur délégué du Quotidien de Paris aux côtés de M. Philippe Tesson. Il est plus particulièrement chargé du projet de relance du journal et de la création d'un supplément économique prévu pour la fin du mois de septembre.

● Viacom a vendu deux réseaux câblés. — Le groupe de communication américain Viacom a vendu deux de ses réseaux de télévision par câble, à Cleveland et Long Island (New-York), à Cablevision Systems, pour 550 millions de dollars. Viacom ne se désengage pas du

La préparation du budget de l'audiovisuel public

Les syndicats dénoncent une nouvelle baisse des effectifs

La rentrée dans l'audiovisuel public sera-t-elle houleuse ? « Plus ça change, moins ça change », s'indigne ce tract syndical. « Les prévisions budgétaires pour l'année 1989 (...) sont maintenant connues. Les uns qui l'on pués lire, c'est qu'elles ne sont pas enthousiasmantes du point de vue du budget et corrément catastrophiques sur l'emploi. » Grogne ici, effervescence là. Déjà, les syndicats CGT, CFDT et SNJ de Radio-France convoquent une assemblée générale pour le 13 septembre. FR3, dit-on, pourrait emboîter le pas. Et Antenne 2 aussi, où, décidément, le confortable salaire de Christine Ockrent ne passe pas. Sans oublier Télédiffusion de France (TDF), d'une extrême nervosité depuis l'annonce de son passage sous le contrôle de France-Télécoms (le Monde du 7 septembre).

L'emploi ? Par deux fois déjà, M. François Werner, secrétaire national du SUT-CFDT, avait attiré l'attention des pouvoirs publics sur cette « préoccupation essentielle ». Dans une lettre adressée le 23 août à M^{me} Catherine Tasca, ministre déléguée à la communication, il s'inquiétait de la poursuite d'une « politique drastique » menaçant de « conduire à une crise sociale grave ». Il réclamaient une semaine plus tard, directement auprès du premier ministre Michel Rocard, cette fois, dénonçant la suppression envisagée pour l'an prochain de 210 emplois, équivalente à une diminution de 1,5 % des effectifs du service public. Une baisse, soulignait-il, décidée « de façon autoritaire et arbitraire » pour la troisième année consécutive.

« Attention », corrige-t-on dans l'entourage de M^{me} Tasca. « Sur les 210 emplois concernés, 105 n'étaient pas pourvus cette année. L'effort demandé est, en réalité, moitié moindre que celui dénoncé par les syndicats ».

Trente-six emplois seront supprimés à TDF, 30 à FR3, 25 à Radio-France, 8 à Antenne 2 et 6, enfin, à l'Institut national de l'audiovisuel (INA).

Autre correctif apporté par le ministère : ces suppressions d'emplois seront partiellement compensées par 25 créations d'emplois au titre des « mesures nouvelles » : 8 à Radio-France, 4 à Chambéry, 4 à France-Info ; 8 à RFO, la société

de l'outre-mer, pour lui permettre de rééquilibrer l'information en faveur de la communauté canaque à Nouméa. Neuf postes existant, enfin, seront « régularisés » à Radio-France internationale. Bref, pour le ministère, la balance « nette » n'est négative que de 80 emplois. Elle pourrait être plus favorable encore si la SEPT est autorisée à être diffusée par satellite, comme cela est probable.

Reste à savoir si ces précisions satisfaisent les syndicats ou ne seront reçues que comme des « artifices de préservation ». Restent aussi, que les arbitres ne répondent pas au souci des syndicats, d'une gestion plus moderne du service public. Le Parlement, estimant-ils, devrait se contenter — comme ce fut le cas entre 1974 et 1982 — de voter une masse salariale globale. « Les entreprises restent maîtres d'ajuster leur effectif à leur charge de travail et à leurs objectifs ».

PIERRE-ANGEL GAY.

(Publicité)

STAGES RADIO

De courte ou de longue durée, cet enseignement d'expression orale et de formation aux techniques radiophoniques, s'adresse aux personnes souhaitant devenir speaker, réalisateur ou animateur, mais aussi à celles qui désirent apprendre à s'exprimer avec plus d'aisance et d'assurance dans la vie quotidienne et professionnelle.

Un stage de deux mois débutera le 7 novembre 1988, à raison d'une séance de 3 heures par semaine, le lundi ou le mercredi 19 h à 22 h.

— 2 stages intensifs de 5 jours, à raison de 6 h par jour, du 17 au 21 octobre 1988 et du 28 novembre au 2 décembre 1988.

Renseignements et inscriptions : ARACQ 3, rue de Mont-Louis 75011 Paris 75. 43-70-54-48.

Le marché de l'art sur minitel

Composez 3615 le Monde « Artline »

Le Monde télématique vient d'ouvrir un nouveau service consacré au marché de l'art. Ce service, mis au point avec un partenaire dont les locaux sont installés à Fenouillet près de Toulouse, est constitué par une banque de données, un magazine, un journal et des petites annonces, le tout disponible sur minitel bien sûr. On y accède par le 3615 le Monde suivi du mot-clé « Artline ».

La banque de données permet par citation du nom d'un peintre de savoir en quelques secondes l'essentiel de sa vie et de son œuvre. S'y ajoutent les cotations connues de ses tableaux relevées dans les ventes officielles.

Le magazine, quant à lui, traite des artistes mais aussi

des marchands, des restaurateurs, des experts et de tous ceux qui, de près ou de loin, sont concernés par le marché de l'art. Sous la rubrique « Art contemporain », des informations sont proposées sur les expositions, les galeries et les musées.

Enfin, des petites annonces permettent à tout à chacun, 24 heures sur 24, d'acheter ou de vendre dans toute la France tableaux, voitures de collection et autres objets.

Quelque 60 000 « pages » peuvent être ainsi consultées et d'ores et déjà plusieurs milliers de peintures ont été répertoriées sur ces petits écrans désormais familiers.

C. L.

Société

SPORTS

TENNIS : Les Internationaux des Etats-Unis

Place aux jeunes

Le choc des générations aura bien lieu. Jimmy Connors, qui dispute ses dix-neuvièmes Internationaux de tennis des Etats-Unis, rencontrera en quart de finale son jeune compatriote André Agassi qui a éliminé, mardi 6 septembre à Flushing Meadows, Michael Chang, l'autre grand espoir du tennis américain. Dans le haut du tableau, l'autre quart de finale opposera le Tchèque Ivan Lendl à l'Américain Derrick Rostagno.

NEW-YORK
Correspondance

Le huitième de finale entre André Agassi, dix-huit ans, et Michael Chang, de deux ans son cadet, fut pour l'Association américaine de tennis (USTA), une preuve de la santé profonde d'un sport donné encore pour malade il y a peu. Chaque coup droit giflé d'Agassi devait balayer les doutes. Chaque prodige de souplesse et de courage de Chang, celui qui paraît plus petit que ses 1,73 mètre, plus léger que ses 61 kilos, devait faire taire les commentaires perfides.

Pour Agassi, ce ne fut pas un match facile. Des deux jeunes, il est l'ainé, le numéro 4 mondial, la star établie dans sa gloire précoce. C'est lui qui pénétra sur le court avec six titres en poche cette année et son premier million de dollars en banque. Avec une série

de vingt et une victoires successives. Aurait-il la peau de Chang et aussi, pour quelqu'un qui invoque volontiers le Seigneur, l'amour de la foule ?

Il a eu sa victoire comme prévu, mais la surprise est venue de la réplique lucide de Chang. Professionnel depuis six mois seulement, Chang est un garçon déconcertant. Grave, réfléchi, il est doté d'un délicieux humour pince-sans-rire, qui ne paraît pas son âge.

« Mon âge, je ne le sens pas, dit-il. Je fréquente des gens qui ont vingt-cinq ans, trente ans, et je me sens à ma place. »

Sur le court, il compense son manque d'envergure physique par un sens aigu de l'anticipation et du déplacement avec une souplesse et une rapidité supérieures à celles d'Agassi. Il possède une frappe nette des deux côtés et déjà, sur son revers à deux mains, il a appris à élever la main gauche pour jouer en avançant des balles d'approche glissées. Le Suédois Wilander, qui mit plusieurs saisons à modifier ainsi son jeu, a dû apprécier la finesse tactique et l'ambition intelligente de Chang. Malgré les points qui les séparent, c'est bien au numéro deux mondial que l'on pense en voyant l'Américain.

Contre Agassi, il n'avait pas encore les moyens de sa grande ambition. Il n'a pas résisté à la fatigue. En quittant le court derrière Agassi, il reçut pourtant une ovation plus nourrie que celle qui

avait salué le vainqueur. « Parfois, dit-il, sérieux comme un pape, cela aide d'avoir seize ans. »

Agassi, quant à lui, n'a pas encore apprivoisé le central du Flushing. La foule n'y est pas encore inconditionnellement acquise à sa cause. Les dimensions du stade lui interdisent cette complicité qu'il crée ailleurs par des mimiques et ses gestes. Rendre intime le central de Flushing est une tâche redoutable. « Je souris, dit-il, c'est le seul message qui passe. »

Agassi pense à son match contre Connors. Il sait que le « vieux » anime cette salle comme personne. « Ils seront sans doute pour Jimmy, admet-il, mais pas par simple commisération. » Agassi est né en 1970, l'année du premier US Open de James Scott Connors...

MARC BALLADE.

LES RÉSULTATS

SIMPLE MESSIEURS (bâtiments de finale)

Connors (E-U, n° 6) b. Lendl (Mex.) 6-1, 6-2, 6-0; Agassi (E-U, n° 4) b. Chang (E-U) 7-5, 6-3, 6-2; Lendl (Tch., n° 1) b. Hasek (Sul.) 6-4, 5-7, 6-2, 6-4; Rostagno (E-U) b. Agassi (Hav.) 6-2, 3-6, 6-1, 6-3.

● Football : coupe d'Europe. - L'Association sportive de Monaco a raté son entrée en Coupe d'Europe des clubs champions en s'inclinant (1-0), le mardi 6 septembre, à Reykjavik (Islande).

ÉDUCATION

La rentrée scolaire

La surcharge des effectifs dans les lycées provoque des protestations

Le retour des 12,4 millions d'élèves et du million d'enseignants et de personnels administratifs dans les 75 000 établissements scolaires s'est effectué mardi 6 septembre sans difficultés majeures. Quelques « bruyants » maternels ont inévitablement émaillé cette rentrée : constructions scolaires non achevées, comme le nouveau collège Jean-Monnet de Lyon, ou fuite de gaz dans un collège de Muret (Haute-Garonne). Mais les principaux points noirs se situent dans les lycées professionnels, où de nombreux jeunes n'ont pu s'inscrire dans la section de leur choix, et dans les lycées car les mises en service de nouveaux bâtiments par les régions restent encore insuffisantes au regard des 90 000 élèves supplémentaires à accueillir cette année.

Ces blocages, facteurs d'importantes surcharges d'effectifs dans les classes, ont provoqué à et là des mouvements de protestation. Ainsi les parents, enseignants et élèves du lycée professionnel Albert-Camus de Nantes ont bloqué l'accès à l'établissement et empêché la rentrée. A La Seyne-sur-Mer (Var), les enseignants du lycée ont lancé au jour « J » une grève de vingt-quatre heures reconductible. A Besançon, les enseignants ont choisi le jour de la visite du recteur au lycée Pergaud pour se mettre en grève et « refuser la soupe ». Au Raincy (Seine-Saint-Denis), le lycée Schweitzer est également en grève, les professeurs n'admettant pas que cet établissement construit pour 1 600 élèves en abrite 2 400. Au lycée Grandmont de Tours, les professeurs ont aussi bloqué la rentrée pour exiger 30 postes supplémentaires. Toutes

les classes de seconde comptent 40 élèves et des groupes de langues vivantes atteignent un effectif de 45. Enfin le SNES (FEN) de l'académie de Créteil prévoit une journée d'action le 20 septembre contre les surcharges dans les collèges et lycées.

Dans le primaire, plusieurs écoles sont « occupées » par les parents en

signe de protestation contre les fermetures de classes ou l'absence d'instituteurs le jour de la rentrée. C'est notamment le cas à Lorient (Drôme) et à Garges-lès-Gonesse (Val-d'Oise), où les parents menacent d'installer une classe sauvage au milieu du carrefour à grande circulation si une classe supplémentaire n'est pas ouverte.

Dans « le Monde de l'éducation » de septembre

- Les études littéraires ne mènent pas au chômage
- Bac 88 : les sujets de français et de philosophie

Passer un baccalauréat A et s'engager dans des études de lettres modernes, d'histoire-géographie ou de langues à l'université ? On a dit « casse-cou ».

Le Monde de l'éducation démontre qu'on a tort. A tous ceux qui sont prêts à se laisser séduire par le métier de professeur, aucun doute n'est permis : il y a des places à prendre. En lettres modernes et classiques, par exemple, l'éducation nationale manque déjà de professeurs, et les universités retrouvent leur vocation initiale : former de nouveaux enseignants. Pour les autres, les experts du CEREQ ou certains responsables de l'insertion des diplômés dans les universités sont formels : un cursus littéraire ne mène pas au chômage.

Contrairement à l'idée répandue, les étudiants qui choisissent cette voie s'en tirent plutôt bien sur le marché de l'emploi. A deux conditions toutefois. D'abord, qu'ils s'arment de patience. L'insertion professionnelle des diplômés en lettres et en philosophie est lente, mais elle est sûre. Un dossier réalisé avec des enseignants, pour ceux-ci et pour leurs élèves, afin de préparer, dans les meilleures conditions, l'épreuve 1989. Avec des exercices et des témoignages.

huit mois après leur sortie de l'université, 80 % d'entre eux ont un emploi.

Ensuite, l'imagination et l'ouverture d'esprit. Une fois leur diplôme en poche, les littéraires doivent acquiescer des savoir-faire professionnels hors de l'université. Formation accélérée, stages, expérience professionnelle, même de courte durée : tout est bon pour donner de la plus-value à une licence de lettres ou à une maîtrise d'histoire.

Dans son enquête de septembre, le Monde de l'éducation raconte comment des jeunes diplômés parviennent à trouver leur place dans des entreprises où le maître de la expression écrite, une bonne connaissance de la langue ainsi que des capacités de communication sont des valeurs en hausse.

Egalement, au sommaire de ce numéro, « Les sujets du bac en français et en philosophie ». Un dossier réalisé avec des enseignants, pour ceux-ci et pour leurs élèves, afin de préparer, dans les meilleures conditions, l'épreuve 1989. Avec des exercices et des témoignages.

ECHECS

Le championnat d'URSS

Le match de barrage entre Kasparov et Karpov aura finalement lieu

Il y jouera ! Après quinze jours de tergiversations et, sans doute, de négociations byzantines, le comité directeur de la Fédération soviétique d'échecs a finalement pu annoncer que Kasparov et Karpov disputeraient, à partir du 25 décembre, le match en quatre parties pour l'attribution du titre de champion d'URSS d'échecs 1988.

On sait (le Monde des 23 et du 24 août) que les deux champions ont terminé premiers ex aequo de cette épreuve. Le règlement prévoyait un match de barrage en quatre parties pour les départager. En cas d'égalité, le match se prolongeait jusqu'à la première victoire de l'un ou l'autre joueur.

Karpov refusa, trouvant le délai de préparation trop court et n'admettant pas la poursuite du match en cas de résultat nul. La Fédération, incapable d'imposer un règlement contre de tels propos, a fait élire le champion d'URSS par des joueurs délégués. Ce fut un

beau tollé. Le gouvernement s'en mêla et son organe officiel, les Izvestia, envoya aux dirigeants une volée de bois vert jugeant « absurde » leur proposition et fustigeant leur incapacité à faire terminer « correctement » une des plus prestigieuses épreuves sportives d'URSS.

« Après mûre réflexion », les dirigeants proposèrent une autre formule : que le titre de champion soit attribué aux deux joueurs ! Qui a refusé ? Kasparov, Karpov ou... le gouvernement ? On ne sait, mais le mardi 6 septembre, l'agence Tass annonçait que le match aurait bien lieu.

Il semble que Karpov ait obtenu satisfaction puisque, en cas d'égalité, les deux joueurs seront déclarés champions ex aequo, ce qui supprime le deuxième match. Kasparov et Karpov doivent faire savoir avant le 1^{er} octobre s'ils ont l'intention de disputer le match. Si l'un d'eux déclare forfait, le titre ira automatiquement à l'autre.

DEVENEZ UN PROFESSIONNEL DU CONSEIL

(FORMATION DE 3ème CYCLE)

En intégrant l'I.D.C.E., l'Ecole des Consultants, vous vous assurez un emploi passionnant dans un secteur d'avenir.

Extraits du programme

- Entraînement à la prospection de clientèle et à la vente de services, au travail en équipe et à la formation d'adultes, aux démarches et processus innovants dans les entreprises.
- Maîtrise d'outils bureautiques et informatiques.
- Introduction aux stratégies des cabinets de consultants.
- Méthodologies d'intervention des professionnels du conseil.
- Préparation à l'exercice de la profession dans un cadre européen.

CHANTIERS d'application et d'intervention comprenant l'élaboration de diagnostics, de recommandations, un suivi, une évaluation. Avec parrainage d'un consultant.

En France et/ou dans un autre pays de la CEE.

INSTITUT POUR LE DEVELOPPEMENT DU CONSEIL D'ENTREPRISE



DURÉE DE LA FORMATION

10 mois ; rentrée octobre 1987

ADMISSION SUR DOSSIER

SUIVI D'UN ENTRETEN

Entre titulaire d'un diplôme

2ème cycle (Maîtrise : Ecole Sup. de Co et/ou de Gestion ; I.E.P., etc...)

Dossier d'information et de candidature. ÉCRIRE A :

I.D.C.E. - B.P. 1879 - 49018 ANGERS CEDEX

(A l'attention de Monsieur GOURVES)

les libraires Clé
vous proposent
une autre façon de voir
l'école et les études.



Réussite scolaire primaire
Réussite scolaire secondaire
Réussite universitaire

chez votre libraire Clé



• AIX-EN-PROVENCE Librairie Goulet • ALLENCON Librairie Suter • AMIENS Librairie Mouton • ANGERS Librairie Contat • BORDEAUX Librairie Mollat • BRUXELLES L'Écrit de St Job • CAEN Librairie Gallienne • CHAMBERY Librairie Gatin • CLERMONT-FERRAND Librairie Les Volcans • L'ARL Librairie Stal • LIEGE Librairie Plassat • MONTPELLIER Librairie Sarradon • NANTES Librairie Collard • NANCY Librairie La Presse • NICE • CANNES Librairie A La Soisson • PARIS 6 Librairie Mignard • PARIS 6 Librairie Châtel • PARIS 6 Librairie La Presse • REIMS Librairie Guérolle • RHEIMS Librairie Guérolle • SAINT-ETIENNE Librairie Plaine • STRASBOURG Librairie Internationale Kitzler • SUISSE Librairie Pöschel • TOULON Librairie Bousquet • TOULOUSE Librairie Privat • TOURS Librairie Tôt Tôt des Hommes • VALENCE Librairie Crouzet

le hussard

MAIRE

FORMATION RENTREE
du 5 au 2
SEPTEMBRE
de 10 h

Le Monde CAMPUS

DES LYCÉES AU SECOURS DES RÉGIONS

Le hussard de Vierzon

L'agonie des industries traditionnelles du pays de Vierzon aurait pu ôter au lycée technologique Henri-Brissot sa raison d'être. C'est le contraire qui s'est produit. Le proviseur a réussi le pari de faire de son établissement un bureau d'études pour les entreprises de la région.

DEPUIS un siècle qu'il fonctionnait comme le grand pourvoyeur de main-d'œuvre de l'industrie locale, le lycée technologique Henri-Brissot de Vierzon semblait voué au même déclin. Au contraire, il apparaît aujourd'hui comme le ferment de la renaissance industrielle de la ville. Son secret : un nouveau total de ses rapports avec les entreprises.

Derrière les murs décrépis qui abritent les vestiges d'une machine à vapeur, comme autrefois pour fournir les professeurs et leurs élèves s'activent sur des ordinateurs, des machines à commandes numériques, donnent des idées aux entreprises venues les consulter, mettent au point des formations nouvelles.

« Le lycée nous a réveillés », constate un cadre d'une usine de porcelaine, qui a demandé à des étudiants de BTS de réfléchir à l'automatisation de certaines

tâches. « Nous anticipons les métiers de l'avenir en formant les professionnels dont les entreprises auront bientôt besoin si elles veulent survivre », explique en écho M. Maurice Perrin, proviseur de l'établissement, qui part ces jours-ci à la retraite, après avoir présidé, pendant seize ans, ce qu'il appelle « la république indépendante du lycée technique de Vierzon ». « Indépendante », précise ce fringant provocateur de soixante-cinq ans, aux cheveux blancs coiffés en brosse.

Rien a priori ne prédisait ce fils de l'école laïque, héritier des hussards noirs de la République et historien de formation, à se faire l'apôtre du rapprochement éducation-industrie et à devenir l'un des premiers proviseurs d'une pépinière d'entreprises dans le sillage de son lycée. « Mes maîtres m'ont communiqué leur foi extraordinaire dans le progrès humain, se souvient-il. J'en ai retenu que le monde change et que ce n'est pas forcément une mauvaise chose. »

La mort lente des activités traditionnelles du « pays de Vierzon » — porcelaine et métallurgie — aurait pu ôter au lycée sa raison d'être. A quoi bon continuer de former des chaudronniers, des fondeurs et des céramistes condamnés à l'exil ou au chômage ? L'idée du proviseur, relayée par son collègue du GRETA, l'organisme de l'éducation nationale spécialisé dans la formation continue pour adultes, a consisté à mettre à la disposition des entreprises la matière grise technique concentrée au sein d'un ensemble scolaire regroupant près de deux mille lycéens, élèves des sections de techniciens supérieurs, stagiaires et leurs professeurs. Un potentiel de taille pour une ville de trente-cinq mille âmes. Le lycée s'est présenté comme « un énorme bureau d'études au service des PME, le point de convergence de toutes les demandes d'innovation technologique », selon les expressions de M. Jacques Mizrahi, le fougueux animateur du GRETA qui a pris son bâton de pèlerin pour démarcher les entreprises et détecter, voire susciter, leurs besoins d'innovation. C'est ainsi qu'a été façonnée, en 1986, une formation de « maître d'œuvre en conception et fabrication assistées par ordinateur » permettant à des techniciens supérieurs d'être des intermédiaires entre les concepteurs de logiciels et leurs utilisateurs dans les PME. Cette spécialisation,

d'une durée d'un an après le BTS, est assurée par la formation continue. Mais M. Mizrahi ne désespère pas de la faire reconnaître par l'éducation nationale comme un prolongement du BTS.

L'interpénétration entre formations initiale et continue, le mélange de lycéens et d'adultes, salariés ou chômeurs, dans les laboratoires et les ateliers, ont aidé à tisser des liens de confiance avec les entreprises. Certaines d'entre elles, qui ne peuvent s'offrir les services d'un cabinet de conseil spécialisé, ont vite compris ce qu'elles pouvaient gagner à confier aux élèves de BTS des études d'innovation technologique. L'opération s'achève exceptionnellement par des embauches, plus souvent par un versement de taxe d'apprentissage ou des dons de matériel. Mais elle permet surtout aux élèves de travailler à partir de situations réelles et parfois d'expérimenter les machines dernier cri installées dans les entreprises. De leur côté, les enseignants actualisent leurs connaissances et peuvent, comme l'explique M. Michel Aufaivre, professeur de productique, « débusquer les besoins de demain pour adapter des aujourd'hui leur enseignement ». Bien sûr, il a fallu clarifier et moraliser ces relations d'un nouveau type, rédiger des conventions et des cahiers des charges fixant



La rubrique quotidienne « Campus » reprend à partir de demain (éditions datées du 9 septembre)

Les croisés de Lens

Les parents de Condorcet se mobilisent. Leur objectif : créer, dans la cité minière, des formations supérieures et des classes préparatoires aux grandes écoles.

LES puits de mines silencieux ressemblent à de grands échassiers désœuvrés. Les terrils désaffectés n'ont pas encore été recouverts par l'herbe. Malgré les travaux de réfection en cours, la gare de Lens conserve son allure banlieusarde, à l'écart de l'axe Paris-Lille. Et, comme l'an dernier, comme il y a deux ans, les parents d'élèves du lycée Condorcet ne verront pas s'ouvrir cette année les classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs dont ils réclament la création.

Ce n'est pourtant pas faute d'avoir tout tenté pour mobiliser, convaincre, lever les réticences des uns, bousculer l'indifférence des autres, et frapper à toutes les portes. De celle du maire de Lens, M. André Delelis, sénateur du Pas-de-Calais, à celles du conseil régional ou du ministère de l'éducation nationale, du conseil général du Pas-de-Calais ou de la chambre de commerce et d'industrie locale. Sans oublier les candidats à l'élection présidentielle, qui ont tous reçu un dossier complet, plaçant en faveur de formations supérieures à Lens. Une véritable croisade, animée depuis trois ans par un ingénieur des mines, M. Gérard Glanjetas, auditeur interne aux Houillères du bassin Nord-Pas-de-Calais. « Cette histoire de formation post-baccalauréat à Lens était sur le tapis depuis une vingtaine d'années, explique-t-il. Quand j'ai été élu président de l'association des parents d'élèves de Condorcet en 1985, on a décidé de relancer ce dossier et on y est allé pied au plancher. »

Il fallait d'abord dresser l'état des lieux : il est accablant. Lens semble accumuler tous les handicaps. Il y a vingt ans, la mine faisait vivre 220 000 personnes dans la région. Elles ne sont plus que

Gérard Glanjetas, « on envoyait les garçons à la mine et les filles à l'école ménagère. C'était la production qui comptait, pas la formation ».

Cet héritage est très lourd. A Lens, le taux de scolarisation, après le baccalauréat, des jeunes de dix-neuf à vingt-deux ans dépasse à peine 5 %, contre 10 à 35 % dans les différentes zones de la métropole régionale, toutes proches. Il est vrai que le département du Pas-de-Calais est particulièrement mal loti en formations post-baccalauréat. Ainsi le nombre des classes préparatoires (neuf maths sup' et maths spé à la rentrée 1988) par rapport à la population est l'un des plus faibles en France. Quant au secteur de Lens, qui constitue pourtant le deuxième pôle urbain régional avec ses 380 000 habitants, il est encore plus démuné : aucune prépa, cinq sections de techniciens supérieurs et un département IUT ouvert

l'an dernier pour une cinquantaine d'étudiants. On ne saurait être plus désolé pour les bacheliers de la région, le plus souvent d'origine ouvrière et modeste et qui bésitent à s'expatrier vers Lille, Arras et plus encore Paris.

Or, comme l'explique avec énergie M. Etienne Wolfcarian, l'un des responsables de la chambre de commerce et d'industrie de Lens, « le handicap numéro un de la région lilloise, c'est le niveau insuffisant de qualification de sa population active. L'alternative est simple : ou bien l'on accepte d'être éliminé, alors qu'on est la première agglomération du Pas-de-Calais et la quatorzième de France ; ou bien on décide de se battre sur le terrain stratégique de la formation. C'est la seule façon d'affronter les mutations technologiques. Mais c'est une véritable révolution culturelle. »

GÉRARD COURTOIS.
(Lire la suite page 26.)

Ecriture et Ecrivains

Collections dirigées par Béatrice Didier.

Collection Ecriture :

Nagao Nishikawa. *Le roman japonais depuis 1945*, 328 pages, 145 F.

Jean Bellemain-Noël. *Biographies du désir. Stendhal-Breton-Leiris*, 272 pages, 130 F.

Adrien Marino. *Comparatisme et théorie de la littérature*, 392 pages, 140 F.

Collection Ecrivains :

François Rigolot. *Les métamorphoses de Montaigne*, 240 pages, 140 F.

Gisèle Mathieu-Castellani. *Montaigne. L'écriture de l'essai*, 272 pages, 150 F.

puf

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

accueille les enseignants en
ECONOMIE STE
EDUCATION CIVIQUE
DROIT

Information Conseil
Orientations bibliographiques

RENTREE
88

du 5 au 23
SEPTEMBRE
de 10 h à 17 h

29, quai Voltaire
2^e étage
75007 PARIS

هكذا من الأصل

L'inspectrice est optimiste

Le vingtième arrondissement de Paris n'est pas une circonscription « facile ». Pourtant, depuis douze ans qu'elle est inspectrice départementale, Nicole Temporal observe que le moral de l'éducation nationale s'améliore.

EN remontant mentalement ses douze rentrées dans l'enseignement élémentaire, Nicole Temporal bute sur un souvenir cuisant : 1977, son premier jour de service en tant qu'inspectrice départementale de l'éducation nationale (IDEN). Une émeute de parents d'élèves dans le préau surchauffé d'une maternelle du dix-neuvième arrondissement de Paris, à cause de la suppression d'une classe. Il a fallu improviser, calmer les parents, rassurer le député, expliquer aux journalistes... « Depuis, j'ai appris à aborder les parents. Quand on les informe, ils deviennent moins agressifs », confie-t-elle de sa voix sereine de pédagogue aguerrie.

Avant ces débuts mémorables dans l'inspection, Mme Temporal avait enseigné le français en Afrique noire, puis au lycée de Colombes. Ensuite, elle a connu plusieurs circonscriptions de la région parisienne, toujours dans des quartiers réputés difficiles, avant d'être nommée en plein cœur de ce qu'il reste du Paris populaire, entre Belleville et Ménilmontant, dans une zone d'éducation prioritaire (ZEP).

La quarantaine tout juste esquissée, souriante mais prudente — surtout ne pas blesser les collègues —, M^{me} Temporal est de la vingt et unième circonscription vit intermédiaire la rentrée. Dès la fin août, elle a retrouvé son bureau pour régler les derniers détails d'un balet préparé discrètement depuis novembre, et qui aboutit à ce petit miracle annuel : la rencontre d'un maître et de ses élèves dans une classe ! Le métier d'IDEN n'est pas de tout repos en ces jours de bouillonnement scolaire. L'IDEN — il est plus d'un millier en France — inspecte et note des instituteurs. Mais sa fonction d'animation pédagogique (séances, conférences) se double d'un travail administratif de relai

avec « ses » quinze directeurs et « ses » quelques deux cents instituteurs, dont elle doit entretenir l'enthousiasme pédagogique. A Gennévilliers, puis à Paris, elle a axé ses interventions sur l'apprentissage de la lecture et de l'écriture. Le sujet la passionne à ce point que, licenciée en linguistique, elle a consacré une partie de ses vacances à terminer son mémoire de DEA sur la manière dont les élèves de CM2 utilisent la parole pour construire et corriger leurs écrits. En attendant d'entreprendre une thèse sur le même sujet. Cette année, elle incitera les instituteurs à se lancer dans des projets d'action éducative (PAE) sur le Bionnaire de la Révolution. En 1987-88, des élèves de quatre écoles avaient rédigé un roman sous la houlette d'un écrivain ; d'autres initiatives visent à diffuser la lecture et l'écriture, à travers le théâtre, le conte ou les marionnettes. « Les instituteurs sont très demandeurs de formation sur la lecture », constate M^{me} Temporal. Mais en évaluant leurs pratiques, on s'aperçoit que certaines idées ne passent pas. Par

exemple celle qui veut que les enfants doivent lire, dès le CP, des textes d'une certaine longueur. Certains manuels de lecture donnent la vision d'une langue en miettes. Ils servent surtout à rassurer les parents et les instituteurs, mais ne préparent pas les enfants à être de vrais lecteurs et scripteurs. » Pourtant, reconnaît

l'école s'améliore, grâce aux messages positifs de M^{me} Chevènement et Monory, assure M^{me} Temporal. Le moral est en hausse et les rentrées sont moins difficiles, car il y a plus de moyens qu'il y a dix ans. Quant aux nouvelles générations de maîtres, ils tiennent mieux leur classe, parce qu'ils sont mieux formés et plus sérieux dans leur travail. Ils se

« on sent leur désir d'aller plus loin et ce n'est pas un mal ».

Des instituteurs rassérénés, de vrais directeurs, des parents mieux informés, des immigrés progressivement intégrés — des filles d'origine étrangère sont premières de leur classe — et même des élèves du privé qui demandent à intégrer l'école publique... L'optimisme serait-il de mise en cette rentrée 88 ? Non, M^{me} Temporal se défend d'être trop euphorique : les instituteurs parisiens restent enfermés dans leurs classes et il n'est pas question de les réunir après 16 heures 30. Les classes difficiles sont encore trop souvent laissées aux débutants désarmés, les résultats des recherches pédagogiques pénètrent peu dans les classes et des stages de formation sont supprimés faute de candidats. Les changements survenus à la tête de l'éducation nationale feront-ils évoluer les mentalités ? M^{me} Temporal reste sur sa réserve. « Nous sommes tous dans l'attente de ce qui sera dit et fait », lâche-t-elle seulement.

PHILIPPE BERNARD.

« Prévoir les effectifs, c'est un peu le marc de café. Je me fie à mon intuition. »

L'inspectrice, de plus en plus d'instituteurs ont conscience que savoir lire ne signifie pas seulement déchiffrer un texte, mais le comprendre et pouvoir l'utiliser. Ils savent que ces apprentissages fondamentaux peuvent s'étaler sur plusieurs années.

Alors, envole le malaise des instituteurs ? Oblige leur grande révolte de 1987 (qui a pris naissance précisément dans des écoles des dix-neuvième et vingtième arrondissements) ? L'image de

posent plus en maîtres que dans les années 70. Leurs méthodes sont plus... traditionnelles (le mot la gêne) et ils ont des élèves plus sages. Souvent bardés de diplômes et ayant eu une autre activité professionnelle, les nouveaux instituteurs apportent à l'école la diversité de leurs expériences. Plus ouverts aux projets et à la formation, ils font évoluer les esprits. Sans doute certains se sentent-ils seulement « de passage » dans l'enseignement. Mais

DES LYCÉES AU SECOURS DES RÉGIONS

Les croisés de Lens

(Suite de la page 25.)

Les parents d'élèves sont parvenus à la même conclusion. Pour eux, l'implantation de formations post-baccalauréat débouchant sur des études longues provoquera à terme le redémarrage économique et culturel de la région. Selon la formule de M. Ghanjatas, les classes préparatoires scientifiques doivent être « le levier qui poussera vers le haut le niveau global de formation des jeunes de la région ». Un peu à l'image de Valenciennes, qui, en une quinzaine d'années, a réussi, à partir de son IUT, à construire un pôle universitaire dynamique.

Malgré trois ans d'efforts et de démarches, cette stratégie n'a toujours pas abouti. Bien au contraire. Alors que les Lenois attendaient

sans succès, pile que les locaux tout neufs de l'institut universitaire de technologie, presque fastueux dans le paysage lennois, ont ouvert leurs portes à la rentrée 1987. Une rentrée pourtant difficile et qui risque de l'être encore cette année. Car, en dehors des locaux et du matériel flamant neuf, l'IUT navigue à vue. « Ce sont les moyens humains qui nous manquent », reconnaît volontiers le directeur, M. Delansays. Nous avons démarré sans postes de professeurs titulaires, uniquement avec des vacations d'enseignants de BTS du secteur. Nous devons avoir deux postes cette année, mais pour beaucoup d'universitaires. Lens et ses environs, c'est un peu le début de la banquise. » Pourtant, ce jeune directeur ne manque ni de projets

triels et des familles pour des formations courtes ? Les parents d'élèves reconnaissent qu'elle est forte, mais ils craignent justement que trop de jeunes de la région soient orientés trop tôt vers des formations techniques trop étroites. Bref, estime Gérard Ghanjatas, « nous sommes victimes d'ostéisme. Les responsables de l'éducation nationale ont du mal à admettre qu'une ville minière et ouvrière puisse disposer de classes préparatoires. Comme si nos jeunes n'avaient pas le droit à l'égalité des chances. »

Lois de baisser les bras, les parents ont décidé de doubler la mise. A l'ouverture de classes préparatoires, ils ont, depuis un an, ajouté deux autres revendications : la création à Lens de DEUG scientifiques décentralisés depuis les universités lilloises, comme cela s'est fait pour Boulogne et Calais, et la réalisation d'un projet d'INSA (Institut national des sciences appliquées) envisagé il y a deux ans et abandonné depuis. Quitte à regrouper l'ensemble de ces formations supérieures ainsi que les projets de la chambre de commerce, et à choisir Lens comme siège de la future université du Pas-de-Calais que réclame explicitement le schéma régional des formations. Mais sur ce point la concurrence est aussi féroce que fœtale, et le chef-lieu du département, Arras, n'est pas le dernier à revendiquer le rôle de pôle universitaire.

Si la formation apparaît désolée mais comme un enjeu national, voire européen, elle n'en suscite pas moins de passions au niveau régional ou local.

GÉRARD COURTOIS.

Le hussard de Vierzon

(Suite de la page 25.)

Un travail de haute précision sur ces matériaux nouveaux qui pourraient constituer un créneau industriel d'avenir au pays de la porcelaine, comme le croit M. Yves Fromion, conseiller régional (RPR) de Vierzon. Des investissements potentiels, français et étrangers, ont été conviés à visiter le lycée et une association de promotion a été créée, dont le président est évidemment... le promoteur.

Mais le plus beau rêve de M. Perrin — faire naître une activité industrielle et des emplois par la formation — a déjà pris corps. Les premiers bâtiments gris et jaunes de la « pépinière d'entreprises du pays des cinq rivières » vont être inaugurés en octobre à Méreau, à l'ouest de Vierzon. Ils accueillent des sociétés créées notamment par d'anciens élèves ou des stagiaires de formation continue, qui bénéficieront du soutien logistique et technique du lycée.

L'ambition de ses promoteurs est d'y installer un centre permanent d'aide aux transferts de technologie auquel pourront collaborer élèves et enseignants, et d'en faire un lieu d'accueil pour les jeunes créateurs d'entreprise.

Ainsi germeront peut-être les graines semées par le hussard noir de l'enseignement technique.

Ph. B.

Beaucoup de familles pensent encore que l'université n'est pas pour leurs enfants

en vain leurs prépas, ce sont les lycées d'Arras, de Béthune ou de Boulogne qui ont bénéficié des quelques créations de maths sup et de maths spé du département. Le rectorat de Lille ne manque pas d'arguments pour juger « prématurée » une telle implantation à Lens. Il estime en particulier que la région lennoise ne dispose pas d'un nombre suffisant de lycées scientifiques pour permettre à des prépas de se développer dans de bonnes conditions.

Une argumentation que partage pour l'essentiel le professeur du lycée Condorcet, M. Bernard Voisin. « Je suis solidaire des parents d'élèves, souligne-t-il. Ils ont fait un formidable travail pour donner confiance aux élèves et à leurs parents. Et, à terme, je suis favorable à la création de prépas. Mais il faut d'abord préparer le terrain, travailler en amont au niveau des mentalités pour augmenter notamment les orientations vers les classes de première S et les terminales C. Et constituer un vivier assez riche d'élèves susceptibles d'aller en prépa. » D'autant, précise-t-il en prévision averti, que nous n'échapperons pas à la hiérarchie des classes préparatoires. Si nous démarrions avec un niveau trop faible, comme des canards boiteux, on compromettrait les futurs prépas. »

A cette prudence des autorités académiques, s'ajoutent les réticences des industriels de la région. M. Wolfcarius, à la chambre de commerce, exprime bien le sentiment général : « La formation est une des clés de notre avenir. C'est clair. Mais ce que demandent les entreprises du coin, notamment les PME, ce sont des techniciens formés à vue + 2 ou bac + 3 pour recruter rapidement. Et puis il ne faut pas se faire d'illusions : notre tissu industriel ne nous permettrait pas, pour l'instant, de retenir sur place ces jeunes sortis de classes préparatoires et des grandes écoles. »

Un sentiment que partage probablement le maire de Lens, M. Delelis. Même s'il suit personnellement le dossier des prépas et s'il a toujours soutenu l'action des parents d'élèves, c'est pour arracher la création d'un IUT dans sa ville qu'il s'est le plus battu au cours des dernières années. Non

ni d'optimisme. « Le seul fait d'avoir créé un bout d'université ici bouscule les mentalités. Beaucoup de familles du cru n'imaginaient même pas de pouvoir envoyer leurs enfants dans l'enseignement supérieur. Ils pensaient que ce n'était pas pour eux. Avec l'IUT tout près, l'université n'est plus inaccessible. Pour cette rentrée, nous avons eu une dizaine de demandes par place. »

Toutes ces objections, l'association des parents d'élèves les connaît par cœur. Et les résume sans hésitation. L'insuffisance du vivier de bacheliers scientifiques ? Peut-être, mais le même argument pouvait être opposé à Béthune ou Boulogne. La demande des indus-

POUR SAVOIR VENDRE, POUR SAVOIR NÉGOCIER, EN FRANCE, EN EUROPE, DANS LE MONDE ENTIER : L'INETEC

Contact :
T. CHEVILLARD
41-87-25-55
41-87-30-74



INSTITUT EUROPÉEN DES TECHNIQUES DE COMMERCIALISATION

VOUS LE VOULEZ, VOUS LE POUVEZ !

« Le talent sans technique, c'est une sale manie » (G. Brassens)

41, rue Dupetit-Thouars
49000 ANGERS

CANDIDATURE A LA SESSION DE SEPT/OCT
INSCRIPTION IMMEDIATE

Pour vous ouvrir les grandes carrières du Management
Hôtelier International
Paris-Genève-Londres-New York

INSTITUT INTERNATIONAL

Maxim's de Paris

3 années de Formation Supérieure
de Management Hôtelier

Admission : 1^{re} année : BAC
2^e année : BTS, DUT, DEUG, Licence.

(1) 42 66 66 82

MAXIM'S

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE A REMPLIR ET A RETOURNER

NOM _____ PRÉNOM _____
ADRESSE _____
TELEPHONE _____
NIVEAU D'ETUDES _____ DATE _____

MAXIM'S

71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42.66.66.82

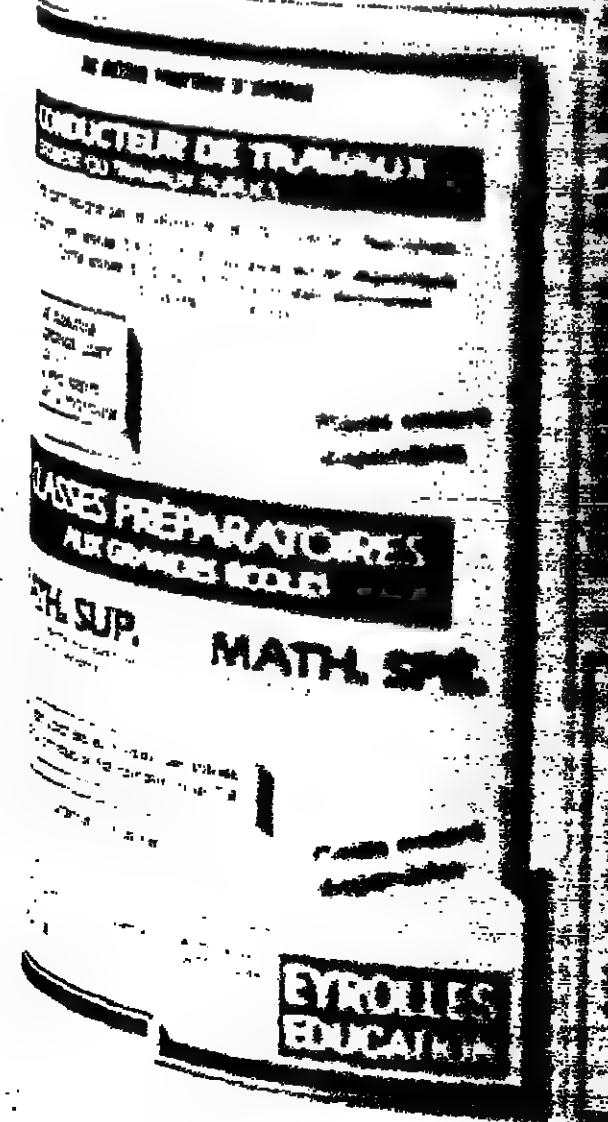
VOUS ÊTES ATTIRÉ PAR CE QUI SORT DE L'ORDINAIRE ? DEVENIR

Graphologue MSI

Notre cabinet spécialisé dans la sélection de personnel pratique environ 2000 analyses graphologiques par an. Vous pouvez suivre une formation par correspondance très individuelle. Informations gratuites à MSI Ltd.

École Suisse de Graphologie - Beau Site 15, Ch. 1624, Pully, Suisse

Ma prem



Ma première classe... en 1888

Septembre 1888... Franchement émoulu de l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, l'écrivain Louis Bertrand rejoint son premier poste de professeur de seconde au lycée d'Aix-en-Provence. Il raconte cette expérience éprouvante dans un texte publié en janvier 1935 dans les Œuvres libres : « Mes débuts dans l'université ». Cent ans après, ce témoignage garde une certaine actualité...

C'ÉTAIT pendant la dernière semaine de septembre 1888. Autant que je me rappelle, j'avais dû prendre à la gare de Lyon un express qui partait de Paris vers Marseille le lendemain, vers six ou sept heures du matin. Je sortais de Normale. J'avais vingt-deux ans. Récemment nommé professeur de seconde au lycée d'Aix-en-Provence, j'allais rejoindre mon poste. Une vie nouvelle commençait pour moi. Je n'étais plus un élève, j'étais mon maître, ou je pouvais en avoir l'illusion. Vingt-deux ans ! Un avenir qui n'avait rien de désespéré ! Et Marseille, la Provence, le soleil méditerranéen, la mer à l'horizon ! Le lendemain, à l'aube, je descendrais de wagon devant des paysages tout neufs pour mes yeux, dans un pays dont j'avais longtemps rêvé, et qui ne pouvait être que merveilleux. J'aurais dû être enchanté et, avec mon habituel tempérament, fou de joie ! Et pourtant j'étais triste, inquiet, mécontent de moi et des autres (...). Ce qui m'inquiétait et me mortifiait, c'était ce gain-pain dérisoire que m'offrait l'université : deux cent vingt-cinq francs et quelques centimes par mois pour nourrir et entretenir trois et bientôt quatre personnes ! Et sur tout — car ma vanité l'emportait sur tout le reste — ce qui m'humiliait, c'était cette chaire de seconde, au lycée d'Aix-en-Provence ! J'avais escompté beaucoup mieux. Depuis plusieurs années, je me préparais pour l'Ecole d'Athènes. Je devais passer trois ans en Grèce et en Asie Mineure. Je verrais Rome, l'Italie, Constantinople, Jérusalem, enfin tout l'Orient. Et, pendant de longs mois, j'avais vécu dans la fièvre et les éblouissements des grands voyages. J'étais l'hôte des rapides, des paquebots, des hôtels cosmopolites. Par avance, je goûtais l'ivresse de débarquer dans des ports inconnus, de me promener dans de grandes villes exotiques, où chaque pas est une découverte ! ... Et puis rien de tout cela ! Pour passer ma fringale d'exotisme, de grande aventure, j'étais réduit à l'enseignement de la seconde ! ... Mais c'était bien ma faute et c'est ce qui achevait de me navrer ! J'avais eu la sottise de me faire refuser à l'agrégation, ce qui m'interdisait toute ambition athen-

nienne, et cela par dilettantisme, pour m'être épris d'un des auteurs du programme, auquel j'avais tout sacrifié, au lieu de piocher sagement et méthodiquement mon examen, comme les camarades. Alors de quoi me plaignais-je ? Je n'avais que ce que je méritais ! (...)

Aix ! Ce nom un peu aigre sonnait désagréablement à mes oreilles ! Sa silhouette graphique elle-même, que je considérais pour la centième fois sur ma feuille de nomination, n'avait rien de flatteur pour mes yeux. Aix ! Une majuscule pointue, et rien derrière ! Ce mot m'était déplaisant à lire ! Et, pour comble de désenchantement, j'avais feuilleté avant de partir un vieux manuel de géographie et j'y avais lu ceci : « Aix, dix-huit mille habitants. Archevêché, cour d'appel, facultés des lettres et de droit. Siège d'une Académie. Commerce d'amandes et d'huile d'olive... ». Fois de l'huile d'olive et des amandes aixoises ! Je n'avais aucun goût pour ces denrées, et ce que je voyais de plus clair, à travers cet étalage de titres scolastiques, parlementaires et universitaires, c'est que tout cela déguisait un affreux trou de province, une vieille petite ville moribonde ! D'avance, j'en avais l'âme transie...

(...) Cependant ma première impression fut des plus favorables. Je voulais, d'ailleurs, qu'elle

« Mon proviseur me jugeait trop jeune, incapable de tenir une classe... »

le fût. Il m'était intolérable de penser que la ville où désormais j'allais vivre était un lieu médiocre. Je m'excitais à la bienveillance et même à l'admiration. Et, tout de suite, j'avoue que je fus très frappé par le grand style du paysage aixois, cette campagne aux molles inflexions et aux nobles feuillages italiens, la couleur chaude des terrains et des fabriques, et, aux arrière-plans, les masses architecturales de Sainte-Victoire. Je trouvais même au viaduc de Roquefavour je ne sais quoi d'antique ou de classique qui m'évoquait tout un coin de la campagne romaine, un paysage de Poussin ou de Claude Lorrain. Mais il faut bien que je l'avoue aussi : à cette époque-là, j'étais aussi mal préparé que possible pour goûter le charme archaïque d'une vieille ville parlementaire

comme Aix-en-Provence. Presque toutes ses beautés datent du dix-septième et du dix-huitième siècle. Or, cet art-là était à peu près fermé aux générations qui florissaient vers 1890. On méprisait en bloc tout ce qui n'était pas l'Anti-



Collection Jeanne... Aix-en-Provence - Cours Mirabeau - Fontaine d'eau chaude

quité grecque ou le gothique. L'histoire de l'art finissait après la Renaissance. Enfin le Midi provençal ou languedocien, le Midi français n'était guère qu'un prétexte à plaisanterie. Parlez-nous

pable de diriger une classe, et il était convaincu d'avance que le souci de l'agrégation allait me détourner de mes devoirs professionnels. Mon Dieu ! ce n'était que trop vrai. Mais c'était aussi une raison de plus pour venir à mon secours, me tendre la perche, me diriger et me conseiller doucement, sans en avoir l'air. Je sais bien que j'étais très ombrageux et sans doute plein de prétentions. Mais je me connaissais aussi : avec un mot cordial, une poignée de main affectueuse, enfin le moindre témoignage de bienveillance, on eût fait de moi tout ce qu'on eût voulu. Au lieu de cela, je sentis instantanément une hostilité pré-

Et c'est ce qu'ils appelaient mon « pardessus de fourrure ». Ce pardessus m'attira bien des sardasmes, mais aussi beaucoup de considération de la part de mes élèves.

Tous ces menus faits ramassés, colportés et commentés par des bouches hostiles ou malveillantes, me valurent un accueil assez frais, lorsque j'allai présenter mes devoirs à mon recteur.

L'hôtel où étaient installés alors les bureaux de l'Académie est un vieux logis qui a encore assez bonne mine. Mais l'université en avait fait quelque chose de solide et de sinistre. J'y fus reçu par

veur, que je trouvais mes premières compensations ! Tout de suite, je m'entendis très bien avec mes élèves et, contrairement aux pronostics de mon proviseur, je sus très bien tenir ma classe. Rien n'est tel que d'être jeune. Etant très près de ces adolescents, je sus leur parler un langage qui était le leur. D'abord, comme je ne le répétais cyniquement, je ne voulais pas m'embêter ! Je ne voulais pas m'assommer moi-même à faire une classe assommante. J'entendais m'intéresser à ce que je disais et aussi tirer un profit de mon enseignement, apprendre moi-même quelque chose. En réalité, j'étais le meilleur élève de ma classe. Avec une pareille pédagogie, j'avais le sentiment d'intéresser tout mon auditoire, jusqu'aux derniers des cancres. Je les émuais par mes lectures. Je leur donnais le goût des belles choses. Tout ce petit monde vibrant, était en effervescence. Ceux qui avaient tant soit peu le sens littéraire me témoignaient avant de sympathie que d'enthousiasme. J'étais fort populaire... Mais les bêtes à concours, les figurants du tableau d'honneur et ceux qui, sur de petits carnets, supputaient leurs points pour le prix d'excellence, tous ces pharisiens m'en voulaient secrètement, d'abord de mésestimer leur besogne de piocheurs et de fouisseurs, et ensuite de négliger scandaleusement la lettre des programmes et la stricte préparation des examens...

L'administration, qui me guettait, prêtait l'oreille à ces doléances sournoises. On aurait dit que je m'appliquais à lui fournir des armes contre moi. N'aurais-je pas eu l'audace ou l'inconscience — je ne sais plus comment ni à propos de quoi — de prononcer en pleine classe le nom alors maudit de Zola ! ... En ce temps-là, Zola n'était pas l'ami des universitaires. Incontinent, je fus mouchardé par les pharisiens, ou trahi involontairement par l'enthousiasme naïf de mes fidèles. Dans les huit jours, je reçus un blâme sévère. L'atmosphère de suspicion et de malveillance devenait de plus en plus épaisse autour de moi. (...)

LOUIS BERTRAND.

Louis Bertrand (1866-1941) fut ensuite professeur au lycée d'Alger. Il écrivit plusieurs romans où il décrit la vie des colons d'Algérie et fut membre de l'Académie française.

un petit bonhomme grassouillet, qui avait l'air d'une grenouille juchée sur un tabouret. Ce fut bref et tout à fait dépourvu de cordialité. Ce personnage me dit en substance : « Il faudra vous occuper de vos élèves ! Vous n'êtes pas ici pour parader et faire de la fantaisie... pour sculpter votre statue intérieure (je ne sais où il avait pêché cette expression ambitieuse, qui, somme toute, ne manquait pas de justesse). Et n'oubliez pas que vous êtes un fonctionnaire ! Les fonctionnaires doivent servir la République, qui les paie ! » Là-dessus, l'insolente petite grenouille me mit à la porte.

(...) Chose surprenante, c'est dans ce métier, embrassé sans fer-

conçu. Et le fond de cette hostilité, c'est que j'étais normalien et que lui, mon proviseur, ne l'était point : ce sont de ces choses qui, de mon temps, dans l'Université, ne se pardonnaient pas. Et c'est pourquoi il ne me fit la grâce d'aucun conseil. J'allais être en observation sous des yeux inamicaux et qui guettaient mes premiers managements pour les noter avec allégresse. Le bonhomme avait l'air de se frotter les mains, en se disant dans sa barbe : « Ah ! ah ! mon petit ami. Vous voilà jeté à l'eau ! On va voir comment vous vous en tirez ! » ... Et je ne tardai pas à me convaincre que le cruel escomptait mon naufrage.

(...) Je dus passer aussi pour un insupportable « poseur », car, ne trouvant aucun agrément dans le commerce de mes collègues, je les évitais le plus possible. En général, c'étaient de très braves gens, mais avec qui je ne me sentais absolument rien de commun. Je n'y mettais aucun orgueil. Je m'efforçais même de me montrer extrêmement poli et prévenant. On ne me pardonnait pas ma politesse, pas plus qu'on ne me pardonnait ma tenue. J'étais pourtant mis très simplement. C'est qui me singularisait, c'était le port du haut-de-forme, dont j'avais pris l'habitude à l'école. Tous mes camarades portaient le « tuyau de poêle » ou, comme nous disions :

Abritaient de grands fronts / sous de modestes tubes.

J'avais à Aix mes vieux chapeaux de la rue d'Ulm. Enfin, vanité scandaleuse chez un si petit fonctionnaire, j'avais un « pardessus de fourrure ». Ils appelaient ainsi un simple paletot en gros drap vertâtre que j'avais acheté à la Belle Jardinière sur mon premier argent, gagné à donner de chétives leçons. Ma mère, toujours affolée pour moi à l'idée d'une bronchite possible, y avait cousu de ses mains, en guise de collet, la peau de je ne sais plus quelle bête très peu somptueuse.

DIPLOME UNIVERSITAIRE DE TRADUCTION ET REDACTION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Filière de second cycle à finalité professionnelle mise en place à Bourges par l'Université François Rabelais de Tours, les collectivités territoriales et la chambre de commerce du Cher, en collaboration avec l'Institut des langues et civilisations orientales (I.N.A.L.C.O.).

Recrutement : Diplômés de 1^{er} cycle de l'enseignement supérieur scientifique et technique aussi bien que littéraire ou juridique.

Ce diplôme comprend une solide formation en sciences de l'ingénieur, un complément de formation en droit et gestion ainsi qu'une formation intensive en traduction et rédaction technique en anglais et dans une autre langue étrangère.

INSCRIPTIONS (avant le 5 octobre 1988) - Université François Rabelais U.P.R. anglais et L.E.A. - 3, rue des Tanneurs 37041 Tours, Cedex - Tél. : 47.38.56.00, poste 310

CONDUCTEUR DE TRAVAUX
BÂTIMENT OU TRAVAUX PUBLICS

Diplôme conféré par le Ministère de l'Éducation Nationale.
Admission : 1^{ère} année BAC C.D.E. ou examen en septembre
2^{ème} année BTS ou DUT ou niveau équivalent
Externat - Internat

UNE FORMATION
SUPPLÉMENTAIRE COURTE
(BAC + 2)
EN PRISE DIRECTE
AVEC LA PROFESSION

Places encore disponibles

CLASSES PRÉPARATOIRES
AUX GRANDES ÉCOLES

MATH. SUP.
BAC C.D.E., diplôme équivalent ou examen d'entrée en septembre

MATH. SPÉ.
3/2, 5/2, 7/2

Des classes adaptées au niveau des élèves
Un corps professoral hautement qualifié

Externat - Internat

Places encore disponibles

EST P. ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRIVE
57, Boulevard St-Germain 75242 Paris Cedex 05
Tél. (1) 46.34.21.88

22, Avenue du Président Wilson 94230 Clichy
Tél. (1) 46.34.21.88

EYROLLES EDUCATION

IEMI INSTITUT EUROPEEN DE MANAGEMENT INTERNATIONAL

POUR LES MANAGERS EUROPEENS DE 1992

FACE A LA MONDIALISATION DES AFFAIRES

2^E CYCLE

LICENCE EUROPEENNE DES AFFAIRES
en association avec le Centre de Management aux Affaires de Genève

10 MOIS de Management et de Missions Professionnelles Européennes

Admission : Jeunes cadres. Licence. DEUG. DUT. BTS ou diplômes CEE équivalent.

(1) 42 66 66 82

CANDIDATURE A LA SESSION SEPT/OCT
INSCRIPTION IMMEDIATE

ETABLISSEMENT PRIVE D'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR EUROPEEN

DEMANDE DE DOCUMENTATION GRATUITE A REMPLIR ET A RETOURNER

NOM _____ PRENOM _____

ADRESSE _____

TELEPHONE _____

DATE _____

NIVEAU D'ETUDES _____

IEMI

71, rue du Faubourg-Saint-Honoré - 75008 PARIS - Tél. : (1) 42.66.66.82

كذا من الأصل

A l'assaut de Lagarde et Michard

Qui parviendra à détrôner le célèbre manuel de littérature ? Tous les grands éditeurs ont leur prétendant. Mais il résiste...

BATAILLE de prétendants pour un trône occupé. Après quarante ans de règne quasi absolu sur les anthologies de littérature, la célèbre collection Lagarde et Michard est assaillie de toutes parts. La rentrée 1988 voit s'achever l'éclosion des manuels de français destinés aux classes de seconde et de première. Après l'intrépide Magnard en 1983, qui récidive cette année avec une nouvelle série en deux volumes (*Littérature*), Hachette et Nathan en 1986, c'est aujourd'hui Hatier qui souhaite ébranler la forteresse Bords. Mais comment conquérir le public inconditionnel de cette vénérable collection, tout en répondant aux exigences novatrices des programmes définis par l'inspection générale ?

Réponses en ordre dispersé. Entre les livres édités par Magnard, dont la conception paraît aux antipodes du canonique Lagarde et Michard, le décalage-tolérance du Bords réalisé par MM. Decote et Dubocq pour Hatier, en passant par le Darcos neutre - d'aucuns diront terne - de Hachette ou le - trop ? - savant Mitterand chez Nathan, chacun trouvera son compte. Maquettes léchées et multicolores, surenchère d'illustrations somptueuses, abondance de notes de lecture, d'extraits de critiques contemporaines, introduction aux techniques d'expression, présentation des courants littéraires - parfois en jargon par trop abstrait, certains paragraphes du Nathan en font la caricature, - ouvertures sur la littérature étrangère et les autres formes de communication, tous veulent gonfler les imperfections du Lagarde et Michard. Un succès, l'ont-ils contesté, s'imite et facilite l'inspiration.

Du haut de son expérience et fort d'un public fidèle et large, le Lagarde et Michard regarde ces nouveaux concurrents avec sérénité. Depuis sa naissance en 1948, il a déjà affronté plusieurs tentatives de déstabilisation. Révolutionnaire à l'époque par le mariage réussi de l'histoire littéraire et de morceaux choisis, par ses questions de bas de page - qui peuvent sembler un peu naïves mais qui facilitent le travail des enseignants - par sa maquette

aérée et illustrée, il a toujours surmonté les épreuves. Ebranlé après mai 1968 par la vogue de l'enseignement thématique, qui croyait à tort que les élèves maîtrisaient la chronologie et l'histoire, brocardé par les adeptes de l'école sans manuel, il s'est ressaisi. Malgré quelques défauts - son ancienneté qui privilégie certains auteurs aujourd'hui considérés comme mineurs ; son vingtième siècle qui ratisse large, mais se contente d'une « pincée de Yourcenar, de trempe lignes de Modiano contre



un chapitre hypertrophié consacré à Romain Rolland », selon la formule d'Alain Boissinot de l'Association française des enseignants de français, - il reste une valeur sûre, qui emporte près de 60 % du marché.

Bords garde confiance dans la réussite de son vieux enfant, croit dans la fidélité de ses générations de lecteurs. Certains concurrents attribuent ce succès continu à la routine qui rouillerait les enseignants, les empêchant de choisir d'autres manuels par crainte de devoir refaire leurs cours. D'ailleurs en 1985, lors de l'épousage de la collection, MM. Lagarde et Michard ont veillé à ce que chaque texte reste à la même page, pour ne pas dérouter les professeurs ayant « appris » leur livre.

Un léger lifting suffirait selon l'éditeur. « Le Lagarde et Michard reste très actuel, assure

Alain Cardona, directeur d'édition chez Bords. Les concurrents nous donnent d'ailleurs un coup de chapeau, puisqu'ils semblent avoir conçu leurs manuels en ayant constamment un œil sur notre collection. Cet hommage ne fait que renforcer notre position.

Les nouveaux venus ne cachent pas leurs ambitions. « Notre objectif est de détrôner le Lagarde et Michard, de nous ménager une place au soleil », affirme Georges Decote, un des responsables des « Itinéraires littéraires » d'Hatier. « Le Lagarde et Michard, c'est la III^e République, assène Anne Blacas, directrice d'édition de la série « Perspectives et confrontations » d'Hachette. Son succès est une question de génération. Les professeurs d'aujourd'hui, qui sont allés à l'Université dans les années 60, veulent de nouveaux livres. Aussi notre collection est un bilan des études littéraires depuis la naissance du Bords. » « La grandeur du Lagarde et Michard s'estompe dans les deux ans à venir », prophétise (peut-être imprudemment) Xavier Darcos, l'auteur maison. Chez Nathan, Henri Mitterand, le directeur de la collection « Littérature, textes et documents », insiste sur l'âge des Bords : « Les collections existantes sont démodées. On n'enseigne plus la physique comme en 1945, alors pourquoi en faire autant du français ? »

Pourtant, la plupart de ces nouveaux manuels se contentent de signer les rhéumatismes du livre qu'ils veulent destituer. Ainsi tous reconnaissent la place incontournable de la chronologie pour bien expliquer et faire découvrir la littérature. Même Magnard, qui avait tenté de se démarquer en 1983 avec sa collection « Textes et contextes » aux écrivains pré-

sentes par ordre alphabétique, est revenu à plus de classicisme dans deux livres de MM. Biet, Brighelli et Rispail, sobriement intitulés « Littérature ». « La première série s'adressait à des élèves capables de se repérer historiquement. Très vite, nous nous sommes rendu compte que seuls les plus forts s'y retrouvaient, que les autres ne savaient pas situer dans le temps Corneille ou Racine », se désole Jean-Paul Brighelli.

Autre héritage du Lagarde et Michard : l'importance de la bio-

graphie pour éclairer les œuvres des écrivains. Le Hatier revendique clairement cette filiation : « Les biographies vivantes et complètes sont un de nos points communs avec le Lagarde et Michard », précise Georges Decote. Un auteur est un être de sang et de chair. Il faut connaître sa vie pour se passionner, sympathiser avec ses ouvrages et se raccrocher à son destin. » Aux longs discours Hachette et Nathan préfèrent des tableaux ou des paragraphes courts, suivis en ce sens par Magnard dans ses derniers ouvrages.

Quant au choix des œuvres, chacun apporte ses trouvailles, déniche son auteur méconnu, fait valoir de nouvelles plumes dans le Panthéon des Lettres. Les textes sélectionnés sont là. Mais Hatier ressort des oubliettes Jules Verne et Jules Laforgue, Nathan exhibe Forneret ou Flora Tristan, et Magnard n'oublie... personne.

En fait, les vraies différences avec l'antique collection de Bords - en somme les véritables

innovations - résident dans le respect des programmes définis par l'inspection générale. Ceux-ci mettent l'accent sur l'étude d'œuvres complètes et le rapprochement thématique de textes, insistent sur l'apprentissage des techniques d'expression et de communication, recommandent l'utilisation de documents non exclusivement littéraires.

Les éditeurs répondent plus ou moins bien à ces exigences. Bords autorise des rapprochements thématiques par de simples index en

de préparation aux épreuves du baccalauréat. Reste que l'intelligence n'est pas toujours synonyme de réussite commerciale. Les éditeurs sont face à un dilemme : répondre à toutes les exigences des programmes au risque de devenir trop touffus, trop riches, trop élitistes - ce qui fut le cas de la première collection Magnard, - ou demeurer frileusement dans la lignée du Lagarde et Michard avec le danger de s'en dévenir qu'un essai au look amélioré. Conséquence de ce « toujours plus » des manuels (toujours plus de photographies, d'astuces de mise en page, de recherche dans la présentation, de textes méconnus) les livres deviennent de plus en plus lourds, et chers. Au Lagarde et Michard de petit format, et à prix raisonnable, répondent le bon kilo trois cents du dix-neuvième de Hatier ou les neuf cent vingt-sept pages du dix-neuvième de Magnard. Comment les faire tenir dans les sacs à dos des élèves, peu enclins à transporter trop de matériel ? Hatier, conscient du handicap, vient de décider de diviser son dix-neuvième en deux volumes, brochés ou non. Magnard vise plus loin et met au point une collection sur disque optique. La culture et la connaissance de la littérature ne se mesurent pas en kilos.

THIERRY BILLARD.

- *Anthologie et histoire littéraire*, par André Lagarde et Laurent Michard, Bords, 6 volumes de 66 à 125 F.
- *Textes et contextes*, par Biet, Brighelli et Rispail, Magnard, 4 volumes de 130 à 192 F.; collection *Littérature* 2 volumes, 129 et 135 F.
- *Perspectives et confrontations*, par Darcos, Tardieu, Agard et Dubocq, Hachette, 4 volumes entre 100 et 120 F.
- *Littérature* sous la direction de Henri Mitterand, Nathan, 4 volumes de 91 à 98 F.
- *Itinéraires littéraires*, sous la direction de Georges Decote, Hatier, 2 volumes parmis, 110 F.

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINEMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
scripte
monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e année)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)

CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. (1) 48.74.65.94
Documentation M sur demande

LA BONNE DIRECTION

ÉCOLE D'ADMINISTRATION & DIRECTION DES AFFAIRES

Options	Admissions	USA
Finances	1 ^{re} année	MBA en un an (certificat EAD)
Gestion de personnel	2 ^e année	Propriétés d'entreprise
Marketing	3 ^e année	DEUS - 66 échelons
Publicité et relations publiques	4 ^e année	Service de placement
Commerce international	5 ^e année	EAD Enseignement supérieur privé
Informatic	6 ^e année	
Création d'entreprise	7 ^e année	

15, rue Soufflot
75240 PARIS CEDEX 05
Tél. 43.29.97.60

VOTRE REUSSITE EN PREPA

ECOSUP PREPA HEC - ESC
MATH SUP - MATH SPE
128, avenue de la République - 75011 PARIS
Inscriptions : Tél. (1) 60.72.74.00

« LES CHEMINS »

Institut LESCHI

Cours privé secondaire de la 6^e aux terminales ABCDG. Classes à effectifs limités. Un contrat de formation par niveaux tenant compte de la personnalité de chaque élève. Une pédagogie de la responsabilité. Renseignements, inscriptions : 110, rue Mithéon
13100 AIX-EN-PROVENCE
Tél. : 42-63-10-60
58, cours Julien
13006 MARSEILLE
Tél. : 91-48-10-04

Cours par correspondance cours oraux et conférences à Paris Sessions de formation

ÉCOLE DE PSYCHO-GRAPHOLOGIE

ORGANISME PRIVÉ FONDÉ EN 1983
Contrôle de l'Éducation Nationale
R. 3 - Dép. LM
12, villa Saint-Pierre
94220 CHARENTON
Tél. : (1) 43-79-72-01
Préparation à la profession de graphologue
Conseils de formation continue
Inscriptions reçues toute l'année
Documentation gratuite
(11) Contraintes d'écriture électronique
Psychologie, éthologie, théorie de la personnalité

LA COORDINATION RÉGIONALE INTERUNIVERSITAIRE DE FORMATION CONTINUE PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

organise

- Le séminaire national annuel des services formation continue des universités le mardi 20 septembre 1988 à Aix-en-Provence.

FORMATION CONTINUE SUPÉRIEURE et POLITIQUES RÉGIONALES

- Un séminaire en mer du 15 au 17 novembre 1988 sur le paquet « Liberté » (MARSEILLE-ALGER-MARSEILLE). Connaissance du marché algérien du logiciel et de la formation en microinformatique.
- Un séminaire similaire est organisé pour les Algériens au départ d'Alger le 16 novembre 1988.

Renseignements pour ces deux séminaires :
Coordination régionale PACA
Atelier de prévision Université AM III
3, avenue R. Schuman
13628 Aix-en-Provence. Cedex.

ÊTES-VOUS DÉCIDÉ A ALLER PLUS LOIN ?

Plus loin pour être compétitif ?
L'ESIAE vous y prépare. Chaque année, elle vous plonge dans le bain de l'entreprise pour affiner vos compétences.
Plus loin en Europe ?
L'ESIAE vous y engage. En 3^e année, c'est une exclusivité ESIAE, vous partez 3 mois pour Londres, Madrid, ou Trèves, maîtriser l'international, école/entreprise.
Plus loin dans vos spécialités ?
L'ESIAE vous y encourage. Avec une 4^e année axée sur la spécialité de votre choix parmi : Banque/Bourse, Vente/Négociation Internationale, Publi/Promotion, Création d'Entreprise. Un stage de pré-emploi de 4 mois et la possibilité de préparer un MBA.
Avec l'ESIAE, décidez d'aller plus loin dans vos ambitions pour aller plus loin dans votre carrière. (Salaires moyens d'un débutant : 135.000 F.)

Conditions d'admission : Bac + concours d'entrée - 14-15/09 - 21-22/09
Aide au financement total des études

46.51.51.26

École Supérieure Internationale d'Administration des Entreprises

L'ÉCOLE DES MANAGERS

Établissement Privé d'Enseignement Supérieur Commercial
63, Bd Exelmans 75016 PARIS
Tél. (1) 46 51 51 26
13, rue des Augustins 69001 LYON
Tél. 78 27 92 90

CAMPUS/UNIVERSITÉS

Sarrebruck l'européenne

S'appuyant sur sa situation frontalière, l'université de Sarrebruck a poussé particulièrement loin la coopération franco-allemande.

« **N**OUS nous sommes tout de suite coulés dans le moule d'Erasmus, le programme européen d'échanges universitaires d'étudiants et d'enseignants. Malgré sa réserve naturelle, le professeur Richard Johannes Meiser ne cache pas sa satisfaction. Bien qu'elle apparaisse outre-Rhin comme une université encore jeune et de taille moyenne, avec ses dix-huit mille étudiants, l'université de la Sarre qu'il préside affiche un incontestable dynamisme européen.

Parmi les universités allemandes, elle est celle qui participe au plus grand nombre de conventions dans le cadre du programme Erasmus. En une année, dix-neuf accords ont été conclus, dont cinq avec des établissements français (Metz, Strasbourg, Nancy, Lyon et Mulhouse). Une centaine d'étudiants de Sarrebruck bénéficient de bourses européennes, pour suivre une partie de leur cursus dans un pays de la Communauté. Cette ouverture

mandes. La géographie et l'histoire ont donc largement contribué à forger une tradition européenne, et notamment franco-allemande, dont les symboles et les réalisations sont nombreux. Ainsi, l'université de la Sarre est la seule université allemande à décerner des diplômes homologués en France. C'est le cas pour les licences et maîtrises de littérature comparée et de littérature et linguistique allemandes. Mais la situation la plus originale est sans doute celle du Centre d'études juridiques français créé en 1955 et sans équivalent en Europe. Intégré au département d'études juridiques de l'université de Sarrebruck, financé par l'université, mais dirigé par deux professeurs de facultés de droit françaises, cet institut a pour première mission de fournir un enseignement fondamental de droit français, conduisant au DEUG de droit.

Mais, depuis quelques années, souligne M. Christian Antezler, l'un des codirecteurs du centre

Fournir des cadres parfaitement à l'aise dans les deux cultures

devrait se poursuivre cette année, puisque une convention est en projet entre l'université de la Sarre et Paris-X Nanterre (droit du commerce international), ainsi qu'un accord d'échanges triangulaire entre Sarrebruck, l'université de Lille-II et celle de Warwick en Grande-Bretagne.

Pour réussir ce pari européen, l'université de la Sarre a sans doute bénéficié du soutien actif du gouvernement sarrois. Mais elle a surtout joué à fond la carte de la région frontalière, habituée depuis des décennies à la coopération et aux échanges économiques, culturels et politiques. Passée sous administration française après le premier conflit mondial, revenue dans le giron allemand en 1936, soumise à un gouvernement militaire français au lendemain de la seconde guerre mondiale, la Sarre opte définitivement pour le rattachement à la République fédérale d'Allemagne à l'occasion du référendum d'octobre 1955. Tout en conservant des liens privilégiés avec la France, la création de l'université de Sarrebruck, à quelques kilomètres de la frontière française, en est une preuve singulière.

En 1947 est en effet décidée à Nancy la création d'un « Institut d'études supérieures de l'université de Nancy en territoire sarrois ». C'est à Paris, en 1948, que cet Institut est transformé en université indépendante dont la présidence est confiée à un Français, le professeur Angelo. Et ce n'est qu'en 1957, après le référendum sarrois, que l'université de Sarrebruck est formellement rattachée à l'ensemble des universités alle-

avec M. Claude Witz, « le centre a pu commencer à remplir sa seconde mission : permettre à ses quelque cent cinquante étudiants de combiner l'acquisition des connaissances du droit français et du droit allemand ». Les étudiants d'origine française bénéficient d'une initiation poussée au droit allemand, dans le cadre de leurs matières à option. Mais un nombre croissant d'étudiants allemands, motivés par la perspective du marché unique de 1993, suivent à Sarrebruck un double cursus qui leur permet, moyennant quelques aménagements, d'obtenir, à la fois, le DEUG français et l'examen d'Etat allemand. En complémentarité avec le centre d'études juridiques, et sous la houlette de ses deux directeurs, s'est développé un institut d'études européennes qui accueille, en troisième cycle et en recherche, une soixantaine d'étudiants et de professionnels qui souhaitent se spécialiser en droit communautaire.

Enfin, l'université de Sarrebruck abrite, depuis plus de trente ans, l'Institut d'études françaises. A l'instar des dix-huit autres instituts français en Allemagne fédérale, l'institut de Sarrebruck est partie prenante de la politique culturelle du ministère français des affaires étrangères. Et il multiplie à ce titre les manifestations comme le Festival de théâtre français, le Festival de la chanson française, les expositions ou les invitations de personnalités et d'écrivains. Mais, implanté dès l'origine à l'université et financé par elle, l'institut a également été conçu pour favoriser,

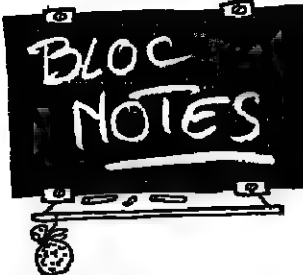
dans le domaine universitaire, les relations privilégiées entre la France et la Sarre. A l'organisation de conférences de haut niveau et de colloques internationaux, s'ajoutent les cours de langue et l'aide apportée par le Bureau d'action linguistique aux professeurs de français des lycées de la région.

Ces créations déjà anciennes ont été relayées et renforcées depuis quelques années par de nombreuses initiatives. Ainsi, depuis 1984, l'université de la Sarre est membre de la Charte de coopération universitaire, qui rassemble les établissements d'enseignement supérieur du Luxembourg, de Sarre et de Lorraine (universités de Nancy et Metz, Institut polytechnique de Lorraine et Ecole d'ingénieurs de Metz). Visant, à long terme, le développement d'une université européenne « à campus dispersés » capable de contribuer au redéploiement d'une région d'Europe qui connaît, de part et d'autre des frontières, de sérieuses difficultés économiques, la charte a indéniablement relancé la coopération universitaire : reconnaissance mutuelle des diplômes en droit, médecine, géographie, et, pour la formation des ingénieurs, échange d'étudiants ou projets de recherche communs qui associent, notamment, des équipes de Sarrebruck et de Nancy dans le domaine de l'informatique.

Enfin, le sommet culturel franco-allemand de 1986 a permis la mise en place du « collège franco-allemand ». Il s'agit d'un programme d'études intégrées tout à fait original qui débouche sur une maîtrise franco-allemande de civilisation comparée. Pionnier dans de nombreuses disciplines (droit, lettres, sociologie, sciences politiques, histoire), cette filière est destinée à former des cadres du secteur tertiaire parfaitement à l'aise dans les deux cultures. Elle démarre à cette rentrée et s'adresse à des étudiants recrutés au niveau bac + 2, qui effectueront leur année de licence à Sarrebruck et leur année de maîtrise à Metz.

Situation frontalière, liens historiques avec les universités françaises, regroupement régional « Sarre-Lor-Lux » : il n'est pas surprenant que l'université de Sarrebruck ait immédiatement joué à fond la carte des programmes de coopération universitaire européenne. Les obstacles, pourtant, ne manquent pas. Les problèmes linguistiques restent tenaces. Et, si l'université de la Sarre compte 8 % d'étudiants étrangers, dont plus de trois cents français, le professeur Meiser admet volontiers qu'il est « difficile de motiver les étudiants allemands pour aller à l'étranger ». Les échanges d'enseignants sont encore plus faibles. Enfin, les procédures d'harmonisation des cursus et des diplômes sont complexes. A Sarrebruck, comme ailleurs, le chemin de l'Europe est encore long.

GÉRARD COURTOIS.



PRÉPAS

La Chambre de commerce et d'industrie de Melun fait savoir qu'il y a encore des places dans les classes préparatoires aux grandes écoles d'ingénieurs et de commerce qu'elle ouvre à cette rentrée à Paris, 128, avenue de la République, 1^{er} arrondissement.

* Math sup-spé, 36-38, rue Bancel, 77007 Melun Cedex. Tél. : 64-09-27-69.

* Eco-sup, 1, rue du Port-de-Valvins, 77215 Avon-Fontainebleau Cedex.

CHINOIS

L'association Rencontre et culture franco-asiatique organise des ateliers de langue chinoise, cuisine asiatique, arts martiaux, musique, calligraphie... pour enfants et adultes.

* 29, avenue de Chézy, 75013 Paris. Tél. : 45-86-10-52.

AUTOMOBILE

L'institut supérieur de l'entreprise et des affaires du tourisme et des loisirs (ENSTO) - St-Jérôme, pour les candidats aux examens des différents diplômes comptables. DECF, 4 épreuves, 85 F le volume. DECF, 7 épreuves, 95 F le volume.

* Editions La Vieillesse, 54, rue de Chabrol, 75010 Paris. Tél. : 48-40-80-44.

COMPTABILITÉ

Le groupe La Vieillesse - Revue fiduciaire crée une collection d'Annales commentées, pour les candidats aux examens des différents diplômes comptables. DECF, 4 épreuves, 85 F le volume. DECF, 7 épreuves, 95 F le volume.

* Editions La Vieillesse, 54, rue de Chabrol, 75010 Paris. Tél. : 48-40-80-44.

PSYCHOLOGIE

Le Syndicat national des psychologues publie dans son bulletin Psychologie et psychologie (juin-juillet, n° 83, 42 F) les résultats complets de l'enquête sur les débouchés de la psychologie réalisée pour le Monde Campus et le compte rendu de la table-ronde organisée à cette occasion.

* SNP, 40, rue Pascal, 75013 Paris. Tél. : 45-87-03-39.

VEZ PLUS HAUT ! AVEC LES MEILLEURS EN FORMATION CONTINUE DANS LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DE LA RÉGION PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

* Conseil en formation, Audit
* Formations de perfectionnement intra et inter-organisations
* Formations diplômantes adaptées pour adultes (DUT, BTS, DEUG, Licences, Maîtrises, DESS, etc.)
En Droit, Économie, Gestion, Sciences et Techniques, Sciences Sociales, Langues, etc.

UNIVERSITÉ AIX-MARSEILLE I (Provence)
1, place Victor-Hugo
13331 MARSEILLE CEDEX 3
Tél. 91-42-57-90

UNIVERSITÉ AIX-MARSEILLE II
Jardin Emile-Duclos
84 Charles-Léon
13007 MARSEILLE
Tél. 91-52-90-34 - Poste 249

Dont : IUT d'Aix
Avenue Gaston-Bergier
13625 AIX-EN-PROVENCE
CEDEX 1
Tél. 42-20-57-23

UNIVERSITÉ D'AIX
Marseille III
3, avenue Robert-Schuman
13629 AIX-EN-PROVENCE CEDEX
Tél. 42-20-08-66

Dont : IUT de Marseille
Avenue des Glaciers - St Jérôme
13377 MARSEILLE CEDEX 3
Tél. 91-28-93-31

Institut de Promotion Supérieure du Travail (Interuniversitaire)
3, place Victor-Hugo, 13331 MARSEILLE CEDEX 3 - Tél. 91-95-90-71

ISTH INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES ET TECHNIQUES HUMAINES DEPUIS 1954

SCIENTES'PO

• Méthodologie de la dissertation
• Mises à niveau en langues vivantes
• Compléments pédagogiques en sciences politiques et économiques

• **Entrée en AP**
• Année complète - octobre à juin
• Sessions trimestrielles - février à juin
• Session intensive juillet-août

Toutes options assurées
Nouveau programme 88.
TOLBIAC : 83, av. d'Italie 75013 Paris Tél. : 45.85.59.35 +
AUTEUIL : 6, avenue Léon-Henney 75016 Paris Tél. : 42.24.10.72 +

POUR L'EUROPE DE 1992

LES ÉCOLES DE COMMERCE DU GROUPE I DOUBLENT VOS CHANCES DE RÉUSSITE

icad isic
20 ans d'enseignement : succès prouvés aux examens d'état + 20 ans d'entreprise : des dirigeants H.E.C.

1^{er} CYCLE : Bac ou niveau bac : BTS en 2 ans
• Action commerciale
• Force de vente
• Commerce international
• Communication et publicité
• Comptabilité-gestion

2^e CYCLE : Niveau bac + 2 : DEUG, DEUST, DUT, BTS : ADMISSIION DIRECTE
SPÉCIALISATION en 1 ou 2 ans
• Management international
• Création-gestion d'entreprise (PME)
• Marketing-vente

FINANCEMENT DES ÉTUDES POSSIBLE A 100 %
RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTIONS
() 45.51.23.90 et () 40.95.10.11

icad isic Ecoles de commerce et de gestion du Groupe I Ecoles privées d'enseignement supérieur

DEMANDE DE DOCUMENTATION - ADRESSE POSTALE : GROUPE I - 95, rue La Boétie, 75008 PARIS

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____ Ville : _____
Code postal : _____ Niveau d'études : _____
Tél. : _____ Date : _____
Intéret pour : _____

VEZ PLUS HAUT ! AVEC LES MEILLEURS EN FORMATION CONTINUE DANS LES ÉTABLISSEMENTS UNIVERSITAIRES DE LA RÉGION PROVENCE - ALPES - CÔTE D'AZUR

* Conseil en formation, Audit
* Formations de perfectionnement intra et inter-organisations
* Formations diplômantes adaptées pour adultes (DUT, BTS, DEUG, Licences, Maîtrises, DESS, etc.)
En Droit, Économie, Gestion, Sciences et Techniques, Sciences Sociales, Langues, etc.

UNIVERSITÉ AIX-MARSEILLE I (Provence)
1, place Victor-Hugo
13331 MARSEILLE CEDEX 3
Tél. 91-42-57-90

UNIVERSITÉ AIX-MARSEILLE II
Jardin Emile-Duclos
84 Charles-Léon
13007 MARSEILLE
Tél. 91-52-90-34 - Poste 249

Dont : IUT d'Aix
Avenue Gaston-Bergier
13625 AIX-EN-PROVENCE
CEDEX 1
Tél. 42-20-57-23

UNIVERSITÉ D'AIX
Marseille III
3, avenue Robert-Schuman
13629 AIX-EN-PROVENCE CEDEX
Tél. 42-20-08-66

Dont : IUT de Marseille
Avenue des Glaciers - St Jérôme
13377 MARSEILLE CEDEX 3
Tél. 91-28-93-31

Institut de Promotion Supérieure du Travail (Interuniversitaire)
3, place Victor-Hugo, 13331 MARSEILLE CEDEX 3 - Tél. 91-95-90-71

SCIENTES'PO
• STAGE INTENSIF D'ÉTÉ
• STAGE ANNUEL
• STAGE SEMESTRIEL

DROIT/SCIENCES ECO.
• STAGE 2^{ème} SESSION
• STAGE DE PRÉ-RENTRÉE
• STAGE DE SOUTIEN

documentation sur demande
IPEC
Face à la Sorbonne
Institut Privé d'Enseignement Supérieur
48, bd Saint-Michel, 75006 Paris
Tél. 46.33.81.23 / 43.28.03.71

DEMANDE NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
DES LIVRES

LA NOUVELLE GRANDE ÉCOLE DE COMMERCE DE PARIS
() 45.77.11.61

concours 26 septembre

**AUJOURD'HUI BAC + 2
DEMAIN L'ENTREPRISE**
Dès octobre 1988, en 21 mois, nous vous formons à
« L'ENCADREMENT EN UNITÉ DE PRODUCTION »

Vous avez
un B.T.S./D.U.T./D.E.U.S.T.
à dominante industrielle

Vous souhaitez
exercer des responsabilités techniques
et de management
développer des technologies nouvelles

Vous recherchez
une intégration progressive en entreprise

Renseignez-vous sur :
**L'INSTITUT SUPÉRIEUR CONSULAIRE DE
FORMATION ET DE PROMOTION INDUSTRIELLE
DE CHALONS-SUR-MARNE**
Tél. : 26-21-11-33

**INSTITUT D'ÉTUDE
DES RELATIONS INTERNATIONALES
(I.E.R.I.)**
Établissement d'enseignement supérieur libre
12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS
Tél. : 42 96 51 48

Fondé en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique, diplomatique, économique, commercial et linguistique aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux

CARRIÈRES INTERNATIONALES

L'enseignement est assuré par des professeurs d'Université, des hauts fonctionnaires et des praticiens des affaires internationales. Les cours se répartissent sur 4 années. Le diplôme donne accès aux études du 3^e cycle (DEA et DESS), ainsi qu'aux diplômes des universités étrangères (MBA, MIA, MIR, etc.).

Baccalauréat exigé - Recrutement sur dossier après entretiens.
Statut étudiant.

Secrétariat ouvert du lundi au vendredi de 9 h à 12 h et 14 h à 18 h.

SCIENTES'PO
• STAGE INTENSIF D'ÉTÉ
• STAGE ANNUEL
• STAGE SEMESTRIEL

DROIT/SCIENCES ECO.
• STAGE 2^{ème} SESSION
• STAGE DE PRÉ-RENTRÉE
• STAGE DE SOUTIEN

documentation sur demande
IPEC
Face à la Sorbonne
Institut Privé d'Enseignement Supérieur
48, bd Saint-Michel, 75006 Paris
Tél. 46.33.81.23 / 43.28.03.71

DEMANDE NOTRE SUPPLÉMENT
Le Monde
DES LIVRES

Après Bac, Prépa ou Bac + 2
Préparation du DIPLOME D'ÉTAT (DECF), 4^e année : CEE, USA, JAPON
Libs : 65 R du Théâtre 75015 Paris - Établissement privé agréé par le MEN

concours 26 septembre

مكتبة من الأصل

Le Monde INTERNATIONAL

AREA MANAGER

EGYPTE / SOUDAN

Nous sommes une société internationale spécialisée dans l'instrumentation scientifique de pointe. Agé de 35 ans environ, de formation supérieure (écoles d'ingénieurs, commerce ou biologie) appuyée par 5 années d'expérience dans le domaine biomédical, vous êtes capable de développer et de créer des contacts de haut niveau et comprendre les besoins de l'environnement dans lequel vous évoluerez.

Autonome dans un contexte de large délégation, vous serez responsable du centre de profit Egypte/Soudan en coordination directe avec le Directeur Export. De plus, vous dynamiserez et motiverez une équipe d'ingénieurs et de technico-commerciaux. Une aisance parfaite en anglais est naturellement nécessaire.

Si cette opportunité vous intéresse, merci d'adresser votre curriculum vitae, photo et références à AGAL (ref. 8173) 27 rue Talbot, 75009 Paris, qui transmettra. Discretion assurée.

POSTES OUTRE-MER

Certains de postes bien payés. Rev. exonérés d'impôts. Avantages sociaux intéressants. Occ. pour tous métiers spécialisés, prof., administrateurs, techniciens, etc. Renseignements gratuits. Ecrire à : Services Emplois outre-mer, dépt. L.M. 1255, bd Lasser, chambre 208, ville Mont-Royal, Québec, Canada H3P 2T 1.

MÉDECIN DE SANTÉ PUBLIC GESTION

pour assistance technique de haut niveau de responsabilité auprès du ministre de la santé d'un pays d'Afrique sahélo-saharienne, expérience africaine de 8 années scolaires. Français courant indispensable. Ecrire sous la ref. 724. LE MONDE PUBLICITE 5, rue de Montessuy 75007 Paris.

AGENTS required in France and other countries to represent a distributor of unique chemicals and electronic control equipment to major industrial and transport organizations and to public bodies. Substantial rates of commission offered. Insert a reply to: M. C. 6 Globe Road, LETCHWORTH SG8 1DR.

Traducteur.

Philips recherche pour son service de traduction à Eindhoven (Pays-Bas) un traducteur (homme ou femme) de langue maternelle française. Sa tâche sera essentiellement la traduction en français de textes variés de nature technique, scientifique, économique et juridique.

Les candidats devront remplir les conditions suivantes:

- Etre âgés de 40 ans au plus.
- Maîtriser parfaitement le français. Ils devront avoir fait des études d'un niveau universitaire ou équivalent dans cette langue et l'écrire dans un style précis, voire élégant.
- Posséder une connaissance approfondie de l'anglais. La connaissance du néerlandais et, ou de l'allemand est souhaitable.
- Posséder de solides notions d'électronique et d'électricité et, d'une manière générale, s'intéresser aux questions techniques.

Le salaire sera fonction de l'âge et des qualifications. Les conditions d'embauche impliquent une aide de la société en ce qui concerne le logement et les frais de déménagement.

Ecrire en joignant curriculum vitae à Monsieur F.J. Réz, Philips, Département du Personnel, P.O. Box 218, 5600 MD Eindhoven (Pays Bas), sous le numéro de référence 80113 MON. Date limite de dépôt des candidatures: 22-9-1988.

PHILIPS

Traducteur d'un niveau universitaire.



LE BUREAU INTERNATIONAL DU TRAVAIL

agence spécialisée des Nations Unies, cherche pour son siège à GENEVE

UN RÉDACTEUR-RÉVISEUR DE LANGUE FRANÇAISE

qui sera chargé de l'édition française de la *Revue internationale du travail*, sous la direction de son rédacteur en chef. La *Revue internationale du travail*, qui paraît en français, en anglais et en espagnol, publie des articles sur les problèmes de travail et les questions sociales: politique de l'emploi, relations professionnelles, conditions de travail, sécurité sociale, économie du développement, formation professionnelle, sécurité du travail, etc.

Le candidat idéal, âgé de 27 à 43 ans, doit avoir une bonne connaissance de ces sujets; un diplôme universitaire ou une expérience équivalente; plusieurs années d'expérience de la rédaction et de la révision. Il aura en effet à rendre en français, avec précision et dans un style fluide et clair, des textes anglais et espagnols et à réviser les traductions faites par d'autres collaborateurs. La connaissance d'autres langues, en particulier l'allemand et le russe, serait un avantage. Parfaites maîtrise du français écrit. Expérience de la rédaction d'un périodique souhaitable.

Conditions d'emploi intéressantes: traitement et indemnités élevés, 30 jours ouvrables de congé annuel, congé dans les foyers, caisse de pensions, assurance maladie et sociale, etc.

Préférence sera donnée aux candidats des pays suivants: Belgique-Flandre, Canada, Corée, Congo, Côte d'Ivoire, Djibouti, Gabon, Italie, Niger, Portugal, Rwanda.

Les candidatures avec C.V. complet, ou les demandes de renseignements supplémentaires, sont à adresser au Bureau International du Travail, Service de développement du personnel, bureau 4-73, CH-1211 GENEVE 22 ou au Service de correspondance du BIT à Paris, 205, bd Saint-Germain, F-75006 PARIS CEDEX 07.

Date de clôture: 10 octobre 1988.

Réf. I/REVUE/30/88.



IFAD - FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

Le Fonds International de développement agricole (Nations Unies) à Rome (Italie) recherche un:

CONSEILLER TECHNIQUE SUR LES QUESTIONS RELATIVES A LA FEMME DANS LE DEVELOPPEMENT

RESPONSABILITES: Sous la direction générale du coordinateur de l'Unité consultative technique, le titulaire du poste s'attachera à concevoir des approches novatrices de l'élaboration de programmes destinés à accroître le rôle économique des femmes pauvres dans les zones rurales. Plus précisément, ses fonctions seront les suivantes: analyser socio-économique et institutionnelle en vue d'élaborer et de promouvoir des lignes directrices; analyser de moyens de créer des activités économiques viables en faveur des femmes pauvres; analyser de la place de chaque sexe dans les structures de travail des femmes pauvres; analyser des procédures et modalités de prêt distributives et de réception du crédit; analyser des procédures et modalités de prêt distributives et de réception du crédit; analyser des procédures et modalités de prêt distributives et de réception du crédit; analyser des procédures et modalités de prêt distributives et de réception du crédit.

QUALIFICATIONS: Diplôme d'études universitaires de niveau supérieur ou équivalent en économie, économie agricole, sciences humaines, études sociales, développement rural ou discipline analogue. De préférence, 10 à 15 années d'expérience, notamment sur le terrain, dans les pays en développement. Connaissance pratique des activités du secteur rural et expérience du travail dans les institutions internationales des femmes. Excellente connaissance de l'anglais et connaissance pratique du français, de l'espagnol ou de l'arabe.

TRAITEMENT ET AVANTAGES: Faisant partie du système commun des Nations Unies, le FIDA offre des traitements, avantages et indemnités compétitifs sur le plan international.

Les femmes présentant les qualifications requises sont encouragées à faire acte de candidature. Envoyer un curriculum vitae détaillé à:

Division du Personnel: FIDA - Via del Serbelloni, 107 - 00142 ROME (Italie)

Date limite de présentation des candidatures: septembre 1988

Société suisse occupant une place prépondérante dans le commerce international recherche pour le département des échanges compensés un

DIRECTEUR COMMERCIAL DYNAMIQUE

Vous aurez la responsabilité de valoriser et de développer nos activités en Extrême-Orient, en relation avec nos bureaux/agents.

Si vous

- avez vécu dans cette région et acquis de bonnes connaissances des marchés du sud-est asiatique,
- avez l'expérience des affaires internationales et collaboré dans une ou des sociétés de commerce international,
- pouvez justifier des succès dans le domaine des matières premières ou des finances,
- possédez l'anglais et des connaissances de français et d'allemand,
- êtes disposé à beaucoup voyager,
- êtes apte à créer et à entretenir des contacts à tous les niveaux,
- avez un esprit créatif, ouvert et flexible,
- avez entre 35 et 45 ans,

veuillez soumettre vos offres à Monsieur Pierre André, directeur du personnel, André & Cie S.A., Ch. Messidor 7, case postale, 1002 Lausanne, Suisse.

Vous êtes déjà positionné sur le marché de la SELECTION DES PERSONNELS relevant du domaine spécifique de l'utilisation des Systèmes d'Information ou HAUTES TECHNOLOGIES

Vous souhaitez étendre le champ de vos moyens par une meilleure ouverture internationale

Nous vous offrons de vous intégrer à notre Réseau WINC: Worldwide Interactive Network Carat, en devenant:

DIAMOND PARTNER (Création d'entreprise avec financement CARAT)

GOLD PARTNER (Participation minoritaire dans entreprise existante)

SILVER PARTNER (Accords de coopération commerciale)

IVORY PARTNER (Coopération ponctuelle)

Nous examinerons avec attention les documents que vous voudrez bien nous adresser - Compétences, références, moyens, objectifs... Nous sommes exigeants, au plan de la qualité et de la rigueur de gestion de notre organisation, mais aussi ouverts, pour résoudre vos problèmes.

Envoyer toutes informations utiles à: **CARAT TECHNOLOGIES INC.** ADVANCED MANAGEMENT INFORMATION SYSTEMS 800 Square Victoria, Tour de la Bourse, CP 800 MONTREAL QUE. H4Z 1K1 - FAX 1-514-2899296

Réponse assurée sous QUINZAINE et RVS possible pour entretiens à PARIS en Octobre, avec Candidatures retenues.

BANQUE INTERNATIONALE - PARIS 8^e recherche

Traducteur Professionnel H/F

Français-Allemand / Allemand-Français

Spécialisé dans la terminologie économique financière, comptable et bancaire. Expérience 3 à 5 ans dans secteur économique ou financier de préférence.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et présentations sous réf. 742 à M. A. DANNENBERGER CEPIAD - 135, avenue de Wagram 75017 PARIS qui vous garantit la discrétion

AICF (action internationale contre la faim)

RECHERCHE: pour ses missions humanitaires d'urgence et de développement

CHEFS DE MISSION Afrique-Asie

- Poste opérationnel à responsabilités et de haut niveau.
- Gestion et négociation de projets d'urgence et de développement avec autorités locales et bailleurs de fonds internationaux.
- Coordination d'une équipe de techniciens expatriés et locaux.
- Contrats de 1 à 3 ans renouvelables, 5 000 F à 6 000 F/mois, couverture sociale complète et frais de vie sur place pris en charge.
- Anglais courant, forte motivation et expérience du terrain indispensables.

Envoyer c.v. et lettre + photo à AICF 34, avenue Reille 75014 PARIS.

RECHERCHONS

TRADUCTEURS (TRICES) EXPERIMENTÉS (ÉES)

spécialisés en informatique (mini, micro et bureautique) pour mission chez nos clients en R.P. Disponibles rapidement pour contrat de plusieurs mois.

Français-anglais (langue maternelle).

Egalement TRADUCTEURS (TRICES) pour intervention ponctuelle.

Italian-français / français-italien.

Allemand-français / français-allemand.

Utilisateurs P.C., Word et P.A.O. appréciés.

Envoyer votre C.V. détaillé sous n° 8000

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montessuy, PARIS-7^e.

مكتبة من الأصل

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.



PLACEZ VOTRE AVENIR A LA BRED

Première banque populaire 3300 collaborateurs - 190 agences

Maîtrises Sciences Eco et Gestion, DESS, Ecoles de commerce :
diplôme en poche, prenez en main votre avenir !
Intégré dès votre arrivée au sein de l'une de nos agences de la Région Parisienne, de Seine et Marne ou de Normandie, vous apprendrez la réalité du terrain, indispensable à votre cursus. C'est là que vous devrez faire vos preuves, démontrer vos talents : conseiller une clientèle de particuliers, de commerçants, d'artisans, et d'entreprises et la convaincre.
Vous découvrirez un métier aux multiples facettes et assurerez des contacts à tous les niveaux.
Vous devrez affûter vos arguments et maîtriser toutes les techniques.

De réelles perspectives d'évolution vous sont offertes : Responsable de Clientèle de Particuliers, d'Entrepreneurs Individuels, d'Entreprises et Responsable d'Agence, sont des postes que nous vous confierons dès que vous en aurez les capacités. A la BRED, vous forger un bel avenir, c'est possible : à vous de saisir cette opportunité.
Nos structures souples, notre progression constante et la taille de notre Groupe vous y aideront.
Pour placer votre avenir à la BRED, adressez votre dossier de candidature, CV, photo et téléphone, sous réf. 8809 M
Direction Commerciale - Simone GREBAN
4 Av. Vélasquez - 75008 PARIS.

BRED : la banque de votre avenir.

BASE SPATIALE DE KOUROU

LE CENTRE NATIONAL D'ETUDES SPATIALES RECHERCHE POUR SA BASE DE LANCEMENTS A KOUROU

CADRE

FONCTION PERSONNEL
Etudes et Statistiques

Vous serez principalement chargé de la réalisation d'enquêtes et d'études sur la gestion des ressources humaines et l'organisation du travail, de l'élaboration du bilan social et des tableaux de bord mensuels, des prévisions budgétaires des marchés d'assistance technique. Maîtrise ou DESS gestion personnel. Trois ans d'expérience minimum.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, prétentions sous réf. 9007.

AGENCE MAILLE
18 RUE VOLNEY 75002 PARIS
QUI TRANSMETTRA

CP CORLEXIP

MULTINATIONALE LEADER SUR SON MARCHÉ

Pour faire face à son développement recherche un

JEUNE INGÉNIEUR MÉCANICIEN

Une Société Française de réputation mondiale réalisant des biens d'équipement de haute performance recherche un ingénieur grande école pour l'intégrer à une équipe de développement.

Ce poste conviendrait à un candidat débutant ou ayant 2 à 3 ans d'expérience en recherche appliquée.

Au sein d'une équipe il sera chargé d'assurer des études de développement :

- Conception et calculs de structures (connaissance en Fortran et calculs scientifiques souhaités).
- Mise en œuvre de programmes d'expérimentation.
- Qualification de produits.
- Contacts avec Instituts de Recherche Français ou Étrangers.
- Connaissance de l'anglais indispensable.

Poste proche de ROUEN.

Envoyer C.V. détaillé et prétentions à :
DMV COM - 28, rue des Messageries, 75016 Paris, qui transmettra.



Au service de la formation... votre dynamisme et le nôtre...

Bien sûr vous nous connaissez ! Fortement implanté à Paris et en province, notre société, FNAC S.A., emploie 2 000 personnes et réalise un C.A. de plus de 2 milliards de francs.

Nous recherchons aujourd'hui un

Responsable du service formation MF

Intégré à la direction des Affaires Sociales, vous participerez à la traduction, en terme de formation, de la politique sociale de l'entreprise, vous élaborerez et négocierez notre plan de formation. Vous prendrez en charge avec votre équipe les différentes phases opérationnelles, et suivrez le bon déroulement des actions décidées en liaison étroite avec les différents magasins et services du Siège.

Agé de 30 ans environ, votre expérience de la formation « terrain » dans un grand groupe industriel ou de la distribution vous permettra de prendre très vite la mesure du poste. Votre personnalité, votre sens du dialogue, votre force de persuasion vous aideront à devenir le partenaire opérationnel que nous attendons. Votre lieu de travail, situé au Siège Social, sera Paris.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., photo et présent.), sous la référence B/RP/LM, à notre Conseil Denis SESBOUÉ qui vous garantira toute discrétion.

 Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE REASSURANCE

travaillant dans un environnement international renforce ses structures fonctionnelles (informatique, contrôle de gestion, Direction Technique) et Commerciales (Directions de marchés).


Une réelle opportunité s'adresse à de

JEUNES DIPLOMÉS

- de formation BAC + 4 (école de commerce, Dauphine, Sciences Eco) qui ont une formation en statistique et informatique,
- maîtrisant parfaitement l'Anglais. Une autre langue sera un plus.

Adressez lettre manuscrite + C.V. + photo + prétentions à

UAP Réassurances - DPRS/COM
372, rue Saint Honoré
75001 PARIS.



Le groupe industriel TRELLEBORG (CA : 26 milliards FF, 26000 personnes, présent dans 25 pays) a récemment acquis EMMISSA, société française d'Ingénierie et Biens d'Équipements pour mines, carrières, cimenteries, industries chimiques et sidérurgie.

Nous recherchons, pour participer à notre active politique d'expansion, un :

Directeur Général

Bilingue anglais

500 KF +

VOTRE MISSION :

- Aujourd'hui : relancer l'activité en France et en Afrique Francophone, développer le chiffre d'affaires en profitant de la synergie du groupe.
- Demain : mettre en œuvre les développements et expansions possibles que vous proposerez.

NOUS VOUS APPORTONS :

- une opportunité de premier plan, dans une société à taille humaine (CA : 50 MF)
- une totale autonomie, la puissance logistique et le savoir-faire d'un groupe international diversifié.

VOUS NOUS APPORTEZ :

- à 35/45 ans, votre formation Ingénieur Mines ou équivalent...
- Votre compétence reconnue technique et commerciale export de Biens d'Équipements.
- Votre expérience réussie de 5 à 10 ans des secteurs concernés.
- Votre capacité à manager, développer une équipe et à prévoir le moyen terme.

Adressez votre dossier sous réf. 541689 LM à
MERCURI URVAL, 14 bis rue Daru, 75008 Paris qui vous assure une totale confidentialité.

Mercuri Urval

Nous sommes :

- un important groupe en mécanique de précision, leader en France dans son domaine
- dans une phase de fort investissement et de transformation rapide pour renforcer notre compétitivité mondiale
- engagés dans une démarche "qualité totale"

Nous recherchons un

INGÉNIEUR ACHATS INDUSTRIELS

Le poste, centré sur l'achat de moyens de fabrication, implique :

- l'élaboration des cahiers des charges en coopération avec les Directions Technique et Industrielle
- la recherche et l'évaluation des fournisseurs
- la négociation des contrats
- la maîtrise de l'anglais
- des déplacements fréquents en France et à l'étranger.

Vous avez un goût prononcé pour la négociation

Vous saurez faire travailler ensemble le fournisseur et nos techniciens

Vous êtes méthodique dans la conduite de votre action

Vous avez une formation d'ingénieur généraliste issue des grandes écoles, dans les spécialités mécanique, et vous êtes prêt à évoluer plus tard vers d'autres fonctions

Une formation complémentaire ou une expérience dans l'achat Industriel serait appréciée.

Poste à pourvoir en Haute-Savoie.

Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle à
DnC-Pierre Lichau, s/réf 5086, 12 rue Président Camot
69002 LYON qui transmettra.

REJOIGNEZ FRAN
jeunes diplômés,
Futurs diplômés
de l'enseignement
supérieur

UNIVERSITÉS
LUL
TELECOM

RECHERCHONS
UN
INGÉNIEUR
ACHATS INDUSTRIELS
Le poste, centré sur l'achat de moyens de fabrication, implique :
- l'élaboration des cahiers des charges en coopération avec les
Directions Technique et Industrielle
- la recherche et l'évaluation des fournisseurs
- la négociation des contrats
- la maîtrise de l'anglais
- des déplacements fréquents en France et à l'étranger.
Vous avez un goût prononcé pour la négociation
Vous saurez faire travailler ensemble le fournisseur et nos
techniciens
Vous êtes méthodique dans la conduite de votre action
Vous avez une formation d'ingénieur généraliste issue des grandes
écoles, dans les spécialités mécanique, et vous êtes prêt à évoluer
plus tard vers d'autres fonctions
Une formation complémentaire ou une expérience dans l'achat
Industriel serait appréciée.
Poste à pourvoir en Haute-Savoie.
Envoyer lettre manuscrite + CV + photo + rémunération actuelle à
DnC-Pierre Lichau, s/réf 5086, 12 rue Président Camot
69002 LYON qui transmettra.

LOCATIONS

LA SÉLECTION DES INSTITUTIONNELS

ici, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles, appartenant à des propriétaires institutionnels (compagnies d'assurances, sociétés immobilières d'investissement, caisse de retraite, etc.).

Type Surface/étage	Loyer inclus Charges/prov.	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations	Type Surface/étage	Loyer inclus Charges/prov.	Parking	Adresse de l'immeuble Commercialisateur	Observations
PARIS, 2^e ARRONDISSEMENT					78, YVELINES-ROCQUENCOURT				
2 Pièces 61 m ² , 5 ^e étage	5 795 1 063		5, rue Volney GCI 42-80-62-93		4 Pièces 98 m ² , 3 ^e étage	5 292 1 191	OUI	13, rue des Érables SGI 42-47-17-61	
PARIS, 3^e ARRONDISSEMENT					78, YVELINES-VERNEUIL-SUR-SEINE				
3 Pièces dup. 82 m ² , 5 ^e étage	8 970 1 055	OUI	7, rue des Arquebuses SV/M 47-42-44-44	Le Marais, nf. st., calme sur jard., ch. indiv.	4 Pièces 97 m ²	4 404 357	OUI	9, allée G.-Sand SGI 42-47-17-61	Maison indiv. jard. 697 m ² , ch. indiv.
PARIS, 7^e ARRONDISSEMENT					78, YVELINES-SAINT-GERMAIN-EN-LAYE				
2 Pièces 50 m ² , 3 ^e étage	4 398 1 104	OUI	13, rue du Champ-de-Mars SGI 47-42-17-61		5 Pièces 107 m ² , 2 ^e étage	11 100 1 577	OUI	1, rue des Arcades GCI 42-80-62-93	
PARIS, 8^e ARRONDISSEMENT					2-3 Pièces 70 m ² , r.-de-ch.	7 750 1 493	OUI	1, rue des Arcades GCI 42-80-62-93	Jardin privé sur parc
3 Pièces 98 m ² , r.-de-ch.	7 908 1 362		6, rue Jean-Goujon SGI 47-42-17-61	Pour usage prof., entr. indépendante	78, YVELINES-VERSAILLES				
6 Pièces 169 m ² , 1 ^{er} étage	28 333 1 850		103, rue la Botte SV/M 47-42-44-44		4 Pièces 80 m ² , 2 ^e étage	5 840 600	OUI	126, av. de Paris CEIREC 42-60-39-82	Libre de suite, chauf. indiv.
PARIS, 10^e ARRONDISSEMENT					2 Pièces 48 m ² , 2 ^e étage	3 660 350	OUI	126, av. de Paris CEIREC 42-60-39-82	
5 Pièces 95 m ² , 2 ^e étage	7 100 839	OUI	68, quai de Jemmapes SV/F 40-34-38-50	Trieu bel imm. neuf, gr. stand., ch. indiv.	3 Pièces 60 m ² , 1 ^{er} étage	4 200 480	OUI	126, av. de Paris CEIREC 42-60-39-82	
4 Pièces 82 m ² , 2 ^e étage	6 200 815	OUI	68, quai de Jemmapes SV/F 40-34-38-50		78, YVELINES-VILLEPREUX				
3 Pièces 86 m ² , 1 ^{er} étage	5 000 553	OUI	68, quai de Jemmapes SV/F 40-34-38-50		5 Pièces 83 m ²	4 992 310	OUI	8, av. de la Mairie SGI 42-47-17-61	Jard. 350 m ² , maïs, ind., ch. indiv.
PARIS, 11^e ARRONDISSEMENT					92, HAUTS-DE-SEINE-BOULOGNE				
4 Pièces 85 m ² , 2 ^e étage	5 520 914	OUI	14, imp. Carrière-Maignet SGI 47-42-17-61	M ^{re} Charonne Chauff. indiv., vieux sur rdvs	2 Pièces 65 m ² , 3 ^e étage	4 850 1 186		1, rue du Château SGI 42-47-17-61	Procs. bois
3 Pièces 86 m ² , 4 ^e étage	4 720 440	OUI	3-7, rue des Nanettes AGF 42-44-00-44		2 Pièces 52 m ² , 1 ^{er} étage	3 728 804	OUI	13, rue de l'Abreuvoir SGI 42-47-17-61	
PARIS, 13^e ARRONDISSEMENT					3 Pièces 52 m ² , r.-d.-ch.	7 700 1 680	OUI	33-35, rue Anna-Jacquelin AGF 42-44-00-44	Vis. sur rdvs
4 Pièces 85 m ² , 12 ^e étage	5 100 1 487	OUI	184, av. de Choisy SV/M 47-42-44-44	Refait à neuf, vue dégagée	2 Pièces 46 m ² , 4 ^e étage	3 100 844		3, av. J.-S. Clément SV/M 47-42-44-44	Bel imm. bourgeois, pr. bois de Boulogne
2 Pièces 52 m ² , 2 ^e étage	4 100 800	OUI	22-34, rue du Banquier SV/M 47-42-44-44	Imm. récent, gr. stand., chauf. indiv.	92, HAUTS-DE-SEINE-COURBEVOIE				
PARIS, 14^e ARRONDISSEMENT					4 Pièces 103 m ² , 1 ^{er} étage	4 120 1 790	OUI	42, Terrasse de l'Isle SGI 42-47-17-61	RER La Défense
Studio 39 m ² , 3 ^e étage	3 700 486	OUI	102, av. du Maine SGI 47-42-17-61	M ^{re} Gail	92, HAUTS-DE-SEINE-ISSY-L.-MOULINEAUX				
PARIS, 15^e ARRONDISSEMENT					4 Pièces 93 m ² , r.-de-ch.	5 530 900	OUI	12-14, rue Diderot AGF 42-44-00-44	Vis. sur rdvs, chauf. indiv.
3-4 Pièces 101 m ² , r.-de-ch.	7 070 1 486		5, place Violet SV/F 40-34-38-50	Ref. à neuf, imm. bourgeois	92, HAUTS-DE-SEINE-NEUILLY-S.-SEINE				
3 Pièces 69 m ² , 1 ^{er} étage	5 385 1 012	OUI	57, rue des Morillons SV/M 47-42-44-44	Face parc G.-Brassens, réc., chauf. indiv.	4-5 Pièces 117 m ² , r.-de-ch.	11 700 1 614	OUI	42-44, rue de Choisy SV/M 47-42-44-44	Récant, grand standing
5 Pièces 96 m ² , 5 ^e étage	7 200 1 444	OUI	57, rue des Morillons SV/M 47-42-44-44		3-4 Pièces 97 m ² , 1 ^{er} étage	6 790 1 957		165, bd Sirey SV/M 47-42-44-44	Bel immeuble pièce de taille
2 Pièces 46 m ² , 5 ^e étage	4 000 695	OUI	57, rue des Morillons SV/M 47-42-44-44		2 Pièces 68 m ² , 5 ^e étage	5 235 1 080		8, r. des Dames-Augustines AGF 42-44-00-44	Vis. sur rdvs
PARIS, 16^e ARRONDISSEMENT					3-4 Pièces 88 m ² , 6 ^e étage	8 380 1 248	OUI	22, bd du Gal-Leclerc GCI 42-80-62-93	Esp. verts, chauf. indiv.
2 Pièces 54 m ² , 5 ^e étage	4 900 850	OUI	30-34, rue Claude-Lorrain AGF 42-44-00-44	Vis. sur r.-d.-v.	92, HAUTS-DE-SEINE-PUTEAUX				
3 Pièces 99 m ² , r.-d.-ch.	5 900 1 322		133, av. de Versailles SV/M 47-42-44-44	Bel imm. calme, sur cour, jardin	Studio 65 m ² , r.-d.-ch.	3 570 550	OUI	16, av. G.-Pompidou AGF 42-44-00-44	Accès indép. a./p., ch. indiv.
2-3 Pièces 82 m ² , 4 ^e étage	7 000 1 303		2-6, rue Pierre-Louis SV/M 47-42-44-44	Imm. récent standing	4 Pièces 93 m ² , 5 ^e étage	5 200 1 300	OUI	16, square Léon-Stum AGF 42-44-00-44	Vis. sur rdvs
5 Pièces 110 m ² , 4 ^e étage	11 790 990	OUI	46, rue Claude-Terrasse LIPE 42-47-78-00	S/P 11 h-19 h, sf mardi, dimanche, ch. indiv.	4 Pièces 98 m ² , 2 ^e étage	5 680 970	OUI	16, av. G.-Pompidou AGF 42-44-00-44	Imm. neuf a./p.
4 Pièces 86 m ² , 2 ^e étage	9 670 810	OUI	46, rue Claude-Terrasse LIPE 42-47-78-00		92, HAUTS-DE-SEINE-SAINT-CLOUD				
3 Pièces 73 m ² , 4 ^e étage	8 605 865	OUI	46, rue Claude-Terrasse LIPE 42-47-78-00		Studio 58 m ² , 3 ^e étage	3 348 793		32, rue du Calvaire SGI 42-47-17-61	
2 Pièces 53 m ² , 2 ^e étage	6 250 480	OUI	46, rue Claude-Terrasse LIPE 42-47-78-00		92, HAUTS-DE-SEINE-VANVES				
Studio 28 m ² , 1 ^{er} étage	3 920 793	OUI	60-62, av. Henri-Martin GCI 42-80-62-93	Balkon, esp. vert, chauf. indiv.	3 Pièces 72 m ² , 3 ^e étage	4 000 816	OUI	104, av. Victor-Hugo SV/M 47-42-44-44	Ch. indiv. M ^{re} Malakoff- Plateau de Vanves
PARIS, 17^e ARRONDISSEMENT					3 Pièces 69 m ² , 12 ^e étage	4 300 966	OUI	4, rue Rabelais SV/M 47-42-44-44	Voir photo en bas de page, ch. indiv.
2 Pièces 43 m ² , 4 ^e étage	4 500 462	OUI	126, rue de Tocqueville GCI 42-80-62-93	1 ^{re} location, après rénovation	93, SEINE-SAINT-DENIS-PIERREFITTE				
PARIS, 19^e ARRONDISSEMENT					4 Pièces 88 m ² , 12 ^e étage	3 252 1 230		52-54, av. du Gal-Gallieni AGF 42-44-00-44	Vis. sur rdvs
3 Pièces 66 m ² , 10 ^e étage	3 432 918	OUI	15, allée des Eiders SGI 47-42-17-61	M ^{re} Coranin-Cariou	94, VAL-DE-MARNE-ST-MAUR-DES-FOSSÉS				
4 Pièces 86 m ² , 4 ^e étage	4 042 1 284	OUI	8, allée Louise-Labé SGI 47-42-17-61	M ^{re} Bellaville	4 Pièces 87 m ² , 3 ^e étage	4 350 1 218	OUI	198, bd de Crétail GCI 42-80-62-93	
PARIS, 20^e ARRONDISSEMENT									
3 Pièces 79 m ² , 4 ^e étage	4 908 905	OUI	19, rue des Ballons SGI 47-42-17-61	M ^{re} Piz de Bagnolet					
4 Pièces 88 m ² , 4 ^e étage	4 578 1 434	OUI	18, rue Lefranc SGI 47-42-17-61	M ^{re} Gambetta					



gan



ADOPTÉZ UN NOUVEAU QUARTIER
A 15 minutes des Champs-Élysées
Métro : Malakoff
Plateau de Vanves
SV/M 47-42-44-44



Le Monde ACTION IMMOBILIÈRE

Various real estate advertisements and contact information for Le Monde's real estate service.

SOMMAIRE

■ Le FMI révisé à la hausse des prévisions sur l'expansion économique. Elle devrait être de l'ordre de 3,8 % en 1988 (lire ci-dessous). ■ Sur 3100 caisses d'épargne et de crédit américaines, près de 500 sont considérées comme insolubles. Le coût de leur sauvetage ou de leur liquidation

atteint 65 milliards de dollars (lire ci-dessous). ■ Les Pays-Bas sont au centre des circuits économiques de la contrebande des produits de luxe en Europe (lire page 38). ■ Les chantiers navals Benetton ont mis au point un procédé protégeant les coques des bateaux contre l'humidité et le vieillissement

(lire page 38). ■ M. Strauss Kahn, président (PS) de la commission des finances à l'Assemblée nationale, se déclare hostile à l'exonération de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF). Il se rapproche sur ce sujet des positions de M. Michel Rocard (lire ci-dessous).

BILLET

L'impôt de solidarité sur la fortune

Trop tard ?

M. Rocard doit être enchanté. M. Bérégovoy furieux. Dans une interview publiée par notre confrère la Tribune de l'Expansion, Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale et responsable pour le Parti socialiste, avance l'idée qu'un impôt qui toucherait l'outil de travail ne serait pas anti-économique.

On croyait clôt le débat clos sur ce point important. M. Bérégovoy, qui traduit toujours fidèlement la pensée du président de la République, avait été formel : l'outil de travail sera exonéré. M. Rocard avait suivi sur ce point son ministre des finances, même si ses convictions profondes sont tout autre, le premier ministre estimant qu'un impôt de solidarité sur la fortune ne peut fonctionner à peu près correctement qu'avec des taux très faibles et un minimum d'exemptions, donc une assiette très large. Mais il faut savoir faire des compromis, et M. Rocard ne pouvait vouloir pas heurter de front le Parti socialiste sur ce terrain miné de l'impôt symbole, de l'impôt de circonstance, que sera l'ISF, nouvelle version de l'IGF. Or M. Rocard avait déjà eu bien

du mal à faire admettre l'idée que le taux le plus élevé du futur impôt ne devait pas dépasser 1 %.

Pourquoi M. Strauss-Kahn ouvre-t-il si tard le débat sur une question aussi fondamentale ? Certes, les socialistes vont tenir le prochain scrutin, et débattre de l'impôt sur le patrimoine. Certes, le Parlement va examiner le projet gouvernemental et l'amender sur bien des points. Mais on imagine difficilement le projet puisse être remanié de fond en comble. Ce qui serait le cas si « on réintègre » d'une manière ou d'une autre — une partie des actifs professionnels dans l'assiette de l'impôt », comme le déclare M. Strauss-Kahn.

D'autres bons esprits proposeraient également — et il aurait bien raison du strict point de vue de la justice — de réintégrer les objets d'art dans le champ de l'impôt. Mais n'est-il pas trop tard pour s'apercevoir que l'impôt de solidarité fonctionnera mal sur les bases actuellement retenues, comme il avait mal fonctionné quand les socialistes l'avaient créé.

Al. V.

Stocks et production records

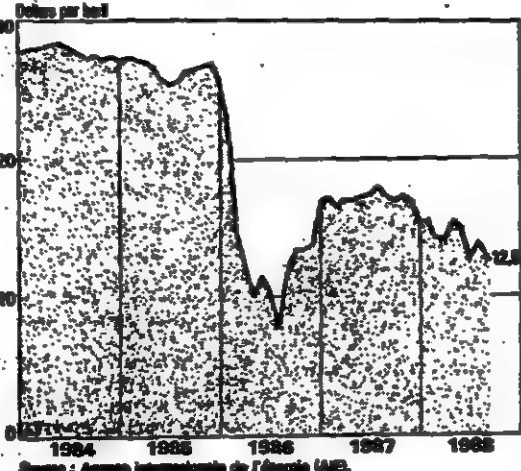
Les prix du pétrole au plus bas depuis deux ans

Prix au plus bas depuis deux ans, stocks au plus haut depuis 1982 et production record, rien ne va plus sur le marché pétrolier. Pour la troisième fois depuis le début de l'année, les cours du brut frôlent le seuil critique en dessous duquel, selon la plupart des experts, un véritable effondrement, d'ampleur comparable à celui de 1986, est possible. Pour les pays consommateurs, c'est une aubaine : au premier semestre la facture pétrolière nette de la France a diminué de 28 % par rapport à l'année passée. Elle pourrait encore baisser d'avantage si l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ne fait rien pour enrayer la chute actuelle des cours.

Mardi 6 septembre, les cours du brut sur le marché au jour le jour — « spot » — sont tombés à leur plus bas niveau depuis l'été 1986. Le « WTI », brut de référence américain, a perdu 30 cents à 14,25 dollars par baril, ce qui porte la perte subie en moins d'une semaine à 1 dollar par baril, et a conduit les compagnies à réduire leur prix posté (celui auquel elles achètent le pétrole) à 14 dollars. Le brut britannique, de même que les pétroles du Golfe comme le « Dubai » (voir page 38), ont également subi une chute au plus bas niveau depuis le mois d'août 1986, au plus fort de la guerre des prix. Aux cours actuels, le panier de référence de l'OPEP se situe à environ 13 dollars, soit 5 dollars de moins que le niveau officiel de référence.

La chute n'est-elle que passagère ? Jusque-là, les analystes restent prudents. Certes, les données fondamentales du marché sont très négatives. La production de l'OPEP a atteint en août, selon l'Agence internationale de l'énergie, 19 millions de barils par jour, son plus haut niveau depuis le début de l'année, et 1 million de barils/jour de plus environ que le plafond théorique de l'Organisation. Un niveau difficile à absorber, dans la mesure où les

autres producteurs pris ensemble ont également gonflé leur rythme d'extraction (29,3 millions de barils/jour) et où la consommation, stimulée par la baisse des prix et la



forte consommation), et soutiendraient ainsi les cours autour de leur niveau actuel. A l'inverse, si les groupes pétroliers prévoient une poursuite de la dégradation du marché, ils détacheraient, précipitant ainsi une nouvelle crise, analogue à celle de l'été 1986, lorsque les cours étaient tombés en dessous de 10 dollars par baril.

En dessous de 10 dollars

Or, jusqu'ici, tous les augures restent négatifs. « Je n'exclus pas une chute en dessous de 10 dollars, les données de base sont les plus mauvaises qu'on ait vu depuis deux ans », assure M. Peter Bentsen, de Futures Inc., à New York. Le secrétaire général de l'OPEP est à peine moins négatif : « Les cours risquent de s'effondrer si les négociations entre l'Irak et l'Iran à Genève continuent à piétiner », a-t-il déclaré, lundi 5 septembre, à l'issue d'une tournée dans le Golfe visant à clarifier les positions de Bagdad et de

Téhéran et à ramener l'ensemble des producteurs à la raison.

De fait, il semble que l'arrêt des combats dans le golfe Arabo-Persique, qui d'assainir la situation, constitue le principal facteur de risque. Bouleversant l'équilibre politique de la région, le processus de paix aura en outre pour conséquence de rendre obligatoire, lors de la prochaine conférence de l'OPEP en novembre, une vaste redistribution des quotas entre les treize membres de l'Organisation, pour faire place à l'Irak, jusqu'ici exclu du système. Or tout se passe jusqu'ici comme si la plupart des pays Arabes saoudites en tête, gonflés de leur production afin d'avoir une meilleure position de négociation à la fin de l'automne. Les observateurs politiques notent, en outre, l'inquiétude croissante des pétromonarchies du golfe Persique face à la puissance retrouvée de l'Irak, qui dispose, après l'Arabie saoudite, du plus gros potentiel de production de pétrole. Comme en 1986, font-ils observer, une chute violente des cours pourrait être, compte tenu de la situation, le seul moyen dont dispose le royaume saoudien pour contraindre tous ses partenaires, Irak compris, à accepter la discipline nécessaire au soutien des prix.

Quelle qu'en soit la raison, il faut bien noter que, jusqu'ici, contrairement à ce qui s'était passé depuis deux ans, l'OPEP n'a pris aucune initiative capable de redresser le marché, s'abstenant même de démentir les informations courantes sur le niveau excessif de sa production. Plus inquiétant encore : selon la revue *Pétrostratégie*, l'Arabie saoudite aurait commencé à se placer sur le marché méditerranéen, en concurrence directe avec les bruts irakiens, encourageant ainsi les rumeurs de retour à une « guerre de prix » larvée.

VÉRONIQUE MAURIS.

Confrontées à la plus grande crise depuis 1929

Les autorités américaines volent au secours des caisses d'épargne

Le Federal Home Loan Bank Board, l'organisme fédéral américain chargé de réglementer les caisses d'épargne et de crédit, a annoncé le 31 août la conclusion d'un nouvel accord de sauvetage concernant un groupe de quatorze caisses au bord de la banqueroute, situées dans l'Etat de l'Oklahoma. La liquidation des passifs pourrait coûter environ 2 milliards de dollars à l'ensemble de la profession. C'est le dernier épisode en date de la déjà longue série de malheurs qui s'abattent sur les caisses d'épargne et, par ricochet, sur certaines banques américaines depuis deux ans.

NEW-YORK de notre correspondant

Le raidier le plus occupé de la banque américaine ne siège pas dans un luxueux bureau à Manhattan, mais dans un modeste immeuble à Washington. Du matin au soir, sept jours sur sept, Danny Wall, président du très puissant Federal Home Loan Bank Board (FHLBB), rachète à tour de bras caisses d'épargne et banques, les revend à qui les veut, aux enchères, de gré à gré, à crédit ou au comptant, en ferme d'autres du jour au lendemain, gronde les managers imprudents ou ambitieux, lance des mises en garde aux épargnants et hérisse les actionnaires par milliers. Dominant le paysage très accidenté de la finance régionale américaine, M. Wall doit faire face à la plus grande crise depuis le krach de 1929.

Sur les 3100 caisses d'épargne et de crédit que compte encore le pays — plusieurs dizaines ont disparu depuis le début de la décennie — 497, dont les dépôts totalisent 127 milliards de dollars, étaient considérées comme insolubles à la date du 5 septembre. Le coût total de leur sauvetage ou de leur liquidation est estimé par le FHLBB à 65 milliards de dollars, somme qui, en principe, devrait être fournie par la filiale du FHLBB, la Federal

Home Loan Insurance Corporation (FHLIC), organisme d'assurance mutuelle de la profession. « Nous n'avons pas une minute à perdre », a déclaré M. Wall, « car le montant de la dette s'élève à 1 milliard de dollars par mois », constate froidement M. Wall.

Trop petites et souvent mal gérées en raison de vieilles traditions teintées de l'incroyable protectionnisme des Etats américains, les caisses d'épargne et de crédit (Savings & Loans Institutions, S & L) ont très mal résisté aux bouillottes des années 80. Titulaires des milliards d'actifs des économies locales, les S & L sont incapables d'encaisser le plus petit des chocs : en 1984, trois caisses californiennes ont dû fusionner pour faire face aux pertes d'activité résultant de l'absence des athlètes olympiques de Los Angeles. A l'époque, par contre, la débâcle fut provoquée à partir de 1986 par la chute des prix du pétrole. Avant et après, la mévente de bétail, provoquée tant par les tensions américano-soviétiques tant par la concurrence étrangère, ont balayé des dizaines de S & L dans le far West, la centrale céréalière du Centre, ayant été la gératrice n'en englobant d'autres, ailleurs.

« Un trou noir », noir, noir

Fondées à partir des années 1850, les Savings Institutions disposent d'un statut légèrement différent des Savings & Loans Institutions, appaies surtout après le krach de 1929. Alors que les deux groupes servent la même clientèle, celle des employés et des petits épargnants, le premier est un généraliste du crédit à la consommation, alors que le second se spécialise dans l'immobilier, tant résidentiel que, depuis une vingtaine d'années, professionnel. Dans la plupart des Etats, les S & L sont obligatoirement des mutuelles et il leur est interdit de dépasser les limites territoriales de l'Etat de leur siège ou d'investir directement à la Bourse. Ambitieuses néanmoins, certaines caisses ont depuis long-

temps trouvé des failles dans le filet qui les encadre : elles ont offert des crédits non seulement en s'appuyant sur leurs propres dépôts, mais aussi en empruntant auprès des banques commerciales. C'est ainsi que la faillite de plusieurs caisses dans l'Illinois avant, en 1986, entraîna celle de la banque Continental Illinois Corp., provoquant la première d'une longue série de banqueroutes retentissantes qu'il est difficile d'oublier, rendant inévitable une réforme profonde du système bancaire américain. Bien sûr c'est le Texas, tradition de grandeur oblige, qui a apporté les pires surprises, la moindre n'étant pas celle d'une caisse qui, liquidée en juillet 1987, présentait un « trou » de 1,2 milliard de dollars pour un capital récupérable de 24 millions. Sa direction avait investi dans la construction d'un immeuble de bureaux de quarante-cinq étages à Houston qui, achevé en janvier 1987, était entièrement vide entre en juin faute de locataires. La débâcle de cette caisse a mis à mal une importante banque commerciale, la First Republic Bank, qui attend plus désormais qu'un bon samaritain.

C'est grâce à l'assurance mutuelle de la profession, mais aussi — chose bien neuve à l'ouest de l'Atlantique — à la générosité de l'Etat fédéral, que les épargnants n'ont pas été touchés directement par la vague des faillites. Tenues de verser annuellement 0,8 % de leurs dépôts à la FHLIC, les caisses ont pu colmater elles-mêmes les premières brèches. Mais, dès 1987, il est apparu que la FHLIC ne pourrait pas faire face à la tourmente sans l'injection de sommes importantes venues d'ailleurs. A la surprise générale, l'Etat fédéral, d'habitude indifférent aux malheurs des imprudents de la finance, a offert d'acheter une importante quantité d'obligations émises par la FHLIC, renflouant ainsi les caisses de l'assurance mutuelle et représentant à son compte une bonne part du risque associé à la réforme du système entreprise par le Bank Board. Après avoir versé 10,8 milliards de dollars en 1987, le Sénat a voté le 3 août dernier, avec une diligence étonnante, l'attribu-

tion de 11 milliards de dollars pour l'achat de nouvelles obligations de la FHLIC, après avoir sans doute entendu M. William Proxmire, président de la Commission bancaire, dire que le « déficit de la FHLIC est un trou noir, noir, noir ». Cet élan de solidarité, réellement nouveau chez l'Oncté Sam, ne plait pas à tout le monde : une partie de la profession critique le poids des responsabilités de la FHLIC, estimant — sans le moindre égard pour les petits épargnants — que les « caméras à boîtes noires doivent mourir dans la boue ».

L'argent ne faisant pas défaut, le Bank Board n'hésite pas à sévir. Après avoir résolu de maintenir autoritaires environ treize cas en 1987, M. Wall a liquidé une quarantaine de caisses depuis le début de cette année et revend une vingtaine d'autres. Au total, le FHLBB traite en ce moment environ deux cents cas, selon l'urgence de leurs situations respectives. « Nous sommes étonnés de l'intérêt des banques commerciales, mais aussi d'autres entreprises, pour les S & L », nous déclare-t-il, affirmant que les ventes aux enchères qu'il organise attirent « beaucoup de monde ».

Il est vrai que la plupart des S & L se portent étonnamment bien, ayant grandement profité de la panique de l'automne dernier lorsque les petits épargnants, confrontés aux agissements des mastodontes informés de la Bourse, ont préféré réaliser leurs portefeuilles mobiliers et placer leurs économies dans la bonne vieille caisse d'épargne du quartier, à 6 ou 7 % d'intérêt garanti. Dans certains Etats, le tremblement de terre tenait sa part même nullement ressentie. Dans l'Etat de New York, les S & L « ne savent que faire de l'argent qu'elles reçoivent », nous affirme M. Rachel Mathias, de la Savings Bank Association of New York State, et plusieurs groupes de caisses font actuellement l'objet de tentatives d'OPA commerciales de la part de banques qui tendent à étendre leur présence territoriale afin de renforcer leur réseau de guichets.

CHARLES LESCAUT.

Selon les dernières estimations du FMI

La croissance sera plus vigoureuse que prévu dans les pays industriels

Le Fonds monétaire international, à son tour, fait amende honorable. Après avoir envisagé, au printemps dernier, une croissance de 2,8 % dans les pays industriels pour 1988, le FMI annonce aujourd'hui une expansion de 3,8 %. Une telle révision de 1 point est d'importance et pour le moins inhabituelle. Elle donne la mesure des difficultés des spécialistes à prendre en compte le dynamisme de l'activité mondiale au second semestre 1987, compte tenu des retombées, délicates à quantifier, du krach boursier d'octobre. Avec le recul, les spécialistes du Fonds accordent un satisfecit aux autorités monétaires qui ont su lâcher du lest, à l'époque, pour éviter une dépression. Ils les appellent aujourd'hui, à la plus grande vigilance sur les prix et surtout sur leurs comptes extérieurs.

Car si le bilan de l'année 1988 s'annonce fort bon pour la croissance des pays industriels — 3,9 % pour les Etats-Unis, un record depuis la flambée de 1984, — elle porte en germe de légers signes de récession inflationniste : les prix, en moyenne, pourraient augmenter de 3,5 % l'an prochain contre 3,2 % cette année. Il n'y a rien de dramatique mais l'exemple des Etats-Unis où l'inflation pourrait passer de 3 % l'an dernier à 4,1 % cette année et 4,5 % en 1989, constitue un « signal d'alarme » à ne pas sous-estimer.

Plus préoccupante semble, par contre, la trop lente correction des déséquilibres qui rendent toujours nerveux les marchés financiers et parfois laborieuse la concertation entre les sept principales puissances industrielles. On reparlera encore longtemps des écarts entre le déficit de la balance des comptes courants américains, évalué à 138,8 milliards de dollars cette année, soit plus que ne le pensait le FMI au printemps, et les excédents de l'Allemagne fédérale, encore de 42,2 milliards cette année, ou du Japon, 78,1 milliards de dollars. Les erreurs d'un passé récent engagent à la prudence face aux prévisions à plus long terme. Mais en envisageant une réduction marginale du déficit américain en 1989 et un accroissement de l'excédent japonais, les experts du Fonds signalent une réalité qui alimentera les discussions au fil des mois à venir.

Pour le moment, les gouvernements des principaux pays industriels peuvent s'adonner à un exercice qu'ils affectionnent : l'autosatisfaction. Les Américains font déjà valoir que leur demande interne se calme et répond ainsi à l'une des recommandations du FMI. Chacun sait qu'il faudra attendre l'arrivée, à la Maison Blanche, d'un nouveau président pour reprendre le dossier complexe des déficits budgétaires. En attendant une politique plus volontariste permettant de limiter l'appel aux financements extérieurs des déficits américains, les ris-

ques de surchauffe s'éloignent et, avec eux, les principales critiques des partenaires de Washington.

Les Japonais, pour leur part, jouent sur du velours : le dynamisme de la demande interne répond à l'attente internationale. Crédités par le FMI d'une croissance de 5,8 % cette année et d'une très faible inflation, ils peuvent, comme vient de le faire la Banque du Japon dans son rapport du mercredi 7 septembre, présenter une économie « au mieux de sa forme ». Encore faudrait-il que Tokyo évite de gagner sur tous les tableaux, celui de la demande intérieure mais aussi extérieure. Une trop vive reprise des exportations, depuis comme dans tous les pays par une vigoureuse concurrence mondiale, ternirait l'image de « bons élèves » de la concertation internationale dont ils jouissent depuis plus d'un an.

Le cas allemand est tout aussi délicat. La hausse du revenu national en RFA s'annonce suffisante pour désamorcer les critiques qui avaient fusé au début de l'année. Qu'on se fonde sur les estimations d'expansion économique du FMI (2,5 %) ou sur celles du gouvernement Kohl (3 %, voire plus), les chiffres avancés il y a quelques mois et qui faisaient de l'Allemagne fédérale la lanterne rouge de la croissance des pays industriels sont enterrés. Mais on se prononce contre tout laxisme budgétaire, autrement dit contre tout nouvel allègement fiscal, le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, a sans doute raison, le mardi 6 septembre, un autre type de polémique.

Lécher un peu de lest

Au moment où une croissance plus vigoureuse que prévu permet de limiter à quelque 37,7 milliards de marks un déficit budgétaire qui risquerait de frôler les 40 milliards, les Allemands n'auraient pas pu, au nom de la coopération internationale, lâcher un peu de lest fiscal pour encourager une demande interne qui se ralentit ?

La force persistante des exportations demeure un sujet de reproche de la part des partenaires de Bonn. Les économistes d'outre-Rhin ont beau souligner à juste titre que, contrairement aux Japonais, les Allemands n'ont plus grand-chose à découvrir de la société de consommation, ce type de critique reste latent. Le soulèvement, né des dernières évaluations du FMI ou des économistes de divers pays appelés, comme la France, à une expansion plus ferme (le Monde du 30 août), devrait faciliter la coordination internationale. Il n'est pas certain que les Sept parviennent pour autant à éviter de nouvelles frictions des Autonomes sur le rôle imparté à chacun.

FRANÇOISE CROQUIGNEAU.

Groupe ISEG PARIS • BORDEAUX • LILLE • TOULOUSE

24 SEPTEMBRE Dernière session

CONCOURS SUP' EUROPE Date limite d'inscription : 20 Sept

Pour s'inscrire : 100 € (100 € de bourse + 100 € de frais de dossier)

9, rue d'Hauteville 75010 Paris

42 46 41 40

مكذبا من الأصل

Économie

AFFAIRES

L'industrie du faux luxe en Europe

Les Pays-Bas sont la plaque tournante des circuits de contrefaçon

Les marques, tout le monde connaît. Du fameux « L » de Lancel au sigle de Vuitton, de l'étiquette Moët et Chandon au fameux crocodile de Lacoste, leur réputation n'est donc plus à faire. Ce qui, en revanche, est moins connu, c'est la véritable industrie de contrefaçon qui est née et se développe dans des circuits économiques et sociaux parallèles à la dimension de tous les continents. Ce phénomène a pris une telle ampleur que plusieurs marques ont pris le taureau par les cornes et décidé d'informer le public en demandant une véritable enquête sur la filière de la contrefaçon. Policiers, travailleurs clandestins, enquêteurs, se sont prêtés à ce jeu qui permet de mieux déterminer les ressorts de cette activité économique lucrative.

Selon M. Christian Blanckaert, qui dirige le comité Colbert regroupant les industries de luxe, la marque est le véritable capital d'une entreprise. Elle a pris de l'importance au cours des dernières années en raison de la politique de communication des firmes et de la concurrence nationale et internationale qui les oppose. « Le consommateur achète une marque car elle garantit la qualité d'un produit. Or, poursuit M. Blanckaert, la contrefaçon nous touche de plein fouet puisque, sur les 20 milliards de chiffre d'affaires que nous réalisons chaque année, 72 % est exporté. Nous devons à tout prix préserver l'image de nos marques de toute détérioration. Car le succès des contrefaçons s'explique avant tout par leur prix. A titre d'exemple, la défense des marques représente un chiffre d'affaires annuel de 90 millions de francs pour l'Union des fabricants, association regroupant les marques de prestige français. A ce chiffre, il faut ajouter l'effort des firmes, qui ont leur propre service de lutte contre les contrefaçons. C'est le cas du fameux crocodile Lacoste, qui fait feu de tout bois pour préserver ses qualités. La firme n'engage pas moins de mille procès par an grâce à son pool de juristes et mobilise au moins vingt détectives privés de par le monde. Cet effort porte ses fruits, puisque deux millions de chemises ont été saisies au cours des six derniers mois.

« Si nous luttons ainsi contre les contrefaçons, c'est en raison de l'importance économique de nos marques », souligne M. Bernard

Lacoste, fils du fameux tennisman surnommé en son temps le « Crocodile ». « Nous finançons les recherches pour améliorer sans cesse nos produits, nos moyens. Nous finançons des fonds de commerce, nous payons des charges sociales et des impôts, sans compter l'énorme budget que nous consacrons chaque année à faire connaître notre marque et qui atteint 5 % à 6 % de notre chiffre d'affaires. » M. Lacoste n'admet pas que « des faussaires qui n'ont aucune charge et vendent souvent à la sauvette » puissent bénéficier des investissements de sa firme sans offrir à la clientèle la qualité que celle-ci est en droit d'attendre de telles estampilles. Des détectives privés travaillent en général pour plusieurs marques, car les faussaires en font autant : ils sont chargés de localiser les faux crocodiles, les imitations de montres Cartier en Europe, en Thaïlande, au Japon ou au Maroc. La police et la justice sont immédiatement saisies par les firmes lésées qui, au vu du rapport remis par ces détecteurs de produits mensongers, décident selon les rigueurs judiciaires locales la confiscation des stocks. Le faussaire risque en outre une amende et une peine de prison pouvant aller jusqu'à cinq ans.

L'enjeu financier

L'enquête révèle également le fonctionnement des filières organisées par les faussaires. Les imitations de Cartier, les faux bordaux, les copies d'accessoires, lunettes, foulards, les ersatz de parfum, sont fabriqués en général en Asie du Sud-Est, au Maroc ou en Turquie, ce qui permet de brader les prix par la suite en raison du coût limité de la main-d'œuvre dans ces zones.

Ce sont les Pays-Bas la véritable « plaque tournante » de cette escroquerie économique. Les vêtements, bijoux, parfums, montres, y arrivent le plus souvent par Anvers et sans marque. Il n'y a donc pas encore contrefaçon. Les produits sont ensuite acheminés vers des auto-camps protégés de la vue des curieux par des mobiliers et des carcasses de voitures. Dans ces camps et en fonc-

tion des commandes, des travailleurs clandestins, parfois même des enfants, estampillent les montres, cousent des crocodiles, collent des étiquettes sur des flacons de parfum, etc. Le grossiste prend livraison de la marchandise et la distribue, dans le monde entier, aux détaillants qui la revendent souvent à la sauvette. Un petit nombre d'intermédiaires réduit ainsi les risques.

Les forces de l'ordre néerlandaises connaissent l'existence de ces camps, mais, comme l'explique un policier lors de l'enquête, « ils ne créent pas de nuisances, et au moins nous savons où il sont ». Quelques perquisitions spectaculaires confirment, à intervalles réguliers, la filière néerlandaise. Ici, on a découvert 2 millions de chemises dont 300 000 fausses Lacoste, la 100 000 bouteilles de parfum, ou plus de 70 000 imitations de montres Cartier. Mais, affirment les policiers sceptiques quant à l'impact réel de leurs descentes : « Les auto-camps sont rattachés à des réseaux de grand banditisme. Nous pouvons toujours saisir des produits, arrêter des faussaires, mais les gros bonnets restent dans l'ombre. »

L'enjeu financier de la lutte contre les contrefaçons est de taille. Il s'agit de plusieurs milliards de chiffre d'affaires réalisés de par le monde chaque année. D'autre part, la marque prend de plus en plus de valeur dans un contexte de concurrence exacerbée. En raison des moyens d'action finalement limités, l'industrie du faux luxe a de beaux jours devant elle. Chaque médaille a son revers. Après tout, certains noms français ont d'autres moyens de se défendre : en signant des licences avec des pays à bas salaires, elles gardent leur réputation de qualité, et peuvent percevoir des royalties qui leur sont versées par les licences. Le crocodile est très fort à ce jeu. La firme ne produit rien directement, s'adresse à des licences et récolte un chiffre d'affaires de 600 millions de dollars par an.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

A la Société générale de Belgique

M. René Lamy préside un conseil d'administration où siège M. Carlo de Benedetti

BRUXELLES de notre correspondant

« Vous permettez que je sois le président ? » Carlo de Benedetti a, à sa manière, et donc avec humour, fait tomber le rideau, mardi 6 septembre, à Bruxelles, sur la « saga » de la Société générale de Belgique, en interrogeant ainsi M. René Lamy, l'ancien « gouverneur » du premier holding belge, nommé au cours de l'assemblée générale président du conseil d'administration. Les structures de la « vieille dame » — convoquée par l'homme d'affaires italien, elle avait été finalement élue par la Compagnie financière de Suez après une longue lutte, épique et onéreuse — sont maintenant modernisées, comme le souhaitaient les principaux protagonistes de l'affaire.

Plus de gouverneur, plus de conseil de directeurs, mais un conseil d'administration, un comité exécutif, un administrateur délégué et un comité de direction, comme tout un chacun. Pour assurer la transition, René Lamy, le « gouverneur », a été nommé président du conseil d'administration, mais il laissera sa place, dès janvier prochain, à M. Etienne Davignon, l'ancien vice-président de la Commission européenne, qui a joué un rôle essentiel pour contraindre Carlo de Benedetti à appeler Suez à la rescousse.

Le condottiere, accompagné de M. Alain Minc, président de MERUS, Peter Cohen, PDG de Shearson Lehman, et René Thomas, président de la BNP, font leur entrée au conseil d'administration, où ils rejoindront le clan « franco-belgo-luxembourgeois » animé par Suez. Hervé de Carmoy, nommé administrateur délégué, a décidé de s'entourer de nouveaux collaborateurs, dont un Français et deux Belges. Au cours d'une conférence de presse tenue à l'issue de l'assemblée générale, il a insisté, sans malheureusement entrer plus avant dans les détails, sur le rôle européen et mondial que devra jouer la Société générale de Belgique. « Nous recherchons, a-t-il déclaré, la valeur intrinsèque et non les cours de Bourse. C'est le holding qui doit apporter de la valeur ajoutée aux filiales, au lieu de voir ce que les filiales peuvent apporter au holding. »

J.-A. F.

CONJONCTURE

Le gouvernement bénéficie d'importantes plus-values fiscales déclare M. Balladur

« En juillet, les recettes fiscales pour 1988 étaient supérieures de 40 milliards de francs aux prévisions », a déclaré, mardi 6 septembre, M. Balladur, au cours d'une rencontre avec les journalistes, organisées lors du passage à Paris du professeur Paul Craig Roberts, qui fut adjoint du secrétaire au Trésor, lors du premier mandat de M. Reagan.

M. Balladur estime qu'avec cette somme le gouvernement devrait aller beaucoup plus loin dans le sens de la réduction du déficit budgétaire et des baisses d'impôt. « J'aurais ramené le déficit budgétaire de 115 à 110 milliards dès cette année », a affirmé M. Balladur. M. Rocard a prévu un déficit de 100 milliards de francs dans le projet de budget pour 1989, qui sera rendu public le 21 septembre. L'objectif fixé pour

1988 par M. Balladur était de 115 milliards de francs. L'ancien ministre aurait également programmé des baisses d'impôt dès cet automne et aurait commencé dès 1989 à réduire la fiscalité de l'épargne, qui doit être harmonisée pour 1990 dans la CEE, plutôt que de supprimer le taux de TVA de 7 %.

Pour l'ancien ministre, la politique budgétaire de M. Michel Rocard et Pierre Bérégovoy constitue un changement profond par rapport à celle du gouvernement précédent dans la mesure où la dépense publique augmente plus rapidement. « Ce qui est important, c'est la réduction des dépenses de l'Etat et la réduction des impôts », a affirmé M. Balladur.

BUDGET

Augmentation de 9 % pour le ministère de la mer en 1989

Avec 5,9 milliards de francs, le projet de budget du ministère de la mer devrait, en 1989, progresser de 9,04 % par rapport à cette année. Le budget reflète les choix gouvernementaux appuyés sur trois mots clés : solidarité, emploi et formation. Ainsi, la contribution de l'Etat à l'équilibre financier de l'Etatisme national des invalides de la marine (ENIM), qui gère les régimes sociaux et de retraite des gens de mer, va progresser de 14 %, passant de 3,5 à 4 milliards de francs. Les dépenses de formation des personnels et de modernisation des outils pédagogiques progresseront, elles, de 6,84 %.

On notera aussi un effort important pour les investissements portuaires. Mais l'incertitude demeure sur la dotation de 1,4 milliard de francs promise par MM. Chirac et Guéhenne pour démanteler les ports autonomes, les services de la Commission européenne ayant demandé à Paris des explications sur la régularité d'une telle dépense, qui devait être financée par des fonds de privatisation.

Quant à la marine marchande et à l'avenir de la flotte de commerce, le dossier va être complètement remis à plat, et le ministre de la mer, M. Jacques Mellet, a demandé à M. Jean-Yves Le Drian, député socialiste du Morbihan et maire de Lorient, de lui faire des propositions pour le printemps prochain. Le ministre, on le voit, veut prendre son temps avant de définir une politique à ce propos. Il constate d'ailleurs que les armateurs français sont eux-mêmes dans l'expectative, puisque 18 % seulement de l'enveloppe des primes à l'investissement pour l'achat de navires prévus dans le budget 1988 avaient été consommées au 1^{er} septembre. Au Comité central des armateurs (CCAFA) on ne se contente d'ailleurs pas de se pencher sur l'avenir des entreprises à investir dans des cargos neufs.

Enfin, le ministère de la mer va disposer à Bruxelles d'un haut fonctionnaire spécialisé, notamment sur les questions de la pêche, afin de donner à la présidence française, à partir de juillet 1989, toute son efficacité.

F. Gr.

PTE : 14,3 milliards de francs seront prélevés sur les excédents des Télécoms

Mauvaise nouvelle pour l'administration des Télécoms : les prélèvements en faveur du budget général qu'elle doit supporter augmenteront l'an prochain, passant à 14,3 milliards de francs (contre 12,5 milliards en 1988). Et il ne faut pas attendre d'augmentation sensible avant plusieurs années : ces positions seront stabilisées, en francs constants, jusqu'en 1992 (inclues), à 13,6 milliards.

La lecture-plafond du budget de la poste, des télécommunications et de l'espace (PTE) table sur un excédent comptable de 4,4 milliards de francs pour les Télécoms (le Monde du 14 août), reversé comme de coutume au budget général. A cette somme, il convient d'ajouter 2,06 milliards destinés au financement de la filière électronique (contre 2,2 milliards en 1988), 5,5 milliards pour le Centre national d'études spatiales (4,8 milliards en 1988) et plus de 2 milliards de francs de TVA non récupérables.

Nul doute que ces chiffres décevront tous ceux qui, mécontents de voir les Télécoms jouer le rôle de

« vache à lait », préchent pour une autonomie progressive du budget des PTE. La CFDT est de ceux-là, qui vient de lancer une campagne sur ce thème, appuyée sur le slogan « Trente ans, ça suffit ». « On est en train de faire crever les PTT », s'insurgeait, le mardi 6 septembre, le secrétaire général de la Fédération CFDT des PTT, M. Jean-Claude Desraynaud.

Reste que ce budget, s'il ne sacrifie pas à la tradition, comporte un certain nombre de points positifs : d'abord, il augmente de 5,5 %, soit au taux plus élevé que l'ensemble des dépenses de l'Etat. Les investissements, à 35 milliards de francs (dont 3,3 milliards pour le plan câble), progressent de 4,8 % pour la poste et de 1,8 % pour les Télécoms. Sur le plan social, les suppressions d'emplois (4125) sont effectivement moins importantes que redouté au début de l'été par les syndicats, et une enveloppe de 300 millions de francs est ouverte pour l'intéressement des agents.

F. V.

Un sondage de BVA pour l'INC

Les Français prêts à mettre les banques en concurrence

Les Français sont contents de leur banque, mais s'ils cherchent à obtenir un crédit, ils sont parfaitement prêts à faire jouer la concurrence en négociant ou en changeant de banque, si nécessaire, y compris pour aller dans une banque étrangère, comme ils le pourront le faire en 1993. C'est ce qui ressort d'un sondage fait par BVA pour l'Institut national de la consommation et dont les résultats sont publiés dans le mensuel 30 millions de consommateurs.

Pratiquement, tous les Français de plus de dix-huit ans ont un compte en banque (97 %). Un Français sur trois a un compte au Crédit agricole. Les trois quarts des clients du Crédit agricole vivent dans des villes de moins de 100 000 habitants ; la Société générale a beaucoup de clients jeunes et masculins ; les Comptes chèques postaux ont une clientèle plus âgée ; la BNP a beaucoup de clients dans les catégories socio-professionnelles moyennes, et le Crédit mutuel a une clientèle provinciale, tandis que le Crédit lyonnais et la Société générale ont le tiers de leur clientèle à Paris.

Les Français sont contents de leur banque, à 90 %, en gros, qu'il s'agisse de l'attente aux guichets, des heures d'ouverture, de la gestion de leur compte, du fonctionnement des distributeurs automatiques ou de l'information qu'ils obtiennent sur les services bancaires et leur coût. Au demeurant, ils sont peu au courant du prix auquel leur banque leur facture ses services ou du prix de revient de ces services. Seulement 40 % estiment bien le prix de revient d'un chèque à 3 F, et la majorité sous-estime les sommes facturées pour un chèque sans provision, l'opposition sur un chèque ou l'intérêt appliqué à un découvert.

Quant à l'hostilité à l'égard des chèques payants, et plus généralement à la rémunération des services courants des banques, elle est massive (90 % et plus). En cas de facturation des chèques, une contrepartie est souhaitée à 80 %, avec une préférence chez les hommes et les plus âgés pour la rémunération du compte chèques ; chez les plus jeunes, pour la baisse des taux de crédit. Pour compenser la facturation des chèques, les Français se montrent exigeants, puisqu'ils souhaitent une rémunération de son compte au moins égale à

11 %. Si les banques proposaient une rémunération inférieure à 5 %, elles n'obtiendraient pas l'adhésion de la majorité. Les habitants des grosses agglomérations se montrent les plus exigeants : 61 % d'entre eux souhaitent une rémunération de 5 % ou plus.

Si une banque décidait de facturer les chèques, elle perdrait deux clients sur trois au profit d'une banque ne les facturant pas. Les populations les plus déterminées sont les hommes, les moins de cinquante ans, les habitants des zones agglomérées, les cadres supérieurs, artisans, petits commerçants et les catégories socio-professionnelles moyennes.

De quoi donner à réfléchir

L'opposition est à peine plus faible (78 %) pour le paiement des relevés bancaires, aucune fréquence n'obtenant une préférence significative. Les Français connaissent mal les produits bancaires, à part le plan épargne-logement, le compte sur livret et l'assurance-vie. En particulier, les produits boursiers sont peu connus. En général, les clients jugent que l'information qui leur est fournie est suffisante.

On retrouve une exigence caractéristique à l'égard des crédits. Si près de trois Français sur quatre jugent normal de faire virer leur salaire dans la banque qui accorde le crédit, quatre Français sur cinq sont prêts à mettre les banques en concurrence pour obtenir les meilleurs taux, et ce pourcentage atteint et dépasse 90 % chez les moins de trente-cinq ans. Prêts à marchander (64 % des interrogés), les Français en général sont aussi prêts à changer de banque (58 %) si nécessaire. La perspective européenne de 1993 ne les trouble pas du tout. Plus ils sont jeunes (78 % des moins de cinquante ans), et plus ils sont aisés (76 %), moins ils hésiteront à s'adresser à une banque étrangère. De quoi donner à réfléchir aux banques françaises.

JOSEÉ DOYER.

Construction navale

Beneteau a vigoureusement repris sa marche en avant

Après le « coup de tabac » provoqué par l'apparition, à partir d'août 1984, de cloques sur les coques de leurs bateaux, les chantiers navals de plaisance Beneteau ont vigoureusement repris le chemin de la croissance. Leur chiffre d'affaires a augmenté de 20 % pour l'exercice clos le 31 août 1988 à 670 millions de francs (contre 550 millions de francs l'année précédente) et, surtout, l'entreprise, après le « stéril » exercice 1986-1987, marqué par une perte de 11,7 millions de francs (la première depuis vingt-trois ans), va renouer avec le profit grâce à la montée en puissance de sa nouvelle gamme Oceanis, dont les ventes égalemment dépassent celles de First, lancée il y a dix ans. En outre, la firme, surtout spécialisée dans la voile, entend pousser ses fabrications de bateaux à moteur, qui représentent maintenant plus de 20 % de son chiffre d'affaires, à la fois pour répondre au désir du public et pour résister à l'offensive des constructeurs américains, favorisée par la baisse du dollar (le Monde du 12 décembre 1987).

Pour M^{me} Annette Roux, la très énergique présidente de la société Beneteau, qui inaugurerait, il y a deux ans, l'unité de fabrication de bateaux à voiles la plus moderne du monde à Challans (Vendée), près de Saint-Gilles-Croix-de-Vie, « l'affaire des cloques appartient au passé » : il s'agit, pour la firme vendéenne, de rester le numéro un mondial de la voile, mais aussi de se diversifier vers la pêche et le moteur. Certes, elle va garder un certain temps les traces de l'affaire, qui avait fait chuter les ventes de ses bateaux First en 1986 et surtout en 1987 — en attendant, toutefois, l'indemnité à recevoir de la Société chalonnaise de peroxydes organiques (SCPO), filiale à 49 % de l'Air liquide. Un arrêt de la cour d'appel de Poitiers du 3 février dernier a rendu responsable cette dernière, à hauteur de 75 %, des fameuses cloques provoquées par la livraison d'acier catalyseur défectueux. Beneteau, dont 900 des

bateaux ont été abîmés, réclame 131 millions de francs de dommages-intérêts.

Mais cet « accident » a stimulé le laboratoire de recherche de la société, qui vient de mettre au point un véritable « écran total » protégeant les coques contre le vieillissement et l'humidité. Cet écran, breveté sous le nom de Beneteau Water Shield (BVS), est désormais interposée entre la coque brute confectionnée en résine armée de fibre de verre et le revêtement plastique extérieur (gel-coat). Il permet à Beneteau de donner désormais une garantie de dix ans pour ses coques : le prix est la récompense de l'effort, un quelconque sorte.

F. R.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

PFA S.A.

Arts aux porteurs de bons de souscription Il est rappelé aux porteurs de bons de souscription PFA S.A. que la période d'exercice des bons de souscription prendra fin le 30 septembre 1988. Au-delà de cette date, ces bons auront perdu toute valeur s'ils ne sont pas exercés.

Chaque bon de souscription donne le droit de souscrire deux actions PFA S.A. au prix global de F 675 les deux actions. Les demandes de souscription, accompagnées du règlement des fonds correspondants, devront être déposées aux guichets des établissements suivants :

Banque Demachy et Associés, Banque Nationale de Paris, Crédit Lyonnais, Société Générale, Banque de Gestion Privée, SIB, Banque Worms, Athena Banque, Crédit Industriel et Commercial, Banque Indosuez, Banque Paribas, Crédit du Nord, Banque Générale du Pacifique, Banque Stern.



GRUPE WORMS & CIE

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS FORMATION SPÉCIALISÉE EN INGÉNIERIE FINANCIÈRE

- Cycle de formation supérieure hors temps ouvrable (une soirée par quinzaine et un samedi sur deux) comprenant des :
 - Cours — Etudes de dossiers — Conférences
- Sur les thèmes suivants :
 - Diagnostic financier — Evaluation et opérations en capital
 - Communication financière — Inter médiation financière
- Réservée aux cadres d'entreprise titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur (niveau maîtrise ou grande école).

Durée : 120 heures Début des cours : le 4 novembre 1988

PRÉPARATION AU DOCTORAT D'EXPERTISE ET INGÉNIERIE FINANCIÈRE

Dossiers de candidature : CHAIRE DE FONCTIONS FINANCIÈRES ET COMPTABLES DES ENTREPRISES 2, rue Conté, 75003 PARIS Téléphone : 42-78-96-58 (en semaine de 9 h à 13 h)



Économie

SOCIAL

Incertitudes autour de l'effet sur l'emploi du déplaçonnement des cotisations familiales

Le gouvernement va-t-il modifier l'assiette des cotisations d'allocation familiale versées par les entreprises qui s'élèvent actuellement à 9 % des salaires bruts jusqu'à un plafond de 10 110 francs par mois ? M. Rocard a proposé de les décaler sur la totalité du salaire, mais d'en réduire le taux, afin d'alléger les charges des entreprises de main-d'œuvre (à salaires relativement

bas) et d'encourager l'emploi. La mesure est soutenue par M. Bérégovoy, ministre de l'économie, et des finances, qui en cours de l'émission « Grand Jury RTL-Le Monde » du dimanche 5 septembre a évoqué une réduction du taux à 7,5 % ou 7 % pour rendre l'opération neutre.

La proposition a provoqué des réactions diverses des partenaires sociaux. La CFDT l'a approuvée sans réserve, la CFTC s'y est déclarée « assez favorable », la CGT, en revanche, favorable au principe du déplaçonnement, rejette la réduction du taux qui n'apporte pas de recettes nouvelles à la Sécurité sociale, et la CGC a affirmé sa « ferme opposition ». Le CNPF aussi est hostile, les entreprises ayant besoin, selon l'expression de son président, M. Périgot, de « salaires bien payés ».

En fait, la mesure suscite plusieurs incertitudes. La première porte sur ses effets réels. On sait que le bâtiment, le textile, le cuir et la chaussure devraient être avantagés, tandis que les établissements financiers, et surtout le pétrole, l'ingénierie et les services aux entreprises seraient désavantagés.

Mais les études menées depuis 1975 ont émis des doutes sur les répercussions sur l'emploi. En particulier le rapport Maillet, examinant en 1982 l'hypothèse d'un déplaçonnement « compensé » de l'ensemble des cotisations familiales — bien plus vaste que celle envisagée aujourd'hui, —

concluait que l'opération n'aurait pratiquement pas d'effet sur l'emploi total, les entreprises bénéficiaires pouvant en particulier utiliser le gain pour reconstruire leurs profits, voire pour augmenter les salaires plutôt que pour créer des emplois.

Au ministère de l'économie, on estime ce pessimisme injustifié. Les modèles économiques utilisés, assez frustes, ne permettent pas de mesurer réellement les effets sur les embauches, souligne-t-on. Surtout, le contexte a changé, les entreprises ayant reconstitué leurs marges. Même l'industrie investit aujourd'hui pour accroître ses capacités de production et, globalement, ne supprime plus d'emplois. Il ne s'agit donc plus de prévenir les pressions d'emplois, mais d'accompagner un mouvement de reprise.

Les entreprises avantagées étant celles qui créent des emplois (services, hôtellerie, restauration, etc.), on espère, par ce coup de pouce, avancer des décisions d'embauche qui autrement risqueraient d'être retardées.

La deuxième incertitude porte précisément sur le lien avec le financement de la Sécurité sociale. Parmi les hypothèses envisagées par M. Claude Evén pour combler le déficit prévisible figure notamment l'idée d'une réduction du taux des cotisations d'allocation familiale, compensée par un transfert sur l'assurance-vieillesse et par l'institution d'un prélèvement sur tous les revenus au profit de la branche famille. Cela permettrait à la fois de réduire le déficit de la branche vieillesse, évalué pour 1989 à une trentaine de milliards de francs, et de rapprocher le financement des prestations familiales de la situation de la plupart des pays européens. L'opération serait relativement simple et logique, dans la mesure où les prestations familiales ne sont pas liées à une activité professionnelle et sont identiques pour toutes les catégories socioprofessionnelles, salariés et non-salariés.

La conjonction des deux opérations n'est pas impossible : on peut à la fois transférer des points de cotisations de la famille à la vieillesse et déplaçonner le reste des cotisations d'allocation familiale. Mais le calcul devient plus complexe, car le point d'équilibre pour les entreprises se modifie. Surtout, cela fait peser une hypothèque sur l'avenir : pourra-t-on continuer le transfert entre la famille et la vieillesse si les bases de cotisations ne sont plus les mêmes ?

GUY HERZLICH.

EN BREF

● Actions CGT dans la métallurgie le 13 septembre. — La Fédération CGT de la métallurgie a annoncé, le mardi 6 septembre, des « initiatives » — allant de l'arrêt de délégués à l'arrêt de travail — le 13 septembre chez Thomson et dans la construction navale, la sidérurgie et l'aéronautique. « Il y a perte pour les salariés et gains records pour le patronat », a assuré devant la presse M. Bernard Laimirand, secrétaire fédéral, en affirmant que pour les salariés « c'est le zéro en augmentation générale depuis le début de l'année ».

● « Tour de piste » syndical à EDF. — Les fédérations CFDT, FO, CFTC et UNCM-CGC d'EDF-CGEF seront reçues, à leur demande, par la direction le 12 septembre pour un « tour de piste » sur la politique sociale. Les quatre fédérations syndicales ont souligné en commun « les pertes de pouvoir d'achat des gaziers et électriciens en l'absence d'accord salarial 1988 » et ont réaffirmé « leur volonté d'aboutir à un accord ».

TRANSPORTS

Au Salon de Farnborough

Commandes en série pour McDonnell Embraer et Airbus

Le Salon aéronautique de Farnborough, qui se tient cette semaine en Grande-Bretagne, ne fait pas exception à la règle : les avions y ont annoncé quelques commandes spectaculaires, propres à impressionner leurs futurs clients. C'est McDonnell-Douglas qui a annoncé que la compagnie Alitalia lui achèterait vingt-sept biréacteurs MD-80 (139-172 sièges), livrables de 1989 à 1991. La firme américaine s'est aussi félicitée de la commande par China Airlines (Taiwan) de quatre triréacteurs long-courriers MD-11 (368 sièges), dont le premier vol est prévu pour le mois d'avril 1989.

Pour sa part, le brésilien Embraer a reçu un contrat pour vingt Brasília Air en option de la compagnie américaine Comair. Le Brasília est un appareil de transport régional de 40 places équipé de deux turbopropulseurs à hélice de Pratt et Whitney.

Enfin, Airbus, qui ne pouvait être en reste, fête la vente de trois Airbus A-300-600 biréacteurs à long rayon d'action à la compagnie China Airlines.

Ces achats confirment que les transporteurs choisissent en priorité des appareils éprouvés. Les innovations les plus récentes et McDonnell-Douglas en sait quelque chose, qui a du mal à trouver le nombre de clients suffisant pour lancer un MD-90 propulsé par deux hélices rapides de type « propfan ».

● Grève des équipages d'Air Inter. — Les syndicats de pilotes (SNPL et SPAC) et de mécaniciens (SNOMAC) d'Air Inter ont déposé un nouveau préavis de grève pour la période allant du lundi 12 au dimanche 18 septembre. Ils appellent les navigants à refuser de prendre leur service avant 8 h du matin pendant cette période. Cette grève a été déclarée pour perturber le trafic national d'Air Inter sans qu'il en coûte la moindre perte de salaire aux grévistes. Par ce moyen, les syndicats veulent contraindre la direction à faire piloter pendant une période probatoire par trois navigants l'Airbus A 320 conçu pour être conduit par deux hommes seulement et sans mécanicien.

● PRÉCISION. — La Bourse sur minitel (Le Monde télématique), taper 3615 le Monde puis Bourse, ou directement 3616 LMBourse.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
45-55-91-82, poste 4330

Eurostaf Dafsa

Europe Stratégie Analyse Financière

Dans le cadre de sa collection
« Stratégies et Structures comparées »
vient de publier une étude sur :

LES GRANDS GROUPES DE PRESSE DANS LE MONDE

La presse écrite a su garder ses spécificités au sein des industries de la communication. Celle-ci demeure à son histoire et à la diversité de ses produits : quotidiens, magazines, gratuits, bien que leurs marchés respectifs obéissent rarement aux mêmes lois. De plus, chaque pays présente des situations très diverses, qu'expliquent des conditions politiques, culturelles et économiques différentes.

Deux tendances importantes se dégagent de l'évolution en cours du secteur : le ralentissement de la croissance de la consommation et une accélération de la concentration. Si la période actuelle ne présente plus les caractéristiques bénéfiques des années 50, la presse écrite reste bien vivante, face à de nombreuses difficultés. Parmi celles-ci, on citera : — la mise en place de nouvelles technologies et les problèmes qu'elle pose ; — la concurrence des nouveaux médias, audiovisuel essentiellement ; — la dépendance vis-à-vis des ressources publicitaires : 41 % des ressources totales de la presse en France ; 70 % environ aux États-Unis.

Les stratégies mises en œuvre par les grands groupes s'organisent autour de trois thèmes essentiels :

- le renforcement d'un positionnement dans la presse quotidienne ou dans la presse magazine par croissance externe ou par investissements internes ;
- l'internationalisation : les marchés les plus grands en termes de lectorat et de ressources publicitaires étant recherchés en premier, soit les États-Unis pour la plupart des groupes des pays européens ;
- la diversification multi-média. Celle-ci apparaît plus complexe pour deux raisons essentielles : d'une part, elle a longtemps été soigneusement exclue des perspectives en Europe du seul fait des monopoles publics sur l'audiovisuel (radio et télévision) ; d'autre part, elle requiert un ensemble de moyens qui ne peut être le rôle du média dans la communication (approche différente d'un même message par la parole et par l'écrit).

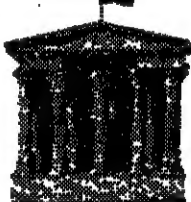
Ces trois axes stratégiques nécessitent des moyens financiers importants, d'autant que les mouvements en cours se traduisent par une inflation galopante des prix de vente (le prix de vente de l'ensemble Diamantidis a plus que doublé en un an). Certains groupes de presse, anciens, ont su trouver une assise financière confortable dans l'exploitation de leurs titres : grand pour Murdoch, très limité pour les groupes américains. D'autres ont appuyé leur stratégie dans la presse sur d'autres activités (Maxwell et l'édition, Mondadori également) ; Berlusconi sur l'édition et les clubs de livres, etc.). Tous ont en commun la volonté de ne pas laisser la presse devenir un centre de perte comme certains magazines des générations précédentes l'ont fait à leurs dépens.

Cette étude est en vente à EUROSTAF (Europe Stratégie Analyse Financière), 16, rue de la Banque, 75008 Paris. Pour en recevoir gratuitement la présentation, tél. : 43 61 51 24.

Tous les ouvrages sur
le yoga, l'astrologie, le bouddhisme, l'architecture sacrée,
les médecines naturelles...
à la **LIBRAIRIE DES SCIENCES TRADITIONNELLES**
6, rue de Savoie, 75008 PARIS — Tél. : 43-26-90-72

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

VOUS RECHERCHEZ LA SOLIDITÉ DE L'OBLIGATION ET ESPÉREZ LA PLUS-VALUE DE L'ACTION.
NOUS VOUS FAISONS PROFITER D'UNE GRANDE PREMIÈRE.



La Société Générale émet

F 2 835 000 000 d'obligations convertibles en actions, assorties de bons de souscription d'actions.
La souscription est ouverte à compter du 5 septembre 1988.

Nos actionnaires bénéficient d'une priorité de souscription jusqu'au 23 septembre inclus, à raison d'une obligation convertible pour 10 actions.

La solidité de l'obligation

Chacune des 6 300 000 obligations émises à F 450 vous offre la solidité d'un placement dont l'intérêt annuel est de 6 % et la durée de vie relativement courte, un peu plus de 7 ans, avec remboursement au prix de souscription par tirage au sort en 4 tranches égales les 1^{er} janvier des années 1993 à 1996.

Une double possibilité d'acquies des actions Société Générale

Ces obligations vous offrent aussi la possibilité de tirer doublement profit d'une hausse de l'action Société Générale au-delà de F 450.
Vous pouvez en effet convertir sans frais chaque obligation en une action Société Générale à compter du 13 octobre 1988 et durant toute sa durée de vie. Au moment du remboursement vous disposez d'un délai supplémentaire de trois mois pour demander la conversion.
En souscrivant une obligation, vous bénéficiez en plus d'un bon de souscription. Ce bon vous permet de souscrire, du 13 octobre 1988 au 15 novembre 1991, une autre action Société Générale au prix fixe de F 450. Il sera coté en Bourse, séparément de l'obligation.

En participant à cette opération, vous serez associé, dans d'excellentes conditions, à la poursuite du développement du premier groupe bancaire privé français.

Vous pouvez souscrire dans toutes les agences Société Générale ainsi qu'auprès de votre intermédiaire financier.

Les modalités complètes de l'opération figurent dans la note d'information (visa COB n° 88-292 en date du 30 août 1988) tenue gratuitement à la disposition du public. BALO du 5 septembre 1988.

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

CONJUGUONS NOS TALENTS.

هكذا من الأصل

BOURSE DU 6 SEPTEMBRE

VALEURS						Règlement mensuel						VALEURS						Règlement mensuel						VALEURS						Règlement mensuel						
Compagnies	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnies	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnies	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnies	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnies	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	%	Compagnies	VALEURS	Cours	Premier cours	Dernier cours	%	
2020	CAN. PAC. T.P.	9525	9525	9525	+ 0.13	2020	CS&E (Industrie)	505	505	505		2020	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
1460	BAL. P.T.	1021	1021	1021		1460	CS&E (Industrie)	505	505	505		1460	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
1086	Can. Pac. T.P.	1115	1115	1115		1086	CS&E (Industrie)	505	505	505		1086	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
1742	Can. Pac. T.P.	1739	1739	1739		1742	CS&E (Industrie)	505	505	505		1742	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
1254	Can. Pac. T.P.	1254	1254	1254		1254	CS&E (Industrie)	505	505	505		1254	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
1302	Can. Pac. T.P.	1302	1302	1302		1302	CS&E (Industrie)	505	505	505		1302	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
420	Can. Pac. T.P.	431	431	432	+ 0.23	420	CS&E (Industrie)	505	505	505		420	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
400	Can. Pac. T.P.	401	401	402	+ 0.40	400	CS&E (Industrie)	505	505	505		400	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
1390	Can. Pac. T.P.	1390	1390	1390	+ 0.28	1390	CS&E (Industrie)	505	505	505		1390	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
276	Can. Pac. T.P.	283	282.50	282.50	+ 0.17	276	CS&E (Industrie)	505	505	505		276	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
305	Can. Pac. T.P.	310	308.90	308.90	+ 0.28	305	CS&E (Industrie)	505	505	505		305	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
2260	Alcan. P.T.	2028	2020	2020	+ 0.36	2260	CS&E (Industrie)	505	505	505		2260	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70	70	70	+ 1.58
810	Can. Pac. T.P.	808	808	808		810	CS&E (Industrie)	505	505	505		810	1000	1000	1000	1000	- 0.17	71	Da	1575	1575	1575	1575	+ 1.58	1520	70	70	70	70	+ 0.32	1520	70	70</			

Comptant (selection)										SICAV (selection)										6/9									
VALEURS		% du nom.	% du coupon	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Cours préc.	Dernier cours	VALEURS		Emission	Prime incl.	Rachet net	VALEURS		Emission	Prime incl.	Rachet net								
Obligations										Étrangers										VALEURS									
Ban. 8,00 7/8	129 80	2 980		Chemins (Bel.)	578			Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			A.A.A.	822 24	811 44	Francs Franc	95 50	92 72	Pavlov	589 42	572 25				
Ban. 8,00 7/8	129 80	2 980		Chemins (Bel.)	142	143		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	236 98	201 84	Francs Franc	880 05	861 22	Francs Franc	251 89	250 74				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action	432 58	412 51	Francs Franc	27 27	27 27	Francs Franc	448 24	419 80				
12,50 5/8 7/8	105 00	0 089		C.I.C. (Paris, del.)	145	145		Local	744	748		Tout-Acquies	196	196			Action</												

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - ♦ : prix précédent - ★ : marché continu

**PUBLICITÉ
FINANCIÈRE**

Renseignements :
-55-91-82, poste 4330

هكذا من الأصل

